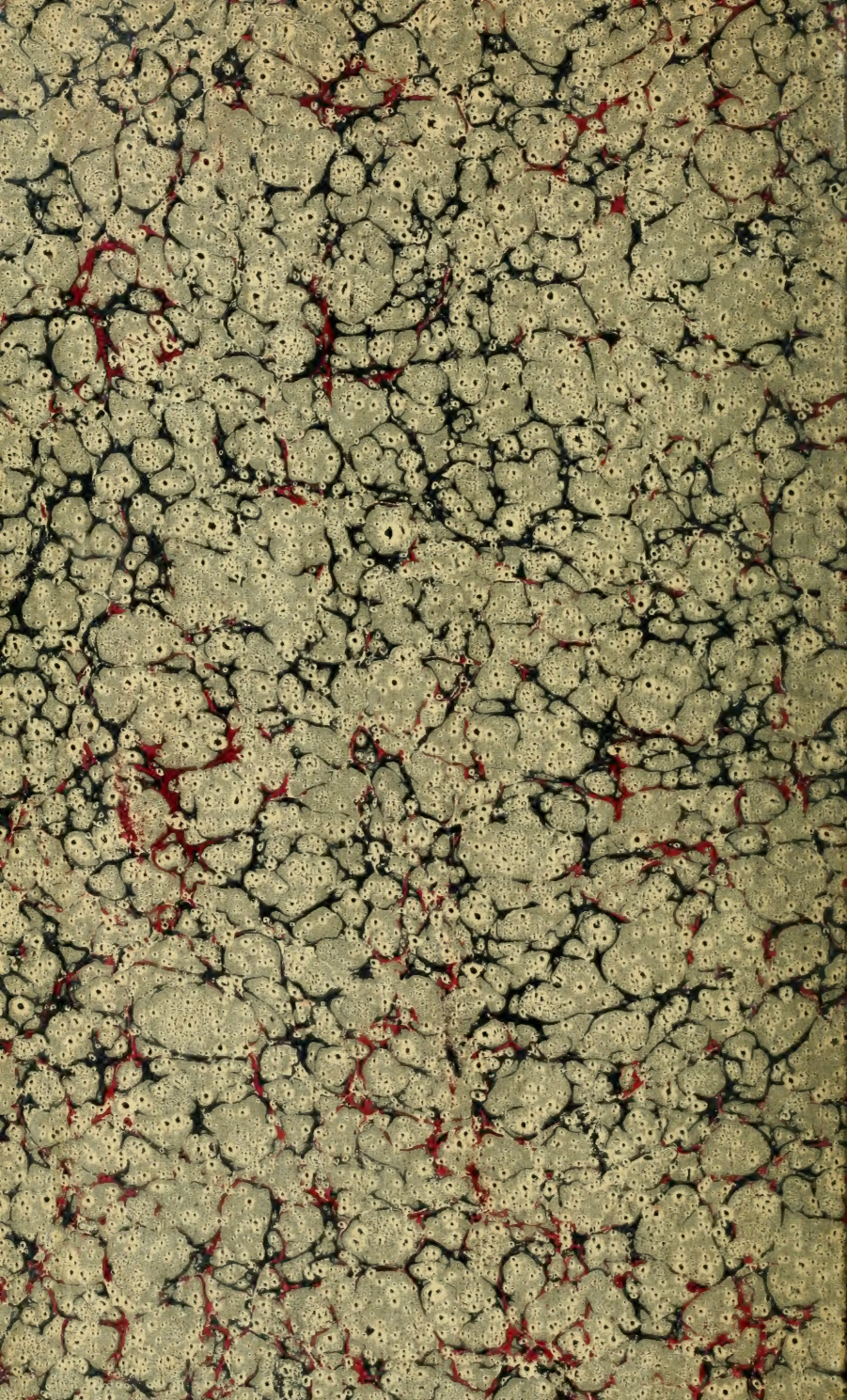
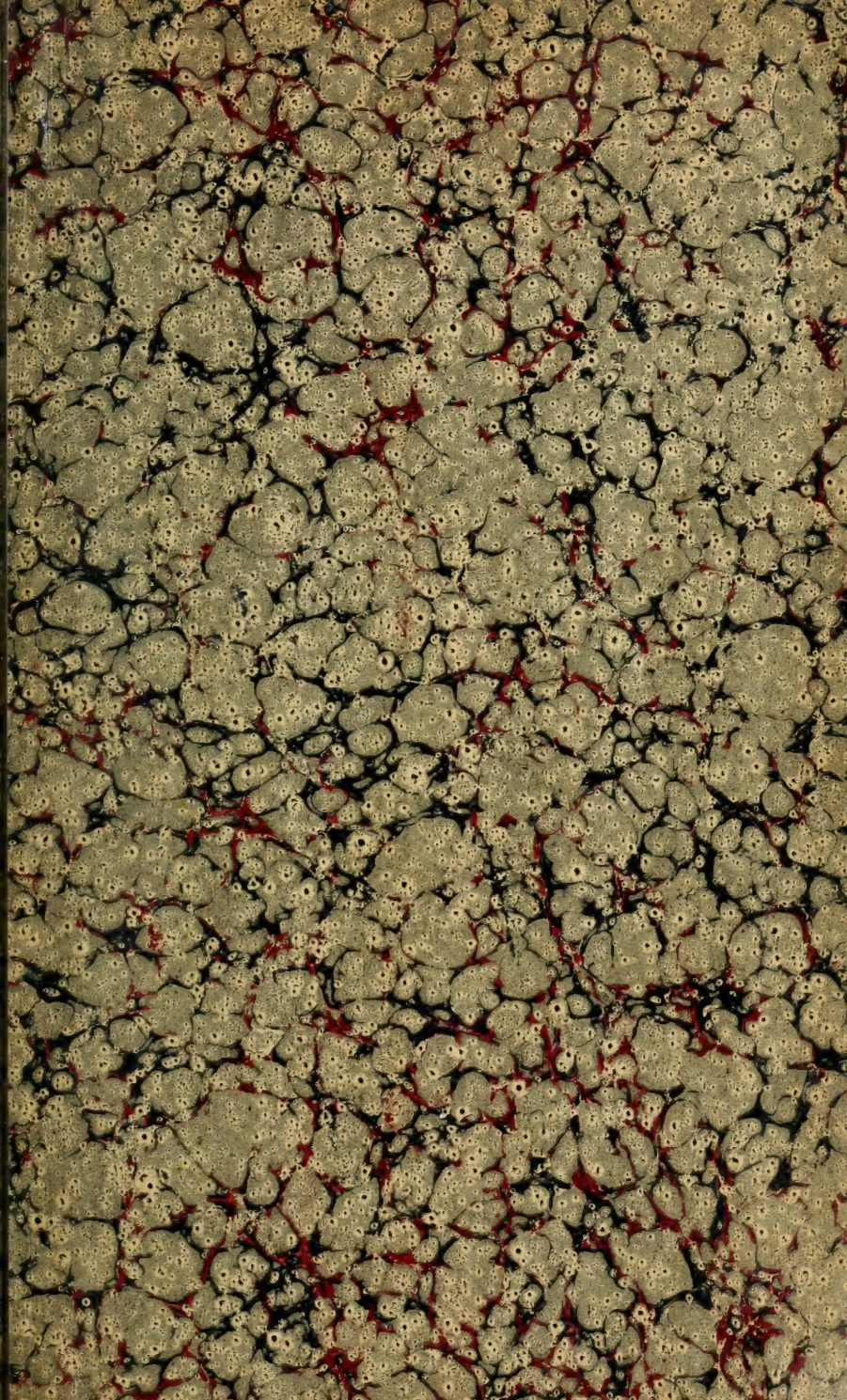
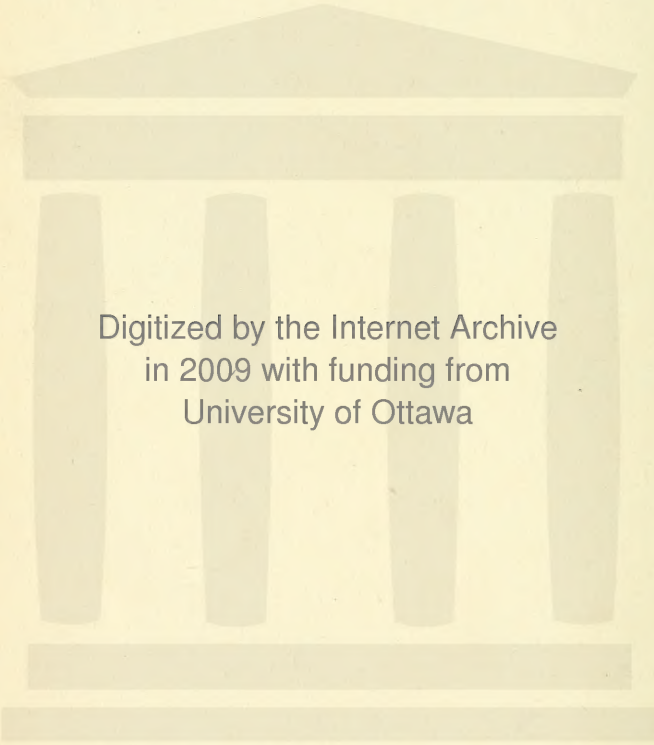










Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

CINQ ANS
D'HISTOIRE GRECQUE

(1912-1917)

U. O. 7

12/4/18

V.

CINQ ANS D'HISTOIRE GRECQUE

1912 - 1917

DISCOURS

PRONONCÉS A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS EN AOUT 1917

PAR

E. VENIZÉLOS

Président du Conseil.

N. POLITIS

Ministre des Affaires étrangères.

E. RÉPOULIS

Ministre de l'Intérieur.

G. CAFANDARIS

Député, Rapporteur de la Commission parlementaire,
chargé de la réponse au Discours du Trône.

TRADUCTION DE M. LÉON MACCAS

AUTORISÉE PAR LE GOUVERNEMENT GREC



150670
27/5/19

BERGER-LEVRAULT, LIBRAIRES-ÉDITEURS

PARIS

5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY

RUE DES GLACIS, 18

1917

AVANT-PROPOS

Ce volume contient les discours prononcés, sur la question grecque, au cours des séances historiques tenues le 24, le 25 et le 26 août 1917, à la Chambre des députés hellénique. La publication de leur traduction française contribuera à éclairer l'opinion de France et l'opinion de tous les pays de l'Entente sur les événements importants qui se sont, depuis cinq ans et notamment depuis la guerre européenne, déroulés en Grèce et qui ont exercé une influence parfois décisive, toujours prépondérante, sur l'évolution militaire et diplomatique de la guerre en Orient.

Le public français et l'opinion universelle ont déjà pris connaissance d'une manière générale, — grâce aux télégrammes des agences et des correspondants des grands journaux à Athènes, — des faits essentiels révélés ou confirmés par les discours tenus au mois d'août dernier à la Chambre des députés grecque ; ils ont également lu une partie des documents parus, récemment, dans le Livre blanc grec, auxquels ces discours se réfèrent, d'ailleurs, fréquemment. L'opinion a pu, ainsi, discerner les grandes lignes de la politique suivie depuis plus de trois ans par le roi Constantin. Elle connaît aussi la politique qui, préconisée dès les premiers jours de cette guerre par M. Venizélos et par le parti libéral grec, finit par avoir raison de tous les obstacles. Mais la réunion et la publication in extenso des dis-

cours du Parlement grec offrent un tableau plus complet de la question grecque et rendent plus facile l'étude synthétique de cette question, telle qu'elle a évolué, aussi bien au point de vue extérieur qu'intérieur, depuis les guerres balkaniques jusqu'à nos jours.

Les faits, les documents, les renseignements authentiques et aussi leur appréciation autorisée, sont ainsi présentés avec une suite logique et avec force et éloquence. Leur ensemble permet de se rendre un compte exact de la clairvoyante et combien loyale activité déployée par le plus grand des partis politiques de Grèce et par son illustre chef en faveur de la grandeur de la nation et de la liberté du peuple hellènes. Et le tableau de cette activité patriotique contraste puissamment avec les obscurs et infâmes agissements auxquels se sont livrés, à Athènes, la couronne et son entourage militaire et politique, en vue d'abolir, en Grèce, la souveraineté populaire et de servir les ennemis de la nation.

Ce fut là une crise nationale, morale, sociale et constitutionnelle, qui a eu pour point de départ, comme il fut si exactement défini par l'ancien ministre M. Cafandaridis, la tendance constante du roi déchu à entraîner la nation dans une voie destinée à servir uniquement ses sympathies personnelles et ses relations dynastiques. La Grèce soumise à un maître absolu et attachée au char germanique, à la suite des Turcs et des Bulgares, tel était le but poursuivi. Et les moyens illégaux employés pour le triomphe de ce but ne furent autres que la violation du régime, la corruption des consciences, l'intimidation des citoyens, le terrorisme. Mais un pareil système ne pouvait pas être appliqué sans qu'on eût pris, au préalable, le soin de supprimer la souveraineté populaire qui, légalement exercée, eût étouffé la tentative monarchiste. Le premier coup porté

au régime fut asséné par la crise ministérielle du mois de mars 1915. Le Gouvernement parlementaire du pays fut, à cette date, éloigné du pouvoir, bien qu'il eût, derrière lui, l'immense majorité du peuple et qu'il fût encouragé à appliquer sa politique par les chefs eux-mêmes de l'opposition. Mais le peuple grec demeura fidèle à M. Venizélos; et les élections, bien que faites par le cabinet Gounaris au mépris de la loi et de l'honnêteté la plus sommaire, donnèrent une puissante majorité libérale; après certains attermolements caractéristiques, le roi dut lui confier le gouvernement du pays. M. Venizélos revint au pouvoir.

Mais la coterie germanophile avec, à sa tête, le souverain absolu qu'était devenu le roi Constantin, a eu l'audace de fouler aux pieds, une seconde fois, la volonté populaire. En s'obstinant effrontément à violer l'alliance gréco-serbe, elle a créé une seconde crise politique, après avoir, dans un but infernal, provoqué la mobilisation générale. L'objectif exclusif de cet acte fut d'obtenir, par sa prolongation indéterminée, la soumission absolue du peuple, sa démoralisation, l'empoisonnement de son âme par le mensonge et par la calomnie, le relâchement complet de la discipline militaire. La Grèce — ce pays entouré jusque-là de l'estime et du respect universels — fut ainsi livrée au mépris de ses amis aussi bien que de ses adversaires.

Un Gouvernement a été formé d'hommes vaniteux et haineux qui, en mettant leur conscience au service de la volonté royale, en attendaient la satisfaction de leurs intérêts personnels. Ces hommes gouvernèrent le pays d'une manière éhontée, en mentant, en intriguant, en opprimant, en épuisant les forces nationales. Ce Gouvernement qui, par un excès d'indulgence, fut appelé le « Gouvernement des vieillards », laissera dans l'histoire grecque un souvenir vraiment odieux. Ces « vieil-

lards » étaient des traitres asservis à l'Allemagne. Ils ont empoisonné, par leur impudence et par leur mauvaise foi, les relations si cordiales entre la Grèce et les puissances garantes de ses libertés; ils n'ont pas hésité à livrer aux Germano-Bulgares des territoires grecs, des forts grecs, des armes grecques, des troupes grecques, pour affaiblir leur pays et pour rendre plus profond encore l'abîme le séparant des puissances de l'Entente. Et lorsque la légitime indignation des puissances garantes et du peuple grec menacèrent d'abolir complètement ce régime illégal et abominable, les « vieillards » ne furent éloignés du pouvoir que pour y être remplacés non point par un Gouvernement constitutionnel, mais par un certain nombre de vulgaires personnalités que M. Venizélos a si sévèrement mais si justement surnommées « les canailles politiques ». Le peuple grec ne tarda pas à s'apercevoir que ses idéals et ses intérêts étaient confiés au caprice de quelques hommes vaniteux, imbéciles et intéressés, qui, professeurs germanophiles, fonctionnaires insignifiants ou officiers en retraite, n'étaient que des marionnettes entre les mains du Gouvernement occulte.

Lorsque les affaires nationales ont atteint ce degré d'avilissement; lorsque, le cœur saignant de douleur pour l'opprobre national, le grand homme d'État grec a quitté Athènes pour sauver l'honneur de son pays par une lutte surhumaine; lorsque, courant vers la frontière grecque, il a voulu montrer au monde entier que la conscience du pays est intacte, toujours courageuse et toujours héroïque; lorsque sa parole ne fut plus entendue à Athènes, et que ses réquisitoires ont, nécessairement, cessé de fouetter les misérables gouvernants de sa patrie, il était naturel que les « canailles politiques » reprissent courage et s'avançassent sans frein sur la pente de l'immoralité et de la trahison! La nation fut entraînée

jusqu'au seuil du gouffre, là où cette sinistre journée du 1^{er} décembre 1916 l'a menée. M. Répoulis, dans son beau discours, a vigoureusement flétri toutes ces infamies et a tracé, par des traits éloquentes, le tableau de tout ce qui fut perpétré par le roi, devenu chef de parti : « Il était naturel, a-t-il dit, que ce despotisme dégénérât en un régime de violence et d'arbitraire. Ce sont les méthodes habituelles et éternelles de la tyrannie. Nous avons vu des régiments entiers d'espions ; nous avons vu des citoyens innocents tomber victimes de la calomnie et de la persécution pour avoir soi-disant insulté le roi ; nous avons vu les pires procédés de chantage ; nous avons vu la police devenir l'instrument inconscient de l'arbitraire tyrannique ; nous avons vu la justice se transformer en une basse et vile esclave de la volonté dynastique ; nous avons vu le clergé parfaire ce misérable tableau par ses odieux anathèmes. »

Quant à l'analyse précise de la politique extérieure pratiquée par les cabinets inconstitutionnels qui ont succédé à celui de M. Venizélos, elle est faite, avec une logique implacable et documents officiels à l'appui, par le ministre des affaires étrangères, M. Politis, dans son clair discours où, à côté de ses qualités bien connues de juriste éminent, il eut l'occasion de révéler pour la première fois les mérites d'un véritable homme d'État. M. Politis a donné à son discours cette conclusion irréfutable : « Ceux qui ont commis cette infamie, a-t-il dit, parlant de la violation du traité gréco-serbe, croyaient pouvoir exploiter le patriotisme des Grecs ; ils pensaient que le patriotisme imposerait le silence par lequel leur crime serait couvert. Il s'est pourtant trouvé des hommes, ayant la liberté de parler ou d'écrire, que, bien que Grecs, ont immédiatement dénoncé l'infamie commise. »

Tels sont le courage et la sincérité qui régissent les

paroles et les actes des collaborateurs du grand chef, qui, avec son génie politique et son incomparable force morale, a su toujours concilier l'énergie et la loyauté. Et, s'il existe vraiment un phénomène naturel qui veut que les gens honnêtes et bons se sentent toujours attirés vers ceux qui sont également bons et honnêtes, il est non moins vrai que le souffle de droiture et de patriotisme qui émane de l'âme du chef politique de la nation grecque se répand en son entourage, depuis ses collaborateurs immédiats jusqu'au plus humble citoyen libéral.

Cette droiture et ce patriotisme, ces nobles vertus de l'homme d'État grec, apparaissent, dans le discours de M. Venizélos, éclairés par la lumière éclatante de sa haute, large et claire intelligence. Seule la majesté de l'immense crise nationale, politique et sociale que traverse actuellement l'humanité, pouvait provoquer une aussi puissante manifestation de clarté et de critique, d'inspiration et de qualités descriptives, de courage et de vertu. Il est heureux, pour le sort de la Grèce, que ses générations futures puissent constater qu'une aussi admirable prédication politique fut le fruit d'une intelligence et d'une âme grecques. Le discours de M. Venizélos ne saurait être ni commenté, ni analysé; il doit être lu tout entier, et non seulement lu, mais étudié, médité, approfondi.

Malheureux furent, certes, les hommes politiques qui, co-responsables de toutes les infamies commises contre la nation grecque, durent assister aux séances de la Chambre et qui, aux discours justiciers qui y furent prononcés, durent, tels des accusés comparaisant devant le tribunal de l'opinion nationale, défendre ou excuser le régime aboli. L'antique Némésis les obligea de tenter la justification d'actes injustifiables et la défense d'actes infâmes et illégaux. Leur expérience et leur habileté parlementaires n'ont pas diminué la vanité totale de

leurs efforts ; mais épargnons à nos lecteurs l'étalage inutile de leurs arguments mal fondés. Formulés en faveur d'une cause déjà entendue, ils ne constituent que la confirmation et la justification implicites des actes et des paroles de M. Venizélos.

N. B. — Nous avons divisé les discours, d'après leur sens, en paragraphes auxquels nous avons donné des titres pour faciliter la lecture, l'étude ultérieure et la rapide utilisation de ce volume. Quant à la traduction, nous avons essayé de la faire aussi scrupuleusement que possible, en nous attachant cependant beaucoup plus au sens exact et précis de chaque phrase qu'à la construction des périodes et à la tournure du style des divers orateurs.



DISCOURS

DE

M. ELEUTHÈRE VENIZÉLOS

PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES DE GRÈCE

PRONONCÉ A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(Séance du 13/26 Août 1917)

I. — La justification des deux guerres balkaniques

E. Venizélos (*président du Conseil*). — Pour rendre l'opinion publique hostile à mon égard, mes adversaires ont profité des événements militaires des trois dernières années et ont essayé de présenter, aux yeux du peuple hellène, le chef des libéraux comme un homme, qui possède peut-être d'autres mérites, mais qui, malheureusement pour le peuple grec, est belliqueux, se plait à l'effusion du sang et se laisse entraîner par ses illusions : je crois pouvoir facilement, selon eux, par un petit effort, obtenir de grands résultats. Lorsqu'on m'accusait, jadis, d'avoir fait la guerre contre la Bulgarie malgré moi, j'avais saisi, Messieurs les députés, cette occasion pour avouer que non seulement

cette guerre était contraire à mes vœux, — bien qu'elle n'eût certainement pas lieu, ni sans que je m'y attende, ni sans que je m'y prépare, — mais qu'il en fut de même avec la guerre contre la Turquie. J'avais alors profité de l'occasion pour exposer à la Chambre jusqu'où j'avais reculé pour obtenir le règlement de la question la plus brûlante de celles qui nous séparaient de la Turquie, — la question crétoise. J'avais reculé jusqu'au point de proposer à la Porte qu'au lieu de ses droits nominaux de suzeraineté, le paiement d'un tribut lui fût consenti; je pensais qu'elle reconnaîtrait ainsi aux députés crétois le droit de siéger dans cette Chambre. Je cherchais alors à éviter la guerre, non point parce que je n'admettais pas, pour les nations, l'obligation d'entreprendre une guerre quand il s'agit d'une restauration nationale, mais parce que j'estimais que la Grèce n'était pas encore, à cette époque, suffisamment préparée pour affronter en toute sécurité les hasards d'une lutte. Je n'oubliais pas que sa renaissance datait d'à peine deux ans.

Mais la guerre eut lieu : il était impossible de régler la question crétoise; les autres Etats balkaniques avaient, d'autre part, décidé la guerre contre la Turquie, ce qui nous interdisait d'en rester les spectateurs impassibles.

Mais la seconde guerre aussi eut lieu, en dépit de mes vœux, Messieurs les députés. Je me suis très sincèrement efforcé de l'éviter, tant et si bien qu'on m'en a fait un reproche, dans cette Chambre même, à plus d'une reprise. Et l'on m'a dit : « L'honneur des succès de la seconde guerre ne vous appartient pas; vous êtes étranger à cette guerre. » On oubliait que je l'avais préparée, au point de vue diplomatique et militaire, de telle façon qu'une fois devenue inévitable, elle aboutît, selon toute probabilité, à une issue heureuse.

II. — La guerre contre la Bulgarie

Il est nécessaire que je vous explique, ainsi qu'au peuple grec, pourquoi je m'étais si sincèrement efforcé d'éviter la seconde guerre, la guerre contre la Bulgarie. On avait alors essayé de représenter que j'étais seul à ne pas la vouloir par crainte pour son issue; au contraire, le roi et l'état-major en précipitaient soi-disant la déclaration. On voulait en conclure que tout l'honneur des succès de cette guerre appartenait au roi et qu'aucune reconnaissance n'était due au chef de son gouvernement. Or, je suis obligé de proclamer qu'aucune divergence n'a jamais séparé, à cette époque, la couronne et les milieux militaires, d'un côté, et le gouvernement, de l'autre, en ce qui concerne la politique à suivre à l'égard de la Bulgarie. La raison en est la suivante : les milieux militaires ne se sentaient pas rassurés au sujet de l'issue victorieuse de cette guerre. Lorsque, ayant invité à Salonique le ministre de Grèce à Belgrade et le ministre de Serbie à Athènes, j'ai obtenu la signature du traité d'alliance avec la Serbie, il me souvint de m'être adressé à l'état-major et d'avoir dit : « Et maintenant, après la signature du traité d'alliance avec la Serbie, que pensez-vous ? Au cas d'une guerre, quelles seraient les probabilités de victoire ? » La réponse de l'état-major fut que nous pouvions envisager la victoire avec 60 % d'espoir. Vous comprenez à présent que le chef du Gouvernement responsable ne devait pas courir au-devant d'une guerre dont les probabilités de succès, malgré la signature de l'alliance avec la Serbie, étaient aussi étroitement restreintes. Mais il y avait encore une autre raison, beaucoup plus importante, pour laquelle je m'efforçais d'éviter cette nou-

velle guerre : c'est que je savais très bien que les questions balkaniques touchaient les intérêts primordiaux de certaines grandes puissances européennes.

Ce n'était un secret pour personne, qu'en face de la Serbie, — notre alliée, avec laquelle nous nous étions crus obligés de conclure une alliance de plus large envergure, — se dressait une grande puissance, l'Autriche-Hongrie. On révéla plus tard au Parlement italien que l'Autriche a voulu obtenir de l'Italie l'autorisation d'attaquer la Serbie, — autorisation qui ne devait pas être regardée comme destinée à troubler les conditions de l'alliance entre l'Italie et l'Autriche. — Ce fait, nous ne le connaissions pas; nous en avions cependant l'intuition.

Au cours même de la première guerre balkanique, notre inquiétude fut continuelle; nous craignions de voir subitement, pendant cette guerre, l'Autriche-Hongrie se dresser, sinon contre tous les Etats balkaniques, du moins, contre un des alliés, la Serbie. Vous comprenez, par conséquent, combien s'imposait au président du Conseil, chargé de la direction des destinées du pays, le devoir de chercher à éviter par tout moyen une guerre qui, selon les indications, d'une manière presque certaine, — comme il fut malheureusement démontré *a posteriori*, — devait tôt ou tard aboutir à l'intervention générale de l'Europe.

Dans ces conditions, nous pouvions, selon moi, nous contenter de ce que je regardais comme strictement nécessaire, pour arriver à un règlement pacifique avec la Bulgarie, tout en obtenant un très essentiel agrandissement de la Grèce. L'alternative suivante devait en même temps attirer notre attention : ou bien l'idée de la formation d'une confédération balkanique paraîtrait réalisable, et en ce cas il pourrait nous être indifférent que la superficie de notre territoire fût de 8 à

10.000 kilomètres carrés plus ou moins étendue : par la constitution même de la confédération, de l'ensemble des États balkaniques jaillirait une grande puissance, apte à défendre leurs intérêts ; ou bien, — ce qui, hélas ! semblait plus probable. — l'avidité bulgare apparaîtrait insatiable et la Bulgarie poursuivrait jusqu'au bout son but d'obtenir la position prépondérante à laquelle elle visait de tout temps dans les Balkans, et, en ce cas, la guerre deviendrait obligatoire dans trois, quatre, cinq, ou six ans, — je ne pouvais le fixer d'une façon précise, — et la Grèce et la Serbie, agrandies à la suite de la guerre contre la Turquie beaucoup plus que la Bulgarie, disposeraient de forces militaires beaucoup supérieures, — par rapport à la Bulgarie, — à celles qu'elles étaient en état de mettre en ligne dans la guerre de 1913.

Telles étaient les réflexions qui poussaient le gouvernement à s'efforcer, sincèrement et par tous les moyens, d'éviter la seconde guerre.

III. — A la veille de la Conférence de Bucarest

Mais, l'occasion s'étant présentée, j'estime opportun de rapporter à la Chambre un autre fait ignoré jusqu'ici, qui permettra de juger plus exactement si j'ai un caractère porté à une politique belliqueuse. Nous avions déjà battu la Bulgarie. Son souverain s'était adressé à Charles I^{er} de Roumanie ; il demandait un armistice et son intervention auprès des autres alliés, en vue d'obtenir cet armistice et d'entamer ainsi immédiatement les négociations de paix. Le roi Charles s'est adressé au roi Constantin, lui recommandant la conclusion de l'armistice ; le roi

m'a communiqué ce télégramme de Hadji-Beïlik, en demandant l'opinion du gouvernement sur la réponse à donner; il ajoutait que des raisons militaires imposaient la non-interruption des hostilités, pendant tout le cours des pourparlers de paix. J'ai répondu que ma conception personnelle était tout à fait différente; qu'au moment où le roi de Roumanie intervient et recommande la conclusion d'un armistice en vue d'entamer des négociations de paix, il serait pour nous éminemment impolitique de repousser cette médiation; nous n'obtiendrions pas ainsi ce que nous devons avant tout nous assurer, c'est-à-dire l'attitude bienveillante de la Roumanie à l'égard de nos intérêts, au cours des pourparlers de paix. J'ajoutais que, selon moi, la réponse devrait être à peu près la suivante : « Tout en connaissant la mauvaise foi bulgare et étant dans la complète impossibilité de croire que je me trouve en présence d'une demande réelle de paix et d'une reconnaissance de défaite, j'estime de mon devoir d'accepter la médiation de Votre Majesté, parce que je suis convaincu que dans sa personne les intérêts grecs trouveront un défenseur équitable au cours des négociations de paix. » Mais j'ajoutais encore que je ne comprenais pas à quoi pourraient servir la continuation de sacrifices de vies humaines et la course vers de nouveaux risques, puisque, d'une part, la progression de notre armée jusqu'à Sofia eût été fort difficile et que, d'autre part, nos revendications territoriales étaient plus que couvertes par nos victoires déjà remportées. Je reconnaissais que, néanmoins, je serais obligé de m'incliner si, après avoir soumis tout cela au jugement du roi-généralissime, je le trouvais disposé à maintenir que des raisons militaires imposaient la continuation des hostilités.

Mon opinion politique n'a pas prévalu; ce furent les

conceptions militaires qui eurent le dessus. Lors de mon passage à Hadji-Beïlik, en route vers Bucarest, j'ai de nouveau cherché à en dissuader les chefs militaires, en leur disant : « Je ne vois pas pour quelle raison nous poursuivons les opérations. Vous ne devez pas méconnaître la position difficile, où je me trouverais à Bucarest si, en y arrivant, je ne pouvais pas accepter le conseil du roi Charles de conclure l'armistice. » La réponse fut de nouveau catégorique ; elle affirmait que les intérêts grecs ne permettaient en aucun cas la conclusion d'un armistice. Je devais de nouveau me soumettre à cette conception militaire. J'arrivai à Bucarest. Nous avons mis, de Hadji-Beïlik à Bucarest, trente-six heures, je crois, et c'est là seulement que j'ai réussi à soumettre les considérations militaires aux conceptions politiques. La réalité démontra que celles-ci s'imposaient absolument, non seulement au point de vue politique et diplomatique, mais même au point de vue purement militaire.

IV. — La modération de M. Venizélos

Nous voilà aux négociations du traité de Bucarest. Vous avez vu publié, non point dans des livres diplomatiques mais dans les journaux, tout ce qui fut dit alors, concernant Dédéagatch, Makri et Porto-Lagos. Vous y voyez que, dès le premier moment, j'ai dit jusqu'où pouvaient porter nos revendications, jusqu'où nos réclamations étaient soutenables. Mais ceux qui me reprochent d'être belliqueux m'accuseront peut-être d'avoir insisté à Bucarest pour la cession de Cavalla et demanderont pourquoi je n'ai pas consenti à céder devant la Bulgarie. Je ne pouvais pas reculer sur

ce point; non que je n'eusse pas pu me justifier devant l'opinion publique, mais parce que je ne pouvais pas savoir si, en sacrifiant Cavalla, j'aurais pu réussir à établir la paix dans les Balkans. Si j'avais su cela, je n'hésite pas, même aujourd'hui, à dire que j'aurais sacrifié cette exigence. Mais je savais qu'en sacrifiant Cavalla, je n'aurais obtenu rien d'autre que d'exciter l'avidité de la Bulgarie. Celle-ci, devenant plus puissante, pourrait nous attaquer plus sûrement, quand serait venu le moment où elle croirait pouvoir le faire. Si j'ai insisté, dans la question de Cavalla, je l'ai donc fait parce que le sacrifice de Cavalla n'aurait pu aucunement servir à prévenir de nouvelles guerres et de nouveaux dangers.

Vous vous souvenez, Messieurs, du Discours du Trône qui inaugura les travaux de la Chambre de 1913, convoquée après les deux guerres balkaniques. J'ai insisté pour insérer dans le premier paragraphe de ce Discours que la Grèce estime avoir presque complètement réalisé son programme national. J'ai mis cela dans la bouche du roi, bien que j'eusse encore de larges aspirations pour l'Hellénisme, parce que j'avais la conviction que notre intérêt national exigeait que nous assurassions, tant qu'il dépendrait de nous, une longue période de paix. J'aurais souhaité que la solution des autres questions nationales fût ajournée, jusqu'à la prochaine génération. D'ici là, la Grèce aurait à s'occuper du développement intensif de l'État qui était doublé, et, ainsi développée, elle aurait pu, soit espérer que l'Hellénisme de Turquie continuerait de vivre sous un régime supportable, soit être certaine que, à l'heure de l'effondrement de l'État turc, elle interviendrait; elle serait alors forte et capable de résoudre, par ses propres moyens, ses autres questions nationales. (*Applaudissements et approbations.*)

Souvenez-vous encore, Messieurs, de l'esprit de conciliation dont j'ai fait preuve au cours des pourparlers du traité d'Athènes. Souvenez-vous des chefs d'accusation formulés contre moi du haut de cette tribune, pour avoir soi-disant été trop conciliant. Souvenez-vous encore de ma modération dans la question de l'Epire du Nord et dans la question de Sason. Peu s'en est fallu qu'on ait voulu me traduire devant un tribunal spécial, pour avoir sacrifié nos droits théoriques sur Sason en échange de la paix, de la tranquillité et de la sécurité de l'État !

V. — L'amour de la paix n'exclut pas la fermeté

Mais je suis certain, Messieurs, que nos adversaires ne nous comprennent pas. Ils ne comprennent pas comment cet esprit pacifique, cet esprit de modération peut se concilier avec la ferme résolution de ne jamais sacrifier le moindre intérêt vital pouvant être protégé et défendu. (*Applaudissements répétés.*) Nos adversaires confondent la notion de l'amour de la paix avec la notion de la pusillanimité et de la poltronnerie. Si j'ai épuisé toute ma modération dans ces circonstances critiques, je n'ai cependant pas hésité à adresser, de cette tribune, un ultimatum à la Turquie, pour lui indiquer que la guerre éclaterait si les persécutions ne cessaient pas ; car je croyais que la Grèce, telle qu'elle était au point de vue militaire et forte de sa situation européenne d'alors, pouvait à cette époque parler à la Turquie le langage que j'ai employé et que les hommes du passé n'auraient jamais pensé que la Grèce serait un jour en état d'employer. (*Applaudissements enthousiastes.*)

Et je n'ai certes pas besoin de dire à la Chambre que, si j'ai alors parlé ce langage si ferme, je ne l'ai pas fait dans un moment de colère ou dans l'emportement de mon discours, mais après mûre réflexion et après étude de la question militaire; car, à cette époque, les milieux militaires, qui, plus tard, invoquaient des dangers imaginaires chaque fois qu'il s'agissait de l'intervention de la Grèce, étaient d'accord pour dire que nous pouvions provoquer la Turquie, tant que nos navires de guerre nous donnaient la suprématie; ils ajoutaient que nous devions prendre soin que cette suprématie ne passât pas à la Turquie. Ce ferme langage a donné ses résultats. Il n'a pas seulement réussi à faire supporter à la Turquie les représailles dont nous avons fait usage, en Grèce, pour couvrir une partie des dommages occasionnés aux biens de la population de l'Asie-Mineure, mais encore fit-il circonscrire le mal. Le Grand Vizir a demandé que nous eussions une entrevue pour tenter un arrangement de la question; et, cet arrangement, nous étions disposés à l'accepter, en offrant toute satisfaction à la susceptibilité de l'État turc, mais en sauvant en même temps le noyau et le fruit des véritables intérêts nationaux.

VI. — Au seuil de la guerre européenne

Sur ces entrefaites, la guerre européenne a malheureusement éclaté; elle n'a pas permis que cette entrevue eût lieu; car la guerre nous a surpris, au cours de notre voyage. Me trouvant à Munich, j'ai reçu la nouvelle de l'ultimatum autrichien et celle de la déclaration de la guerre entre l'Autriche et la Serbie. J'y ai encore reçu la demande de M. Pachitch sur l'attitude que la Grèce conserverait dans la guerre euro-

péenne. La réponse est publiée dans le *Livre blanc*, et tous les documents qui y sont également consignés vous permettent de juger combien, à ce sujet, notre politique fut ferme jusqu'au bout. Nous avons, dès le premier moment, déclaré à la Serbie que, pour ce qui est de la guerre contre l'Autriche, nous avions besoin de plus amples informations et qu'après les avoir reçues nous prendrions une décision sur la réponse à donner; mais qu'en ce qui concerne l'agression éventuelle de la Bulgarie contre la Serbie, nous nous trouverions aux côtés de notre alliée; en attendant nous tiendrions l'adversaire commun en respect.

Je ne crois pas devoir, en ce moment, parler de cette réponse, des critiques et des arguments de petits avocats que nos adversaires ont cherché à y puiser. Le moment viendra où j'exprimerai mon jugement sur l'alliance serbe, et je pourrai alors, je crois, parler de cette question d'une façon plus précise. En ce moment, je dirai seulement à la Chambre que, lorsqu'il s'est agi, pour nous, de régler notre attitude en présence de la guerre européenne, il était très naturel que les détenteurs responsables du pouvoir sentissent sur leurs épaules de très lourdes responsabilités.

Nous voyions notre œuvre, l'œuvre de nos deux guerres victorieuses, remise en discussion. Nous sentions bien tous les dangers que nous affrontions. Et ces dangers, moi du moins je les entrevoyais moins dans le cas où nous serions entraînés à une guerre contre la Bulgarie, celle-ci attaquant éventuellement la Serbie, que dans la possibilité d'une entente entre la Bulgarie et la Turquie : celles-ci, profitant du conflit européen, tomberaient sur la Grèce pour se partager ses dépouilles. La Macédoine grecque et les îles, c'était vraiment une proie susceptible de satisfaire

jusqu'aux plus insolentes réclamations de la Bulgarie et de la Turquie.

Je n'aurai pas honte, Messieurs, de dire que j'ai passé plusieurs nuits où le sommeil n'est survenu que très tard; mon inquiétude était continuelle; je me demandais comment nous affronterions la difficulté survenue et qui était la suivante : d'une part, notre alliée officielle, la Serbie, absorbée par la grande guerre européenne, n'était pas en fait capable de nous secourir sérieusement au cas où les Turco-Bulgares attaqueraient la Grèce; d'autre part, un troisième État qui avait l'obligation, sinon formelle, du moins morale, de s'intéresser au traité de Bucarest, était préoccupé lui aussi par la guerre européenne; il nous était impossible d'espérer qu'au besoin il considérerait ses intérêts vitaux comme atteints et empêcherait la Bulgarie et la Turquie de nous attaquer.

VII. — Pendant que l'on se battait sur la Marne...

Vous vous souvenez, Messieurs, qu'au début de la guerre, l'Allemagne avait soi-disant vendu à la Turquie en remplaçant son propre pavillon par le pavillon turc, le *Goeben* et le *Breslau*, qui avaient réussi à pénétrer dans les détroits des Dardanelles. La Turquie disposait ainsi de cette force supplémentaire, au cas d'une guerre navale contre nous. Et, tant que la saisie du *Sultan-Selim* — qui devait être livré en novembre — n'avait pas encore été opérée par l'Angleterre, l'équilibre des forces, que nous avions réussi à assurer par l'acquisition des deux navires américains, était complètement rompu à notre préjudice. Si bien que deux ou trois mois plus tard nous nous serions trouvés, au point

de vue naval, en présence d'une Turquie beaucoup plus puissante que nous.

Ce fut alors, Messieurs, vers le 23 août je crois, que j'ai exigé et obtenu l'autorisation de déclarer que la Grèce, se souvenant de tout ce qu'elle devait aux grandes puissances garantes, et ayant aussi une conscience exacte de ses intérêts vitaux, comprend que sa place se trouve aux côtés des puissances de l'Entente. J'ajoutais que sa participation militaire dans la guerre n'était pas possible — puisque nous ne pouvions ni intervenir en faveur de la Serbie, à cause du danger bulgare, ni, encore moins, envoyer des troupes en France — mais que, quand même, la Grèce estime de son devoir de déclarer à l'Entente que, si la Turquie entreprenait une guerre contre elle, nous mettrions à la disposition des puissances toutes nos forces de terre et de mer, à la condition, toujours, d'être garantis contre le danger bulgare.

On m'a reproché, Messieurs, de m'être, sans nécessité, lié, par ces déclarations, aux puissances de l'Entente; on m'a encore reproché de les avoir faites sans avoir marchandé, au préalable, avec ces puissances les compensations que nous recevions pour notre participation à la guerre contre la Turquie.

G. Popp. — Il s'agit, par conséquent, d'une nouvelle violation d'un engagement assumé par la Grèce ?

E. Venizélos. — Certainement. Je vais en faire l'exposé, en communiquant l'incident Karr. Ma lettre au roi, en date du 7 septembre, qui fut communiquée à la Chambre, rapporte tout cela.

G. Popp. — C'est pour la première fois que la question nous est exposée de cette façon.

E. Venizélos. — Mais, Messieurs, quel sage gouvernant aurait hésité, en ce moment, à faire ces

déclarations aux puissances de l'Entente? Et je dois peut-être vous dire, Messieurs, que cette déclaration a été faite avant la bataille de la Marne, ou plutôt pendant qu'elle se poursuivait, à l'heure où les Allemands avaient atteint Compiègne. Or, j'insistais alors à faire cette déclaration et à ne pas attendre le résultat de cette bataille, car je ne voulais pas laisser supposer, en cas de défaite allemande, que je courais au secours de la victoire. Mais j'ai voulu montrer quel est le sentiment profond du pays et de ses gouvernants (*Applaudissements et acclamations.*) sur la solidarité, sur la coïncidence qui existe entre les intérêts grecs et les intérêts que les deux puissances occidentales possèdent en Orient, et notamment dans l'Archipel.

Et comment peut-on critiquer, Messieurs, une pareille démarche, lorsqu'on sait que, si la Turquie participait à la guerre, la Grèce ne pouvait demeurer neutre? Elle avait avec la Turquie une guerre en suspens, la guerre pour les îles, qu'elle avait intérêt à poursuivre avec d'aussi puissants alliés; si nous ne participions pas à une guerre où la Turquie serait éventuellement engagée, en cas de victoire de la Turquie, la destruction de l'Hellénisme de l'Asie-Mineure serait complète, et la Grèce devrait restituer les îles situées près de la côte asiatique; et, en cas de défaite de la Turquie, le règlement de la question de l'Asie-Mineure se ferait en dehors de l'État hellénique. Imbécile eût été le gouvernant qui n'aurait pas agi comme j'ai agi à ce moment-là. Et s'il y eut à cette époque divergence et contestation, et si cette divergence disparut à cause de l'autorité qu'à cette époque encore la couronne ne me contestait pas, au point qu'elle n'osait pas se montrer en désaccord avec moi — l'opinion contraire ne pouvait naître que chez ceux qui, dès

le premier instant de la guerre, sinon avant elle, s'étaient virtuellement rangés du côté des puissances étrangères à l'Hellénisme, ennemies de notre race et opposées à l'Entente, vers laquelle nous poussaient tous nos intérêts.

Mais, en faisant cette déclaration aux puissances de l'Entente, je n'envisageais pas le moyen d'affronter le danger turc seulement, mais aussi le danger bulgare. Depuis le premier moment de la guerre il est devenu évident qu'à moins de commettre, comme en 1913, de nouvelles fautes grossières, la Bulgarie ne pouvait que sortir de la guerre agrandie. Cela arriverait au cas où elle interviendrait en faveur des empires centraux et au cas de leur victoire : en ce cas elle se transformerait en une Bulgarie colossale, telle que nous la voyons sur la carte qu'elle s'est tracée aujourd'hui ; cela arriverait encore au cas où elle interviendrait en faveur de l'Entente, qui la récompenserait au préjudice de la Serbie et de la Turquie ; cela arriverait, enfin, même au cas où elle resterait neutre : en ce cas, elle s'assurerait des bénéfices du côté de la Serbie qui lui cédait, de tout temps, la rive gauche du Vardar, et aussi du côté de la Turquie, en cas de victoire de la Triple-Entente.

Je voyais donc, qu'indépendamment des dangers immédiats menaçant l'œuvre que nous avons accomplie dans nos deux guerres, l'issue de la guerre européenne marquerait l'agrandissement de notre principal adversaire balkanique, la Bulgarie. Je n'aurais certes pas montré de la mauvaise humeur contre un agrandissement bulgare raisonnable, non susceptible de troubler essentiellement l'équilibre des États balkaniques, tel qu'il fut établi par le traité de Bucarest. Mais j'avais le devoir d'empêcher que les questions fussent traitées de façon à ce qu'à la fin de la guerre l'équilibre du

traité de Bucarest fût radicalement rompu par suite de l'agrandissement excessif de la Bulgarie, obtenu à l'heure où la Grèce demeurerait telle qu'elle était avant la guerre.

VIII. — Les premiers résultats de la politique ententophile de M. Venizélos

Je recherchais, Messieurs, un contact étroit avec les puissances vers lesquelles nous portaient aussi bien nos traditions que nos intérêts vitaux. Et à quoi mes efforts aboutirent-ils? Le résultat en fut le suivant : c'est qu'avant même que la Turquie ne sortit de la neutralité contre les puissances de l'Entente, le Gouvernement anglais me déclara que la flotte anglaise ne permettrait pas à la flotte turque de sortir des Dardanelles, fût-ce pour attaquer exclusivement la Grèce. (*Applaudissements prolongés et enthousiastes.*)

Ceux qui, aujourd'hui, jugent les choses froidement et *a posteriori* peuvent estimer que ce succès était insignifiant. « Qu'est-ce que cela signifie? » peuvent-ils dire. « Les Turcs, nous ont-ils fait courir le moindre danger au cours de la guerre? » Mais reportez-vous à l'époque dont nous nous occupons; vous verrez combien grand était le succès politique que nous obtenions par la déclaration du Gouvernement anglais. Cette déclaration nous a permis de dormir tranquilles et de ne pas redouter la suprématie navale de la Turquie, après même que l'arrivée possible du *Sultan-Selim* l'aurait renforcée.

Mais, par ma politique ainsi établie, par ma déclaration précitée aux puissances de l'Entente, j'ai remporté,

peu après, un nouveau succès également précieux, qui fut plus tard sacrifié par nos indignes successeurs. J'ai obtenu, Messieurs, avec le consentement des trois puissances protectrices de l'Entente et de l'Italie elle-même, la réoccupation de l'Épire septentrionale par l'armée grecque; celle-ci, en vertu de l'accord, se rendrait dans l'Épire du Nord dans les mêmes conditions que les Italiens à Vallona; quant à la solution définitive de la question d'Épire et d'Albanie, elle restait réservée au Congrès de paix. (*Applaudissements et acclamations.*) Nos successeurs ont voulu exploiter jusqu'à ce succès; appelés en octobre 1915 au pouvoir, ils ont pu, par les élections de 1915, introduire dans cette salle les députés de l'Épire du Nord. Le président du gouvernement d'alors déclara que la question de l'Épire du Nord était résolue en faveur de la Grèce et que l'Italie reconnaissait cette solution. Mais, il donna cette affirmation pour se trouver obligé, quarante-huit heures plus tard, de déclarer — sur l'invitation du ministre d'Italie — que la question restait pendante. Il fallait bien, selon lui, poursuivre la politique de la neutralité, qui, ainsi exercée, a amené la perte — provisoire, espérons-le — de l'Épire du Nord.

Mais nous n'avons pas obtenu seulement ces résultats par la déclaration que j'ai faite au mois d'août aux puissances de l'Entente. Sans qu'on m'eût fait la moindre communication formelle ou allusion, rien que par mon intuition politique, je comprenais, j'étais certain, j'étais convaincu que, par la politique suivie, j'obtiendrais à la fin de la guerre un autre fragment très précieux de l'Hellénisme, l'île de Chypre, qui pourrait, dans une mesure plus ou moins grande, contrebalancer l'agrandissement imminent, selon moi, de la Bulgarie. Or, mes prévisions et mes convictions n'étaient pas erronées : cela fut démontré un peu plus tard, lorsqu'on nous a

offre Chypre et que cette offre fût repoussée par les « sauveurs » qui nous gouvernaient à cette époque. (*Applaudissements répétés.*)

De nombreux députés. — C'est honteux ! c'est honteux !

IX. — Le roi Constantin viole son engagement envers l'Angleterre

E. Venizélos. — Mais, Messieurs, alors que j'avais obtenu l'autorisation de la couronne de faire cette déclaration, le roi, auprès de qui M. Streit ou le général Dousmanis s'est rendu dès mon départ, a oublié ce que nous avions dit. Je devrais plutôt dire qu'il a changé d'opinion : il ne pouvait, en effet, rien oublier puisqu'il recevait cinq ou six jours après, par l'entremise du ministre d'Angleterre à Athènes, un télégramme du roi George qui lui était directement adressé et dans lequel le roi d'Angleterre exprimait ses remerciements de ce que la Grèce n'hésitait pas à se ranger du côté où se trouvait l'Angleterre ; — le roi Constantin, semble pourtant avoir oublié ce qui était convenu, dans la mesure où cela était contraire à ses pensées intimes. Et lorsqu'à la suite de notre déclaration précitée, l'amirauté anglaise a chargé l'amiral Karr de s'entendre avec notre état-major, en vue d'étudier et d'élaborer un projet d'attaque et d'occupation de la péninsule de Gallipoli, — l'amiral Karr a entendu le roi dire : « A quoi bon tout cela ? Je n'ai pas, moi, l'intention de faire la guerre à la Turquie. » Le roi ajoutait cependant à l'amiral Karr : « Vous savez certainement que M. Venizélos m'a parlé de tout cela et qu'il insiste, mais je ne suis d'accord avec lui que sur un point : c'est que

si la Turquie nous fait la guerre et que vous vouliez nous aider, j'accepterai votre aide. »

Ce que je dis là, Messieurs, n'est pas exagéré. Cela résulte de la lettre que je fus obligé d'adresser au roi. Quant à l'amiral Karr, il s'est vu obligé de demander au roi s'il lui permettait de communiquer sa réponse. Et le roi de lui répliquer : « Je vous autorise à la communiquer à votre Gouvernement, mais — il se rappelait encore qu'il était souverain constitutionnel : l'ère des « sauveurs » n'était pas encore arrivée — n'oubliez pas que vous devez aller voir le premier ministre, afin qu'il approuve votre télégramme, car cette réponse ne peut pas être envoyée sans son approbation. »

J'ai alors déclaré à l'amiral Karr que cette réponse ne saurait être envoyée ; je ne l'approuvais pas. Et j'ai adressé au roi la lettre que vous connaissez et dont je vous prie de me permettre de vous lire certains passages, car ce que le roi a dit semble être vraiment incroyable : « Je viens avec vous, mais seulement si la Turquie me fait la guerre ; si, en ce cas, vous voulez nous aider, je vous ferai l'honneur d'accepter votre aide ! »

Zamanos. — Il était fou à lier.

X. — La lettre de M. Venizélos au roi Constantin du 25 août/7 septembre 1914

E. Venizélos. — Voici ce que j'écrivais au roi. (*Il lit la lettre suivante.*)

« Après les déclarations que j'ai faites, autorisé à cet effet par Votre Majesté, aux représentants de la Triple-Entente et après les télégrammes échangés entre le roi d'Angleterre et Votre Majesté, je ne crois pas que votre réponse d'aujourd'hui à la nouvelle démarche

du Gouvernement anglais (de l'Amirauté) puisse être *que la Grèce refuse de faire la guerre à la Turquie, tant que la Turquie ne s'attaque pas, la première, à la Grèce.*

« Comme j'ai eu l'honneur de le dire à Votre Majesté, il n'est pas possible que nous nous laissions entraîner à une guerre offensive contre la Turquie, tant que nous ne nous sommes pas assuré le concours de la Bulgarie, ou, au moins, sa neutralité absolue. Mais déclarer qu'en aucun cas, même si cette condition préalable est remplie, nous ne sommes disposés à faire la guerre à la Turquie avant que celle-ci ne nous attaque, c'est, selon toute évidence, agir contrairement aux intérêts bien compris de la nation.

« Car il ne faut pas nous leurrer : la Turquie poursuit depuis longtemps contre nous une guerre non déclarée. »

Et je continuais, en exposant toutes les raisons qui démontreraient que nous avions une guerre pendante avec la Turquie. Je poursuis : *(Il lit.)*

« *Et du moment que nous est offerte la possibilité d'entreprendre une guerre contre la Turquie avec de nombreux et puissants alliés, repousserons-nous cette occasion pour nous trouver dans la nécessité d'entreprendre plus tard cette guerre, seuls, sans alliés et sans amis?* »

Et plus loin : « *En refusant a priori et à n'importe quelles conditions notre coopération dans une guerre contre la Turquie, nous n'évitons pas cette guerre, mais l'ajournons tout simplement, et encore pas pour longtemps. Il est évident que la Turquie ne voudra pas démobiliser avant d'avoir aussi réglé ses comptes avec nous.* »

Et plus loin, j'expliquais ce qu'il adviendrait : « La voie que nous devons choisir est tout à fait manifeste.

Mais ce qui, je crois, jette la confusion et fait naître dans l'esprit de Votre Majesté et de M. Streit des tendances contraires aux miennes, c'est le désir de ne pas mécontenter l'Allemagne, en assumant une guerre contre la Turquie en coopération avec les puissances qui lui sont hostiles. »

Il en était ainsi. Je sentais la chose, bien que je n'eusse pas encore des preuves entre les mains. Certes, si j'avais eu alors connaissance du télégramme que le roi avait adressé par l'intermédiaire du ministère des affaires étrangères, à l'empereur d'Allemagne, j'aurais naturellement su que le roi ne ferait en aucun cas la guerre contre les alliés de l'empereur, sauf si ceux-ci l'attaquaient. Mais, tandis que j'avais pris connaissance du télégramme de l'empereur d'Allemagne; tandis qu'on avait été d'accord avec moi sur la réponse à donner, et que cette réponse devait être que nous resterions neutres, « pour le moment » seulement — car nous ne pouvions pas nous engager aussi pour l'avenir, — le télégramme de réponse fut cependant rédigé par le ministre des affaires étrangères, M. Streit, et fut expédié sans que j'en prisse connaissance. Car, vous comprenez quel en eût été le sort s'il avait passé par mes mains. Comme M. Répoulis l'a dit, l'acte de M. Streit était à mon égard un véritable abus de confiance. Mais cet abus n'avait été ni le premier ni le seul.

Cependant, ma lettre au roi vous apprend encore une chose que le ministre d'Allemagne à Athènes ne nous cachait du reste pas : que (*il lit*) « l'Allemagne, d'accord aujourd'hui avec l'Autriche se propose, si elle a complètement le dessus dans cette guerre, de créer une grande Bulgarie s'étendant jusqu'à l'Adriatique, pour l'utiliser contre le Slavisme, à la suite de la récente découverte allemande que les Bulgares ne sont pas des Slaves mais des Tartares ».

Et j'ajoutais encore au roi : *(Il lit.)*

« Pourquoi donc nous montrerions-nous tellement défectueux envers la puissance qui vise au renforcement par tout moyen des deux principaux ennemis de l'Hellénisme — les Bulgares et les Turcs — et pourquoi resterions-nous indifférents à l'égard des puissances qui, après avoir créé et protégé en toute circonstance la Grèce, sont encore aujourd'hui disposées à se trouver à nos côtés si nous étions attaqués par la Turquie ? »

Et je terminais ma lettre en disant que, dans ces conditions, j'étais obligé de remettre ma démission.

Il est entendu que ma démission ne fut pas acceptée, que ce télégramme ne fut pas envoyé et que l'amiral Karr fut prié de s'entendre avec l'état-major pour régler tout ce qui concernait l'étude de l'opération. Un peu plus tard, M. Streit se retirait du ministère, non point à cause du télégramme adressé au kaiser par le roi et dont je n'avais pas, comme je l'ai dit, connaissance, mais pour d'autres actes de mauvaise foi qu'il avait commis contre le gouvernement dont il faisait partie; il suggérait à mon insu au roi, verbalement aussi bien que par des mémoires, des opinions contraires à la politique du gouvernement dont il avait l'honneur de faire partie.

G. Popp. — Comment ne l'avez-vous pas aussi éloigné des conseils du trône ?

E. Venizélos. — Seule la nouvelle Constitution nous donnera ce droit. Il ne m'était même pas possible de formuler une pareille exigence au roi Constantin, tel que les deux guerres l'avaient fait.

G. Popp. — C'est pourquoi je m'empresse, de mon côté, d'élaborer la nouvelle Constitution.

XI. — Les compensations offertes à la Grèce en Asie-Mineure

E. Venizélos. — Tels étaient, Messieurs, les résultats de ma politique qui, presque dès le début de la guerre, rangeait nettement la Grèce du côté des puissances de l'Entente, sous des conditions déterminées. Mais ce n'était pas tout, Messieurs. Peu après, j'avais réussi à obtenir la reconnaissance des droits de l'Hellénisme sur l'Asie-Mineure occidentale. Et je n'exagérerai pas, Messieurs, en vous affirmant que le jour où j'ai reçu la communication de sir Edward Grey me parlant de très importantes compensations territoriales sur les côtes de l'Asie-Mineure, fut pour moi aussi beau que le jour de la signature du traité de Bucarest. Car, si ce traité était attendu à la suite des pourparlers qui le précédèrent, cette belle perspective s'offrait alors d'une manière tout à fait inattendue, même pour moi. Et tous ceux qui savaient comment ses gouvernants eux-mêmes envisageaient la Grèce, non seulement au point de vue militaire, mais aussi et surtout au point de vue moral, trois ou quatre ans à peine plus tôt, quand je suis venu ici pour assumer le gouvernement du pays. — voyaient combien étonnant avait été le bond réalisé dans ce court laps de temps, pour que la Grèce, jusque-là petite encore et combien dédaignée, pût occuper la place d'une puissance égale aux grandes, dans le règlement du sort de la Turquie qui, pendant des siècles, a constitué la pomme de discorde entre les puissances européennes. (*Applaudissements prolongés.*)

J'ai reçu, Messieurs, ces promesses de compensations en Asie-Mineure, et vous venez de voir comme

j'en ai apprécié la valeur; et, maintenant, qu'apercevez-vous, en évoquant toute l'histoire de cette époque? M'avez-vous vu devenir belliqueux, tomber victime de mes illusions, revêtir la cuirasse de Mars et partir en guerre pour conquérir les prairies que sir Edward Grey m'avait montrées? Non. Vous voyez combien prudent fut mon jugement. Je m'efforce de créer les conditions auxquelles est subordonnée la réalisation des compensations promises. Je poursuis la coopération de la Roumanie et, cette coopération n'étant pas obtenue, j'envisage la coopération de la Bulgarie. Mais comme cette coopération ne pouvait pas se faire sans concessions, l'homme d'Etat n'hésite pas à affronter l'idée cruelle de céder une partie de notre territoire, pour obtenir des compensations colossalement supérieures aux sacrifices qui s'imposaient. Mais au sujet de cette concession envisagée, il n'y eut même pas de pourparlers, car, comme je l'ai jadis expliqué, nous avons appris la conclusion de l'emprunt bulgare de 500 millions sur les marchés de Berlin et de Vienne, et nous avons compris que la Bulgarie s'était déjà définitivement orientée de ce côté-là.

XII. — L'opération des Dardanelles

Nous avons donc maintenu notre politique première, la politique de la neutralité, doublée cependant de la promesse que, si jamais les puissances nous jugeaient utiles à la guerre contre la Turquie sous les conditions toujours que nous avons posées, nous serions à leur disposition. On nous annonça alors l'opération contre les Dardanelles, non pas l'opération principale qui, comme l'a dit l'honorable député d'Attique (M. Rhallys), a eu lieu le 19 mars, mais l'attaque

préliminaire contre les forts extérieurs des Dardanelles. J'ai acquis immédiatement, Messieurs, la ferme conviction que l'occasion se présentait à nous d'obtenir les très importantes compensations territoriales promises en Asie-Mineure, mais sans les risques auxquels elles étaient initialement soumises, c'est-à-dire sans que notre armée dût s'avancer jusqu'au Danube, au secours de la Serbie. J'ai compris que l'opération des Dardanelles demandait des troupes de débarquement, et que ces troupes faisaient pour le moment défaut à la flotte combattante. Ce sont ces troupes de débarquement que je proposais à la couronne d'offrir aux alliés.

J'ai demandé la mobilisation d'un corps d'armée, que nous enverrions aux Dardanelles, pour participer ainsi à la guerre contre la Turquie. Le règlement des détails appartiendrait aux puissances. Ceci n'excluait pas notre participation ultérieure à la guerre, au cas où cette opération entraînerait la Bulgarie du côté de l'Entente. Car, malgré l'emprunt de 500 millions, qui fut conclu à Berlin et à Vienne, la Bulgarie était de force à trahir ses amis d'alors et à se tourner vers ceux qui lui promettaient de plus larges bénéfices.

L'état-major s'est montré hostile à cette opération que je préconisais. L'état-major qui, comme il fut prouvé par la marche ultérieure des événements, était au service d'une politique nettement allemande, — et qui ne se trouvait là que pour faire échouer les efforts de tout gouvernement, pouvant dresser la Grèce contre l'Allemagne, — s'est opposé à cette opération. Ses raisons n'étaient pas d'ordre seulement militaire, mais aussi purement politique : il disait, comme mon honorable confrère (M. Repoulis) l'a dit hier : « Qu'est-ce qui nous attire vers l'Asie-Mineure ? Que cherchons-nous dans cette galère ? Qu'avons-nous à faire, là-bas ? »

Et la politique de l'état-major fut si profondément allemande, qu'elle en est arrivée jusqu'à nier notre essence nationale. J'eus certes été le dernier à méconnaître les difficultés auxquelles nous nous serions heurtés, par suite du nouveau doublement de la Grèce. Mais la guerre balkanique avait prouvé que la nation avait en elle une grande vitalité, et j'étais sûr que si l'on faisait de nouveau appel à tous ses enfants, on réussirait à organiser aussi ces régions et à créer petit à petit, suivant nos conceptions d'après 1909, un État grand, prospère et vraiment moderne. (*Applaudissements prolongés.*)

Mais on m'a encore opposé un autre argument : « Pourquoi irions-nous en Asie-Mineure, doubler la Grèce, pour devenir les voisins de grandes puissances ? Flanqués des Russes qui atteindront Constantinople par la côte sud du Pont-Euxin ; voisins, du côté méridional, de l'Italie et de je ne sais qui encore, nous ne pourrions nous défendre contre ces grands États. » Comme si la coexistence des petits États avec les grands n'est pas assurée par l'équilibre des groupements européens !

XIII. — Le roi Constantin cède, mais le colonel Métaxas remet tout en question

En ce moment, Messieurs, je ressens le devoir de faire une autre révélation qui est, dans une certaine mesure bien entendu, à la décharge du roi déchu. L'état-major s'opposait à l'opération. Le roi s'y opposait également. J'ai alors demandé à voir le roi pour lui parler de nouveau de la question, et je lui portais mon troisième mémoire, qui ne fut jamais publié et

qui ne saurait l'être malheureusement encore. Je lui ai demandé la permission de le lui lire, car j'y avais exposé avec précision et avec suite toute l'argumentation qui imposait, à mon avis, la participation à l'opération. Il a lu le mémoire. J'ai vu que sa lecture l'a troublé. Car, je dois lui rendre cette justice et avouer que, très rarement, il ne se laissait pas à la fin convaincre, chaque fois qu'il discutait avec moi. Telle était l'émotion avec laquelle je lui ai parlé, si nombreux étaient les arguments exposés dans ce mémoire, que le roi, bien qu'ayant, — comme cela fut prouvé plus tard par la suite des événements, — promis dès le début de la guerre à l'empereur d'Allemagne qu'il ne s'opposerait jamais à lui, sauf s'il était directement attaqué par un des Etats balkaniques, m'a dit cependant, rempli d'émotion, ces mots dont je me souviens exactement : « Alors, ça va bien, au nom de Dieu ! » C'est-à-dire, il approuvait.

Mais en sortant du cabinet du roi, j'arrive dans la salle des aides de camp et me trouve en face du colonel Jean Métaxas, alors chef intérimaire de l'état-major, qui me remet un pli et me dit : « Monsieur le président, c'est ma démission. Je ne puis pas rester chef de l'état-major, du moment qu'on décide une politique que je n'approuve pas. » Cette communication me troubla profondément, non pas tant à cause de l'estime que j'avais pour l'instruction militaire du colonel Métaxas, que parce que je commençais à me rendre compte que les conceptions militaires étaient faussées par des conceptions politiques. Je craignais que le mouvement d'indiscipline du chef de l'état-major, qui, malgré ses longues études en Allemagne, n'a pas appris que la première vertu d'une armée c'est la discipline, n'ébranlât la confiance de l'opinion publique au sujet de la gestion ultérieure des affaires nationales. Et lorsque je suis des-

cendu en ville, j'ai appris que les journaux avaient déjà annoncé la démission et j'ai compris en face de quelle situation je me trouvais. Le chef de l'état-major foulait aux pieds toutes les règles de la discipline; l'état-major n'est pas responsable des conceptions politiques du Gouvernement; sa responsabilité se borne aux exécutions militaires; mais une guerre est décidée par les hommes politiques et non par l'état-major. Cependant, la méconnaissance par le chef de l'état-major de son devoir créait un danger; en apprenant à Sofia la nouvelle de sa démission, on en conclurait que l'état-major considérerait la position de la Grèce comme très dangereuse pour le cas où elle enverrait un corps d'armée à Gallipoli; autrement, se dirait-on, son chef n'aurait pas remis sa démission, contrairement à la discipline.

XIV. — Le Conseil de la couronne

J'ai alors adressé immédiatement au roi une lettre lui disant : « Sire, le colonel Métaxas m'a remis sa démission; je vous prierai de consentir à réunir, demain, sous votre présidence, le Conseil des anciens présidents du Conseil pour entendre leur opinion sur l'affaire en question. » Le Conseil de la couronne fut ainsi convoqué. MM. Rhallys et Dragoumis se sont déclarés en faveur de mon opinion. M. Théotokis a proposé que l'ancien chef de l'état-major fût invité pour que son opinion fût aussi entendue. C'est ainsi que la réunion du second Conseil de la couronne fut décidée. J'ai alors pensé, Messieurs, obtenir l'application de ma politique, et enlever à ceux qui s'y opposaient tout argument hostile, tout prétexte et toute objection, en

diminuant le nombre des forces militaires qui seraient consacrées à l'opération. J'ai déclaré : « Messieurs, vous poussez les hauts cris et vous dites que, si j'envoie un corps d'armée, les quatre corps qui restent ne suffiront pas pour affronter le danger bulgare : je ne demande qu'une seule division. » Or, j'avais obtenu de la part du chef de l'état-major une consultation consignée dans un rapport, disant que cette division pourrait être remplacée par une division de réserve; si bien que toutes nos forces premières, composées de quinze divisions, resteraient disponibles pour le cas d'une agression bulgare, avec la seule différence qu'une de ces divisions appartiendrait à la réserve, au lieu d'être de l'active.

J'ai donc dit au second Conseil de la couronne : « Messieurs, voici à quoi je réduis ma proposition. Je ne demande qu'une seule division pour faire participer la Grèce à cette opération. » Et tout le monde opina que le roi devait accepter la proposition de son gouvernement.

M. Théotokis a dit : « Messieurs, vous connaissez mes idées personnelles; je dois cependant avouer que non seulement elles peuvent être considérées comme surannées, mais qu'elles ne sont même pas adoptées par le peuple grec. Sa Majesté ne peut donc pas se fonder sur ce qu'elle pourrait, si elle veut suivre une autre politique, me trouver disposé à en assumer l'application. » Vous comprenez qu'après la déclaration de M. Théotokis, nous sommes, tous, sortis du Conseil avec la conviction que la question était réglée et que nous participerions à l'opération avec une division au moins.

L'honorable député de l'Attique (M. Rhallys) avait dit : « Sire, osez! osez! » Et lorsqu'au premier Conseil de la couronne il m'a vu demander, avec une

certaine hésitation, les opinions des autres, il m'avait dit : « Monsieur le président, vous avez le devoir d'aller de l'avant ! » ; M. Rhailys expliqua son revirement ultérieur en invoquant son ignorance de ce que plusieurs bateaux allaient être coulés, de ce que la Russie ne voulait pas notre participation à l'opération et de ce que la France désirait nous voir déclarer la guerre aux empires centraux.

Il est malheureusement vrai que notre participation à l'opération des Dardanelles n'était pas vue d'un œil bienveillant par l'opinion publique russe qui influençait aussi le gouvernement impérial. Mais, celui-ci ne s'est jamais opposé à notre participation à l'opération. Il existe, au contraire, un télégramme de M. Romanos, postérieur de deux ou trois jours à ma démission, qui annonce que la France avait obtenu le consentement de la Russie à la participation de la Grèce à l'opération des Dardanelles, sans aucune condition, c'est-à-dire sans nous obliger à déclarer la guerre à l'Allemagne. Tout cela est exact. Si, plus tard, je m'occuperai de la psychologie de l'honorable député de l'Attique, peut-être dirai-je quel était le fond de sa pensée et pourquoi il a changé d'opinion.

Messieurs, ceux qui nous ont alors succédé ; ceux qui ont entrepris l'application d'une politique contraire à celle que j'avais suggérée ; ceux qui, depuis, ont incité la couronne à abolir tout à fait le régime et à instaurer le despotisme ; ceux qui furent la cause de tous les malheurs survenus, depuis, ou ayant menacé la Grèce, — ceux-là ont revendiqué en leur faveur le titre de « sauveurs » ; ils ont prétendu qu'après mon éloignement du pouvoir, en mars 1915, ils ont sauvé la Grèce de la catastrophe !

XV. — La péninsule de Gallipoli n'était pas défendue

Mais, depuis, il y eut dans une autre Chambre, dans la Chambre anglaise, une discussion sur l'opération des Dardanelles; une commission d'enquête fut formée, qui, avec toute l'autorité des commissions d'enquête anglaises, a recherché les causes de l'échec de l'opération des Dardanelles et a transmis à la Chambre ses conclusions, notamment sur les événements survenus jusqu'au mois de mai. Celui qui étudie les conclusions de ce rapport apprend que, si la Grèce, si le roi déchu avait suivi la politique qu'il avait le devoir de suivre — parce que soutenue, non seulement par le Gouvernement majoritaire du pays, mais encore par les autres hommes politiques de la Grèce, si bien qu'il ne pouvait pas prétendre de bonne foi qu'il hésitait devant l'opinion publique du pays — si, dis-je, il avait suivi cette politique et si Métaxas n'était pas devenu l'instrument de l'Allemagne, au point de remettre sa démission et de susciter de l'inquiétude, et si l'on avait utilisé dans cette opération un corps d'armée ou, à la rigueur, une division, l'occupation de Gallipoli eût été l'exploit militaire le plus facile. Nous nous serions trouvés, cinq jours après la publication du décret de mobilisation, en présence d'un corps d'armée mobilisé, et neuf jours encore après — grâce aux nombreux moyens dont nous disposions, nous et nos alliés — en présence de ce corps d'armée, ou de cette division, débarqué à la péninsule de Gallipoli, qui n'était ni gardée, ni défendue, ni fortifiée. (*Sensation.*)

C'est ce qui est prouvé par les rapports déposés à une autre Chambre et investis — je le répète — de

l'autorité avec laquelle de pareilles questions sont étudiées à la Chambre anglaise. Ceux qui se sont réclamés du titre de « sauveurs » sont les hommes qui ont enterré en ce moment aussi bien les grands espoirs de la nation que son extension vers l'Est. (*Applaudissements.*)

Si, Messieurs, on n'avait pas réagi de cette manière sourde à la fois et ouverte, contre la politique que j'ai suggérée, l'armée grecque se serait trouvée à la péninsule de Gallipoli vers le 10 ou 12 mars 1915. Or, le rapport anglais prouve que Gallipoli ne fut fortifié qu'un mois entier plus tard.

Ce qui, ensuite, ne fut pas obtenu par 100 ou 200.000 hommes à cause des travaux de fortification accomplis grâce à l'art militaire allemand, cette même chose était non seulement faisable, mais un simple jeu pour l'armée grecque, aux premiers jours, lorsque j'ai eu la clairvoyance de conseiller cette opération et que toute la péninsule de Gallipoli n'était ni fortifiée, ni, presque, défendue.

XVI. — Les Turcs abandonnaient Constantinople

Si l'on n'avait pas obtenu l'avortement de cette opération, nous nous serions trouvés en fin février ou au début de mars à la péninsule de Gallipoli. Mais, si, notamment, un corps d'armée y avait été transporté, dans dix ou quinze jours une partie de l'armée de Gallipoli se serait trouvée à Constantinople, abandonnée par les Turcs. (*Applaudissements prolongés.*)

Vous connaissez, Messieurs, l'importance que la surprise possède dans une guerre. Si l'ex-roi s'était hâté pour que l'opération des Dardanelles fût étudiée dès le mois de septembre ; si le roi et son état-major

n'avaient pas donné, dès cette époque, aux puissances de l'Entente, des raisons de les soupçonner — car c'était un secret de polichinelle que les attachés militaires d'Allemagne et de Bulgarie passaient, au plus grand étonnement des autres, la plupart de leur temps, depuis le début de la guerre, à l'état-major —; si les paroles du roi à l'amiral Karr n'étaient pas venues augmenter la méfiance; si, tandis qu'en septembre on nous demandait d'étudier en commun l'opération des Dardanelles, nous n'avions pas tout fait pour qu'en février et mars on tentât cette opération sans s'adresser à nous et sans nous demander les troupes de débarquement nécessaires; si l'on ne craignait pas que l'état-major n'annonçât, au préalable, l'opération à l'ennemi; bref, si tout cela n'était pas intervenu et si la politique inaugurée par le parti libéral avait été, dès le début, appliquée avec sincérité par tous les facteurs de l'Etat, quel en eût été le résultat? L'opération des Dardanelles eût été étudiée dans le secret le plus complet et, avant même la première attaque contre les forts extérieurs des Dardanelles, subitement, un beau matin, l'armée grecque se fût trouvée débarquée à Gallipoli où elle n'eût trouvé, dans toute la péninsule, qu'une force de troupes turques d'à peine 6.000 hommes, non concentrée mais répartie dans les divers forts! Et vous comprenez qu'elle en eût été l'impression à Constantinople. Je ne veux pas dire qu'au point de vue militaire Gallipoli n'eût pas pu tomber et Constantinople être quand même conservée par la Turquie. Mais je suis certain que l'occupation de Gallipoli eût entraîné l'évacuation de Constantinople et, aussi, la signature de la paix avec la Turquie, si seulement une signature de paix eût été alors possible. Il me suffit, en effet, Messieurs, de vous communiquer certains télégrammes datant de cette époque et qui sont précisément contem

porains de la première attaque contre les forts extérieurs des Dardanelles, et aussi les nouvelles qui étaient envoyées à Constantinople et qui annonçaient que la Grèce songe à participer et à envoyer des troupes. (*Il lit.*)

« N° 1726.

« (Confidentiel.)

« A Péra, le 27 février 1915.

« Ministère Affaires étrangères.

« Banques turques et allemandes furent avisées devoir transporter or à Konieh. Transport déjà commencé. Archives sont également transportées.

« (S.) : TSAMADOS. »

« A Péra, le 1^{er} mars 1915, 22 heures.

« Ministère Affaires étrangères.

« On a pris la décision d'abandonner Constantinople. Le jour du départ ne fut pas fixé. L'ambassadeur des États-Unis m'a communiqué qu'il resterait ici et que l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie et l'ambassadeur d'Allemagne n'abandonneraient Constantinople qu'avec les troupes turques. On m'informe que la Société « Union-Progress » a décidé, dans sa séance d'aujourd'hui, la résistance jusqu'au bout. Un « iradé » impérial ajourne la Chambre jusqu'au 28 septembre.

« (S.) : TSAMADOS. »

« Philippopoli, 2 mars 1915, 20 heures 30.

« Suis informé que ambassadeur Autriche à Constantinople a télégraphié au consul Autriche ici, prendre soin trouver au plus vite maison à Philippopoli pour sa famille dont arrivée imminente. Communiqué à la légation de Sofia.

(S.) : BARAKLIS. »

« Sofia, 7 mars 1915.

« L'attaché militaire de Bulgarie à Constantinople, ayant demandé à son Gouvernement des instructions pour savoir s'il devait, le cas échéant, suivre le Gouvernement à Konieh, fut invité à venir ici et à donner verbalement des renseignements sur la situation. Le ministre des finances de Bulgarie a démenti l'existence d'une crise ministérielle.

« (S.) : NAOM. »

XVII. — Les conséquences de la prise éventuelle de Constantinople

Telle était, Messieurs, la situation psychologique à Constantinople : telles étaient les pensées qui prévalaient dans les milieux officiels de Turquie avant l'occupation de Gallipoli ; vous vous imaginez, dans ces conditions, si j'ai raison en soutenant fermement que l'envoi à cette date de l'armée grecque à Gallipoli et l'occupation de cette région auraient entraîné non seulement la conquête des détroits, mais aussi l'abandon de Constantinople et son occupation par l'armée grecque...

Un député. — Seule ?

E. Venizélos. — Entourée, peut-être, de détachements anglo-français... Nous n'aurions pas revendiqué des droits politiques et territoriaux sur Constantinople, mais nous aurions été certains d'assurer à la question de Constantinople et des détroits la solution qui, de tout temps, était la meilleure, non seulement au point de vue purement international, mais encore au point de vue grec ; qui consiste à l'internationalisation

des détroits et qui est peut-être aussi la solution à laquelle aboutit aujourd'hui, après sa démocratisation, la grande nation russe. (*Applaudissements.*) Comme il est question dans le télégramme du colonel Frantzis de la conclusion éventuelle de la paix avec la Turquie, mes adversaires me diront certainement : « Mais alors, n'était-il pas probable qu'après que vous seriez allés à Gallipoli et à Constantinople, la paix se fît sans apporter à la Grèce les compensations promises en Asie-Mineure ? » Cela aussi était probable. Car, je n'ai, certes, jamais pensé demander qu'on me promît la dissolution de l'empire ottoman, alors que je participais à la guerre avec une seule division. Si les intérêts plus généraux de l'Europe imposaient la conclusion de la paix avec la Turquie et si je voyais que la nation, lassée de se battre, ne voulait pas une participation plus active à la guerre, je n'aurais pas hésité à accepter même cette paix. Je me serais contenté si, grâce à l'action de la Grèce, j'étais allé à Gallipoli et à Constantinople et si, par l'épée grecque et par la coopération, sinon par l'initiative, grecque, j'avais réglé la question des détroits et j'avais déterminé le sort de l'Hellénisme micrasiatique ; ceci n'exclurait pas que nous aurions pu faire davantage et obtenir même les compensations, en insistant pour une action ultérieure qui eût naturellement provoqué de nouveaux sacrifices aussi.

Je n'ai pas besoin de vous développer davantage, Messieurs les députés, l'influence qu'une pareille action de la Grèce aurait exercée sur le cours ultérieur de la guerre. La Turquie aurait été annihilée. La Russie aurait été ravitaillée par mer et n'aurait pas subi l'attaque qu'elle a subie en été 1915, à cause du manque de munitions. En plus, la Russie aurait exporté son blé aux pays alliés. La Bulgarie, qui avait déjà orienté sa politique vers l'empire allemand, de même que nous

avions orienté la nôtre vers l'Entente, aurait sur ses derrières les troupes grecques, françaises et anglaises et n'aurait pas osé intervenir — vous le comprenez facilement. Bref, une pareille action et un pareil succès de la Grèce non seulement auraient agrandi son prestige international et nous auraient, selon toute probabilité, fait gagner les compensations territoriales de l'Asie-Mineure, mais encore auraient contribué à abréger dans une mesure étonnante la guerre européenne. Si, Messieurs, la poigne de la Grèce s'était abattue en ce moment, le coup eût été si terrible pour l'Allemagne, que celle-ci, sans plus espérer réaliser son projet grandiose du chemin de fer Hambourg-Bagdad, aurait perdu l'Orient et n'aurait certes rien à attendre du côté de l'Occident.

Gontikas. — Harden lui-même l'a écrit.

E. Venizélos. — Et imaginez-vous quelle autorité et quel prestige aurait eu la Grèce, qui aurait atteint, par son action, des résultats d'une importance historique mondiale aussi étonnante : abréger la guerre qui aurait fini un an plus tôt (*Applaudissements.*)

XVIII. — La couronne ne doit pas avoir de politique personnelle

Messieurs, après l'échec de l'opération, les « sauveurs » de la Grèce ont prétendu l'avoir vraiment sauvée. Mais, Messieurs, vous comprendrez facilement combien grande est la mauvaise foi de nos adversaires : ils discutent notre politique, non pas en se basant sur les résultats que cette politique aurait donnés en cas d'application, mais en se fondant sur les conséquences survenues justement parce qu'elle n'a pas été appli-

quée ! Et ils nous disent : « Voyez-vous ? l'opération a échoué. » Certes, elle a échoué, parce que précisément la coopération immédiate et foudroyante de la Grèce, si elle s'était réalisée sans la réaction de l'état-major ou de quelqu'un d'autre, aurait pu, elle seule, amener le succès. Les « sauveurs » actuels ne diffèrent en rien de ces autres « sauveurs » que nous aurions eu, si, en 1912, quand j'ai proposé notre participation à la guerre décidée par les deux autres États balkaniques, le roi Georges, qui était contre cette guerre, ressemblait, fût-ce de loin, à son fils, s'il avait voulu appliquer, lui aussi, sa propre politique et s'il avait dit : « Je ne veux pas la guerre ; je ne puis coopérer avec la Serbie et la Bulgarie dans une guerre contre la Turquie, puisque vous n'avez même pas éclairci la question de savoir ce que nous gagnerons ensuite. »¹ Faites cette supposition. Peut-on douter que la politique royale aurait été considérée comme la plus sage ; que j'aurais été, en apparence à juste raison, accusé d'être victime de mes illusions et de mon amour de la guerre, et que le monde aurait dit : « Certes, notre pauvre roi a raison. Nous n'avions même pas réglé ce que nous allions prendre ! » ? Imaginez-vous à présent quelles auraient pu être les conséquences de notre non-participation à la guerre contre la Turquie. A la suite de l'inaction de la flotte grecque, la Turquie aurait pu transporter son armée de l'Asie-Mineure dans la Turquie d'Europe et aurait, probablement, battu la Serbie et la Bulgarie. Quel homme aurait pu avoir raison des « sauveurs » de cette époque, qui auraient dit : « Voyez-vous ? Ce pauvre roi nous l'a fait échapper belle ! Voyez-vous ce Venizélos, ce fou furieux qui voulait prendre part à la guerre pour nous anéantir, alors qu'il était évident que la Turquie vaincrait ? » — Et en effet, tous les militaires le disaient à cette époque, et l'attaché militaire de Russie à Cons-

Constantinople informait que la Turquie mettrait en ligne 900.000 hommes. Je fais cette supposition pour vous démontrer combien peu sérieux sont nos adversaires, qui, je le répète, veulent juger les résultats de notre politique qui ne fut pas appliquée, d'après les résultats survenus précisément parce qu'ils n'ont pas permis, eux, qu'elle fût appliquée. (*Applaudissements enthousiastes.*)

Messieurs, après avoir été momentanément entraîné par moi et après m'avoir donné l'autorisation d'appliquer ma politique, le roi s'est repris plus tard. Entouré par ceux que vous connaissez, il a fini par s'opposer non seulement à mon opinion, bien que je représentais alors la majorité du pays, mais aussi à l'opinion du pays tout entier, puisque, comme je vous l'ai exposé, tous les facteurs politiques du pays, du moins ceux connus jusqu'alors, avaient recommandé au roi de suivre mon opinion. Ceux qui se sont occupés de la question constitutionnelle viendront-ils à présent nous dire, que c'est en respectant la Constitution que le roi a dissous alors la Chambre et a confié le gouvernement à M. Gounaris? qu'il a agi pareillement au roi Georges, qui, lui, avait à plus d'une reprise dissous le Parlement, mais en confiant toujours le Gouvernement non point à des minorités mais à des gouvernements d'affaires, par lesquels il cherchait à se rendre exactement compte de l'opinion publique? L'ex-roi Constantin, quelles indications avait-il pour croire que ce que je soutenais était contraire aux exigences de l'opinion publique? N'avais-je pas amené devant lui tous les autres chefs politiques qui, dans une discussion contradictoire, lui ont dit que ma proposition devait être acceptée, parce que j'avais le peuple grec avec moi? En invitant M. Gounaris et en l'achetant, en lui accordant la faveur de l'oindre chef de parti, et en lui faisant accepter le gouvernement, le

souverain appliquait-il le régime? Ne le déchirait-il pas plutôt tout à fait? Et pourtant, Messieurs, mon loyalisme fut tel que je n'ai même pas contesté au roi, la première fois, le droit de la dissolution, ni je ne m'en suis plaint, ni moi ni mes amis. Je voyais à peu près où nous allions de ce pas, mais je n'ai pas voulu déchaîner une tempête sur la mer nationale, qui semblait être calme et que commençaient à peine à troubler quelques vagues plis. Je me suis éloigné du pouvoir, malgré l'opinion de mes adversaires politiques eux-mêmes et en application de la politique personnelle de la couronne, politique dont l'inspiration était d'origine étrangère; je me suis éloigné du pouvoir, bien qu'ayant jusqu'à ce moment à mes côtés la totalité du peuple grec.

XIX. — M. Gounaris, chef de coterie et premier ministre

Incidemment et entre parenthèses je vous dirai que peu avant cette crise M. D. Gounaris m'avait proposé, par un de ses amis et par le ministre de l'Intérieur, M. Répoulis, que sur mes listes électorales fussent compris six ou sept de ses amis. Leur élection serait ainsi obtenue. J'ai répondu à M. Gounaris par M. le ministre de l'Intérieur : « Pourquoi six ou sept seulement et pas tout le personnel dont M. Gounaris a besoin pour être prêt à assurer le pouvoir au cas où je m'en éloignerais? » Je lui ai donc déclaré qu'au lieu de six ou sept députés qu'il demandait, j'étais disposé à en comprendre neuf dans mes listes, c'est-à-dire tous les membres de son futur Gouvernement. Tel était

l'état de l'opinion publique à cette époque, que celui qui fut invité à assumer le pouvoir, parce qu'il était censé avoir le peuple avec lui, me demandait, quinze ou vingt jours auparavant, de comprendre dans mes listes électorales les personnes qui lui étaient absolument nécessaires pour qu'il entrât dans la Chambre avec un certain nombre de députés. Si j'en ai fait mention, c'est uniquement pour montrer à la Chambre combien est lourde la responsabilité de cet homme qui a accepté, quinze jours après, d'assumer le pouvoir et de dissoudre la Chambre en vertu de la présomption qu'il existait un désaccord entre l'opinion publique et moi. Je ferme, Messieurs, la parenthèse ; je ne l'ai ouverte que pour prouver qu'à l'époque où je fus éloigné du pouvoir, j'avais avec moi le peuple grec tout entier, ou, du moins, sa grande majorité.

Avant que la crise ministérielle ne fût résolue, quatre jours ont dû passer. J'ai démissionné le 7 mars, et ce n'est que le 11 mars que le nouveau gouvernement a prêté serment. Eh bien ! le loyalisme de l'homme politique que l'on éloignait ainsi du pouvoir fut tel que, lorsque ma démission fut connue, vers six heures du soir, et que j'eusse appris qu'une manifestation colossale se préparait dans notre ville pour protester contre ma démission, j'ai immédiatement invité le chef de la gendarmerie et le préfet de police et leur ai ordonné de publier une ordonnance interdisant toute réunion, tant que la crise durerait. Je suis resté quatre jours avec, comme je l'ai déjà dit, la très grande majorité du peuple grec derrière moi, sans, cependant, permettre l'organisation de toute manifestation, petite ou grande. C'est ainsi, Messieurs, que le politicien de Patras, qui voulait faire élire ses six ou sept amis grâce à l'influence du parti libéral, a consenti, dans cette période si critique de nos affaires nationales, à accepter l'héritage du parti dont l'opinion était partagée par

ious les chefs politiques du pays, — et à assumer le pouvoir.

Je ne connais pas, Messieurs, un seul acte politique qui puisse être aussi sévèrement condamné. N'importe. Le Gouvernement fut constitué : ce ne fut qu'un gouvernement de valeur apparente, un semblant de gouvernement ; il n'était que toléré par ceux qui agissaient dans les coulisses, qui constituaient le vrai gouvernement du pays, et qui, se servant des ministres comme de marionnettes, les rappelaient à l'ordre à tout instant par la presse inféodée à la Cour.

Je sais, Messieurs, que le gouvernement apparent, n'était nullement homogène en matière de politique extérieure. Le ministre des affaires étrangères était porté à continuer la politique du gouvernement libéral. Je dis « continuer », car, avant-hier, j'ai eu l'occasion d'interrompre un orateur et de dire que l'opération des Dardanelles n'était plus possible après le départ du gouvernement libéral, puisque, peu après, la péninsule de Gallipoli fut fortifiée. Mais il ne s'agissait pas de l'application de cette politique, pour ainsi dire occasionnelle. Cependant, l'autre politique, celle fondée sur la très bienveillante neutralité envers l'Entente et inspirée par la ferme résolution de ne pas permettre une agression bulgare contre la Serbie, fut sincèrement adoptée par le ministre des affaires étrangères, M. Zographos, et par certains autres membres de ce cabinet. Mais nous nous trouvions déjà, Messieurs, en présence d'un régime qui s'effondrait, non seulement parce qu'on avait éloigné le gouvernement qu'entourait de sa confiance la majorité de l'opinion publique ; non seulement parce qu'on avait formé un gouvernement non homogène en matière de politique extérieure ; non seulement parce que, malgré le gouvernement apparent, le véritable gouvernement, celui des coulisses, s'était élevé jusqu'à la

surface; mais pour une autre raison aussi : parce que le petit politicien, qui avait été invité à appliquer cette politique, a cru qu'il était légitime d'organiser la persécution d'un grand parti politique.

XX. — Les élections du 31 mai/13 juin 1915

Messieurs, après les fatigues que m'avait values mon long maintien au pouvoir; après les émotions que les guerres m'avaient causées, j'avais besoin d'un peu de repos et, m'étant éloigné du pouvoir, je me suis rendu à Spetzai; mais, avant mon retour, une ordonnance de police avait été édictée, qui interdisait au premier ministre de la veille de débarquer au Pirée et qui m'obligeait de débarquer à Phalère. Quelques jours plus tard, la fête nationale était célébrée, et ce même premier ministre qui devait y assister et occuper, durant la cérémonie, la place réglementaire, n'a pas pu s'y rendre et a vu sa propre maison assiégée. Tel était l'effondrement du régime, devenu, depuis, manifeste. Néanmoins, on n'osait pas encore le violer ouvertement et, si certains délais constitutionnels furent prorogés, on prétend que la cause en était la non-existence des listes des électeurs. Je ne veux pas m'attarder à ce sujet.

Les élections ont enfin eu lieu le 13 juin, vous savez dans quelles conditions. Vous savez que le chef du parti libéral a dû s'abstenir de la lutte; vous savez qu'à travers toute la Grèce furent dépêchés des agents de la Cour proclamant que la question se posait entre le roi et Venizélos, entre la guerre et la paix. Et pourtant, bien que les élections se fussent poursuivies en mon absence, le peuple désapprouva le premier « sauveur »,

ratifia ma politique et ramena, parmi les 184 députés de la Vieille-Grèce, 123 appartenant au parti libéral. Je sépare la Vieille-Grèce de la Nouvelle, car vous savez ce qui s'est passé en Macédoine, grâce à l'amiral de l'eau douce (l'amiral Goudas), qui fut chargé de cuisiner dans cette région les élections et qui les organisa par des interventions iniques. Toujours est-il que, suivant tous les gens honorables, les élections, faites en toute impartialité par le parti libéral, eussent valu à ce parti un triomphe complet en Macédoine ; nous n'avons pourtant pu y sauver que quatre députés sur les 73 élus.

Sur le chiffre total des députés, qui est de 310, le parti libéral a en tout gagné 184 sièges, contre les 126 gagnés par l'ensemble des partis adverses. On a voulu représenter ce résultat comme une preuve de ce que le parti des libéraux avait une majorité moins grande que par le passé. Mais qu'importe, si, dans ces conditions, grâce à la violation de la Constitution et à une pareille exploitation de tout, on a réussi à prouver que la majorité n'était pas aussi grande que trois ans plus tôt ? Qu'importe cela ? Le respect de la majorité était-il, pour cela, moins indiqué ? Le roi était-il, de ce fait, autorisé à assumer plus ouvertement le rôle d'un monarque ? Pouvait-il se fonder sur ce qu'il avait réussi par la première dissolution à diminuer la majorité des libéraux, pour en obtenir une nouvelle diminution par une seconde dissolution, une troisième diminution par une troisième dissolution et ainsi de suite ? (*Hilarité.*)

Mais, Messieurs, les élections ont lieu, le parti libéral triomphe et, cependant, le Gouvernement désapprouvé ne s'empresse pas d'abandonner le pouvoir ; au lieu d'éviter ainsi les responsabilités qu'il s'était accumulées, il se maintient au pouvoir durant tout le mois de

juillet et jusqu'au 23 août. Il reste au pouvoir 70 jours après les élections.

Alavanos. — Tout en intriguant et en corrompant les députés.

XXI. — Le prétexte de la maladie royale

E. Venizélos. — Et, lorsque nous demandions que, pour le bon fonctionnement du régime, le Gouvernement désapprouvé fût éloigné du pouvoir, on nous répondait que le roi risquerait de mourir s'il invitait au pouvoir le chef des libéraux et s'il perdait ses forces à discuter avec lui sur la situation politique. Nous répondions que la Constitution a prévu le cas en autorisant la formation d'une régence. Mais les « sauveurs » et les « vice-sauveurs » et tous les esclaves de la Cour, qui travaillaient à la violation du régime et à l'instauration de la tyrannie en Grèce, se sont, tous, dressés et l'anarchiste-agitateur lui-même, le député de l'Attique, M. Rhallys, est allé jusqu'à donner une interview où il qualifia de « pensée impie et blasphématoire » notre exigence d'assurer le fonctionnement du régime par la constitution d'une régence et de résoudre ainsi la question gouvernementale; il a dit encore que notre exigence était un « mouvement irrévérencieux, profane, inconvenant et lâche ». Et vous vous rappelez, Messieurs, le langage de la presse favorable au Gouvernement et à la Cour. Elle écrivait sans ambages : « Venizelos ne saurait être appelé au pouvoir, le roi n'approuvant pas sa politique. » Et des hommes soi-disant politiques et parlementaires restaient installés dans les fauteuils ministériels, alors que d'autres vou-

laient occuper ces fauteuils et que d'autres, tel M. Rhalys, s'en moquaient; ces derniers voulaient inscrire une hypothèque sur leur appel au pouvoir, admettant ainsi que le peuple fût insulté et que le régime devint une loque. « L'élu de la majorité, disaient-ils, ne sera pas appelé, car le roi, ayant une opinion différente, n'a pas l'intention de se soumettre à l'opinion du peuple grec. » Enfin, le 23 août le Gouvernement libéral assumait de nouveau le pouvoir; nous avions sondé le terrain et nous nous étions aperçu que les résultats de la propagande allemande, dirigée par le baron Schenk et patronée — je dois, hélas ! le dire — par la reine et par le roi, ne permettaient pas encore à ce dernier de jeter le gant à la face de l'opinion publique. La couronne a même estimé qu'il était dangereux de ne pas m'appeler au pouvoir; elle savait que j'étais prêt à assumer de nouveau la direction du parti libéral. Elle n'a pas osé affronter la lutte. Elle m'a donc invité le 23 août et m'a confié le pouvoir, mais non point avec l'intention de collaborer sincèrement avec moi, non point pour m'offrir l'appui que sa fonction lui imposait de m'offrir, mais pour me tendre un piège.

Je fus invité le 23 août et j'exposai au roi ma politique; je lui ai dit qu'il ne saurait naturellement être question des Dardanelles, mais que nous reviendrions à notre première politique et maintiendrions les fondements posés dès le premier jour, notamment notre décision d'empêcher la Bulgarie d'écraser la Serbie. Et le roi a approuvé cette politique; je suis venu à la Chambre faire une déclaration en ce sens et, en ma qualité de gouvernant responsable du pays, j'ai fait savoir à la Serbie, ainsi qu'aux autres puissances, les empires centraux y compris, que ma politique restait la même et que je n'allais tolérer aucune agression de la Bulgarie contre la Serbie.

XXII. — La première trahison

Mais tandis que je parlais ainsi et que j'établissais de la sorte la politique officielle de l'Etat, la Bulgarie et la Turquie, l'Autriche et l'Allemagne savaient que la politique de la Grèce était toute différente de celle proclamée par le gouvernant responsable, par l'homme entouré de la confiance du pays et de la confiance apparente de la couronne.

Avant que le parti libéral n'eût de nouveau assumé le pouvoir, la couronne, au su du président du gouvernement apparent — je n'ai pas la preuve de cette complicité, mais je la considère comme très probable, par suite de plusieurs choses dites par M. Gounaris, président du Conseil, et en même temps membre du Gouvernement véritable et occulte — avait communiqué à ces puissances que le traité avec la Serbie ne l'intéressait plus, qu'elle laissait la Bulgarie libre de l'attaquer et que la Bulgarie n'avait rien à craindre de notre côté dans l'application de sa politique qui consistait à l'établissement de son hégémonie dans les Balkans.

Stratos. — Aucun membre du Gouvernement d'alors n'avait connaissance d'une pareille communication.

E. Venizélos. — Comment le savez-vous pour les autres membres?

Stratos. — Pour donner de la clarté à mon renseignement, je déclare à la Chambre que jamais quoi que ce soit de pareil ne fut communiqué au Conseil des ministres par le président du Conseil d'alors, qui peut-être connaissait, lui, cette démarche.

E. Venizélos. — Je répète que je n'exprime là qu'une conviction. Je n'en ai pas les preuves matérielles. Mais j'ai acquis cette conviction par suite des rapports qui existaient, tant que ce Gouvernement était au pouvoir, entre son président et le véritable Gouvernement, celui des coulisses. Il m'est impossible d'admettre que M. Gounaris ignorait personnellement cet acte. Nous possédons une dépêche de M. Psycha, de Bucarest, en date du 30 juillet disant : « Mon collègue anglais m'a dit que, suivant des renseignements autorisés, l'Allemagne a donné à la Bulgarie l'assurance catégorique que la neutralité grecque est définitivement garantie, même en cas d'attaque de la Bulgarie contre la Serbie. » Nous avons, en plus, la déclaration faite par Radoslavoff à ses amis le 26 septembre. M. Panourgia, chargé d'affaires, télégraphie de Nisch : « Le sous-secrétaire d'État m'a dit tout à l'heure que, suivant le ministre de Serbie à Sofia, Radoslavoff a récemment déclaré à ses amis politiques que la Bulgarie n'a rien à craindre, puisqu'elle a l'assurance officielle que la Grèce et la Roumanie resteront neutres au cas où elle attaquerait la Serbie : celle-ci, attaquée par l'Allemagne et par l'Autriche, restera isolée, ce qui permettra à la Bulgarie de réaliser ses aspirations. Le ministre d'une puissance à Sofia a confirmé cette nouvelle au ministre de Serbie. »

Mais ce n'est pas tout. Lorsque, plus tard, une discussion a eu lieu à ce sujet dans cette Chambre et que j'ai accusé le Gouvernement précédent d'avoir donné cette assurance à la Bulgarie, M. Gounaris n'a pas reconnu le fait, mais ne l'a pas contesté catégoriquement non plus. Et, lorsque plus tard j'ai entamé à ce sujet, par les colonnes du *Kiryx*, une discussion avec nos adversaires, l'*Hespérinon Neon Asty*, organe de M. Gounaris, a formellement reconnu que l'Alle-

magne et la Bulgarie savaient d'avance que la Grèce était résolue à ne pas appliquer le traité gréco-serbe.

Or, je poserai, Messieurs, cette question : Comment jugera-t-on la politique du roi qui, soixante-dix jours après les élections, se décida à s'adresser au parti libéral et à lui confier le pouvoir ; qui demanda à apprendre le programme de ce parti ; qui l'apprit et l'approuva, mais qui lui dissimula que son approbation n'était qu'apparente, pour qu'au moment décisif l'accord fût prouvé inexistant ? Comment apprécierez-vous cette conduite du roi ?

De nombreux députés. — C'est une infamie.

XXIII. — Constantin a voulu l'écrasement complet de la Serbie

E. Venizélos. — Mais, Messieurs, abstraction faite de l'appréciation morale de cette conduite du roi à l'égard de son premier ministre, je vous demande : « Son acte en question constitue-t-il, oui ou non, une violation complète du régime, du moment que la couronne, soit seule, soit en collaboration avec le président du Gouvernement que les élections venaient de désapprouver, procédait à de pareilles déclarations, contrairement à la politique bien connue du parti que les élections ont mis en avant et qui devait observer cette ligne de conduite ? »

Mais il ne s'agit pas seulement du manque de bonne foi envers le Gouvernement appelé au pouvoir. Il ne s'agit pas seulement de la transformation du régime en un chiffon de papier, par suite de pareilles déclara-

tions, faites après les élections. Je demande : « Comment jugerez-vous la conduite de la couronne par rapport à l'État allié, à la Serbie ? Est-ce là, oui ou non, un acte de trahison envers ce pays ? Pour quelle raison devons-nous donner d'avance aux empires centraux l'assurance qu'ils peuvent écraser notre allié balkanique sans que nous nous y opposions ? Et comment apprécierez-vous encore la conduite du roi, quand vous apprendrez ceci : après mon arrivée au pouvoir, le ministre de Serbie M. Balougitchitch vint me communiquer un télégramme de M. Pachitch, demandant quelle serait notre opinion au sujet des idées prévalant dans les milieux militaires de Serbie et suivant lesquelles la Serbie devait profiter de l'impréparation militaire de la Bulgarie pour envahir son territoire et prévenir sa mobilisation ; quand le ministre de Serbie m'a posé cette question, je me suis réservé de lui répondre après m'être entendu avec le roi ; j'ai vu le roi et lui ai communiqué la démarche du ministre de Serbie ; il m'a répondu qu'il estimait préférable que les Serbes n'attaquassent pas les Bulgares, notre alliance étant défensive ; et il m'a ajouté que si les Serbes voulaient attaquer, eux, les premiers les Bulgares, il s'agirait de savoir si nous serions obligés de les aider en une pareille guerre. — Comment qualifierez-vous cette politique ? — Nous donnons un pareil avis alors qu'en même temps nous incitons l'ennemi commun à tomber sur notre allié ; nous laissons ainsi ce dernier dans l'erreur, tandis qu'il aurait peut-être pu trouver une chance de salut dans ce coup désespéré, dans cette attaque préventive contre la Bulgarie !

Messieurs, tant que la Grèce menaçait fermement de ne pas tolérer une attaque bulgare ; tant que le Gouvernement libéral était au pouvoir ; tant que, plus tard encore, le Gouvernement qui lui a succédé faisait

des déclarations apparentes dans le même sens ; tant que la Grèce maintenait fermement sa décision de ne pas permettre à la Bulgarie d'attaquer la Serbie, la Bulgarie n'a pas osé attaquer. Je ne veux pas prétendre que si la Bulgarie savait que nous la contre-attaquerions elle aurait certainement évité de déclarer la guerre à la Serbie. Je veux seulement vous affirmer que, selon ma véritable conviction, la Bulgarie hésiterait beaucoup avant de le faire.

Mais, abstraction faite de l'opinion que vous avez à ce sujet, je vous demande : La crainte que la Grèce attaquerait la Bulgarie était-elle, oui ou non, un frein suspendant l'attaque bulgare contre la Serbie ? Quelle raison avions-nous pour enlever à la Bulgarie ce frein modérateur ?

Ayant permis, Messieurs, et facilité l'intervention de la Bulgarie dans la guerre en vue de son attaque contre la Serbie, — j'ai le droit de le proclamer de cette tribune, avec toute l'autorité de ma fonction, — nous trahissions non seulement notre alliée la Serbie, mais aussi les intérêts grecs, les intérêts vitaux de la Grèce. Nous ne servions que les intérêts étrangers, les intérêts allemands. (*Applaudissements.*)

En laissant la Bulgarie attaquer la Serbie, nous rendions absolument certain l'anéantissement de notre alliée. Et rien que l'écrasement de la Serbie, était un coup monstrueux porté à la Grèce ; car, même si le seul résultat en devait être la suppression de la Serbie et même si les autres conditions interbalkaniques ne devaient point changer, l'écrasement de la Serbie détruirait, à lui seul, l'équilibre des forces dans les Balkans et mettrait la Grèce dans une position d'infériorité vis-à-vis des autres puissances et notamment vis-à-vis de notre adversaire héréditaire.

L'existence dans la péninsule balkanique d'une Serbie

forte était un capital qui appartenait aussi à la Grèce : de cette manière honteuse, nous l'avons nous-mêmes détruit.

XXIV. — L'intérêt grec fut sacrifié à l'intérêt germano-bulgare

Mais les intérêts grecs ne subirent pas de dommage seulement par suite de l'anéantissement de notre alliée la Serbie. Un autre dommage, positif, évident, net, apparaissait d'une manière frappante et claire aux yeux de tous ceux qui ne se rendaient pas volontairement aveugles. La destruction de la Serbie, faite avec la coopération de la Bulgarie, assurait la réalisation des exigences les plus outrecuidantes de la Bulgarie, qui visait à l'hégémonie balkanique. L'écrasement de la Serbie, perpétré avec la coopération de la Bulgarie, a donné depuis deux ans à ce dernier État, comme vous le savez déjà, seize nouvelles provinces, soit quatre-vingts arrondissements, auxquelles furent ajoutées plus tard les provinces de Prizrend et de Prischtin. Cela fait dix-huit provinces en tout, sous réserve de ce que donneront la Dobrouitcha et, peut-être, l'Albanie, dont l'acquisition donnerait à la Bulgarie un débouché sur l'Adriatique.

Et je demande, Messieurs les députés : Cette action de la couronne et de ses conseillers non-officiels qui assuraient le succès de l'agression de la Bulgarie contre la Serbie, était-elle permise, même abstraction faite de notre participation à la guerre ? Était-ce là une politique de neutralité bienveillante envers la Serbie, ou bien une politique de trahison ?

Sur tous les bancs. — De trahison.

E. Venizélos. — Et je demande : Cette politique était-ce une politique grecque, fût-ce bulgarophile, ou bien une politique purement étrangère, antinationale, soit bulgare, soit allemande ? Qu'est-ce qui obligeait la couronne à donner cette assurance avant que l'agression eût lieu ? Je pose la question et, à ma question qui ne s'adresse pas pour la première fois aux responsables, aucune réponse ne fut jamais donnée.

Pourquoi le disaient-ils d'avance ? Pourquoi devions-nous assurer d'avance le succès de l'agression bulgare ? Et je demande : Quelle fut, enfin, la compensation qu'ils ont reçue pour cette infamie ? Où sont-ils, après tout, les trente deniers de la trahison ? Nous ne voyons, Messieurs, ni les compensations, ni les trente deniers. Le mobile en fut un seul, le suivant : « L'Allemagne au-dessus de tout dans ce monde. » Telle était la politique de la couronne à cette époque. L'Allemagne avait intérêt à écraser la Serbie pour rétablir ses communications avec la Turquie. L'Allemagne trouvait un obstacle non seulement dans notre participation à la guerre, mais aussi dans la simple menace que la Grèce constituait pour la Bulgarie ; cet obstacle nous devions l'enlever, le mettre de côté, puisque nous ne pouvions pas, puisque nous n'osions pas nous ranger ouvertement aux côtés de l'Allemagne, par crainte d'une révolte intérieure et des canons de la flotte anglo-française.

G. Cafandaris. — Monsieur le président, ne pourriez-vous pas permettre à vos adversaires politiques de donner des explications à ce sujet ?

E. Venizélos. — Il n'y a personne, malheureusement, qui veuille assumer les responsabilités.

N. Stratos. — Vous ne vous adressez pas à moi.

E. Venizélos. — A juste titre.

G. Cafandaris. — Permettez-moi de poursuivre mon

observation. Puisqu'ils ne peuvent donner d'explications, pourquoi continuent-ils de soutenir leur politique?

Cassavetis. — Monsieur le président, M. le député d'Etolie et d'Acarnanie (M. Stratos), en réponse au défi de M. Cafandaris a dit qu'il est dans son droit.

N. Stratos. — Non. Quand j'ai posé la question à M. le président du Conseil, j'ai demandé s'il me comprend parmi les responsables du Gouvernement de 1915 et il m'a dit que non.

Cassavetis. — Je ne suis pas de cet avis et je dis à M. le député d'Etolie et d'Acarnanie : « C'est à tort qu'on ne s'adresse pas à vous, car n'oubliez pas que vous êtes le seul dans cette salle qui ayez soutenu la livraison de Rupel. »

Stratos. — Vous vous trompez.

XXV. — La dernière déclaration de M. Venizélos à Berlin

E. Venizélos. — C'est, Messieurs, dans ces circonstances ignorées naturellement de moi et dissimulées par le roi, que j'ai assumé le pouvoir. Je me suis empressé, comme je l'ai dit, de faire mes déclarations à la Chambre; j'ai, de plus, parlé dans ce sens à la Serbie, aux puissances de l'Entente, et aussi à l'Allemagne. J'ai télégraphié au ministre de Grèce à Berlin : « L'hypothèse de l'attaque éventuelle des forces austro-allemandes combinées contre la Serbie ne cesse de préoccuper vivement le Gouvernement royal, étant donné le rapprochement de plus en plus manifeste de la Bulgarie avec les empires centraux. Si ce rapprochement avait comme seul résultat d'assurer le libre passage des forces

allemandes à travers la Bulgarie, nous n'aurions aucune raison de nous en alarmer. Mais si, profitant de l'arrivée des forces allemandes, la Bulgarie tentait d'attaquer la Serbie, nous ne saurions rester spectateurs impassibles de l'écrasement possible de notre alliée par la Bulgarie. Abstraction faite de l'étendue de nos obligations découlant de l'alliance, notre intérêt vital nous oblige de faire tout pour prévenir la victoire bulgare, de laquelle ensuite, tôt ou tard, nous serions les premières victimes. En décidant la campagne à travers la Bulgarie, le Gouvernement allemand envisage certainement ces diverses éventualités. Il est cependant utile que vous profitiez d'une occasion propice pour exposer de nouveau ces idées, en tant que vos opinions personnelles, en disant qu'elles représentent l'opinion dominante du pays. Nous pensons que le Gouvernement allemand n'a pas d'intérêt à ce qu'une guerre balkanique éclate et désirera toujours que la Grèce ne sorte pas de la neutralité. Nous pouvons, dans ces conditions, espérer qu'à n'importe quel moment et au cas même où la campagne d'Orient serait organisée, il exercera toute son influence pour retenir la Bulgarie, lui déconseillant d'attaquer la Serbie, et assurera ainsi le maintien du calme à nos frontières. »

Vous comprenez combien M. von Jagow a dû se moquer de nous en prenant connaissance de ce télégramme, si tant est que notre ministre lui-même n'était pas au courant de ce qui se tramait et qu'il l'a communiqué à son destinataire.

XXVI. — La mobilisation bulgare

Un mois à peine après que nous avons assumé le pouvoir, notre ministre à Sofia, M. Naoum, nous com-

muniquait que la Bulgarie avait décidé de procéder à la mobilisation partielle de son armée. Je me suis rendu au palais et j'ai demandé que, si la nouvelle se confirmait, la Grèce mobilisât immédiatement les deux corps d'armée de Macédoine, le III^e et le IV^e; avant même la guerre européenne, ces deux corps d'armée avaient leurs effectifs renforcés et deux de leurs divisions étaient sur le pied de mobilisation, l'une générale, l'autre partielle.

Ma proposition fut acceptée. Mais, juste le lendemain, arrivait un télégramme de M. Naoum, annonçant que la Bulgarie avait proclamé la mobilisation générale. Le télégramme est parvenu, je crois vers 9 h. 12 du matin. Le roi se trouvait à Tatoï. J'ai demandé une audience par téléphone, pour lui communiquer la nouvelle et pour lui soumettre un décret de mobilisation, générale cette fois. Il ne m'a pas reçu tout de suite. Il m'a reçu à 5 heures de l'après-midi. (*Sensation.*)

J'ai convoqué, auparavant, le Conseil des ministres; nous sommes tombés d'accord et j'ai chargé notre collègue, le général Danglis, ministre de la guerre, d'inviter le chef de l'état-major et de lui confier la rédaction du décret de mobilisation. Je devais me rendre à Tatoï à 5 heures, et le général Danglis viendrait une heure et demie plus tard, alors que j'aurais terminé ma conférence; le décret serait prêt à être signé.

Mais quand j'ai dit au roi qu'il ne s'agissait plus de mobilisation partielle mais générale, puisque nous nous trouvions devant une mobilisation générale de la Bulgarie, il révéla ses intentions et sa politique. Il ne m'a certes pas dit que nous n'étions pas obligés de secourir la Serbie; il n'a pas osé le dire, car il savait très bien sous quelles conditions le traité gréco-serbe avait été signé et combien clair était notre engagement de secourir la Serbie, même dans une guerre purement

européenne; mais il m'a dit : « Vous savez ? Moi, je ne veux pas que nous aidions la Serbie, parce que l'Allemagne va vaincre et que je ne veux pas être battu ! »

J'ai développé en premier lieu le point de vue militaire de la question. J'ai, en conséquence, attiré son attention sur les conditions topographiques des Balkans, sur la position géographique de la Grèce, sur le manque de moyens de communications dans la péninsule balkanique; et j'ai soutenu que, selon ma conviction ou, du moins, selon mon ferme espoir, si nous attaquions, nous autres, les Bulgares, alors que ceux-ci attaqueraient les Serbes sur un seul front, il y aurait probabilité, avec le moral vigoureux qu'avait l'armée grecque et le moral abattu que l'armée bulgare avait par suite de sa récente défaite, que nous pourrions remporter la victoire sur les Bulgares et même que nous pourrions arriver jusqu'à la capitale de la Bulgarie.

Je lui ai rappelé le fait, qu'il connaissait déjà, que la Bulgarie ne disposait que de 400 obus pour chaque canon, ce qui ne suffit pas, de nos jours, pour une seule véritable bataille. De sorte que, si nous parvenions, en un mois, à prévenir l'écrasement de la Serbie, nous pourrions atteindre Sofia sans résistance sérieuse. Mais j'ai dit encore au roi que, même si nous ne réussissions pas à écraser la Bulgarie à temps, cependant, en maintenant notre liaison avec les Serbes et l'armée serbe reculant devant une pression allemande plus forte, nous atteindrions une ligne qui, d'une manière générale, s'étendrait depuis nos frontières de la Macédoine orientale, par la vallée de la Strumitza jusqu'à Krivolac et Tetovo; au delà de cette ligne, toute avance austro-allemande serait absolument impossible, pour des raisons matérielles. Car vous savez, Messieurs, quels sont les besoins de ravitaillement dans la guerre moderne.

Une voie ferrée simple, comme celles du front balkanique, ne peut pas assurer les services d'une armée supérieure à 120 ou 130.000 hommes. L'Allemagne et l'Autriche étaient donc dans l'impossibilité de concentrer et de ravitailler sur ce front non seulement une armée supérieure à la nôtre et à l'armée serbe réunies, et à l'armée anglo-française, qui arriverait progressivement, mais même une armée à peine égale aux deux tiers de ces troupes.

Vous me direz : « Et pourquoi ne pouvaient-ils pas, eux, ravitailler une armée égale à la nôtre, mais seulement les deux tiers, tandis que vous, vous pouviez ravitailler plus de troupes ? » Parce que l'armée bulgare n'avait pour ses services qu'une seule voie ferrée, celle du Vardar et, peut-être une autre encore, la ligne Sofia-Philippopoli, alors que nous, nous avions sur le même front trois chemins de fer, c'est-à-dire une voie ferrée de plus qu'eux.

Mais ce n'est pas tout. La base de ravitaillement de nos adversaires était Budapest, alors que notre base, à nous, était à Salonique. Et, comme vous vous rappelez, les résultats de la guerre sous-marine étaient, à cette époque, tout à fait insignifiants et n'étaient pas pris en considération. D'un autre côté, la distance entre notre base de ravitaillement, c'est-à-dire Salonique, et la ligne que j'ai tracée, comme ligne du recul éventuel de l'armée serbe et de la nôtre, était beaucoup moins grande que la distance entre cette ligne et Budapest; nous pouvions en même temps construire plusieurs voies carrossables menant verticalement vers notre front, grâce auxquelles les services des armées grecque et serbe seraient admirablement assurés.

XXVII. — Constantin conteste le principe de la souveraineté populaire

Je disais donc au roi que l'Allemagne, même si les autres fronts laissaient à sa disposition cinq millions de troupes, ne pourrait pas les amener ici; le danger de notre défaite locale n'était, par conséquent, pas à prévoir et il n'existait aucune crainte que nous subissions le sort de la Belgique, ce dont l'état-major menaçait l'opinion publique. Mais la discussion militaire se montrait malheureusement inefficace. Aucun argument ne m'était opposé, mais le *leitmotiv* était toujours le même : « Je ne veux pas prendre part à la guerre. Nous serions battus par l'Allemagne. »

Je me suis vu alors forcé de faire avancer l'artillerie lourde, d'employer les remèdes héroïques et de dire : « Sire, je n'ai pas réussi à vous convaincre. Je le regrette beaucoup, mais j'ai le devoir de vous dire, cette fois en ma qualité de représentant de la souveraineté populaire, que vous n'avez aucunement le droit d'être, en cette nouvelle circonstance, en désaccord avec moi. Par les élections du 13 juin, le peuple a approuvé ma politique et m'a accordé sa confiance. » Or, il savait que ma politique avait pour base de ne pas permettre à la Bulgarie d'écraser la Serbie, de s'agrandir démesurément et de nous écraser demain, nous aussi. « Vous ne pouvez donc pas en ce moment vous éloigner de cette politique. Sauf, si vous décidez de mettre le régime de côté; en ce cas, vous devez le dire clairement, en supprimant le régime par un décret et en assumant les responsabilités. »

Il m'a dit : « Je reconnais mon obligation d'obéir au

verdict populaire chaque fois qu'il s'agit des questions intérieures du pays, mais quand il s'agit de questions extérieures, des grandes questions nationales, j'estime que, tant que j'ai l'idée qu'une chose est juste ou ne l'est pas, je dois insister pour que cela se passe suivant mon idée, car, moi, je suis responsable devant Dieu... » (*Très vive sensation.*)

Vous comprenez quelle fut mon impression. Je me rappelle qu'un sentiment très pénible s'est emparé de moi et qu'en joignant les mains, j'ai fait, avec tristesse, un mouvement de la tête et j'ai dit : « Hélas ! nous nous trouvons en présence de la théorie de la royauté par la grâce de Dieu ! Pauvre Grèce ! » Et j'ai dit peu après : « Dans les circonstances actuelles je ne puis assumer la lutte pour le régime et après avoir attiré votre attention sur la Constitution, je suis disposé à donner ma démission et vous prie de l'accepter. »

« Comment pouvez-vous démissionner, me répondit alors le roi, le lendemain du jour où la mobilisation bulgare est décrétée ? Vous savez que, dans ces circonstances, nous ne pouvons être en retard, pas même de vingt-quatre heures. » — « Je ne puis pas savoir, lui répondis-je, si la politique de mes successeurs sera une politique de mobilisation. Je pense personnellement qu'il en sera ainsi ; car, même si vous abandonnez la Serbie, vous ne savez pas ce qui peut arriver, tant que vous ne serez pas assurés que la Bulgarie ne nous attaquera pas les premiers. Mais je ne puis pas imposer ma politique à mes successeurs. Je ne peux pas procéder à une mesure aussi sérieuse que la mobilisation. Invitez tout de suite le Gouvernement qui me succédera à prêter serment, même s'il n'est provisoirement composé que de quatre ministres, pourvu qu'il ait un ministre de la guerre ; convoquez-le, immédiatement, ce soir, et publiez le décret de mobilisation.

Je ne puis, moi, signer un pareil décret, puisque j'ai remis ma démission. »

« Mais, en fin de compte, me dit-il, qui nous assure que la Bulgarie attaquera la Serbie ? Il se peut qu'elle garde une neutralité armée (vous vous rappelez que c'est ce qu'on disait alors); et il est très probable qu'elle n'attaquera pas la Serbie; en ce cas la divergence disparaît; vous pouvez continuer à rester au Gouvernement et à appliquer votre politique. » Il m'a ainsi persuadé de rester et de signer le décret de mobilisation, tandis que, comme il fut ensuite démontré, il avait déjà donné au kaiser l'assurance qu'il n'entendait pas frapper ses alliés.

Je vous laisse à présent apprécier la loyauté de ce roi envers son premier ministre responsable, qu'il trompait en lui disant qu'il pouvait faire usage de cette dernière affirmation.

Un député. — Il a publié aussi le communiqué bien connu.

XXVIII. — L'accord apparent entre le roi Constantin et M. Venizélos

E. Venizélos. — Certainement. Mais mon désaccord avec la couronne était connu de tout le monde. La presse, qui tenait ses renseignements de l'état-major, écrivait le lendemain matin que le roi n'était pas tout à fait d'accord avec moi et que, tandis qu'il voulait la mobilisation pour la défense du pays, moi, je la voulais pour faire la guerre.

Je me rends, le lendemain, tout troublé au palais et je dis au roi : « Sire, la conduite de l'état-major est

insupportable : car, du moment que nous sommes tombés d'accord pour que vous signiez le décret de mobilisation, il est inadmissible que l'état-major fasse écrire par la presse anti-venizéliste et par la presse de la Cour tout ce qu'elles écrivent ; il amoindrit ainsi toute l'importance de la mobilisation. Appelez le chef de l'état-major et mettez de l'ordre dans le langage des gens de la Cour. Mais permettez aussi que ce communiqué soit publié, où je dis que « la couronne s'est
« trouvée d'accord avec le Gouvernement responsable,
« non seulement en ce qui concerne l'appel à la mobili-
« sation, mais aussi pour ce qui est de la politique de
« l'avenir. » Car ce n'est qu'à ces conditions, ai-je dit au roi, qu'il est possible d'exercer une force d'intimidation sur les Bulgares ». Le roi a approuvé le communiqué. Et, moi, naïf que j'étais, je croyais que cela pouvait avoir quelque importance, ne sachant pas jusqu'à ce moment les assurances qui avaient été données à l'Allemagne.

Il est à noter, Messieurs, que pour ce qui était de la question militaire qui nous préoccupait, c'est-à-dire de la question de notre obligation de secourir la Serbie, le roi, lorsque j'avais invoqué le verdict des élections, n'avait même pas songé à le contester. Non ! Cela fut une trouvaille des « sauveurs » ! Le roi n'a contesté ni la force obligatoire du traité serbe, ni le verdict populaire ; il m'a seulement dit : « Ce verdict ne me lie que pour les questions intérieures et non pour les questions extérieures. » Il était évident que le roi s'était transformé, depuis ce moment-là, en un monarque par la grâce de Dieu.

C'est au cours de la discussion relative au secours à donner à la Serbie que fut posée la question soulevée par l'état-major ; celui-ci soutenait que la Serbie ne pouvait pas disposer dans une guerre contre la Bul-

garie des 150.000 combattants qu'elle était tenue de donner en vertu de la convention militaire. Sans même examiner si la Serbie avait une pareille obligation, j'ai dit au roi : « Ne croyez-vous pas que, pour lever cet argument et, plus encore, pour augmenter sensiblement notre force militaire et celle des Serbes, nous pourrions demander aux Anglo-Français s'ils ne voudraient pas, eux, nous donner ces 150.000 baïonnettes ? Car, en ce cas, nous aurions, avec les 200.000 combattants serbes et les 150.000 grecs, 500.000 combattants en tout, c'est-à-dire environ 800.000 hommes de troupes : les Bulgares et les Austro-Allemands ne peuvent pas, sur ce front, en entretenir même la moitié. » — « Certes, me répondit le roi, mais qu'ils envoient des troupes métropolitaines et non coloniales. »

Je ne dis pas cela, Messieurs, pour prétendre que le roi a, en ce moment, admis qu'il sortirait de la neutralité, si les Anglo-Français nous donnaient 150.000 combattants. Cet homme était résolu à n'intervenir en aucun cas. Mais placé devant cette question, il ne s'était pas cru en droit de me dire : « Ne faites pas cela. »

XXIX. — Les Anglais et les Français débarquent à Salonique

Je sortais du palais vers 6 heures un quart ou 6 h. 30 de l'après-midi, alors que le général Danglis y entrait pour faire signer le décret de mobilisation. J'étais de retour au ministère à 7 heures et je téléphonais aux ministres de l'Entente, les priant de venir d'urgence à ma rencontre. Aussitôt arrivés, je leur annonçai que le décret de mobilisation était signé en ce moment,

qu'il serait publié le soir même, mais que, pour notre conduite ultérieure, il m'était nécessaire de savoir si les puissances seraient disposées à remplacer les 150.000 combattants dont, en vertu de son traité d'alliance, la Serbie était obligée de disposer dans une guerre contre la Bulgarie. Les ministres me promirent de télégraphier; ils envoyèrent immédiatement des dépêches très urgentes et ajoutèrent qu'ils me communiqueraient les réponses.

Il était 8 heures du soir. A 8 h. 15, arrive M. Mercati (le maréchal de la Cour du roi), qui me dit avoir reçu un coup de téléphone du roi pour me prier de ne pas faire cette démarche auprès de l'Entente : « Je vous prie de communiquer au roi, lui répondis-je, que cette démarche est déjà faite. Je vous prie encore d'ajouter que, même si je ne l'avais pas faite, l'opinion du roi ne m'eût pas empêché de la faire, parce que, en ma qualité de gouvernant responsable, j'ai besoin de savoir si les puissances sont disposées à m'accorder leur concours; cela m'aidera à former mon opinion. » (*Bravo! bravo!*)

Quarante-huit heures après, arrivait la réponse des puissances disant qu'elles étaient disposées à donner les troupes métropolitaines demandées, et fixant les délais dans lesquels ces troupes arriveraient. Aussitôt la réponse des puissances parvenue, je la communiquai au roi; celui-ci me dit : « Je vous prie de déclarer aux ministres que, tant que la Bulgarie n'attaque pas la Serbie, tant que, par conséquent, notre obligation de sortir de la neutralité n'est pas créée, ces troupes ne doivent pas être envoyées; » (il est à noter que la préparation de l'envoi de ces troupes avait commencé tout de suite); « car leur arrivée, sur le territoire grec, ajoutait le roi, constituerait une violation de la neutralité, puisqu'il est encore possible que la Bulgarie n'attaque pas la Serbie. »

J'ai communiqué le désir du roi aux ministres. Ils ont télégraphié dans ce sens, mais ils m'ont remis une nouvelle réponse des puissances; cette réponse disait qu'« elles avaient ordonné le départ de leurs troupes », — il est à noter qu'elles étaient parties de près d'ici, de Moudros, et aussi de Marseille; — « elles se dirigent vers la Grèce, ajoutaient les puissances, et du moment que vous nous déclarez que, suivant votre politique, au cas où la Bulgarie attaque la Serbie, vous contre-attaquerez la Bulgarie, vous rangeant à nos côtés comme alliés, nous ne voyons pas pourquoi l'arrivée des troupes de secours doit être retardée. Nous sommes en effet certains que la Bulgarie ne maintiendra pas sa neutralité armée, mais attaquera la Serbie, et qu'alors vous nous remercirez d'avoir des secours prêts, au lieu de les attendre. Nous assumons à ce sujet toute responsabilité ».

Je leur ai répondu que tout ce qu'ils me disaient était très juste; que je ne pouvais contester que cela me plaisait, à moi aussi, beaucoup, mais qu'il existait, pour la forme, la question de la neutralité, du moins jusqu'au moment où l'attaque aurait lieu. « Je vous fais par conséquent savoir, ajoutais-je, que je suis obligé de protester contre le débarquement des troupes, comme contre un acte constituant une violation de notre neutralité. » — « Bien, me dirent-ils, très bien. Vous protesterez, mais nous espérons que votre attitude sera amicale et non hostile. » — « Très amicale, répondis-je. Non seulement vous n'allez pas vous trouver en pays hostile, mais, après les protestations, nous vous accorderons toutes les facilités possibles de débarquement, de cantonnement, etc. »

J'ai vu le roi et lui ai communiqué cette conversation. Et le roi de me répondre : « Ça va bien, je vous prie seulement que votre protestation soit, en tout cas,

énergique. » — « Énergique, dis-je, oui ; mais jusqu'à un certain point, car, étant donné ce qu'elle dissimulera, elle ne peut pas être trop énergique ; je m'efforcerai cependant qu'elle le soit jusqu'au point où il lui est permis de l'être, tout en étant sérieuse aussi. »

XXX. — La seconde démission de M. Venizélos

Il est à noter, Messieurs, que le débarquement des troupes anglo-françaises, dont on disait tant de choses et qui servit de grand argument entre les mains des « sauveurs », a commencé de s'effectuer après ma démission. Nombreux sont ceux qui l'ignorent ou qui l'ont oublié. C'est un lundi qu'a eu lieu le débat de la Chambre, au cours duquel j'ai communiqué la protestation que j'avais faite samedi ; or, c'est le lendemain, mardi, que je fus appelé par le roi et obligé de démissionner de nouveau. Mardi matin, j'ai remis ma démission ; mardi, dans l'après-midi, s'est formé le nouveau Gouvernement sous M. Zaïmis, et ce ne fut que mardi à 6 heures du soir qu'a commencé le débarquement des troupes anglo-françaises à Salonique.

Si j'en parle, ce n'est pas pour prouver que j'avais le consentement du roi. Affirmer cela, n'eût pas été digne de ma fonction. Je dois, d'ailleurs, avouer que le roi — alors que la presse disait qu'il était tenu dans l'ignorance du débarquement — a donné une interview où il affirma qu'il en était au courant. Mais je veux dire seulement que, par rapport à ma politique, l'arrivée des Anglo-Français était un appoint des plus précieux. Je marchais vers une guerre contre la Bulgarie et j'avais décidé de combattre si la Bulgarie attaquait la Serbie. Mon intérêt était d'avoir, en dehors des 150.000 baïon-

nettes grecques et des 200.000 serbes, encore 150.000 baïonnettes de troupes anglo-françaises. En conséquence, ma démarche auprès de l'Entente était absolument nécessaire pour l'application de ma politique. Son résultat constituait, certes, un obstacle gênant pour la politique de mes adversaires. Mais je n'avais pas le devoir de m'en préoccuper, et j'étais d'autant plus dans mon droit que, après mon éloignement du pouvoir et puisqu'ils avaient, eux, une politique opposée, ils auraient pu appeler le général Moschopoulos et dire, par son entremise, aux Anglo-Français : « Les choses ont changé. Venizélos est parti. Nous n'allons pas secourir la Serbie. Vous n'avez plus rien à faire chez nous. Nous vous prions de ne pas débarquer. » Au lieu de cela, M. Zaïmis leur a promis de leur accorder toutes les facilités. Et si M. Zaïmis n'était que le chef apparent du Gouvernement — le véritable Gouvernement c'était l'état-major — pourquoi l'état-major n'a-t-il pas agi de la sorte, puisqu'il était dans l'intérêt de l'Allemagne que les Anglo-Français ne débarquassent point? Mais, absorbés uniquement par la politique, les officiers de l'état-major ne pensaient même plus aux affaires militaires et personne ne se souciait, après le départ du Gouvernement libéral, de ce que devenait le navire au milieu de la tempête.

(Interrompu à 20 h. 45, le discours de M. Venizélos est repris à 21 h. 45.)

XXXI. — Pourquoi M. Venizélos n'a pas fait de révolution en octobre 1915

E. Venizélos. — Avant de poursuivre mon discours, je voudrais, Messieurs les députés, me reporter à tout

ce que j'ai dit et ajouter une chose, que l'honorable député de l'Attique, M. Rhactivan, membre, alors, du Conseil des ministres, m'a rappelée; c'est que, lorsque j'avais assumé le pouvoir en août 1915, j'avais soumis, par écrit, au roi les déclarations que je devais faire à la Chambre sur ma politique : elles m'avaient été retournées, lues et approuvées.

Vous vous souvenez du débat qui fut provoqué à la Chambre par suite justement de la protestation que j'avais formulée contre le débarquement imminent des Anglo-Français. Au cours de ce débat je fus obligé de répondre à une question de M. Théotokis, député de Corfou, qui me demandait ce que je ferais si, en courant au secours de la Serbie, je rencontrais des troupes allemandes; j'ai donné la seule réponse logique, ce qui rendit impossible mon plus long maintien au pouvoir.

Je fus appelé le lendemain par le roi; il me déclara ne pas partager ma politique. Je lui répondis que je lui remettrais ma démission, car je croyais ne pas pouvoir soulever, en ce moment, une lutte constitutionnelle. On m'a critiqué, Messieurs les députés, pour avoir alors démissionné. On m'a considéré comme co-responsable de la violation des libres institutions du pays. On a cru que, du moment que la Constitution confie sa sauvegarde au patriotisme des Hellènes, les hommes politiques sont les premiers à devoir la défendre; que, par conséquent, j'avais le devoir, au moins à cette époque, puisque je ne l'avais pas fait au mois de mars, de résister; que je devais ne pas démissionner mais considérer le roi comme hors la Constitution, hors la loi et hors les libertés, et assumer, par conséquent, sous ma responsabilité la défense des libertés du pays et la guerre contre la tyrannie. Mais, avant tout, ceux qui formulent cette accusation ne paraissent pas être de bons psychologues. Un homme, Messieurs, ne se

change pas en quelques instants, ni même en vingt-quatre heures, de gouvernant d'un pays régi par un régime régulier en un chef de révolution.

Avant que dans l'esprit ou dans l'âme du gouvernant l'idée de la révolution ait mûri, une certaine évolution est indispensable, qui ne s'accomplit pas, en tout cas, en quelques instants. Mais même si on pouvait me lancer le reproche de n'avoir pas été un homme aux résolutions rapides, j'aurais eu, Messieurs, à répondre qu'en ce moment, il m'était impossible de pratiquer une politique autre que celle que j'ai pratiquée. Il m'était impossible d'assumer, en ce moment, la lutte pour les libertés du pays. Une pareille lutte, éclatant à cette date, eût provoqué la guerre civile. Je ne dis pas que la guerre civile, dût-elle constituer un grand mal, est un mal plus grand que la suppression des libertés d'un peuple et qu'elle n'est pas le digne prix de la défense des libertés d'un pays. Mais je prétends qu'en ce moment-là le parti libéral était dans l'impossibilité d'allumer la guerre civile; nous étions mobilisés, la Bulgarie était, elle aussi, mobilisée. Si nous avions divisé l'armée mobilisée en armée royale et tyrannique et en armée nationale et si nous avions entamé la guerre civile, ce qui serait advenu est manifeste. La Bulgarie, profitant de la guerre intestinale, aurait envahi la Macédoine, aurait écrasé notre armée, en train de s'entrebattre, aurait occupé toute la Macédoine orientale, et, ensuite, dépourvue de toute inquiétude du côté du sud, elle se serait tournée vers la Serbie pour compléter son œuvre; elle aurait détruit ses adversaires balkaniques et établi sa complète hégémonie.

Il eût, par conséquent, été criminel de ma part de provoquer, en ce moment-là, une lutte intestinale. Je ne l'ai pas fait, car j'aurais simplement contribué à préci-

piter les catastrophes, qui, en tout cas, même sans cela, devaient survenir. La responsabilité du désastre national serait retombée, aux yeux de l'opinion publique, sur le parti libéral. Tout le monde aurait dit : « Voyez-vous ce qu'a fait Venizélos ? Que ne restait-il tranquille, la Constitution dût-elle être violée ! La situation était critique, et il devait se tenir sage. Voilà ce qu'il a provoqué par sa hâte. Les Bulgares, profitant de la guerre civile, ont envahi la Macédoine et nous ont enlevé nos territoires, après avoir écrasé notre armée ! »

XXXII. — M. Zaïmis est responsable de la violation de l'alliance gréco-serbe

Je ne pouvais pas devenir la cause d'un crime pareil et précipiter cette catastrophe, bien qu'elle dût survenir sûrement, même sans cela. Au Gouvernement libéral succéda alors le Gouvernement des « présidents », celui des « sauveurs », présidé par M. Zaïmis. J'avais toujours parlé de M. Zaïmis avec déférence, et je ne veux pas, aujourd'hui encore, méconnaître les mérites dont il est doué, dans un pays qui malheureusement, n'en déplaît à personne, souffre d'une disette passagère d'hommes d'État. Mais la responsabilité de M. Zaïmis, qui acceptait en ce moment le pouvoir pour violer le traité avec la Serbie, est colossale. Dans l'histoire grecque, M. Zaïmis conservera malheureusement pour lui, le nom de celui qui a trahi la signature de la Grèce !

Je n'ai pas besoin de vous absorber longtemps, Messieurs, avec la question du traité. La Chambre a déjà été complètement éclairée par suite de tout ce qui fut dit, avant moi, par mes honorables collègues, et

par suite des interruptions que je fus forcé de faire pendant le discours de l'honorable député d'Etolie et d'Acarmanie (M. Stratos). La Chambre sait déjà que le traité était d'ordre général et non seulement balkanique ; que, par conséquent, ceux qui ont soutenu que nous ne pouvions, ni ne devions courir au secours de la Serbie, parce qu'elle était attaquée par la Bulgarie, et que la Bulgarie était l'alliée de l'Allemagne et de l'Autriche, ont cherché, en connaissance de cause, à souiller le nom de la Grèce. C'est en connaissance de cause que les responsables voulaient inscrire cette tache sur notre front.

Car le roi savait tout. C'est sous sa présidence, qu'avait été réuni le Conseil des ministres qui a décidé de se soumettre à l'exigence serbe. Quant aux autres, et notamment à M. Zaïmis, président du Conseil et ministre des affaires étrangères, je ne puis laver sa responsabilité par son ignorance. Car un homme qui sait est assimilable à celui qui devrait savoir, mais qui n'a pas su parce qu'il ne voulait pas savoir.

Je sais que, lorsque le service du ministère a cherché à éclairer M. Zaïmis et à attirer son attention sur tous les textes en vigueur, il a demandé « de ne pas perdre son temps en s'occupant de choses pareilles », car, disait-il, à quoi cela servirait, puisqu'il était venu au Gouvernement justement pour ne pas appliquer le traité.

La responsabilité de ceux qui ont violé le traité serait terrible, même si notre obligation de courir à l'aide de la Serbie n'était que celle émanant du traité.

Les grands Etats peuvent, peut-être, sans danger avoir l'audace de violer les traités ; mais pour les petits Etats formuler la théorie des « chiffons de papier » est une chose défendue, comme M. le ministre des affaires étrangères l'a développé. Il n'est pas permis aux petits

Etats de faire de grandes infamies. Or, la plus grande infamie qu'un Etat puisse commettre, c'est violer l'obligation de secourir un autre Etat, puisque en échange de cette promesse il a reçu de lui une promesse de réciprocité.

XXXIII. — Les neutralistes ne faisaient pas l'économie d'une guerre

Les « sauveurs » pourraient à la rigueur se présenter devant l'opinion publique avec cette immorale et vile justification que les vulgaires débiteurs osent souvent formuler, lorsqu'on leur rappelle leurs promesses écrites : « J'ai écrit, j'ai effacé », disent-ils, et je ne sais quoi encore. Mais cette justification immorale et vile elle-même ne peut pas être mise en avant, devant le peuple grec, par ceux qui ont gravé sur son front la tache de l'infamie. En trahissant la Serbie, ils trahissaient en même temps la Grèce. En trahissant la Serbie et en permettant à la Bulgarie de l'anéantir et d'établir son hégémonie dans les Balkans, ils trahissaient en même temps l'Hellénisme.

Ils savaient bien que si, au cours de la guerre, l'empereur d'Allemagne pouvait décider, en paiement des services que le roi de Grèce lui avait rendus, d'empêcher une agression bulgare contre nous, ayant pour but de nous enlever la Macédoine, aucune force humaine n'existait cependant, capable d'empêcher les Bulgares, une fois agrandis — et ils seraient agrandis en écrasant la Serbie — de nous refouler non seulement jusqu'à la Strouma, mais même jusqu'à l'Œta.

Ils le savaient, car aucun d'eux n'aurait pu sérieuse-

ment et de bonne foi prétendre, devant la Chambre et devant le pays, qu'ils croyaient que les Bulgares, agrandis au préjudice de la Serbie et, peut-être aussi de la Roumanie et de la Turquie, auraient été assouvis et auraient désormais vécu fraternellement avec nous, se transformant de loups en agneaux candides. Personne ne peut le dire à la Chambre et la convaincre qu'il le croit lui-même.

Ceux qui ont trahi le traité avec la Serbie ont donc trahi en même temps les intérêts grecs et ont toléré que dans la péninsule balkanique fût créée une situation équivalant à l'enterrement de l'Hellénisme.

J'irai plus loin encore. On pouvait peut-être penser que ces hommes malhonnêtes auraient dit, raisonnant comme des vulgaires chenapans : « Mais que voulez-vous que nous fassions ? Du moins, par ce moyen, nous évitons la guerre. » C'eût été un argument horrible, qui aurait renversé, aux yeux de l'opinion publique, l'homme politique grec qui eût osé le formuler aussi impudemment, mais c'eût été enfin un argument ; et à supposer que l'empoisonnement causé par la propagande allemande eût réussi à corrompre tout ce qui est grec, cet argument eût pu avoir une certaine valeur aux yeux du monde.

Mais cela, non plus, n'est pas vrai. Ceux qui ont pratiqué cette politique savaient qu'ils ne faisaient pas l'économie d'une guerre. Ils savaient qu'ils n'en obtenaient que l'ajournement ; car ils ne pouvaient pas réduire moralement la nation au point qu'elle cédât aux Bulgares sans guerre tout le pays jusqu'à l'Éta. Ils savaient donc qu'ils ne faisaient pas l'économie d'une guerre, qu'ils en prorogeaient l'échéance, pour quelques années seulement, et que cette guerre devrait être entreprise plus tard dans les pires conditions pour la Grèce et dans les meilleures pour nos adversaires.

Mais examinons à présent, Messieurs, la manière dont ils ont pratiqué cette politique, qu'ils ont dissimulée sous le nom de la neutralité et qui était effectivement une politique d'abandon des intérêts nationaux destinée à servir tout simplement les tendances de l'Allemagne à l'hégémonie mondiale. Voyons comment ils ont appliqué cette politique qu'ils présentaient publiquement comme une politique de neutralité, qui était funeste au point de vue de ses résultats définitifs s'ils avaient l'intention que la Grèce demeurât neutre jusqu'à la fin de la guerre, mais qui était une politique de laquelle il était possible de recueillir, tout de suite, et aussi pour l'avenir des conséquences bien moins mauvaises que celles qui furent recueillies.

Vous vous souvenez, Messieurs, de la comparution du Gouvernement devant la Chambre. Vous devez vous souvenir aussi de certains conseils à Démonique que j'ai adressés au Gouvernement comparu devant vous.

Messieurs les députés, permettez-moi, je vous prie, de vous lire une partie de ce que j'ai dit alors. Puisque, vingt-deux mois après, nous avons l'occasion de discuter les grandes questions nationales, je crois de mon devoir de m'expliquer sur tous les points, car je m'adresse aussi bien au peuple grec qu'à vous : je désire l'éclairer et jeter partout la lumière complète.

Je vais vous lire ce que je leur ai dit, ce jour-là, après avoir communiqué les vues de la couronne et après leur avoir dit qu'ils avaient cessé de former une Chambre pour ne former qu'une association de notables ; — c'est seulement à présent que nous formons une vraie Chambre et l'honorable député de Psarra (M. Popp) veut même faire de nous une Constituante. — Je leur ai expliqué les dangers menaçant le pays et j'ai ajouté :

XXXIV. — Ce qu'aurait pu être la politique de la neutralité grecque

« Si l'on admet que, dans l'évolution actuelle des événements, le Gouvernement ne juge pas de son devoir de participer à la guerre, même au cas de participation de la Bulgarie, je recommande ceci : Notre neutralité peut se présenter comme étant plus amicale envers l'un des groupements, sinon pour une autre raison, du moins, à cause de l'existence de notre alliance avec la Serbie, envers laquelle notre neutralité ne pouvait de tout temps qu'être amicale et bienveillante. Mais si notre neutralité armée continue d'être bienveillante dans ses intentions, d'accord avec l'âme grecque, envers l'une des parties, pratiquement cependant et de par ses résultats notre neutralité n'est qu'exclusivement utile au groupement opposé. Nous n'aurions pas eu, Messieurs, de sincères dispositions à la neutralité — celles que je ne conteste nullement chez le Gouvernement — ; nous aurions même voulu éventuellement accorder à l'autre groupement un plus grand concours, — que nous n'aurions pu faire quoi que ce soit de plus que ce que nous faisons. Je dis cela pour montrer combien grand est le service que la Grèce, par son insistance éventuelle à maintenir la neutralité jusqu'au bout, offrirait au groupement austro-allemand, et qu'il est logique et naturel que ce service entraîne des compensations correspondantes.

« J'ai entendu dire qu'il ne nous est pas permis de tendre à une entente avec l'autre groupement, car nous serions ainsi exposés à la colère du premier. Je ne suis pas du tout d'accord. Si nous nous exposons à la colère du premier groupement, en conservant une neu-

tralité bienveillante jusqu'au bout et en n'allant pas au secours de la Serbie, nous ne nous y exposerons pas parce que, en offrant ces services involontairement à l'autre groupement, nous aurons pris soin de recevoir des compensations; la colère n'aurait pas pour cause notre désir de retirer un certain profit de cette politique, que nous regardons, suivant les conceptions du Gouvernement, comme imposée par nos intérêts nationaux. Par conséquent, si vous croyez que la force des choses nous obligerait à déterminer jusqu'au bout la politique du Gouvernement telle que vous l'établissez, l'État devrait au moins retirer les profits que peuvent lui valoir les services qu'il offre; ceci, non parce qu'il veut être utile à l'un des groupements, mais parce qu'il croit servir ses propres intérêts. Tous les jours on voit des États qui, au milieu d'une guerre, demeurent neutres pour le bien de leurs propres intérêts; ils s'assurent des compensations, rien que pour leur neutralité. Mais quelles seraient les compensations qu'en ce cas nous devrions, selon moi, prendre soin d'assurer?

« Avant d'y répondre, qu'on me permette d'observer que la demande de ces compensations est, selon moi, désirable pour encore une autre raison; les pourparlers nécessaires seraient poursuivis par la voie régulière et sous la responsabilité des personnes compétentes: il est toujours juste que la responsabilité de pareilles ententes et de leurs résultats éventuels incombe au Gouvernement, et je sais que le Gouvernement actuel n'aurait pas voulu éluder de pareilles responsabilités pour les rejeter sur d'autres. Il serait donc indiqué qu'une entente intervint avec le groupement que, fût-ce involontairement, nous servirions par une pareille politique. Cette entente nous permettrait, en premier lieu, d'apprendre quelles sont les compensations que la Bulgarie doit recevoir par suite de sa participation

à cette guerre ; ce renseignement peut nous être utile en tant qu'élément certain, susceptible de montrer si les inquiétudes et les craintes que j'ai sont aussi fondées que je les considère, ou bien si elles sont exagérées. En second lieu, nous pourrions, grâce à cette entente, déterminer plus sûrement les compensations que nous devons, nous autres, recevoir, c'est-à-dire notre extension vers l'Albanie du Sud et la cession des clefs stratégiques que constitue la région Doïran-Guévgéli ; j'ajouterai même qu'à mon avis nous devons nous empresser d'occuper cette région à temps, sans retarder son occupation jusqu'au lendemain de la guerre. En troisième lieu, j'aurais demandé que la garantie de l'intégrité du pays ne se bornât pas seulement à la durée de la guerre, ce qui n'aurait qu'une très petite valeur, mais qu'elle s'étendit aussi à un certain nombre d'années, disons : dix ans ; de cette manière nous n'aurions pas, au lendemain de la paix, à redouter la menace d'une troisième guerre, la menace du duel que la Bulgarie provoquerait. Nous aurions ainsi le temps de développer et organiser les ressources de nos nouvelles possessions aussi bien que nos forces militaires, de façon à pouvoir affronter ce duel, soutenus toujours par des amis et des alliés. Il serait encore, selon moi, juste et proportionné aux services que nous rendons en gardant jusqu'au bout la neutralité, de demander l'intervention de l'Autriche et de l'Allemagne, en vue de l'échange des populations des deux pays, qui devraient désormais rester limitrophes sur une étendue de plusieurs centaines de kilomètres. Ainsi les populations bulgares qui vivent encore en territoire grec seraient transportées en Bulgarie, et les populations grecques qui vivent encore, malgré toutes les persécutions dont elles sont l'objet, en Bulgarie, seraient transportées en territoire grec. Cet échange constituerait,

Messieurs, une des meilleures garanties de ce que le *statu quo* balkanique, tel qu'il émanerait de la présente guerre, serait sincèrement reconnu par les États intéressés. Notre adversaire serait, du moins, privé de son grand argument qu'il lutte pour réaliser des exigences soi-disant fondées sur une base ethnologique.

« Permettez-moi, Messieurs, de dire que, si cela ne se faisait pas non plus, si nous nous laissions mener par les événements et si nous arrivions, après cette guerre, à un règlement des affaires balkaniques tel que, moi, je le prévois comme certain, avec l'équilibre du traité de Bucarest renversé et avec une Bulgarie essentiellement plus forte que la Grèce, nous plongerions l'âme nationale dans un état d'agonie, créé par nous et qui rendrait la vie de ce pays insupportable. C'est dans une inquiétude mortelle qu'il attendrait l'issue du conflit inévitable.

« Je ne veux pas, Messieurs, en un moment aussi solennel, être amer pour personne ; je ne veux pas être mal interprété en vous disant : « Prenez garde ! Voyez la Grèce telle que le parti libéral l'a reçue de vous ; voyez la Grèce qu'il vous livre ; prenez garde que vous ne la rendiez, à votre tour, diminuée. »

Mais ces exhortations, Messieurs, s'adressaient à des oreilles de sourds. S'ils pratiquaient réellement une politique neutraliste, ils seraient obligés de prendre en considération toutes ces recommandations. S'ils ne l'ont pas fait, c'est justement parce qu'ils ne pratiquaient pas une politique neutraliste : ils pratiquaient une politique simplement allemande. Et il est incompréhensible non seulement qu'ils n'aient pas suivi mes recommandations : mais encore qu'en trahissant notre allié et en permettant à l'ennemi héréditaire de l'écraser et de s'agrandir démesurément, ils n'aient

pas non plus pourvu à assurer au moins, en un moment où nous étions armés de pied en cap, l'inviolabilité absolue du territoire grec.

XXXV. — L'état-major faisait de la politique bulgare

Je m'étais, Messieurs, éloigné du pouvoir pour que la couronne imposât sa politique personnelle et le véritable Gouvernement du pays, l'état-major, savait que les Anglo-Français commençaient de débarquer à Salonique dans l'après-midi du jour de mon départ ; l'état-major savait encore que le nouveau Gouvernement ne devait pas formuler d'objection contre ce débarquement, que, par conséquent, une armée anglo-française viendrait à Salonique pour courir au secours des Serbes ; puisqu'il savait cela et qu'il proclamait à tort et à travers — et, en ceci, il avait raison — que l'aide de l'armée anglo-française venant, après que nous avions complètement trahi la Serbie, arriverait en retard et ne préviendrait pas sa destruction, l'état-major n'était-il pas obligé de prévoir qu'une retraite éventuelle des Anglo-Français, pressés par leurs ennemis, ferait de notre pays un champ de guerre ? N'était-il pas obligé de savoir que, si les Anglo-Français se fortifiaient, dans leur retraite, autour de Salonique et constituaient ainsi une menace contre la droite du front germano-bulgare, leurs ennemis chercheraient naturellement à envahir notre territoire pour les chasser de Salonique ? Pourquoi, sachant cela, ne prenait-il pas soin d'obtenir, alors qu'il avait entre ses mains la mobilisation et la liberté de ses mouvements, l'engagement que les Germano-Bulgares n'envahiraient, en aucun cas, le territoire grec ? Et si, à

cause de la politique allemande qu'ils exerçaient, il leur était impossible de faire assumer une pareille obligation à l'Allemagne pour les troupes allemandes, pour quoi, s'ils n'exerçaient pas une politique non seulement allemande mais aussi bulgare, n'ont-ils pas veillé à s'assurer qu'au moins les troupes bulgares n'entreraient pas et ne s'avanceraient pas en territoire grec ?

Quelle est l'explication de ces points d'interrogation ? Que répondent les accusés à ces questions ? J'ai parlé, sur ce point, de la responsabilité criminelle de l'état-major. Je n'en ai point rejeté la responsabilité sur le Gouvernement Zaïmis. M. Zaïmis, devenu, en ce moment — je ne vais pas hésiter à donner cette qualification — un premier ministre de petit bonheur, ne pouvait pas prévoir et étudier tout cela. Je ne le regarde pas, pour cette raison, comme responsable. Après l'avoir blâmé sévèrement pour ce qu'il a fait de blâmable, je dois à présent avouer que son Gouvernement exerçait réellement une politique neutraliste notamment tant que cela dépendait personnellement de son chef qui était aussi ministre des affaires étrangères. C'est pourquoi vous voyez qu'au début de sa présidence, pendant un mois, nos relations avec les puissances de l'Entente étaient très normales. Bien que ce fût M. Zaïmis qui foula aux pieds le traité d'alliance, les puissances de l'Entente lui donnèrent même de l'argent et montrèrent toute la bienveillance possible envers son Gouvernement. Mais justement pour cette raison, le Gouvernement de M. Zaïmis n'agréait nullement au véritable Gouvernement. Celui-ci ne se plaisait pas à cette orientation du Gouvernement apparent. M. Zaïmis semblait, il est vrai, disposé à servir, avec — dirai-je — une certaine souplesse de courtisan, les désirs de la couronne, mais, n'était aucunement disposé à commettre des actes de mauvaise foi. Il ne

lui restait, dans ces conditions, qu'à démissionner. Et, lorsque l'incident Yannakitsa eut lieu à la Chambre, le Gouvernement des coulisses poussa les choses aux extrêmes, afin de l'éloigner du Gouvernement.

XXXVI. — L'incident provoqué par le général Yannakitsa

Vous vous souvenez de cet incident. Le despotisme, qui s'affichait déjà tout à fait ouvertement, ne s'est pas borné à l'insulte qui fut faite ici par l'envoyé de la couronne; il l'a encore aggravée en nommant le ministre qui nous injuria à une haute fonction de la Cour. Vous vous rappelez quel effort sincère fut assumé par le parti libéral afin que, malgré cet incident, les choses ne fussent pas poussées jusqu'à la dissolution de la Chambre. Nous avons déclaré que, si le Gouvernement était remanié, le ministre en question restant exclu, nous serions prêts à collaborer avec le cabinet dans la Chambre. Plus encore. Nous avons déclaré que, même si le ministre était maintenu dans le cabinet remanié, nous serions disposés à ne pas nous présenter à la Chambre, pour laisser le Gouvernement et ses amis procéder au vote des projets de loi urgents. Ce vote aurait eu lieu en dix ou quinze jours et la Chambre aurait pu interrompre constitutionnellement ses travaux jusqu'en 1916.

Mais toutes ces déclarations et tous ces efforts enhardissaient davantage le despotisme, au lieu de le retenir sur la pente sur laquelle il était mené. Il ne comprenait pas que nous voulions éviter de pousser les choses aux extrêmes, mais attribuait nos efforts à de

la faiblesse ou à des vulgaires calculs politiques. Il croyait que nous ne voulions prévenir-en ce moment les élections, que par la crainte qu'elles n'assurent le succès de nos adversaires.

J'ai pris soin de faire connaître aux responsables que, s'ils procédaient à la dissolution de la Chambre, ils devaient savoir que le parti libéral ne se présenterait pas aux élections. J'ai cru qu'il était de mon devoir de leur annoncer par un de mes amis, qui a, depuis, déserté le parti, que l'abstention électorale d'un grand parti politique qui se respecte, est un acte qui ne peut pas avoir les conséquences qu'avait eues, aux élections de 1910, l'abstention des anciens partis. Notre abstention poserait nettement la question constitutionnelle, la question des libertés du peuple, la question qui séparait la souveraineté du peuple de la couronne ; c'est-à-dire une question, dont nous ne voulions pas alors poursuivre la solution, pour les raisons que j'ai tout à l'heure expliquées, mais dont, en temps voulu, nous demanderions le règlement. Nos petits et vils adversaires ont accueilli cette nouvelle déclaration avec des sourires. Ils ont dit : « Ah ! ah ! il nous dit cela pour nous effrayer, alors que l'occasion est déjà venue de l'écraser, d'obtenir dans la Chambre la majorité et d'arranger nos affaires comme nous voulons ». Et c'est ainsi que fut formé le Gouvernement des nouveaux « sauveurs », qui, présidé par le « sauveur en chef », s'est abaissé jusqu'à la honte, jusqu'à l'ignominie, jusqu'à la trahison de Rupel.

XXXVII. — Le Gouvernement de M. Scouloudis

On forma donc le Gouvernement des « vieillards » — on lui donna ce surnom, qui, répété par moi, ne

saurait avoir aucun mauvais sens, puisque, étant, hélas ! moi-même un vieillard, je ne puis le dire dans un sens injurieux (*Rires*). On appela ce Gouvernement pour appliquer la politique dite neutraliste. Et M. Scouloudis, pour jeter de la poudre aux yeux des Francs, a fait ses déclarations bien connues, consignées dans la circulaire télégraphique suivante adressée le 8 novembre 1915, aux ministres de Grèce à Londres, à Paris, à Rome et à Pétrograd : « Veuillez donner à M. le président du Conseil (ou à M. le ministre des affaires étrangères) l'assurance, de ma part, la plus formelle de notre ferme résolution de continuer notre neutralité avec le caractère de la plus sincère bienveillance vis-à-vis des puissances de l'Entente. Vous voudrez bien ajouter que le nouveau cabinet fait siennes les déclarations réitérées de M. Zaïmis au sujet de l'attitude amicale du Gouvernement royal vis-à-vis des troupes alliées de Salonique, qu'il a trop conscience des vrais intérêts du pays et de ce qu'il doit aux puissances protectrices de la Grèce pour s'écarter le moins du monde de cette ligne de conduite et que, dès lors il espère que les sentiments d'amitié de ces puissances pour la Grèce ne pourront, en aucun moment, être influencées par les nouvelles malveillantes et tendancieuses qu'on met à dessein en circulation dans le vain but d'altérer les bons rapports de l'Entente avec la Grèce. » On dirait que c'est là une déclaration d'amour ! (*Rires*.)

Mais à ces premières déclarations succédèrent bientôt les gaffes de M. Scouloudis. Quelques jours s'étaient à peine écoulés, lorsque, l'armée anglo-française battant en retraite, la question fut posée de savoir qu'est-ce qu'il adviendrait quand les Serbes aussi reculeraient en territoire grec. Et M. Scouloudis de dire au cours d'une de ses entrevues avec un des ministres de l'Entente : « Si les Serbes battent en retraite, nous serons

obligés de les interner. » Et le ministre de lui dire : « Est-il possible ? Ce sont vos alliés et vous êtes tenus à garder vis-à-vis d'eux une attitude de très bienveillante neutralité. D'ailleurs, les Serbes sont nos alliés et nous autres, nous sommes venus ici avec votre consentement. » Et M. Scouloudis de répliquer : « Nous aurions dû faire la même chose avec vous ! » Une discussion fut soulevée pour savoir s'il a dit « nous aurions dû faire la même chose », ou bien « nous ferons la même chose », mais vous comprenez l'importance du fait, quoi qu'il en ait dit. Je vous laisse imaginer l'impression produite et combien devaient empirer les relations du Gouvernement des « vieillards » avec les Gouvernements de l'Entente, envers lesquels, comme je viens de vous en donner la preuve, ce Gouvernement promettait de maintenir une attitude de très sincère bienveillance. Et lorsqu'on lui a fait remarquer que sa déclaration à propos des Serbes, de même que sa politique ultérieure ne se conciliaient nullement avec la bienveillante neutralité qu'il avait promise, M. Scouloudis oublia tout ce qu'il avait dit au début et s'écria, en colère : « Que me parlez-vous de neutralité bienveillante ? Moi, je ne connais pas des neutralités de plusieurs espèces. Je n'en connais que deux : la neutralité volontaire et la neutralité obligatoire. » Et il oubliait qu'il n'avait pas promis la simple neutralité, ni même la neutralité simplement bienveillante, mais la neutralité très sincèrement bienveillante. Il a cru qu'il lui suffisait de l'avoir dit le premier jour pour pouvoir faire ensuite ce qui lui plaisait ; il supposait, probablement, que ces premières déclarations seraient oubliées et que son revirement n'entraînerait aucun résultat nuisible.

Il ne comprenait pas que de ce fait la Grèce s'abaisserait dans l'estime des grandes puissances jusqu'au

point où elle s'est abaissée sous le Gouvernement des « vieillards ».

G. Popp. — C'était là la neutralité de la vieillesse !
(*Rires.*)

XXXVIII. — Un coup d'État et une nouvelle trahison

E. Venizélos. — Et le Gouvernement des « vieillards » procéda à la dissolution de la Chambre. Les orateurs de l'opposition ont cherché à justifier cette dissolution. Ils vous ont dit : « Pourquoi cette dissolution ne pouvait-elle pas se faire ? » — Mais, répliquai-je, est-ce que la Chambre fut dissoute, à cause de quelque désaccord réellement manifesté entre elle, l'élue de la veille, et l'opinion publique ?

Point n'est besoin de m'occuper longtemps de cette question, qui fut épuisée hier par mon honorable collègue (M. Répoulis). J'ai seulement besoin de dire que lorsque, le haut-commissaire des puissances (M. Jonnart) déclarait dans sa note à M. Zaïmis que la Chambre fut à tort dissoute à deux reprises, en un laps de temps très court, il n'entendait pas que dissoudre la Chambre pour la seconde fois peu après sa première dissolution c'était violer la Constitution ; on viola, selon lui, le régime en dissolvant la Chambre pour imposer la même politique qui motiva précisément la première dissolution et qui échoua parce que le peuple s'est prononcé dans un sens opposé. L'exemple de 1910 n'a certainement rien de commun avec le cas actuel. En 1910, la dissolution de la Chambre a eu lieu parce que, à la suite de l'accord intervenu entre tous les facteurs du pays, — les facteurs populaires et le facteur royal, — sur la formation de la double Chambre chargée de la revision du régime, les élections n'ont

pas fourni un Parlement capable de donner un Gouvernement viable. Et le Gouvernement, après avoir obtenu un vote de confiance, a dissous la Chambre afin que les élections permissent la formation d'une nouvelle Chambre avec laquelle il pût collaborer. Quel rapport y a-t-il entre ce cas et l'insolente atteinte commise contre les libertés populaires, en novembre 1915? Dans ce dernier cas, le roi ne voulait pas appliquer le traité gréco-serbe et ne voulait pas nuire à la politique allemande; il décida de dissoudre la Chambre pour la seconde fois, dans l'espoir que, par de nouvelles élections, il réussirait à obtenir l'approbation de sa politique; car, pensa-t-il, les élections devant avoir lieu en temps de mobilisation générale, l'autorité aurait entre ses mains tous les moyens propres à imposer sa volonté. Et quels étaient ces moyens?

Le Gouvernement, ou plutôt l'état-major, c'est-à-dire le véritable Gouvernement, tenait à sa disposition 300.000 électeurs, c'est-à-dire la moitié des citoyens grecs participant aux élections; ayant cet atout en main il nous invitait à nous présenter aux élections, alors qu'il avait décidé de ne donner des permissions, le jour des élections, qu'à ses amis pour exercer leur droit électoral et de consigner les nôtres dans les casernes pour les empêcher de voter. Il est évident, que ces élections seraient, dans ces conditions, une véritable comédie; et le parti libéral avait le droit de le dire et le devoir de s'abstenir d'y participer.

XXXIX. — Pourquoi fut maintenue la mobilisation ?

Mais examinons plus loin, Messieurs, l'application de la politique dite neutraliste, mais de fait allemande.

Pendant les élections, on disait aux réservistes, à leurs parents et à leurs frères, qu'aussitôt après, la mobilisation serait levée : « Venizélos est parti maintenant ; c'est lui, le spadassin, qui a fait la mobilisation ; il voulait pousser le peuple à verser du sang : à présent que nous nous sommes débarrassés de lui, nous allons vous libérer pour que vous rentriez chez vous ! » Mais, les élections se passent, les Anglo-Français reculent en territoire grec et nous voilà menacés de l'invasion des Germano-Bulgares. Vous avez entre les mains la circulaire confidentielle de l'état-major, sub. n° 633, en date, je crois, du 8 février 1916, qui ordonne aux divisions et aux corps d'armée de laisser les Bulgares entrer sans leur opposer la moindre résistance. Cette décision avait été prise depuis longtemps, mais depuis ce jour des ordres formels furent donnés, autorisant l'invasion des Bulgares. Après une pareille résolution, quel but avait désormais le maintien de la mobilisation ?

J'ai, à l'heure qu'il est, le droit de considérer l'absence de l'honorable député de l'Attique (M. Rhallys) comme une pure désertion. (*Applaudissements prolongés.*) C'est une pure désertion, car il savait que je lui demanderais des comptes, non seulement pour l'affaire de Rupel, mais surtout pour la prolongation indéfinie de la mobilisation. Pendant des mois entiers la nation était, Messieurs, dans l'agonie : « Que nous voulez-vous ? disait-elle. Que nous gardez-vous ? Pourquoi maintenez-vous la mobilisation ? » Et le Gouvernement des « sauveurs », laissait les familles des réservistes affamées, plongées dans le malheur et exposées à tous les dangers de la misère, à des dangers physiques et à des dangers moraux, tandis qu'il gardait le peuple mobilisé ; il l'eût même gardé pour qui sait encore combien de mois, si la note des puissances du 21 juin n'était pas intervenue, exigeant la démobilisation. Ils

n'ont démobilisé qu'une fois forcés de le faire. Pourquoi? dans quel but maintenaient-ils une mobilisation qui, en usure de matériel et en frais d'entretien, a coûté au Trésor plus de 300 millions de francs?

Pourquoi ont-ils maintenu la mobilisation durant neuf ou dix mois et ne l'ont-ils levée qu'après avoir été forcés, après que l'économie nationale eût subi un préjudice beaucoup plus considérable encore que le coût de la mobilisation elle-même? Pourquoi ont-ils maintenu une mobilisation, qui a fait subir à l'État un dommage matériel aussi considérable, et un dommage beaucoup plus grand encore à l'économie nationale du pays par suite de l'enlèvement de 300.000 hommes à leurs travaux productifs et de leur inutile internement dans les casernes? Pourquoi ont-ils maintenu une mobilisation durant neuf à dix mois, alors qu'ils n'avaient l'intention de combattre ni contre les Allemands, ni contre les Bulgares et qu'ils protestaient chaque fois qu'on leur imputait la pensée criminelle de vouloir combattre contre les Anglais et contre les Français?

A cette question, qui était de tous côtés et avec agonie adressée aux « vieillards », aucune réponse ne fut donnée, Messieurs, jusqu'ici! Le *Kiryx*, qui interprétait alors d'une manière autorisée l'opinion du parti libéral, a posé la question dans des articles successifs. Je ne parle pas des autres journaux qui faisaient de même, parce que vous reconnaîtrez qu'il y avait un peu plus d'autorité dans les questions posées par le *Kiryx*, puisque ce journal était l'organe officiel d'un grand parti, qui se trouvait même en dehors de la Chambre. Je demandais donc, dans le *Kiryx*: « Pourquoi maintenez-vous la mobilisation? » Pas de réponse! Mais, leur disais-je, alors : « Pourquoi, ô hommes sinistres, pourquoi, à la fin des fins, puisque vous voulez garder

l'armée mobilisée, pourquoi ne tenez-vous pas mobilisés seulement le III^e et le IV^e corps d'armée, ceux de Macédoine, et, à la rigueur le V^e, celui d'Épire qui avait été transporté en Macédoine? Pourquoi tenez-vous en même temps mobilisés le I^{er} et le II^e corps d'armée, ceux d'Athènes et de Patras, qui n'ont pas été transportés en Macédoine et n'ont pas fait leur concentration stratégique? » Car, Messieurs, la mobilisation n'a de valeur que quand elle est immédiatement suivie de ce qu'on appelle la concentration stratégique; celle-ci permet à l'armée d'être prête à marcher contre l'ennemi, si, en attendant, les buts politiques de la mobilisation ne sont pas obtenus. Mais une mobilisation qui met sur pied toute la population d'un pays et la maintient quand même dans ses garnisons habituelles, sans qu'il y ait concentration stratégique, c'est une hérésie militaire, pour laquelle, je vous assure, la pendaïson de nos officiers de l'état-major eût été un trop petit châtiment. (*Acclamations et applaudissements.*)

La mobilisation, Messieurs, a pour but d'amener les réservistes aux régiments, aux unités de l'armée; de les équiper, de les armer, de constituer tous les services inhérents à la mise de l'armée sur le pied de guerre; d'opérer les réquisitions nécessaires, pour organiser ces services et pour que, une fois les services organisés, le transport des troupes puisse commencer. C'est là une première opération qui s'accomplit, suivant les États, en trois, cinq ou six jours.

Les États, qui ont ce qu'on appelle des formations de montagne, ont une mobilisation plus longue; ceux qui peuvent se contenter des chemins de fer et des automobiles complètent leur mobilisation plus rapidement. Le I^{er} corps d'armée, celui d'Athènes, et le II^e, de Patras, ayant une force de 90.000 hommes, avaient été mobilisés; les hommes s'étaient rendus à leurs régiments,

avaient reçu leur équipement et leurs armes; les bêtes, les camions des citoyens avaient été réquisitionnés, et pourtant les deux corps d'armée demeuraient à leurs sièges. A quoi bon cette mobilisation? A supposer, c'est-à-dire, que nos gouvernants neutratralistes devaient sortir de la neutralité, six jours ne leur suffisaient-ils pas pour mobiliser le I^{er} et le II^e corps d'armée? Pourquoi leur mobilisation n'avait-elle pas été suivie de leur concentration stratégique? Un retard de quelques heures, au début de la guerre, a certes souvent une grande importance, car il donne à l'adversaire l'initiative de l'attaque. Mais ici, il ne s'agissait point de cela; il ne s'agissait pas de régler, par la mobilisation grecque, la question de savoir laquelle serait l'armée défensive et laquelle l'armée offensive. Il existait déjà sur nos frontières deux armées, l'une en face de l'autre, l'armée anglo-française et l'armée bulgaro-germanique: quant à nous, nous pouvions mobiliser, sans nous préoccuper de notre couverture qui était complète. Pourquoi donc, leur demandais-je, maintenez-vous la mobilisation du I^{er} et du II^e corps d'armée? Pas de réponse! Je leur disais encore: « Vous n'avez pas encore appelé les classes de 1915 et de 1916. Pourquoi ces classes ne sont-elles pas appelées? Elles vont vous donner 50.000 hommes, et vous pourrez libérer dix ou peut-être douze classes des plus anciennes. »

Je leur disais encore: « Que n'appellez-vous pas les classes des hommes non-exercés de la Nouvelle-Grèce, pour remplacer par elles d'autres classes, de façon à pouvoir tenir mobilisées les plus jeunes classes seulement? » Pas de réponse. Pas de justification.

G. Popp. — On ne donnait pas de réponse non plus aux questions qu'on leur posait à la Chambre.

XL. — L'infâme propagande de l'état-major

E. Venizélos. — On ne donnait pas de réponse parce qu'on n'avait pas à en donner; on ne pouvait pas avouer les buts pour lesquels la mobilisation était maintenue.

La mobilisation générale était nécessaire, parce que c'est elle qui justifiait la distribution aux officiers des soldes supplémentaires et parce que nos adversaires espéraient, par ce moyen, gagner la bienveillance de ceux qui formaient l'armée. Ils m'ont dit qu'en l'écrivant, j'insultais les officiers, mais ce grief était tellement bas, tellement vil, que je n'ai pas cru nécessaire d'y répondre. Ce n'est pas tout. Ayant décrété la mobilisation générale, ils avaient le droit d'appliquer, à chaque moment, la loi martiale.

Ils avaient l'intention de le faire, mais il y avait une certaine difficulté : les puissances n'ont pas paru disposées à admettre que la loi martiale s'imposait par des raisons extérieures ou militaires; elles ont dit aux « sauveurs » qu'ils feraient bien de ne pas l'appliquer : c'est donc la peur des puissances qui les empêcha de l'appliquer. Ils la tenaient cependant toujours en réserve comme une menace, et ils l'auraient appliquée aussitôt entrés en conflit avec les puissances. Mais la mobilisation tendait encore à un autre but. Elle accordait à l'état-major le droit de s'emparer, à chaque moment, des officiers et de les lancer d'un bout de la Grèce à l'autre. Quand il n'y a pas de mobilisation, les déplacements sont opérés par le conseil des généraux, et c'est là une garantie que personne ne peut être arbitrairement déplacé. Tandis qu'en temps de mobilisation générale,

le grand état-major a entre ses mains, telle une arme, le droit de renvoyer loin d'Athènes, aux plus lointaines extrémités de l'État, tout officier qui oserait manifester une certaine indépendance d'esprit. Mais ce n'est pas tout. Ces hommes abominables, les « vieillards » et l'état-major, voulaient encore, par la prolongation de la mobilisation, faire fléchir physiquement et moralement le peuple grec pour le rendre incapable de pouvoir jamais se révolter pour leur demander des comptes. C'est ce qu'ils poursuivaient en prolongeant pendant dix mois la mobilisation. Ils cherchaient encore à utiliser la mobilisation pour l'infâme enseignement qui était fait dans les casernes dans le but de séparer, si possible — comme je l'ai déjà dit — le peuple de son élu et du parti auquel il restait si longtemps attaché. Au lieu d'enseigner aux soldats des sentiments courageux et la nécessité du sacrifice individuel à l'autel des hauts idéals de la patrie, on leur enseignait — suivant les ordres de l'état-major — la pusillanimité; on leur enseignait d'éviter l'accomplissement de tout devoir élevé; on leur enseignait la répugnance à tout acte courageux; on leur enseignait constamment et sans cesse que, s'ils restaient dans leurs casernes, c'est parce que Venizélos les avait appelés, qu'ils devaient le bien comprendre et en bien pénétrer leur âme de façon à s'en souvenir et à en convaincre leurs parents et leurs frères, aussitôt qu'ils les rejoindraient après leur libération. Tel était le travail qui se faisait dans les casernes. Il y avait, certes, des exceptions, mais telle était, d'une manière générale, la tâche poursuivie suivant l'ordre de l'état-major. Ce point de vue intérieur est peut-être suffisant pour expliquer la prolongation de la mobilisation. Mais ceux qui appliquaient la prétendue neutralité, qui n'était effectivement qu'une politique allemande, poursuivaient encore autre chose : ils

savaient que la guerre pouvait être longue ; ils savaient que, malgré tout le mal souterrain qu'ils imaginaient avoir fait au parti libéral, celui-ci gardait encore des racines très profondes dans l'âme du peuple grec. Ils craignaient donc que, d'un moment à l'autre, quelque changement de circonstances ne survînt, et que la Grèce ne pût participer à la guerre ; or, ils voulaient, en appliquant la politique allemande, mener la Grèce si bas que, dans n'importe quelles circonstances, fût-ce les meilleures, elle ne pût pas, physiquement et moralement, participer à la guerre. Ils voulaient offrir ce dernier service à l'empereur allemand et à ses alliés, nos ennemis héréditaires.

XLI. — La politique pratiquée était une politique allemande

Messieurs, ce ne fut qu'après la fin de la mobilisation qu'ils se sont crus obligés de nous dire à quoi ils l'ont employée, car il fallait qu'en rentrant chez eux les hommes démobilisés pussent en donner une justification. Ecoutez ce que leur presse écrivait (*Il lit*) :

« (Les partisans de l'opposition), ne pouvant pas connaître, y est-il dit, quels étaient les buts politiques *sérieux et très nationaux* auxquels servait la mobilisation, croyaient, dans l'étroitesse de leurs conceptions, que celle-ci n'avait pour mission que de servir une politique de parti. Ils ne pouvaient pas entrevoir que, dans la politique actuelle de la Grèce, le maintien du peuple grec sous les armes tendait à l'obtention d'autres objectifs purement helléniques et authentiquement nationaux. »

Telle était une des réponses. En voici une autre (*Il*

lit) : « En démobilisant, la Grèce reprend sa vie régulière (!) et normale. Les motifs de la mobilisation n'existent plus, *le but, pour lequel la politique en vigueur a maintenu la mobilisation, ayant été obtenu.* » Quel but?

Un député. — Celui de Gounaris.

E. Venizélos. — Certes. Et plus loin (*Il lit*) : « En démobilisant, la Grèce prend soin d'elle-même et arrange ses affaires domestiques. Elle se recueille. » Hélas ! quel recueillement ! Troisième réponse (*Il lit*) : « Et pour ce qui est de cette question, le Gouvernement grec, qui est obligé de se taire pour le bien des intérêts mêmes de la nation, *n'était tenu à donner à personne des explications, pourquoi il maintenait la mobilisation.* » A personne. Pas même au peuple. Telles étaient leurs conceptions constitutionnelles : *Sic volo sic jubeo.*

Voilà les réponses qui furent données, Messieurs, chaque fois que le régime des « vieillards » cherchait à expliquer les buts de la mobilisation. Mais, Messieurs, puisqu'ils maintenaient la mobilisation, que ne l'ont-ils pas au moins utilisée pour obtenir quelque chose ? J'ai déjà expliqué précédemment quelles compensations ils auraient pu obtenir des Allemands. Mais si, pour ne pas mettre ces derniers dans une position difficile, ils n'ont même pas pensé à demander ces compensations, pourquoi, au moins, puisque la question de l'Hellénisme de Turquie était arrivée à un point aigu, ne se sont-ils pas tournés vers l'empereur d'Allemagne pour lui dire : « Savez-vous qu'à la fin des fins nous avons atteint les bornes de la complaisance ? » Que n'ont-ils songé au moins à la protection de l'Hellénisme de la Macédoine orientale ? Car vous avez, Messieurs, devant vous, la preuve, puisée dans les documents officiels qui furent déposés à la Chambre, de ce que l'initiative des persécutions de l'Hellénisme en Asie-Mineure

est purement allemande. Pourquoi donc, puisqu'ils maintenaient la mobilisation, qui donnait plus d'autorité à leur voix, n'exigeaient-ils pas, au moins, que nos malheureux compatriotes fussent épargnés? Pourquoi donnaient-ils tout et pourquoi n'ont-ils jamais rien reçu ni même demandé comme compensation? Pourquoi, sinon parce qu'ils pratiquaient une politique allemande?

De cette politique allemande, nous avons encore, Messieurs, d'autres preuves. Aux Anglo-Français nous avons permis, au début, de pénétrer en territoire serbe par la vallée du Vardar, et nous y avons mis une telle insistance que, lorsque les Anglais ont demandé à utiliser le chemin de fer Salonique-Dédéagatch pour envoyer des renforts à leurs troupes de Doïran, on a prétendu que ce chemin de fer, ne suivant pas la vallée du Vardar, ne saurait être utilisé dans ce but; les troupes devraient être envoyées par les chemins de fer orientaux qui, cela s'entend, étaient consacrés aux services des Français. Vingt-quatre heures se sont ainsi passées pendant lesquelles les troupes anglaises de Doïran restaient sans renforts, jusqu'à ce que l'état-major cédât et permit que les renforts fussent aussi transportés par le chemin de fer de la Jonction. Puisqu'on agissait de la sorte envers les Anglo-Français, pourquoi n'a-t-on pas au moins stipulé que l'invasion éventuelle des Germano-Bulgares se ferait également par la vallée du Vardar, de façon à garantir la Macédoine orientale et occidentale contre l'invasion et à éviter que toute la Macédoine devint un théâtre de guerre? Pourquoi? Mais parce qu'ils pratiquaient la politique allemande!

Mais nous avons encore une preuve, Messieurs, de ce qu'ils pratiquaient une politique qui n'était pas neutraliste, mais qui était une politique allemande, une poli-

tique d'étrangers. Lorsqu'il s'agissait du transport de l'armée serbe, de Corfou, où elle avait été reconstituée, en Macédoine, vous vous rappelez avec quelle résistance on s'est opposé à son passage par voie de terre. On a voulu rendre son transfert non seulement plus long mais aussi plus dangereux. Sur ce point aussi on pratiqua de la politique allemande. Et comme les intérêts allemands exigeaient que les Serbes ne fussent pas transportés par voie de terre, en utilisant notre réseau de chemins de fer, on n'a pas permis ce transport. Le Gouvernement des « vieillards » n'a pas pensé qu'après la honte que nous avait value la violation de nos obligations d'alliance, qu'après la haine qu'il était naturel que l'âme de nos alliés sentit contre nous, nous avions un suprême intérêt à profiter de l'occasion présentée pour offrir un petit service à l'héroïque nation alliée, et pour combler autant que possible la distance qui nous séparait d'elle. Non seulement ils ne l'ont point voulu, mais encore nous avons cherché à rendre plus profond le gouffre qui s'interposait en ce moment entre cette nation amie et la Grèce.

XLII. — La livraison du fort de Rupel

Cela se passait en avril; peu après, au mois de mai, Rupel était livré. Or, vous ne devez pas oublier, Messieurs, que les Anglo-Français avaient fait sauter, plusieurs mois auparavant, le pont de Demir-Hissar; ils avaient ainsi manifesté nettement et d'une manière absolument certaine, au point de vue militaire, leur intention de n'opérer de ce côté-là la moindre opération militaire offensive. Les Allemands le savaient; l'occupation de Rupel par les Bulgares ne fut donc pas un acte défensif, mais un acte offensif. Je ne suis pas

certain de ce que j'avance, puisque je n'en ai pas la preuve, mais pourquoi, puisque je l'ai dans mon âme, ne vous le communiquerai-je pas? Je considère comme probable que l'initiative de la livraison de Rupel ait été une idée grecque, soi-disant grecque, que l'état-major aurait lancée en vue d'équilibrer le renfort obtenu par les Anglo-Français par suite de l'arrivée des troupes serbes, par la livraison de Rupel aux Germano-Bulgares. Ceux-ci pourraient ainsi menacer les flancs du front anglo-français. Vous vous rappelez que, lorsqu'à cette époque l'opinion publique se révoltait et demandait « pourquoi avez-vous livré Rupel? », leur réponse était la suivante : « Que vouliez-vous que nous fissions? Les Allemands étaient décidés à avancer; nous avons ordonné de résister; certains coups de feu furent tirés : ils ont insisté, eux, à vouloir avancer; si nous avions insisté davantage, nous serions sortis de la neutralité, car l'Allemagne nous aurait déclaré la guerre et, comme nous voulons une politique neutraliste, nous sommes obligés de subir l'occupation. »

Mais d'où résulte-t-il, Messieurs, que la livraison de Rupel fut exigée sous menace de guerre? A défaut même des documents officiels, grâce auxquels nous savons ce qui est arrivé, personne ne pourrait admettre que les Allemands et les Bulgares aient poussé les choses jusqu'à une guerre pour obtenir Rupel, si nous leur avons dit : « Les forts que nous avons armés contre notre voisin, et dont le secret est gardé avec un tel culte que des officiers supérieurs, se rendant pour les visiter, n'y sont pas admis tant qu'ils ne sont pas invités à y servir, de peur qu'ils n'appriennent tout ce qui concerne leur mécanisme intérieur, — ces forts, nous ne les livrerons pas à ceux contre lesquels nous les avons justement construits. » Enfin, si, après avoir opposé une résistance réelle, ils s'étaient heurtés à l'in-

sistance des Allemands et si, effectivement, ils s'étaient trouvés devant un ultimatum allemand, ils auraient pu, au moins, ne reculer qu'à ce moment-là, en expliquant que, conformément à leur politique, ils ne pouvaient rien faire de plus. Mais la nature des événements ne donne aucune indication nous permettant de croire que, si nous leur avions refusé fermement de leur livrer Rupel, quitte à faire la guerre, les Allemands et les Bulgares auraient décidé d'obtenir quand même son occupation.

XLIII. — Les preuves de la trahison de Rupel

Mais nous tenons déjà des documents qui prouvent d'une manière définitive comment les choses se sont passées. Nous avons la preuve qu'aucune pression préalable ne fut exercée, que M. Scouloudis n'a reçu qu'une lettre de M. de Mirbach, ministre d'Allemagne, et une autre de M. Passaroff, ministre de Bulgarie. Les ministres annonçaient que les leurs avaient besoin d'occuper Rupel et de pénétrer dans la vallée de la Strouma et affirmaient que cette invasion ne toucherait nullement les droits souverains de la Grèce, qui seraient respectés. Et M. Scouloudis, aussitôt cette communication reçue, s'empressa de répondre qu'il prenait acte des assurances qu'elle contenait, ce qui, en langage diplomatique veut dire : « Nous sommes d'accord. » Où est la pression ? Où est la contrainte ? Vous avez lu le télégramme de notre ministre à Berlin disant qu'aucune négociation préalable n'avait eu lieu et que, d'après lui, une avance dans la vallée de la Strouma était imminente, avec comme but l'occupation de Rupel.

Pourquoi avons-nous livré Rupel ? Parce que nous

pratiquions une politique allemande. Et pensez, Messieurs, quelle devait être dans l'esprit de l'Allemagne la confiance en notre servilité ou en notre complète soumission aux intérêts allemands, pour que cette avance se fût décidée, sans la moindre crainte qu'elle ne pût créer des complications. On avait persuadé les Allemands que le peuple grec accepterait tout désormais, et qu'on l'avait livré, les pieds et les poings liés, à l'Allemagne et à ses alliés.

Mais, encore à l'heure qu'il est, je demande : si l'on ne pratiquait pas une politique purement allemande, mais simplement neutraliste, pourquoi lorsqu'on nous a réclamé Rupel, n'a-t-on pas exigé que l'occupation se fit par des troupes allemandes et non pas bulgares ? Pourquoi n'a-t-on pas obtenu en plus l'engagement que rien de ce qui concerne l'intérieur de Rupel ne serait communiqué aux Bulgares ? Ni les « sauveurs », ni l'état-major, ni le roi n'ont-ils donc pas cru devoir offrir au moins ce ménagement à la susceptibilité de l'opinion grecque ? Pourquoi ? La réponse est bien simple. Parce que, s'ils exigeaient quoi que ce soit de pareil, l'Allemagne serait obligée d'immobiliser pour l'occupation de Rupel deux compagnies ou un bataillon de troupes allemandes. Et ils n'ont pas formulé une pareille exigence, parce qu'ils ne voulaient rien faire qui pût gêner l'Allemagne.

Mais pourquoi, du moins, dans sa réponse à M. de Mirbach, le chef des « vieillards », après avoir déclaré qu'il n'avait pas d'objection contre l'occupation de Rupel, ne demandait-il pas, au moins, comme compensation — du moment que Rupel est la clef de la Macédoine orientale — l'assurance que les Bulgares n'entreraient pas en Macédoine orientale ? Pourquoi ni lui ni les autres n'y ont-ils pas pensé ? Quelle explication en trouverez-vous ? Vous me direz peut-être : même si une

pareille promesse avait été donnée, serait-elle tenue? Quant à moi, je n'y aurais certes pas accordé une grande importance. Mais je demande : pourquoi, l'esprit des « vieillards », de l'état-major et de l'ex-roi — si tous ces hommes pensaient comme des Grecs — ne fut-il même pas effleuré par une pareille pensée? Parce qu'ils pratiquaient une politique allemande et non une politique neutraliste grecque.

D. Pazis. — M. Georges Zoras, sous-gouverneur de Demir-Hissar, en Macédoine orientale, m'a informé que M. Gounaris télégraphiait le 30 mars : « Ne vous inquiétez pas de l'occupation. La livraison de Rupel aux Germano-Bulgares fut définitivement décidée et toute avance des Anglo-Français est rendue impossible ». Et sur l'autre question : Les métropolites de Demir-Hissar, de Drama et de Sérès, perdant tout espoir en le gouvernement des « vieillards », ont protesté en commun auprès de Sa Majesté. Et la réponse de Gounaris fut que la population de Macédoine ne devait pas s'inquiéter, le Gouvernement ayant pris toutes les mesures nécessaires et les Germano-Bulgares ne venant pas en tant qu'ennemis de l'Hellénisme.

XLIV. — Les mensonges du gouvernement Scouloudis sur la trahison de Rupel

E. Venizélos. — Mais la livraison de Rupel ne doit pas, Messieurs, être examinée seulement de ce point de vue ; elle ne prouve pas seulement de la façon la plus évidente que ces hommes étaient prêts à tout sacrifier à la politique purement allemande, à la condition d'apporter quelque profit ou de s'abstenir de

porter le moindre préjudice aux intérêts allemands. Cette affaire offre encore un tableau d'abaissement national tel que celui qui étudie les documents du *Livre blanc* se sent emparé d'une honte nationale. Vous voyez le président du Gouvernement grec se présenter devant la Chambre pour mentir de la façon la plus effrontée. Il décrit la manière dont l'occupation a eu lieu et rapporte que c'était là une surprise militaire. Des ordres de résistance auraient été donnés ; le fort aurait résisté, mais les envahisseurs auraient insisté : que vouliez-vous que nous fissions, puisque nous ne voulions pas aboutir à la guerre contre l'Allemagne ? « Le Gouvernement, dit M. Scouloudis dans ses déclarations à la Chambre, se trouvant dans une pareille situation, a constaté la résolution des envahisseurs d'occuper le fort ; il a vu encore que la continuation de la résistance armée pouvait d'un moment à l'autre se transformer en un conflit général et aboutir à la sortie de la Grèce de la neutralité. Ne voulant pas abandonner cette politique, il a ordonné, par l'organe du ministère de la guerre, qu'on cessât toute résistance et qu'on déclarât au commandant allemand qu'en présence de l'invasion générale de l'armée allemande dans le défilé de Demir-Hissar, où se trouve le fort, la garnison était obligée de se retirer. » Et il poursuit, plus loin : « Ainsi se fit l'occupation des défilés de Rupel. Cet exposé rend manifeste le mal fondé des bruits multiples qu'on mit en circulation à dessein pour calomnier la Grèce, l'accusant d'avoir pratiqué une politique de mauvaise foi à l'égard des intérêts de l'Entente et de partialité en faveur de ses adversaires ». Et plus loin : « Les bruits malveillants selon lesquels le service de l'état-major ou quelque autre service aurait établi un accord préalable avec les Germano-Bulgares en vue de livrer Rupel, ces bruits ne méritent ni démenti ni

même une simple réponse. Aucun service, ni celui de l'état-major ni un autre, n'opère de son propre chef ; ils agissent, tous, sous les ordres et la responsabilité du Gouvernement », — du Gouvernement allemand, a-t-il seulement négligé d'ajouter.

Vous me direz : oui, mais le Gouvernement des « vieillards » devait dissimuler l'acte honteux qu'il avait commis en stipulant la livraison de Rupel. Il n'était pas opportun de le dire aux étrangers, car cela eût tendu les rapports, déjà suffisamment tendus par les soins du président des « vieillards ». Mais je demande : Pourquoi en ce cas, le Gouvernement des « vieillards » n'a-t-il pas considéré qu'il était possible d'ajourner pour quelques jours les travaux de la Chambre, afin qu'il ne se trouvât pas dans la nécessité de dire devant la Chambre ces mensonges éhontés ?

G. Popp. — Au contraire, le Gouvernement demandait la discussion. Et quant à moi, ayant l'intuition que dans cette affaire il y avait quelque chose de tragique au point de vue national, j'ai prié ce soir-là, de cette même place, le Gouvernement de prononcer la clôture le soir même. Un des membres de ce Gouvernement m'a déclaré que le débat devait se prolonger le plus longtemps possible, pour que le peuple grec fût complètement éclairé. Je dois ajouter en même temps, puisque ce soir nous nous confessons tous, que M. le premier ministre, sachant que j'allais parler, que je me réservais de parler après le Gouvernement et que je l'attaquerais au sujet de cet événement, sans que j'eusse les éléments nécessaires, mais placé au point de vue purement national, m'a prié, au nom de la patrie, et pour le bien des intérêts nationaux, de ne pas prendre part aux débats. Le Gouvernement assumait l'engagement de ne pas répondre à tout ce qui, sur un ton modéré, serait formulé contre lui et notamment contre M. Gounaris, par

quelques orateurs de la Chambre et, particulièrement, par l'honorable député d'Arcadie (M. Dimitrakopoulos), qui n'assiste pas actuellement aux séances. J'ai cru de mon devoir de ne pas participer au débat et, en même temps, le Gouvernement n'a pas répondu aux critiques. La vérité, c'est que, comme il est prouvé par le récit que vous avez fait jusqu'ici, la réponse destinée à éclairer le peuple grec est donnée en ce moment seulement. (*Applaudissements.*)

E. Venizélos. — Je demande, donc, pourquoi n'interrompait-on pas les travaux de la Chambre, pour que le Gouvernement ne se trouvât pas dans la nécessité de dire ces mensonges éhontés ?

XLV. — Après la trahison et le mensonge, l'hypocrisie inutile

L'abaissement national devint encore plus complet, par suite de certains autres agissements du président des « vieillards ». Celui-ci proteste contre ces complices eux-mêmes. Il s'adresse aux légations de Berlin, de Vienne et de Sofia, avec lesquelles il s'était entendu sur la livraison, et écrit (*Il lit*) : « Cette invasion du territoire grec est contraire à l'accord intervenu entre les autorités militaires germano-bulgares et les nôtres, en vertu duquel leurs troupes, dégagées de l'obligation de respecter la zone neutre établie par la mobilisation, pouvaient s'avancer jusqu'à la ligne frontière, mais sans la dépasser. En présence de l'émotion provoquée par l'invasion, aussi bien parmi les populations des régions occupées qu'auprès de l'opinion publique de la Grèce tout entière, le Gouvernement royal doit adresser la protestation la plus énergique aussi bien au Gouvernement impérial allemand qu'à ceux de ses

alliés et insister pour que des ordres soient donnés en vue de la plus prompte évacuation du territoire grec occupé par les troupes allemandes et bulgares. Veuillez procéder sans retard à une démarche pressante, dans ce sens, auprès du Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité et m'en faire connaître d'urgence le résultat ».

A quoi bon ce document honteux ? Quel devait être l'accueil fait à nos ministres par les ministres des affaires étrangères d'Allemagne, d'Autriche et de Bulgarie, puisque ces derniers savaient que tout avait été fait à la suite d'un accord ? « Comment protestez-vous, ont-ils dû dire et même avec énergie, et comment demandez-vous que nous évacuions ces territoires ? » L'explication n'en peut être que la suivante : il fallait communiquer au peuple grec qu'une protestation avait été faite ; mais on ne s'est pas, au moins, borné à dire qu'on avait protesté, mais encore a-t-on commis cet acte honteux supplémentaire de s'adresser aux complices pour protester auprès d'eux. Et M. Scouloudis ne se contente pas seulement de cela, il s'adresse aussi à M. de Mirbach et à M. Passaroff, avec lesquels il avait échangé les documents et stipulé l'accord, et leur dit : *Il lit* :

« Cette invasion subite du territoire grec par des forces importantes non seulement constitue une violation de la neutralité de la Grèce, mais, de plus, est contraire à l'accord intervenu entre nos autorités militaires et les autorités des armées allemande et bulgare, en vertu duquel les troupes des empires centraux, dégagées de l'obligation de respecter la zone neutre établie par la mobilisation, pouvaient s'avancer jusqu'à la ligne frontière grecque, mais sans la dépasser. » Il parle de troupes allemandes et bulgares ; ce n'est qu'une façon de s'exprimer, puisqu'il n'y avait qu'un

seul officier allemand et que tout le reste n'était que des Bulgares (*Il lit*) : « En présence d'une pareille violation de la neutralité et de la vive émotion qu'elle a provoquée, aussi bien parmi les populations des régions occupées, qu'auprès de l'opinion publique de la Grèce tout entière, je dois adresser à Votre Excellence, avec la prière de la transmettre à son Gouvernement, la protestation la plus énergique du Gouvernement royal et insister afin que les troupes allemandes et bulgares évacuent au plus vite les territoires grecs qu'elles ont occupés ». A ce document, M. Passaroff a répondu sur un ton protecteur : « Ne craignez rien : nous n'allons pas vous faire du mal ». Quant à M. de Mirbach, il a gardé un silence dédaigneux. Car un homme de sa dignité ne pouvait pas s'abaisser jusqu'à répondre au premier ministre de Grèce, alors que celui-ci mentait de la sorte et déshonorait ainsi sa fonction.

XLVI. — La déchéance morale de la Grèce et l'Italie

En effet, Messieurs, jamais Etat ne s'est abaissé au degré d'avilissement où le Gouvernement des « vieillards » avait jeté l'Etat grec. (*Applaudissements.*) Lisez le *Livre blanc* pour voir quelle était l'impression produite dans les capitales des Etats de l'Entente. Mais permettez-moi de vous lire un télégramme de M. Coromilas (ministre à Rome), consigné dans ce *Livre*, pour en déduire certaines conclusions (*Il lit*) :

« De Rome, 30 mai 1916.

« J'ai vu certaines personnalités depuis le jour où les télégrammes de Grèce et de Sofia ont annoncé l'invasion de notre territoire par les Bulgares, qui, tam-

bours battants occupèrent nos gares et nos villages, en suivant pas à pas nos soldats qui se retiraient, eux, sans résistance. L'impression produite ici est lamentable. On se rappelle la déclaration que nous avons faite autrefois et suivant laquelle nous ne permettrions jamais à notre ennemi héréditaire, de qui nous ne pouvons attendre que des malheurs et des catastrophes, de traverser nos frontières et de fouler, en conquérant, le territoire de la Grèce. Or, nombreux sont ceux qui se demandent quelle valeur ont nos assurances. Et les Italiens sont prêts à croire qu'*aussi bien en Macédoine qu'en Épire*, nous allons reculer devant les Bulgares, accompagnés ou non d'Autrichiens, et qu'il est préférable de ne pas nous prendre en considération, aussi bien nous, que nos promesses trompeuses et nos garanties fantaisistes. La Bulgarie, ayant à sa tête un feld-maréchal allemand qui est son propre roi, a envahi la Grèce *sous des auspices auxquels elle n'eût jamais osé rêver. Elle ne partira jamais si nous n'avons pas la force de la chasser nous-mêmes de notre territoire.* Mais cette force, on ne l'entrevoit ni dans notre volonté ni dans notre armée. Si la Bulgarie est battue, elle le sera par d'autres que nous. Si elle est victorieuse, elle va planter de nouveau fermement son drapeau sur ces mêmes régions qu'elle a arrosées de sang grec par ses anciens massacres, et très trompeur est l'espoir qu'on l'en chasserait au profit de ceux qui n'auraient pas combattu. »

Je vous ai lu, Messieurs, le télégramme de M. Coromilas, car il se rapporte au renseignement suivant lequel la perte de l'Épire du Nord, survenue deux mois plus tard, était, elle aussi, la conséquence de la trahison de Rupel. Cette trahison une fois commise, il était naturel que l'Italie, se tournant vers les autres puissances, avec lesquelles avait été stipulée l'avance des

troupes grecques dans l'Épire du Nord en même temps que le débarquement des troupes italiennes à Valona, eût réussi à les persuader qu'elle ne pouvait pas confier, dans ce secteur, la sécurité de ses troupes aux autorités grecques. Bien que j'ignore, certes, la correspondance échangée entre les puissances je ne doute cependant pas que c'est à ce moment-là que fut entamée l'action diplomatique qui a abouti à ce qu'on ne nous permit plus d'occuper l'Épire du Nord.

XLVII. — La suppression complète des libertés populaires

Mais ce ne fut pas la seule conséquence de la livraison de Rupel. Cet acte a eu pour conséquence immédiate la proclamation de la loi martiale en Macédoine par le général Sarrail, c'est-à-dire la suppression virtuelle de la souveraineté grecque. Mais le chef sinistre des « vieillards » n'a pas seulement supprimé de fait la souveraineté grecque en Macédoine ; il n'a pas seulement détruit l'occupation grecque dans l'Épire du Nord. Avant d'être chassé honteusement par suite de la note du 21 juin, il avait réussi à ne rien laisser debout dans ce pays. Il avait réussi à supprimer toute liberté et aussi toute manifestation de l'opinion politique, sauf la presse. Vous connaissez tous le langage tenu à cette époque par la presse gouvernementale et par celle de la Cour. L'idée monarchique était déjà soutenue ouvertement et sans ambages. Les conférences des libéraux étaient interdites, contrairement à une disposition formelle de la Constitution ; et un grand parti politique, qui ne voulait pas entrer dans la Chambre, était empêché de rester en contact avec le peuple, fût-

ce par des conférences privées. Une terreur militariste avait été instituée. Vous vous souvenez des articles publiés par un immonde journal sous le titre : « Il faut être sincère », qui paraissaient avec l'approbation, ou du moins avec la tolérance du ministère de la guerre, sous prétexte qu'ils interprétaient les conceptions de l'armée. Écoutez ce qu'écrivait un autre journal nationaliste : (*Il lit.*)

« Depuis plus d'un an nous nous occupons à persuader les classes cultivées et les milieux politiques, qu'un nouveau facteur, inaperçu mais très réel, participe, depuis nos deux guerres, à la vie active de notre régime constitutionnel. C'est le facteur militaire. Ce nouveau facteur n'a pas seulement donné une vitalité particulière au facteur royal, que M. Venizélos a cherché à anéantir ou à serrer dans les langes étouffants de la Constitution, au milieu desquels on ne lui permet qu'un seul battement libre parmi 999 battements de vie passive et de servitude. *Le facteur militaire a aussi créé dans notre pays une force morale, mais non moins réelle, qui est destinée à intervenir, pour ainsi dire automatiquement, chaque fois que les partis politiques semblent être impuissants à protéger ce pays et à l'empêcher de se suicider au point de vue politique et gouvernemental.* »

Mais la suppression de toute notion de liberté. Messieurs, fut si complète que, sous le Gouvernement des « vieillards » dans lequel le député de l'Attique, en ce moment absent (M. Rhallys), était ministre de la justice, les messes des morts furent elles-mêmes prohibées. Écoutez ce qu'écrivait un des principaux journaux gouvernementaux à l'occasion d'un *Requiem* qui devait être célébré pour la mémoire des réfugiés de l'Asie-Mineure, massacrés lors des persécutions des Grecs en 1914. (*Il lit*) : « *L'organisation d'un Requiem*

pour la mémoire des victimes des massacres de l'Asie-Mineure, faite par une Association qui ne représente pas les opinions de la population des réfugiés, tendait manifestement à une tentative, stupide certainement, de révolte contre le régime. » Un *Requiem* qui devait être célébré dans une église pour la mémoire des victimes des persécutions est une tentative de rébellion, pour la simple et unique raison qu'il rappelle l'extermination de nos compatriotes. (*Il lit :*) « Qu'une pareille tentative fût osée inconsciemment ou sciemment, il était en tout cas naturel qu'elle provoquât l'indignation légitime du peuple qui s'est rendu à l'église de Saint-Constantin pour partager la douleur patriotique de ses frères. L'exploitation de la religion elle-même et des lieux sacrés par les agents du parti venizéliste a provoqué la légitime colère du peuple athénien, qui aurait durement châtié les exploiters de la douleur patriotique, si la police n'avait pas pris à temps les mesures nécessaires. » Mais aussi la messe commémorative de la mort de Paléologue, qui est célébrée régulièrement depuis vingt ans si je ne me trompe, fut, cette année, considérée comme une tentative contre le régime, car elle nous aurait rappelé des heures et des lieux que nous avions désavoués.

Le monde commercial d'Athènes avait, par un mémoire adressé au chef des libéraux, déclaré qu'il continuait de l'entourer de la confiance dont il avait de tout temps fait montre à son égard. Le Gouvernement des « sauveurs » a organisé une contre-requête de la part des « commerçants », comme il les appelait, pour dire quoi ? La requête était adressée au roi et disait (*Il lit :*) « Seule la représentation de la nation par le roi, est authentiquement patriotique et dépourvue de tout calcul inspiré à des groupes ou à des individus par l'intérêt politique ou par l'intérêt de parti. » Et plus loin, on

lit des blasphèmes constitutionnels (*Il lit*) : « Au-dessus de toute loi et de tout régime nous plaçons, tous, l'intérêt du peuple, de la nation entière et de la patrie grecque, son salut et son avenir national, que nous confions aux mains habiles de notre grand roi, qui est le véritable père et le seul maître dans notre maison grecque. » Telles étaient les conceptions qu'ils formulaient, Messieurs, en premier lieu, pour que des responsabilités politiques fussent lâchement rejetées sur la couronne et, ensuite, pour encenser le roi reconnu comme le maître de notre maison. Un autre journal, parmi ceux qui interprétaient alors avec autorité les idées des « vieillards », expliquait, de son côté, pourquoi le roi n'est pas lié par le verdict populaire pour ce qui est de la politique applicable et écrivait (*Il lit*) : « Car l'opinion des peuples, quand il s'agit de leurs chefs politiques, ne se manifeste pas toujours dans des conditions garantissant son infailibilité par rapport à l'objet de leur illusion politique; c'est comme si le peuple, qui à un certain moment de son histoire, — de même qu'il arrive à présent avec M. Venizélos, — est en proie à une maladie, devrait représenter à jamais l'intérêt général de la race à laquelle il appartient; l'intérêt ne se confond pas seulement avec le présent, mais découle aussi de tout un passé et régit tout l'avenir de la race. »

XLVIII. — Les puissances interviennent en faveur des libertés du peuple

Vous voyez jusqu'où ces hommes s'abaissaient pour expliquer l'idée monarchique; ils soutenaient que nous, qui vivons pour un certain temps sur la terre grecque,

ne pouvons pas prétendre représenter aussi la race, parce qu'il y a eu, avant nous, les morts et, parce qu'il y aura, après nous, ceux qui doivent naître sur cette même terre et parce que le représentant le plus autorisé de tous ceux-là, c'est le monarque, dût-il aller à l'encontre de l'âme de tout un peuple. La situation générale, Messieurs, qui avait été créée à cette époque avec les espions qui pullulaient, c'est bien la situation tyrannique dont Aristote a tracé un tableau merveilleux dans sa *Politique*. Et nous arrivons ainsi, Messieurs, à la note du 21 juin. Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de m'attarder à la question internationale, qui fut soulevée de cette tribune. Les puissances qui ont fondé l'Etat grec, ont vraiment fait de lui un Etat indépendant; mais elles ont pris soin d'ajouter, dans le premier document qui a suivi l'élection du roi Othon, qu'elles fondaient un Etat indépendant et monarchique, et dans le second document qui étendait leur garantie à l'élection du roi Georges, qu'elles le garantissent en tant qu'Etat monarchique, indépendant et constitutionnel. Cette garantie des puissances, Messieurs, a doté la Grèce de leur protection pour tout un siècle. Jamais, avant la présente circonstance, nous n'avons assisté à l'exercice complet des droits que cette garantie donnait aux puissances. Et comme il fut dit très justement par mon collègue, le ministre de l'intérieur, imaginez que les textes de ces traités n'existent pas, que ces puissances ne sont pas les puissances bienfaitrices et garantes de la Grèce; supposez qu'elles poursuivent tout simplement cette grande guerre avec les buts auxquels elles tendent, qu'elles se trouvent sur notre territoire, qu'elles voient qu'un roi, exerçant le pouvoir en vertu d'une Constitution démocratique, se transforme en tyran, persécute une grande partie de son peuple, fait de lui un peuple d'esclaves, applique une politique

contre laquelle l'opinion publique se révolte, ne prend pas en considération l'expression de la souveraineté populaire et le verdict des élections et prétend être responsable devant Dieu; supposez cela et imaginez que les textes des traités n'existent pas : ces puissances n'auraient-elles pas dû chercher quand même à exercer leur influence bienfaisante en faveur de ceux qui luttent pour la liberté? Car, inspiré de l'étrange perversion des mentalités, qui a failli créer dans cet État deux Grèces, M. le député de l'Attique (M. Rhallys) proteste; il estime que l'intervention des puissances fut exercée à l'encontre des libertés du peuple grec, avec qui les gouvernants, doivent, selon M. Rhallys, avoir le droit de faire tout ce que M. Scouloudis a fait, c'est-à-dire de supprimer toute liberté, toute pudeur et toute manifestation d'opinion, et de répondre, lorsqu'on leur fait remarquer qu'ils agissent mal : « Ah! ne touchez pas à ma liberté! »

Le Gouvernement des « vieillards », et notamment son chef, ont encore, paraît-il, conçu, à un moment donné, la pensée impie de résister aux puissances. Heureusement, le roi plus sage qu'eux en cette circonstance, ne se laissa pas entraîner ni par le Gouvernement apparent, celui des « vieillards », ni par l'autre, le véritable. De ce dernier, je dois, d'ailleurs, excepter pour ce cas, le conseiller intime germano-grec, qui ne pouvait, certes, jamais suggérer une idée de résistance. C'est son opinion qui a prévalu, et la note a été acceptée.

XLIX. — La connivence avec les Bulgares

A M. Scouloudis succéda M. Zaïmis, mais le véritable Gouvernement fut toujours le même, celui qui

nous a valu l'organisation des réservistes et qui a prolongé criminellement la mobilisation. Et le roi d'alors nous a offert un spectacle pénible : il a abaissé la couronne au niveau des associations des réservistes ; à leurs télégrammes il répondait avec ostentation, comme, par exemple, à ce télégramme qui disait, d'une manière expressive, que les réservistes étaient prêts à tomber à ses côtés pour écraser ses ennemis, tant extérieurs qu'intérieurs. Mais, malgré toute cette organisation, Messieurs, et bien que le roi fût devenu le chef de la lutte électorale contre le parti des libéraux, tout faisait prévoir la défaite terrible du monarchisme dans les élections. On calculait que, sur les 146 députés que compte la Nouvelle-Grèce, le monarchisme ne gagnerait probablement pas un seul. Quant à la Vieille-Grèce, à Larissa, le monarchisme n'espérait pas, non plus, avoir le moindre succès ; en Attique il ne pouvait pas espérer avoir la majorité ; en Achaïe et en Élide de même. Je ne veux pas dire que le parti libéral y aurait fait réussir tous les candidats inscrits sur ses listes, mais il aurait gagné en Attique les trois quarts des sièges, et en Achaïe et en Élide la moitié au moins. Il n'aurait la majorité ni à Céphalonie, ni à Zante, ni dans les Cyclades ; il aurait pu certainement remporter des succès en Arcadie et en Laconie et il aurait eu la majorité en Argolide et en Corinthie et en Phthiotide et en Phocide ; quant aux autres provinces, la lutte y aurait été poursuivie avec des chances égales. Dans de pareilles conditions, les élections auraient donné environ 200 libéraux contre 100 députés antilibéraux. Tel était le tableau qu'offrait à cette époque l'étude de la situation électorale en Grèce, et c'est alors que les Bulgares sont venus au secours. Ils envahirent la Macédoine orientale et occidentale, pour rendre en Macédoine les élections impossibles. Je n'ai ni la preuve, ni la sincère convic-

tion qu'ils aient été invités par les « sauveurs » et que ce soit pour cette raison qu'ils sont entrés; mais le cours des choses était tel qu'on ne peut exclure le soupçon ou plutôt la probabilité, qu'il fut exprimé le désir, coïncidant avec l'intérêt militaire des Bulgares, que ceux-ci entrassent dans la Macédoine orientale et occidentale. Dissimulaient-ils seulement alors — les « sauveurs » — leur souhait et leur espoir de voir les Bulgares arriver jusqu'à Cozani et jusqu'à Larissa? Et pourquoi pas jusqu'à Athènes?

Mais si, Messieurs, je manque d'éléments pour prouver cette accusation; si je ne puis, non plus, établir avec conviction que ce furent nos adversaires qui invitèrent les Bulgares, j'ai cependant formulé déjà une accusation dont le bien-fondé fut démontré : à l'heure où ils ont stipulé la livraison de Rupel, ils n'ont pas insisté pour obtenir qu'au moins l'armée bulgare n'avancerait pas en Macédoine orientale. Et ce ne fut que plus tard, après l'invasion de la Macédoine, lorsque les Bulgares commencèrent leur cruautés, décrites, dans le *Livre blanc*, dans le rapport du commandant en chef de la gendarmerie en Macédoine, et lorsque l'opinion publique a commencé de s'émouvoir, que ceux qui pratiquaient à Athènes la politique allemande se sont adressés à Berlin; ils demandèrent à être assistés, pour que les Bulgares n'entrassent pas au moins à Sérès, à Drama et à Cavalla, et pour atténuer ainsi, dans la mesure du possible, l'émotion de l'opinion publique. Et le G. Q. G. allemand a offert cette miette, en récompense de tous les services qu'on lui avait rendus à Athènes; il a fait signer, par M. de Mirbach, un document affirmant que les troupes bulgares n'entreraient ni à Drama, ni à Cavalla, ni à Sérès, c'est-à-dire dans aucune des villes de la Macédoine orientale. Ce document, je ne l'ai pas vu: mon collègue, le ministre des

affaires étrangères l'a vu ; il est mentionné dans le registre du ministère des affaires étrangères, mais on ne peut le retrouver. Je ne pense pas que sa disparition ait eu un mobile frauduleux ; on ne peut formuler de soupçon à ce sujet ; il existe, du reste, dans le registre, un résumé de son contenu et mention en est faite aussi dans un document ultérieur, consigné dans le *Livre blanc*. Ces promesses ont été données : M. Zaïmis, avec la naïveté que je lui reproche, s'est empressé de se fonder sur elles ; il a déconseillé aux habitants de Cavalla d'enlever les stocks de tabac, d'une valeur évaluée à des millions, qu'ils y avaient laissés, parce qu'on leur avait dit que nous ne courions aucun danger, garantis comme nous étions par les assurances les plus solennelles ; la sécurité que nous donnaient ces assurances a pourtant vécu ce que vivent les roses. Et ce qui est caractéristique, Messieurs, dans le cas présent, c'est que, lorsque nous avons protesté auprès de l'Allemagne, pour la violation de sa promesse écrite qui était si catégorique, on nous a donné l'étonnante réponse que voici (*Il lit*) :

« Le comte von Mirbach Hartt à M. Al. Zaïmis.

« Monsieur le Président,

« Me référant à la communication que M. Caradja a bien voulu me faire, en votre nom, mardi dernier, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que la situation dans le district de Cavalla s'est modifiée depuis, par le fait que les troupes grecques ont livré aux Bulgares, de par leur propre volonté, les forts et les batteries dont il s'agit. »

C'est là, Messieurs, un document qui constitue un nouveau soufflet porté à la crédulité des « sauveurs » et qui montre la valeur des promesses allemandes. Alors que nous nous plaignons qu'on ait laissé les Bulgares

entrer, contrairement à des promesses écrites, on nous répond : « Vous n'avez pas le droit de vous plaindre ; ils ne sont pas entrés de force : vous vous êtes livrés vous-mêmes. » Et je ne puis pas dire, à ce sujet, que réellement nous nous soyons livrés nous-mêmes ; nous nous sommes livrés parce que, confiants dans les promesses données, nous avons laissé les Bulgares nous encercler et nous tenir à leur merci. Il y a donc ici un cas de mépris de promesses écrites, une nouvelle manifestation de la théorie des « chiffons de papier », — théorie qui est appliquée chaque fois que les intérêts de l'Allemagne, qui doivent être au-dessus de tout, sont contraires aux promesses données.

L. — La livraison de Cavalla. La capture des troupes grecques

Mais en parlant de la livraison de Cavalla et du matériel de guerre considérable qui s'y est trouvé, j'ai à formuler un nouveau chef d'accusation, que, j'espère, la commission parlementaire d'enquête, qui s'occupe de rédiger le projet de réquisitoire, ne négligera pas non plus. Nous avons démobilisé, sans avoir depuis le commencement voulu conserver une mobilisation partielle et sans avoir même tenté de voir s'il nous était possible de garder une mobilisation partielle à la suite de la note du 21 juin ; nous savions pourtant que notre ennemi héréditaire était mobilisé, non plus déjà devant nos frontières, mais en deçà de nos frontières. Pourquoi, dans ces conditions, les officiers de l'état-major ne voulaient-ils pas consacrer quelque temps à leurs véritables fonctions, pour suggérer au ministre de la guerre et au Gouvernement que, du moment que nous

retirions nos troupes de cette région-frontière, nous ne pouvions pas y abandonner du matériel de guerre à la merci d'un ennemi mobilisé et dont l'armée était sur le pied de guerre? Comment cette pensée élémentaire n'est-elle pas venue dans l'esprit des officiers de l'état-major et du ministre de la guerre?

Nous avons ainsi perdu, Messieurs, pour ne pas mentionner le reste, le cinquième de notre matériel de mobilisation; sur plus d'un point, pour ce qui est de l'artillerie, la proportion est même beaucoup plus grande; en plus, nous avons perdu un grand nombre, ou plutôt la totalité presque de nos pièces lourdes, que nous y avions concentrées pour l'armement des forts de Cavalla.

Mais, si l'aveuglement des hommes responsables a permis que ce matériel de guerre tombât entre les mains de notre ennemi héréditaire, cependant, dites-moi, je vous prie, comment les responsables de cette politique criminelle sont-ils parvenus à ce que notre armée, à ce que tout un corps d'armée fût capturé et transporté en Allemagne? De quel droit les Allemands ont-ils capturé, ont-ils gardé prisonnier un corps d'armée grec, lequel, pressé par l'armée bulgare qui encerclait la ville, a demandé leur protection? Étions-nous leurs ennemis? Nous trouvions-nous en guerre avec eux, pour nous laisser capturer? Rien que ceci, après les services étonnants qui lui avaient été offerts, peut expliquer le légitime mépris que l'État militariste ressentait envers l'État des « sauveurs ».

Mais quelle fut l'attitude des gouvernants d'alors en présence de cette violation des règles les plus élémentaires du droit des gens et de l'humanité commise par l'armée du kaiser contre les soldats du feld-maréchal allemand, qui avait tout fait pour servir son beau-frère, en sacrifiant les intérêts grecs?

LI. — Constantin approuve la capture du corps d'armée grec

Messieurs, il n'y a, ni dans les archives du ministère des affaires étrangères ni dans celles du ministère de la guerre, la moindre trace de protestation qu'on ait osé formuler contre cette étrange capture d'un corps d'armée grec. Il n'y a pas de trace de démarche par laquelle on ait cherché à nous faire restituer nos troupes capturées. Notre matériel de guerre avait été pris par les Bulgares et il aurait fallu être des imbéciles pour demander à Ferdinand qu'il le restituât. Mais notre armée, nos 8.000 hommes, qui avaient été transportés en Allemagne soi-disant pour recevoir l'hospitalité mais en fait pour être retenus prisonniers à Gœrlitz, pourquoi le Gouvernement des « Sauveurs » n'a-t-il pas agi pour obtenir leur mise en liberté ? Et pourquoi le souverain grec ou plutôt celui qui était alors roi des Hellènes et feld-maréchal allemand, ne s'est-il pas adressé au kaiser, son beau-frère, pour qu'il lui rendit ses troupes ? Que ne lui disait-il pas : « Suis-je en guerre avec vous ? N'ai-je pas servi les intérêts allemands ? Pourquoi gardez-vous mes troupes prisonnières ? » Je crois qu'il y a là une des pages les plus noires de l'histoire de ces deux dernières années. Ces hommes n'ont pas protesté contre cette capture de nos troupes contraire à toute loi, parce qu'ils se réjouissaient d'assister à la perte de la Grèce. Ils auraient souhaité, eux, que d'autres troupes grecques fussent encore capturées, pour être certains, comme je l'ai dit, que, quelle que fût la tournure que prendraient les événements, la Grèce serait désarmée et incapable de se défendre et de nuire aux intérêts allemands. Avant de tourner cette page

sombre, je me permettrai de vous lire, ce qu'écrivait à cette date un des organes du Gouvernement, pour vous prouver combien efficace avait été tout le travail, destiné à détruire le moral d'une partie du peuple grec ; c'était au lendemain de l'invasion des Bulgares en Macédoine orientale et de l'exode des populations vers la Macédoine occidentale, au lendemain de ces événements que décrit si tragiquement le rapport du commandant en chef de la gendarmerie de Macédoine, publié dans le *Livre blanc*. Voici ce qu'écrivait un des organes du Gouvernement :

« Tout phénomène tragique a aussi son côté comique. Il en est de même avec l'invasion germano-bulgare en Macédoine. Devant l'étranger envahisseur, on voit sortant de tous côtés et, fous de terreur, fuyant vers Salonique, tous les espions, tous les dénonciateurs, tous les négociants improvisés, bref toutes les canailles venizélistes, qui, parasites du Q. G. français, s'étaient répandus de Salonique dans tous les sens, pour opprimer et tyranniser les populations macédoniennes. Leur fuite, fantastique tant elle est rapide, constitue, paraît-il, un spectacle du plus haut comique. »

Tel était le tableau tracé des Grecs de la Macédoine orientale et occidentale, fuyant devant l'invasion des Bulgares !

Les Bulgares eux-mêmes, Messieurs, n'avaient jamais qualifié la fuite analogue des populations en 1913, de « spectacle du plus haut comique » ; ils en avaient eux-mêmes parlé comme de quelque chose de tragique. Mais les Bulgaro-Grecs d'Athènes furent corrompus par la tyrannie, au point de qualifier de « spectacle du plus haut comique » la fuite de ces populations. Et ils ont appelé ceux qui fuyaient, des « canailles » parce qu'ils n'appartenaient pas à leur parti politique.

Plusieurs députés. — Interrompons pour cinq minutes.

Le Président. — La séance est interrompue pour cinq minutes.

(Après l'interruption.)

Le Président. — La séance est reprise. (*Il est 1 heure du matin.*) M. E. Venizélos a la parole.

E. Venizélos. — Messieurs les députés. Permettez-moi de rectifier sur un point ce que je viens de dire. Le ministre des affaires étrangères d'alors, M. Carapanos, du cabinet Calogéropoulos, a fait une démarche auprès du Gouvernement allemand en vue de la restitution des troupes que nous avons livrées. Le Gouvernement allemand a répondu qu'il considère ces troupes comme « internées ». Vous savez que, lorsqu'en temps de guerre l'armée d'un des États belligérants pénètre sur le territoire d'un État neutre, celui-ci a le devoir de l'interner. M. Carapanos a donc répliqué que la réponse allemande était étrange, car il savait jusqu'ici que c'est l'armée belligérante qui est retenue et « internée » par un État neutre et non une armée neutre par un État belligérant. La chose en est restée là. Ce qui demeure obscur, c'est comment le feld-maréchal allemand qui était en même temps roi des Hellènes, n'a pas réussi, s'adressant directement à l'empereur allemand, à obtenir la mise en liberté des troupes grecques. Et nous arrivons à la sortie de la Roumanie de la neutralité.

A. Carapanos. — M. le président, je vous prie.

Le Président. — M. Carapanos a la parole.

A. Carapanos. — Je sais qu'à ce sujet il n'y avait pas de réponse précise, et que les négociations se sont

poursuivies avec le Gouvernement allemand qui n'a pas refusé la restitution, mais sous certaines conditions.

N. Politis. (*Ministre des affaires étrangères.*) — Mon souvenir, non plus, n'est pas net, à ce sujet.

LII. — Après l'intervention de la Roumanie

E. Venizélos. — Le résultat fut que les troupes ne sont pas rentrées et qu'après le départ de votre Gouvernement, le Gouvernement Lambros n'a fait aucune démarche à ce sujet.

Ainsi, nous voici arrivés à la sortie de la Roumanie de la neutralité. Vous vous rappelez tous que les officiers de l'état-major, c'est-à-dire le véritable Gouvernement, disaient que quand la Roumanie déciderait de sortir de la neutralité, alors, nous en sortirions nous aussi. Pourtant l'événement a prouvé que, même après l'intervention de la Roumanie, nous n'entendions nullement, nous autres, suivre son exemple parce que nous avions donné la promesse formelle que nous n'interviendrions jamais. Je me suis alors adressé à M. Zaïmis ; je lui ai déclaré qu'à la suite de l'intervention roumaine, qui lève jusqu'au dernier argument de l'état-major, sans parler ni de l'invasion des Bulgares en Macédoine, ni de la capture de nos troupes, ni de la violation de la promesse écrite de l'Allemagne d'après laquelle les Bulgares n'entreraient pas à Sérès, à Drama et à Cavalla, — je considérais levées les conditions qui m'empêchaient jusqu'alors d'assumer la lutte contre le despotisme. J'ai donc fait savoir à M. Zaïmis que je l'autorisais à communiquer au roi que si, même dans ces conditions, il maintenait sa politique, je serais,

moi, résolu non pas à assumer une lutte intérieure, une lutte intestinale, mais à diviser l'Etat et à demander à être suivi par la partie du peuple, disposée à affronter les sacrifices nécessaires pour éluder les dangers créés par la politique allemande. M. Zaïmis en a parlé au roi et comme, l'invasion des Bulgares, notamment à Cavalla, et l'intervention de la Roumanie, avaient causé une vive impression, le roi a cru, les premiers jours, qu'il serait bon de gagner un peu de temps. C'est pourquoi il a permis finalement à M. Zaïmis, non dès le début mais quatre ou cinq jours plus tard, de me communiquer sa décision d'intervenir et l'autorisation donnée à M. Zaïmis d'entamer des négociations avec les puissances de l'Entente sur les conditions de l'intervention. Au début, il a cherché à se retrancher derrière les élections, qu'il voulait alors effectuer, pour gagner deux mois. Ceci fut mis de côté : il était impossible de faire des élections, les Bulgares étant en Macédoine. M. Zaïmis fut donc autorisé à entamer les négociations nécessaires et à me tenir au courant, non certes en ma qualité de chef de la majorité, que le roi ne me reconnaissait pas, mais en tant que chef d'un grand parti dont il devait enfin appliquer la politique. Peu de jours s'étaient écoulés ; l'élan patriotique de certains officiers, en Macédoine, guidés par le cœur et par le patriotisme mais non par la raison politique, venait de les pousser à se livrer prématurément au mouvement de Salonique : un des résultats de ce mouvement avait été que toute la XI division, qui tenait garnison à Salonique, ne voulut pas participer au mouvement ; les officiers de cette division, rentrés à Athènes s'étaient présentés au roi : tous ces événements avaient fait supposer au roi que l'émotion de l'opinion publique était passagère et qu'il n'existait aucune raison pour changer de politique ; il a donc

décidé de violer la promesse déjà donnée, par l'entremise de M. Zaïmis, et de reprendre son ancienne politique. M. Zaïmis fut, ainsi, éloigné et le cabinet présidé par M. Calogéropoulos fut formé. Je savais que ce cabinet arrivait avec le programme de poursuivre, si possible, les pourparlers avec les puissances de l'Entente en vue de la sortie de la Grèce de la neutralité. Mais je savais encore, d'une manière déjà certaine, que M. Calogéropoulos tomberait lui aussi victime du véritable Gouvernement et qu'il ne servirait qu'à apporter un peu de variété dans nos affaires, tandis qu'en fait aucun changement ne serait apporté à la politique de la Grèce. C'est alors que je décidai de devenir révolutionnaire.

LIII. — Comment M. Venizélos se décida à organiser le mouvement national

Je n'ai pas besoin de vous analyser, Messieurs, la lutte longue et agitée qui s'est livrée dans mon âme avant que je n'eusse pris la décision de redevenir révolutionnaire et de prendre la direction du mouvement. La faiblesse humaine, dont personne d'entre nous n'est affranchi, puisque le Fils de l'Homme, se trouvant devant la croix s'en est vu lui-même rempli, — la faiblesse humaine me poussait à d'autres réflexions : je pensais que j'avais accompli tout mon devoir : que j'avais fait tout ce qui était possible pour sauver l'Etat de la catastrophe, sans sortir des lois en vigueur ; plus encore : j'avais le sentiment d'avoir offert au pays certains services dépassant la moyenne des services que chaque citoyen est tenu à offrir à sa patrie ; j'avais,

par conséquent, l'idée que je pouvais m'en contenter, puisque la politique de mes adversaires menait les choses jusqu'aux solutions que j'avais justement prévues. D'autre part, en dehors de cette faiblesse humaine, j'avais encore d'autres motifs pour hésiter. Je n'en étais pas à mon coup d'essai — mes précédents sont si nombreux, que j'en ai oublié le numéro d'ordre (*Applaudissements prolongés*); — je savais donc combien dangereuse est une révolution et combien constant est le danger qu'elle ne dégénère en anarchie, et qu'au milieu de cette anarchie les buts de la révolution ne sombrent. J'ai pensé encore à mon âge, qui n'est plus l'âge habituellement propice aux luttes révolutionnaires. J'étais enfin effrayé par les résultats de l'empoisonnement que la propagande allemande avait causé dans l'âme d'une partie du peuple, et j'arrivais à cette conclusion naturelle : « Je peux considérer, me disais-je, que mon devoir était de faire tout ce qui s'imposait sans sortir de la loi et que, dans ces conditions, je n'ai pas à aller encore plus loin, à supprimer les lois existantes, à abolir l'ordre en vigueur, pour pourvoir à la création d'un ordre nouveau, grâce auquel je pourrais prendre soin d'affronter la catastrophe imminente. »

Un jour, Messieurs, j'ai reçu la visite d'un de mes collègues actuels, qui est un des grands ouvriers de la Grèce économique, de la Grèce maritime. C'était un des hommes qui venaient me voir le plus souvent pour me pousser à l'action. Sans avoir l'air d'y attacher une importance extraordinaire, il me raconta une conversation que lui avait tenue, tout à l'heure, son coiffeur, qui était, semble-t-il, ardemment venizéliste. Il lui avait dit : « Monsieur Embirikos, nous autres gens simples, nous pensons, qu'en dehors du roi, Venizélos lui-même a une grande responsabilité ». Et à la question de

M. Embirikos en quoi est responsable Venizélos qui proteste, qui crie, qui se déchire, le coiffeur lui répond : « Mais Venizélos nous dit que nous marchons à la catastrophe. Eh bien ! puisque nous allons à la catastrophe, pourquoi ne pas l'empêcher ? » Et M. Embirikos de lui dire : « Et pourquoi n'essayez-vous pas de l'empêcher ? » — « Comment pouvons-nous le faire ? lui réplique le coiffeur ; tant que Venizélos existe, nous ne pouvons pas. Car chacun pense que, pour que Venizélos, qui voit mieux les choses, reste tranquille, cela veut dire que rien ne peut être fait. Tandis que, si Venizélos n'était pas là, alors, nous autres, le peuple, nous aviserions aux moyens de sauver le pays de la catastrophe. »

Cet entretien ne paraît pas, Messieurs, avoir une grande importance. Et cependant, je suis obligé de vous avouer qu'il n'a pas été sans me troubler profondément. Aussitôt mon collègue parti, je me suis dit que le coiffeur parlait avec justesse et que je devais mettre un terme à mes hésitations ; je devais remplir mon devoir jusqu'au bout et devenir révolutionnaire, car il se pouvait que mon sentiment contraire n'eût que des mobiles purement égoïstes. Je me disais : « Toi, qui as recueilli de tes nombreuses luttes et de tes nombreux succès un capital extraordinaire, tu ne veux pas le risquer et tu juges préférable de rester tranquille, en attendant que les choses prouvent que tu avais raison ; tu aurais ainsi la satisfaction morale d'avoir prévu les choses, mais tu oublies que tu laisserais jusqu'au bout se consommer le mal que, peut-être, sinon certainement, tu pourrais empêcher et qu'en tout cas, tu as le devoir d'essayer d'empêcher. » (*Applaudissements.*)

LIV. — Le loyalisme de M. Venizélos

J'ai alors cherché à voir aussi l'amiral Coundouriotis, dont je connaissais les idées par les communications de certains amis communs, de M. Embirikos entre autres. L'amiral Coundouriotis me dit que non seulement il était disposé à prendre part à la lutte, mais qu'il en était encore le chaleureux partisan. Ayant fait partie des deux derniers cabinets, sur l'ordre du roi qui était aussi commandant en chef de l'armée et de la flotte, l'amiral affirmait avec autorité sa conviction que la Grèce était trahie, que la politique pratiquée était allemande et que c'était honteux pour nous et pour le peuple de l'accepter jusqu'au bout sans protester. Or, cette opinion de l'amiral et sa collaboration ont levé mes dernières hésitations. J'ai assumé tout effort pour qu'à notre mouvement ne fût donné le caractère ni d'une lutte civile immédiate, ni, surtout, d'un mouvement antidynastique. Hier, Messieurs, onze mois s'étaient écoulés depuis le jour où je partais de Phalère; et aujourd'hui il y a onze mois que la révolution fut proclamée en Crète. J'ai pris soin, étant encore en Crète, de proclamer que nous étions prêts, fût-ce en ce dernier moment, à devenir les arrière-gardes de la couronne, si celle-ci voulait suivre la politique tracée par la nation. Il est inutile de vous dire, Messieurs, qu'en agissant ainsi et en ne voulant pas donner au mouvement un caractère antidynastique, je n'envisageais pas l'intérêt de mon parti; je ne le faisais pas parce que cela me servirait dans les régions où j'allais proclamer l'évangile de la révolution. Au contraire, tous ceux qui m'ont suivi ont vu que là où je devais réprimer tout élan antidy-

nastique, je diminuais l'enthousiasme de mes auditeurs. Et pourtant, j'estimais que j'étais obligé de le faire, car, dans aucune circonstance critique de ma vie et moins encore dans celle-ci, je n'ai pensé à moi comme à un chef de parti prenant soin des intérêts de son parti; je n'ai pensé qu'au chef de parti prenant soin des intérêts généraux de la nation.

Je ne veux pas vous dire que je conservais beaucoup d'espoir en l'assagissement possible du roi, même en ce dernier moment. Mais je ne pouvais pas exclure cet espoir non plus; je pensais aux affirmations de son entourage qui l'assurait que le parti libéral avait été déraciné, enterré, qu'il n'avait plus de force; je me disais que c'est peut-être pour cette raison qu'il s'obstinait jusqu'à ce moment à suivre sa politique personnelle; mais, songeais-je, après que les événements auraient prouvé d'une manière péremptoire que le parti libéral représentait encore dans le pays une force colossale, il ne serait pas improbable qu'il s'assagit, sinon pour d'autres raisons, du moins à cause de son intérêt dynastique. Et, si mes renseignements qui émanent de source bonne sinon officielle sont exacts, il y eut effectivement, paraît-il, des moments où une pareille idée a prévalu, ou, du moins, a traversé l'esprit du roi et fut discutée par ce dernier. En agissant de la sorte, je voulais obtenir la prompte unification de l'Etat et la poursuite de la lutte extérieure par un Etat unifié. Je savais très bien que l'heure de la lutte intérieure viendrait, mais je pouvais parfaitement l'ajourner et l'entreprendre après que l'unité nationale aurait été rétablie et que nous nous serions tous unis sous l'impulsion de la lutte extérieure. Le fait que l'esprit du roi fut traversé par l'idée qu'il pourrait adhérer à une pareille politique, je le déduis de ce que mon ami, M. Diamantidis, député d'Attique et de Béotie, m'envoyait, deux ou

trois jours après mon arrivée en Crète, par l'entremise d'une légation, un télégramme confidentiel, me disant que le colonel Scoubourdis, aide de camp du roi Constantin et du roi actuel, lui avait rendu visite et lui avait tenu ce langage : Il n'était pas délégué par le roi, mais il estimait nécessaire d'apprendre et priait M. Diamantidis de lui dire ce que je penserais, moi, au cas où le roi déciderait de former un nouveau Gouvernement, en vue de l'intervention de la Grèce aux côtés de l'Entente. Exigerais-je, demandait le colonel Scoubourdis, la présidence du Gouvernement, qui, disait-il, serait un cabinet de coalition? Ou bien me contenterais-je d'y participer par quelques-uns de mes amis? J'ai répondu par M. Diamantidis au colonel Scoubourdis que, si le roi voulait suivre la politique qui fut approuvée par le vote du 13 juin et par les scrutins successifs de la véritable Chambre (non par ceux de la Chambre inconstitutionnelle), moi-même, non seulement je n'exigerais pas la présidence du Gouvernement qui serait formé dans ce but, mais encore jugerais-je opportun de ne pas être représenté dans ce Gouvernement par mes amis non plus. Car je pensais pouvoir offrir de plus grands services, en restant hors du pouvoir, comme chef de l'opposition, tout en accordant sans réserve mon appui au Gouvernement, qui serait formé n'importe comment, pour l'application de la politique nationale. (*Applaudissements.*)

LV. — La rupture entre la couronne et le parti libéral

Malheureusement cette pensée, si elle a sérieusement traversé l'esprit du roi, fut cependant tout à fait passagère; nous sommes revenus de nouveau, ou plutôt nous

nous sommes tenus aux fermes conceptions de la politique allemande jusque-là appliquée. Le Gouvernement de M. Calogéropoulos n'était plus de mise, car on ne pouvait pas jouer plus longtemps avec les puissances de l'Entente. C'est alors que fut opéré le nouveau changement gouvernemental, à la suite duquel sont venus au pouvoir — passez-moi le mot, je l'ai dit encore une fois — ces chenapans qui ont souillé la vie politique de la Grèce et qui ont provoqué les scènes du 1^{er} et du 2 décembre. (*Applaudissements.*)

Je ne dirai rien, Messieurs les députés, de ces événements. Je veux seulement déclarer que, depuis le jour où ils furent connus à Salonique, un changement essentiel intervint dans la ligne de conduite de la révolution. Jusqu'à ce jour, nous étions disposés à tolérer encore le roi, qui avait abandonné son trône pour devenir le chef d'un parti, et à ajourner la solution des questions intérieures pour l'après-guerre. Mais, depuis les événements du 2 décembre, il nous était désormais impossible de tolérer et de continuer à reconnaître comme roi celui qui, non seulement était descendu du trône pour devenir un chef de parti, mais avait encore admis, en établissant un Gouvernement composé de canailles politiques, que la Grèce tombât dans la honte qu'impliquaient les événements du 2 décembre. (*Applaudissements et acclamations de la Chambre et des tribunes.*)

Et, comme j'ai eu toujours, Messieurs, pour principe d'être sincère, dans mes rapports avec la couronne aussi bien qu'avec le peuple, avec mes amis politiques aussi bien qu'avec l'étranger; et comme, d'autre part, j'avais, auparavant, donné des assurances réitérées aux Gouvernements étrangers que notre mouvement n'avait pas un caractère antidynastique, j'ai adressé une protestation officielle à toutes les puissances où je désa-

vouais non plus le Gouvernement, mais les « gouvernants » d'Athènes. Je me suis aussi empressé, par un télégramme particulier adressé à tous les ministres des affaires étrangères, de faire connaître que tout lien entre nous et le roi Constantin était rompu et qu'il nous était impossible de le reconnaître désormais comme roi des Hellènes, étant donné qu'il s'était abaissé jusqu'à devenir un chef de parti se révoltant, de concert avec les autres pouvoirs, pour écraser et anéantir le parti adverse!

LVI. — La purification

Un peu plus tard, la mobilisation étant devenue possible, la force militaire de la Nouvelle-Grèce fut constituée: j'ai dit d'elle qu'elle formait une armée telle que la Grèce n'en avait jamais vu de plus belle. (*Applaudissements.*)

En disant cela, Messieurs, je ne m'étais jamais imaginé que, dans une âme grecque, mes paroles pourraient causer un sentiment d'amertume et de regret. Je croyais que tous les Grecs, indépendamment de leurs opinions politiques, auraient été fiers en apprenant que la nation, malgré sa division et malgré le virus de la propagande allemande, avait réussi à former une armée de 60.000 hommes, telle que la Grèce — je le répète — n'en avait jamais vu de plus belle. Et pourtant un des « sauveurs », le député d'Attique (M. Rhallys), a voulu hier, de cette tribune, avec son esprit de petit politicien, exploiter mes paroles, pour semer, si possible, la discorde entre les troupes de la Vieille et de la Nouvelle-Grèce, qui forment aujourd'hui l'armée unique de la Grèce unique. Certes, tant que l'armée de la Vieille-

Grèce avait momentanément oublié son caractère national pour s'abaisser jusqu'à devenir une armée dynastique, la division des deux armées était inévitable. Mais, même en ce moment, il ne s'agissait pas de deux armées, composées d'hommes enrôlés dans des régions différentes; l'armée de la Nouvelle-Grèce comprenait un grand nombre de volontaires de la Vieille-Grèce. Il ne s'agissait pas, par conséquent, d'une division locale, mais d'une division, elle-même passagère, entre les conceptions des deux parties de l'armée nationale. Car personne n'a jamais pensé contester ou déprécier la gloire et les lauriers cueillis par l'armée de la Vieille-Grèce sur les champs de bataille de nos guerres glorieuses de 1912 et de 1913. Et justement parce que j'étais persuadé que l'armée serait facilement soustraite à l'influence malsaine que les hautes sphères exerçaient sur elle; justement parce que j'étais convaincu que la nation armée, que la Grèce armée pourrait prendre part de nouveau à la guerre, aux côtés des grandes nations amies, animée d'une pleine confiance en ses troupes, — justement pour ces raisons, je n'ai pas hésité à devenir révolutionnaire. J'ai organisé une nouvelle armée et je poursuis déjà la réorganisation de l'ancienne, formée de combattants éprouvés, avec la conviction que, aussitôt affranchie des influences malsaines, elle accomplira de nouveau, comme pendant les récentes guerres, de grands exploits de bravoure, écrira des pages de nouvelle gloire et exécutera des actes, grâce auxquels nous pourrons, malgré toutes les catastrophes, sauver tout ce qui peut encore être sauvé et faire de la Grèce un digne membre de la société des nations. (*Applaudissements prolongés de la Chambre et des tribunes.*)

Nous avons donc constitué notre armée et avons recherché et obtenu que notre mouvement pût s'étendre aux autres îles. Mais nous apprenions tous les jours

que, malgré l'intervention des puissances et malgré la mise en liberté de nos amis qui avaient été poursuivis et qui avaient été écroués dans les prisons tels des vulgaires conspirateurs. — à travers toute la Grèce nos amis subissaient quand même les tortures d'une véritable persécution. Or, ayant déjà de notre côté la force non seulement morale, mais aussi matérielle — la force militaire —, il nous était impossible d'admettre plus longtemps l'idée de laisser, dans toute la Grèce, nos amis exposés, telle une proie, aux persécutions du despotisme établi, à l'action de ce Gouvernement formé de canailles et de ne pas chercher à courir à leur secours. Nous voyions, d'ailleurs, qu'avant de rétablir notre unité nationale, nous ne pourrions malheureusement pas, en dépit de l'admirable activité des troupes de la Défense, sauvegarder nos intérêts sur toute la ligne et sur toute l'étendue de nos revendications nationales.

LVII.— L'abolition de l'absolutisme et de la corruption

Nous avons donc demandé aux puissances de supprimer, si possible, la zone neutre et de nous autoriser à affronter l'organisme de la Vieille-Grèce et à mettre un terme à la division de l'État, en reconstituant à temps l'unité nationale. Nous avons, en second lieu, demandé qu'à défaut de cette autorisation, les puissances nous permettent, au moins, à nous, de supprimer provisoirement cette zone neutre, afin de régler la question de Thessalie. Car, d'un côté, nous ne voulions pas laisser à la disposition du Gouvernement d'Athènes les céréales de Thessalie, et, de l'autre, nous savions que notre avance à travers cette région et notre progression jusqu'à l'Œta feraient déchoir encore plus bas le régime athénien et le Gouvernement des canailles, et

que cette déchéance entraînerait, sans de grands troubles, l'extension de notre autorité à l'autre Grèce aussi. Les puissances n'ont accepté ni l'une ni l'autre proposition — à savoir : ni la suppression de la zone neutre, ni l'extension de notre pouvoir en Thessalie. Elles ont seulement admis d'envoyer leurs propres troupes en Thessalie. Mais, saisissant, je suppose, l'occasion de notre demande, elles ont révisé leurs décisions concernant la question grecque : sachant déjà que la Nouvelle-Grèce qui luttait avec elles, qui avait organisé à Salonique tout un État, ne pouvait plus tolérer le roi Constantin, elles ont abouti aux résolutions bien connues. Elles ont décidé d'intervenir en vertu des traités et de la garantie qu'ils ont donnée à l'État grec en tant qu'à un État constitutionnel, et de demander l'éloignement du roi Constantin. Et c'est ainsi que se sont accomplis notre retour à Athènes, l'unification de toute la Grèce et la reprise du pouvoir par le Gouvernement de Salonique.

Un des orateurs s'est plaint, du haut de cette tribune, de l'intervention des puissances et a laissé croire que, si cette intervention n'avait pas eu lieu, l'État d'Athènes aurait été capable de résister contre l'État de Salonique, même si la zone neutre venait à être levée et si les deux organismes s'étaient trouvés l'un en face de l'autre. A l'époque où notre retour a eu lieu, l'État de Salonique avait une armée de 60.000 hommes parfaitement organisée en trois divisions, et une quatrième division, celle des Cyclades et des Iles Ioniennes, sur le point d'être organisée ; ces hommes étaient prêts à affronter tous les sacrifices pour atteindre les buts élevés qu'ils poursuivaient, alors que l'État d'Athènes disposait à cette époque d'une force qui n'était pas, fût-ce de loin, comparable à la nôtre. L'État d'Athènes avait réussi, par ses propres fautes, à dissoudre l'armée. Mais il avait

surtout réussi à inspirer à la plupart de ses soldats l'idée qu'il n'y a pas, pour un citoyen, de malheur plus grand que le sacrifice de son « moi » au profit des intérêts plus généraux de la patrie. Dans ces conditions, toute personne impartiale avouera que la défaite du régime athénien et de son Gouvernement de canailles politiques, était pour le régime gouvernemental de Salonique l'affaire d'une simple promenade militaire.

J'ai dit cela, parce que je ne veux pas qu'on puisse croire ici, fût-ce pour un moment, que si ce profond sentiment faisait défaut, je pourrais me trouver à Athènes conduit par une puissance étrangère, dût-elle être la plus amicale, la plus protectrice, la plus garante. Mais nous sommes venus à Athènes ; la révolution a triomphé ; nos adversaires eux-mêmes se sont vus obligés de le reconnaître. Mais ils nous disent : « Pourquoi avez-vous amené la Chambre du 13 juin ? » Ils nous acceptent comme gouvernants, ils nous reconnaissent, ils nous supportent, si vous voulez, mais ils nous disent : « Pourquoi avez-vous amené la Chambre du 13 juin ? Pourquoi ne gouvernez-vous pas sans Chambre aucune ? » Et ils s'étonnent comment, puisque le Gouvernement des canailles politiques souffrait de gouverner sans Chambre, nous n'admettons pas, nous aussi, de gouverner de même. Je ne pouvais pas admettre, Messieurs, de gouverner le pays sans représentation populaire ; je ne pouvais pas non plus songer à faire, pour le moment, des élections immédiates. Personne, du reste, n'a eu l'idée de soutenir la possibilité de procéder immédiatement, en ce moment, à des élections. Dans ces conditions, la convocation de la Chambre du 13 juin était la seule solution de la question gouvernementale de Grèce, qui s'indiquait et qui s'imposait. Si le présent Gouvernement se trouve, avec raison, aujourd'hui à son poste, la présente Chambre aussi, de laquelle

émana ce Gouvernement, se trouve avec raison à sa place. Et je rappelle que le parti libéral s'est toujours refusé à reconnaître le coup d'État royal de la dissolution de la Chambre du 13 juin. Nous ne nous sommes pas présentés aux élections du 19 décembre ; et, tout en jugeant plus tard qu'il était de notre devoir de participer aux élections complémentaires, nous déclarions formellement à nos électeurs que, par notre participation aux élections, nous n'assumions pas l'engagement de nous rendre à la Chambre, que nous ne reconnaissons point. Nous avons donc gardé toujours intact le droit de considérer la dissolution de la Chambre du 13 juin comme un acte illégal, comme un acte inconstitutionnel, comme un acte par lequel le roi, mettant de côté la souveraineté populaire, entendait concentrer entre ses mains tout le pouvoir, pour devenir monarque par la grâce de Dieu. La convocation de la Chambre du 13 juin ne sera pas jugée comme on juge les affaires dans les tribunaux. Elle ne sera pas jugée judiciairement, mais en tant qu'acte politique. La Chambre fut convoquée parce que les deux régimes, en décidant l'unification de l'État, ont formellement stipulé que c'est sous ces conditions que l'unification se ferait.

Mais j'ai le devoir, Messieurs, d'informer la Chambre que, même si je considérais possible la réalisation immédiate des élections, j'aurais quand même persévéré à demander comme condition *sine qua non* de mon retour au pouvoir, que la Chambre du 13 juin fût convoquée, poursuivît ses travaux, et continuât, pour ainsi dire, la séance du 13 novembre 1915. (*Applaudissements.*) J'aurais réclamé avec insistance qu'elle travaillât au moins pour un certain temps, afin que nous eussions dans l'histoire politique de la Grèce un précédent incontestable qui pût servir aussi de leçon dans l'avenir. (*Applaudissements.*)

LVIII. — Charles I^{er}, roi d'Angleterre,
et Constantin I^{er} roi de Grèce

Messieurs, tous ceux d'entre vous qui ont visité le palais de Westminster, où les deux Chambres anglaises tiennent leurs séances, doivent se rappeler qu'après avoir traversé la grande entrée, à gauche, on voit une plaque sur laquelle sont gravées avec des lettres écrites en relief et en évidence, les paroles suivantes, — je ne me souviens pas du texte précis, mais tel est leur sens : « Ici fut décapité le roi Charles d'Angleterre, pour avoir mis en péril et usurpé les libertés du peuple anglais ». (*Bravo ! bravo ! Applaudissements prolongés.*) Chaque fois que le roi d'Angleterre se rend au palais de Westminster, pour inaugurer ou clôturer les travaux des Chambres, il traverse justement l'endroit où se trouve cette plaque et, en passant devant elle, il lit les paroles qui y sont inscrites. C'est là une coutume religieusement observée depuis deux siècles et demi, car les peuples qui sont dignes de leur liberté, comme il en est du peuple anglais, ne veulent pas oublier les enseignements de leur histoire ; ils les utilisent pour les générations futures. Quant à moi, j'ai l'intention de proposer à l'Assemblée nationale qui sera convoquée, que, sur une plaque qui pourrait être placée là (*Il montre*), en face des sièges de la Présidence, ou n'importe où la commission formée à cet effet le jugerait opportun, de manière toujours à ce que cela se trouvât en face du chemin par lequel entre le roi quand il vient prononcer l'ouverture de la Chambre, soient écrites les paroles suivantes à peu près : « Le roi Constantin ayant dissous la Chambre à deux reprises en 1915, afin d'imposer sa politique personnelle, fut

déclaré déchu du trône, alors que la Chambre dissoute, convoquée de nouveau, poursuivit ses travaux constitutionnels. ».

Messieurs, ceux qui adoptèrent la politique allemande en Grèce ont cherché à persuader le peuple que leur désaccord avec la politique du parti libéral consistait en ceci : ce parti demandait soi-disant à appliquer une politique radicale, qui poursuivrait la réalisation des aspirations nationales, mais qui comportait aussi des dangers ; tandis qu'eux, ils demandaient soi-disant à appliquer une politique conservatrice, abandonnant, pour le moment, l'idée de réaliser nos aspirations nationales, mais assurant tout ce qui était acquis et évitant la guerre.

Non, Messieurs ; ce n'est pas là ce qui séparait l'une politique de l'autre. Combien peu révolutionnaire fut la politique du Gouvernement libéral, je l'ai déjà prouvé au début de mon discours ; et combien peu conservatrice était la politique allemande qui fut suivie, les événements eux-mêmes l'ont prouvé. Par cette politique, rien ne fut conservé. Nous n'avons pas sauvé les territoires acquis en Macédoine orientale et dans l'Épire du Nord. Nous n'avons pas maintenu l'équilibre balkanique qui fut rompu à notre préjudice et en faveur de notre adversaire héréditaire ; et nous n'avons pas évité les horreurs de la guerre.

LIX. — Les résultats de la politique gréco-allemande

La politique allemande qui fut appliquée, dans le but exclusif de servir les intérêts allemands, a toléré et la perte de la Macédoine orientale et celle de l'Épire du Nord. Mais elle n'a pas réussi, d'autre part, à éviter au moins au pays les malheurs de la guerre. Ceux qui la

pratiquaient savaient qu'en permettant le débarquement des Anglo-Français à Salonique, et en n'accourant pas au secours des Serbes, ils transporteraient le théâtre de la guerre dans l'intérieur du territoire macédonien; et ils l'ont toléré sans même essayer de l'éviter, car tout effort dans ce sens nuirait aux intérêts allemands.

Si cette politique n'avait pas été appliquée et si l'on avait suivi la nôtre, non seulement l'ennemi n'aurait jamais envahi notre territoire, même si nous n'avions pas battu les Bulgares, mais nous aurions encore occupé et la Macédoine orientale et l'Épire du Nord et aussi l'île de Chypre, qui nous fut offerte; plus encore : dans l'hypothèse impossible où les empires centraux auraient été victorieux, la Grèce se serait présentée au Congrès de paix avec son territoire inviolé, agrandi même par l'annexion de Chypre, et avec, comme défenseurs, cinq grandes Puissances, auxquelles une sixième s'est jointe depuis.

La politique contraire, Messieurs, n'a pas le droit de s'appeler conservatrice; ce fut simplement une politique de renonciation et d'abandon de tout intérêt politique et de tout idéal national.

Elle aurait pu, à la rigueur, s'appeler politique conservatrice si, tout en trahissant le traité d'alliance avec la Serbie, elle avait pris soin d'observer en tout cas, envers notre alliée, une neutralité très bienveillante et d'assurer au moins tout ce qui avait été l'objet de mes multiples suggestions, c'est-à-dire l'inviolabilité du territoire national, le non-agrandissement excessif de la Bulgarie, l'échange des populations, le salut de l'Hellénisme de l'Asie-Mineure, de Thrace et de Macédoine, la sauvegarde de notre flotte commerciale et la garantie de notre intégrité territoriale pour une période de dix ans après la guerre. Et personne, Messieurs, ne

peut soutenir que tout cela était inaccessible, puisque la Grèce avait, au début, entre ses mains une mobilisation générale qu'elle aurait pu au moins utiliser pour obtenir ces succès. Moi, Messieurs, cette politique dût-elle être suivie, j'en aurais été quand même le véhément accusateur : l'idée que la Grèce se déshonorerait, en violant ses engagements, m'aurait toujours révolté et je saurais qu'il serait créé, pour la Grèce, une place inférieure vis-à-vis de la Bulgarie. Mais j'aurais, en tout cas, reconnu avoir devant moi une politique conservatrice. Je répéterai, cependant, Messieurs : cette politique, dite conservatrice, qu'a-t-elle conservé et que n'a-t-elle au contraire abandonné ? La mobilisation qui dura dix mois ; l'invasion des Bulgares en Macédoine orientale : la dévastation de la Macédoine grecque : la capture d'un corps d'armée, tout cela n'équivaut-il pas à une guerre malheureuse ? L'anéantissement de l'Hellénisme de l'Asie-Mineure et de l'Hellénisme de la Macédoine orientale n'équivaut-il pas, en lui-même, à une seconde guerre malheureuse ? L'avilissement enfin de tout sentiment généreux, l'inspiration de la peur et de la lâcheté, l'instigation de l'idée que non seulement un nouvel agrandissement de l'Etat était inutile et dangereux, mais qu'aussi l'agrandissement obtenu déjà à la suite des guerres balkaniques était préjudiciable et que peu importerait de le perdre, pourvu que l'œuvre de l'odieux adversaire fût ainsi démontrée non viable, tout cela encore, n'équivaut-il pas à une troisième guerre malheureuse ?

Était-elle donc conservatrice et pacifique, cette politique qui, suivie par les « sauveurs », a entraîné les infortunes de trois guerres malheureuses, et laisse encore une guerre en suspens, la guerre contre la Bulgarie agrandie, ce duel où la Grèce devait être définitivement écrasée ?

Ils n'ont donc pas pratiqué, je le dis encore une fois, une politique conservatrice; ils ont pratiqué une politique allemande, pour ne recueillir que le mépris de ceux-là mêmes qu'ils servaient. Ils ont, de plus, perdu la Macédoine orientale et l'Épire du Nord; ils n'ont pas accepté l'île de Chypre; ils sont restés, sans amis, sans alliés, en dehors du Congrès de paix de demain, où tous les peuples des Balkans seront présents, et où la Serbie aurait pu, invoquant la violation de notre traité d'alliance comme une des raisons de sa catastrophe, obtenir des compensations à notre détriment,

Bref, ils ont recueilli par leur politique dite conservatrice des ruines militaires, des ruines morales, des ruines politiques, pour nous exposer demain, plus sûrement, au coup que définitivement nous eût porté la Bulgarie démesurément agrandie.

Tels étaient, Messieurs, les résultats de la politique des « sauveurs ». Or, ces résultats, le parti libéral et son chef ne pouvaient les tolérer. Ce furent ces résultats qui ont fait de nous des révolutionnaires; et ce furent eux qui nous ont poussés à créer un second État et à constituer une nouvelle armée nationale. Par cet État et par cette armée nous avons obtenu l'abolition du despotisme et avons réussi à imposer notre politique, que le peuple avait approuvée à plus d'une reprise, non seulement directement par son verdict du 13 juin, mais encore par les votes de ses représentants légitimes.

LX. — L'avenir de la nation grecque

Mais, demandera-t-on : « Peut-on encore appliquer cette politique dans les conditions où elle se présentait au début ? »

Je ne m'aveugle pas, Messieurs, pour ne point voir le tableau qui se déroule devant moi. Tout ce que je craignais, en abandonnant le pouvoir en octobre 1915, fut, hélas ! réalisé. La Grèce de 1917 ne ressemble pas, fût-ce de loin, à la Grèce de 1915, telle que nous la leur avons livrée. Ceux qui ont pratiqué la politique allemande peuvent se vanter des succès vraiment étonnants qu'ils ont remportés.

Je vois notre alliée, la Serbie, détruite, sa destruction dut-elle être provisoire, comme j'en suis certain, et être suivie de la restauration de sa complète unité nationale. (*Applaudissements prolongés.*) Je vois la Bulgarie démesurément agrandie, prête à foncer demain sur nous pour nous écraser et nous soumettre. Je vois la dépravation politique intérieure qui a pu renaître de ses cendres avec un nouvel élan et une nouvelle vigueur. Je vois les ruines financières ; je vois l'armée royale de Grèce presque désagrégée.

La Grèce de 1917 ne ressemble ni territorialement, ni moralement, ni financièrement, ni militairement, ni politiquement, à la Grèce de 1915.

Et pourtant, malgré toutes ces conditions d'infériorité, mon optimisme ne m'abandonne pas. (*Applaudissements.*)

Une nation, qui a passé par tant d'épreuves durant trente siècles, sans disparaître ; une nation qui a marqué hier encore les triomphes de 1912 et de 1913 ; une nation qui, bien que trahie par ses gouvernants, a réussi à trouver en elle-même assez de force morale pour créer un nouvel État, pour constituer une nouvelle armée et pour écrire, comme je l'ai souvent dit, quelques-unes des plus brillantes pages de notre histoire militaire, une telle nation, j'en suis inébranlablement convaincu, renferme encore en elle-même assez de vitalité pour, même en cet ultime instant, réussir à se sauver. (*Applaudissements.*)

Messieurs, la nation sait que je ne lui ai jamais promis l'impossible. La nation sait que je n'ai jamais été inférieur à mes promesses. Participant à la guerre universelle aux côtés des nations démocratiques, qui entreprirent une lutte commune et conclurent une alliance vraiment sacrée pour combattre les prétentions à l'hégémonie mondiale de l'Allemagne, dont nos deux ennemis héréditaires sont les clients, — nous ne reconquerons pas seulement nos territoires nationaux perdus; nous ne rétablirons pas seulement notre honneur national; nous ne protégerons pas seulement avec efficacité nos intérêts nationaux au Congrès de la Paix: nous ne garantirons pas seulement notre avenir national, mais encore nous constituerons un digne membre de la société des nations libres que ce Congrès organisera, et nous livrerons à nos enfants la Grèce telle que l'ont rêvée les générations disparues, dont nous ne saurions nous montrer les héritiers indignes, et telle que nous nous la sommes nous-mêmes tracée par nos récents triomphes de 1912 et de 1913. (*Salve d'applaudissements et acclamations de la Chambre et des tribunes.*)

APRÈS LE DISCOURS DE M. VENIZÉLOS

I. — Déclarations de MM. Notaras, Carapanos, Canaris, Zavitsianos, Carpétopoulos et Pnevmatikos. députés de l'opposition

Le Président. — Je prie MM. les députés inscrits dans le débat de renoncer à leurs discours, après celui de M. le président du Conseil. Nous prononcerons, en ce cas, la clôture du débat.

Plusieurs députés. — Nous renonçons.

Le Président. — Le débat est clôturé.

G. Notaras. — Je déclare qu'à la suite des déclarations de M. le président du Conseil, je voterai en faveur du Gouvernement.

A. Carapanos donne lecture d'une déclaration approuvant la politique du Gouvernement.

A. Canaris. — Je souscris entièrement à la déclaration faite par M. le député d'Arta (M. Carapanos). J'ai été, en effet, de l'avis, depuis le début de la guerre européenne, que l'intérêt de la Grèce lui ordonne d'unir son sort à celui des puissances de l'Entente. J'ai soutenu cette opinion au sein du Conseil des ministres, lorsque j'ai eu l'honneur d'en faire partie. Une fois que la Grèce est déjà intervenue dans la guerre, je dois déclarer que je voterai l'ordre du jour de confiance au Gouvernement. (*Applaudissements.*)

C. Zavitsianos. — Depuis la fin de l'été 1916, je suis en désaccord, sur certains points, avec le parti libéral.

Je me sens néanmoins obligé de déclarer que, du moment qu'il s'agit d'une question de confiance, je vais de grand cœur donner ma voix au Gouvernement. Ainsi, d'une part, j'approuve la politique étrangère que je regarde comme tout indiquée, depuis le début de la guerre européenne, et de l'autre, j'appuie, dans son œuvre, le seul Gouvernement compétent pour l'application de cette politique, en présence de l'état des choses définitif créé au cours de cette guerre.

Il serait souhaitable, Monsieur le président, que la nation tout entière appréciât profondément et sincèrement tout ce que les circonstances, qui nous entourent, ont de grave et d'exceptionnellement critique. Ceci fait, nous nous persuaderons tous que le moment est venu où il faut travailler sans répit, oublier le passé et faire quelques concessions. Ce n'est que par ce moyen que la nation saura, Monsieur le président, affronter les dangers qui pourraient résulter de la situation actuelle.

C'est ce qui autorise, d'ailleurs, l'espoir que la Grèce sortira victorieuse de la grande lutte qu'elle a entreprise. (*Applaudissements.*) En donnant aujourd'hui ma voix au Gouvernement, j'entends me solidariser avec lui, en ce qui concerne sa politique étrangère et sa politique de guerre, ce qui n'influencera nullement l'indépendance de mes opinions.

G. Carpétopoulos. — Dans mon discours d'hier, j'ai longuement développé, Monsieur le président, mes opinions sur la situation intérieure et extérieure. J'ai conclu en déclarant que, tout en restant député indépendant, je me sens cependant obligé de concourir, de toutes mes forces, à la lutte où s'engage l'Etat. Je suis en conséquence tenu à donner au Gouvernement un vote de confiance. (*Applaudissements.*)

Styl. Pnevmatikos. — A la suite du débat poursuivi depuis hier soir et après le discours de l'honorable pré-

sident du Conseil, je déclare, moi aussi, Monsieur le président, que je me range aux côtés du Gouvernement. Je lui prêterai, en ce qui me concerne, tout mon appui, en vue du triomphe de sa politique qui seule est de nature à servir les intérêts de l'Etat. (*Applaudissements.*)

Chr. Meïtanis. — La Chambre sait, Monsieur le président, que j'appartiens au parti de M. Zaïmis dont je partage les opinions et les principes politiques. Ces principes me dictent le devoir d'accorder ma confiance sans réserve au Gouvernement, car j'estime que toute réaction contre son œuvre militaire serait un crime contre la patrie. (*Applaudissements.*)

II. — Déclarations de MM. Colonias et Floros

Colonias. — J'appartiens à l'opposition, mais ne suis pas responsable des fautes commises. J'ai le droit de dire que j'ignorais le caractère obligatoire de *casus foederis* de l'alliance gréco-serbe. Il m'était, du reste, impossible de le savoir, la publication du traité n'ayant pas pu se faire. Car, autrement, je dois le déclarer, Monsieur le président, je n'aurais été nullement de l'avis de sacrifier l'honneur de l'Etat pour sauver notre peau. (*Applaudissements.*)

Aujourd'hui que mon pays a retrouvé la voie de l'honneur, je déclare que je vais accorder sans réserve ma confiance au Gouvernement: je vais assumer tout effort pour le soutenir de toutes mes forces dans l'heureux accomplissement de sa tâche. (*Bravos et applaudissements.*)

P. Floros déclare qu'il fut, qu'il est et qu'il restera venizéliste, malgré certains anciens malentendus.

Le Président. — L'ordre du jour suivant m'a été

soumis pour clôturer le débat (*Il lit*) : « Le débat sur la réponse au Discours du Trône ayant été clôturé,

« La Chambre,

« Proclame le caractère sacré des conventions internationales et des obligations d'alliance de la Grèce à l'égard de la Serbie ;

« Adresse un salut fraternel à l'héroïque nation serbe ;

« Est convaincue que la nation tout entière est prête à tout sacrifier afin que, en participant à la guerre universelle pour la liberté des peuples aux côtés des Etats alliés, elle rétablisse son honneur national, elle reconquière les territoires nationaux perdus et sauvegarde, en général, les intérêts nationaux :

« Approuve la réponse au Discours du Trône rédigée par la commission de la majorité, et passe à l'ordre du jour. »

E. Venizélos. — Monsieur le président, le Gouvernement ne peut accepter l'ordre du jour ainsi formulé. Il a besoin d'un vote de confiance pour sa politique intérieure aussi, car n'oublions pas qu'il s'agit de la réponse au Discours du Trône. Ceci n'empêche pas ceux des députés qui ne sont pas d'accord avec nous en ce qui concerne la politique intérieure, mais qui approuvent notre politique étrangère, de voter pour la seconde partie seulement de l'ordre du jour, qui serait modifiée d'une façon appropriée.

III — Déclaration de M. Popp, député de l'opposition

G. Popp. — Messieurs et chers collègues. Du temps où cela menaçait d'être regardé comme un crime de

haute trahison, j'ai eu le courage de proclamer du haut de cette tribune et aussi dans la presse que, si la Grèce devait jamais intervenir dans la lutte, le Gouvernement tout indiqué pour conduire ses destinées serait celui que formerait le parti libéral. J'avais, en effet, moi aussi la conviction inébranlable que les partis politiques constituent, dans les Etats parlementaires, des capitaux nationaux. Quant aux services rendus par le parti libéral et combinés avec ceux que la nation pouvait, selon lui, offrir à nos grands alliés, ils étaient tels que la récompense ne devait pas atteindre ceux qui les ont rendus, mais leur patrie, en faveur de laquelle ils les avaient du reste rendus. La voix que je donnerai en faveur de la poursuite de la guerre par ce Gouvernement, est donc un vote de conscience : c'est la voix d'honneur d'un citoyen vertueux. Mais personne ne doit plus ignorer que les membres de l'opposition, qui étaient jusqu'ici présents et qui ont déserté aujourd'hui leur poste, ne représentent plus rien. Personne, excepté les responsables et les accusés (*applaudissements*), ne devrait, dans une période aussi critique pour la patrie, refuser sa confiance au Gouvernement qui dirige légalement les destinées de l'Etat. Si l'abstention d'une partie de l'opposition avait le sens qu'a, en matière de procédure, la sortie des accusés qui rentrent bientôt dans la salle des audiences pour entendre leur condamnation ou leur acquittement, en ce cas les accusés ont certes bien fait en ne se présentant pas ici. Mais l'autre opposition, dont je fais moi aussi partie, et dont certains membres ne peuvent malheureusement pas assister ce soir au scrutin — dussent-ils, pour cela, être regardés comme s'étant abstenus en signe de désapprobation ou par répugnance à voter la confiance — cette opposition qui, en vertu d'un mandat spécialement donné par nos amis absents, est en ce moment

représentée par moi, considère de son devoir de proclamer que le peuple grec tout entier n'aspire qu'à une chose : à la victoire, à la grande et prompte victoire, que vont donner les sacrifices moraux et matériels consentis par le peuple grec (*applaudissements*) ; à cette victoire que, — les très émouvantes révélations faites hier par M. le ministre des affaires étrangères et aujourd'hui par M. le président du Conseil, l'ont bien prouvé — nous aurions pu atteindre plus vite et au devant de qui nous devons maintenant courir, tout en proclamant à nos grands alliés et à ceux de nos alliés aux malheurs desquels nous avons contribué, que nous réparerons notre retard par nos grands sacrifices et par notre enthousiasme. (*Applaudissements.*)

Mais, peut-être, pourrais-je, moi personnellement, parmi tous ceux qui avaient des doutes et des hésitations, me plaindre, Messieurs, de ce que c'est à notre intuition politique seule que nous avons été livrés, moi et d'autres citoyens, pour suivre le chemin de la vérité. C'est cette intuition qui nous poussait à appeler le mouvement salubre de Salonique, mouvement anti-bulgare, alors qu'il était qualifié de trahison. C'est cette intuition qui nous poussait à considérer la Grèce combattante comme livrée à un mouvement anti-bulgare, dans l'espoir que nous pourrions sauver ce que le Gouvernement de Salonique voulait lui aussi sauver jusqu'au 2 décembre. Je pourrais, au nom de tous ceux qui pensent comme moi, formuler le reproche que tout ce qui fut dit ce soir aurait dû être exposé avec clarté plus tôt ; je suis convaincu qu'en ce cas, tous les citoyens grecs, jusqu'au dernier, se seraient empressés de renverser au besoin tout ce qui fut renversé, pour accomplir plus vite leur devoir patriotique. (*Applaudissements.*) Il est ainsi encore une fois prouvé par l'histoire que la vérité ne jaillit qu'au sein d'un régime par-

lementaire et libre, et que seules les périodes post-révolutionnaires offrent la vraie liberté de pensée et d'opinion. Car le peuple fut vilement trompé, ainsi qu'il fut révélé ces deux derniers jours. Mes yeux, mes oreilles, mon âme et ma raison ne furent pas, eux non plus, sans entrer en contact avec les fameux milieux de la Cour et j'avoue avoir vu plus d'une fois la bassesse apparaître sous le couvert de la familiarité, l'insolence revêtir la tunique toute brodée d'or de l'héroïsme, l'humiliation se donner les apparences du dévouement. J'ai vu aussi la source inépuisable de la corruption arroser bien des caractères, détruire bien de jolies fleurs, étouffer bien d'idées nobles et hautes. Mais j'avoue n'avoir jamais cru en un abaissement moral tel, que des citoyens grecs — protecteurs du trône et de la couronne, qui touchaient celle-ci de près et se donnaient des airs d'ardents partisans de l'unité nationale — puissent s'avilir à un point aussi honteux et aussi écoeurant, au point d'oublier qu'ils sont des citoyens grecs. Tout cela fut révélé devant nos yeux et sera connu demain du peuple grec tout entier. Il doit donc d'ores et déjà être proclamé que, la Grèce devant être aidée par tous ses enfants dans la lutte, il n'y a ni majorité, ni minorité, ni gouvernement, ni opposition. Il n'existe qu'une idée : l'idée de la victoire, de la victoire de nos grands alliés et aussi de nos alliés qui se trouvent près de nous ; l'idée du rétablissement de toutes les libertés populaires ; l'idée de l'unité nationale de la race grecque, pour le bien de laquelle nous autres, nos frères et nos enfants sommes prêts, depuis aujourd'hui, à tout sacrifice, matériel et moral. (*Applaudissements prolongés de la Chambre et des tribunes.*)

IV. — Déclaration de M. Sidéris, socialiste.

Vote de l'ordre du jour de confiance

A. Sidéris. — Messieurs les députés. Du moment qu'il s'agit d'une question de confiance, je suis tenu à justifier mon vote ainsi que celui d'un de mes collègues. On connaît la divergence qui sépare nos idées et nos conceptions de celles du Gouvernement, en matière économique et politique. Cependant, comme nous l'avons déjà affirmé, la question qui prime aujourd'hui toute autre c'est la question du régime. Depuis la fameuse dissolution de la Chambre, nous avons déclaré que, considérant les élections comme inconstitutionnelles, nous n'y participerions pas. Plus encore. Nous avons protesté contre ces élections. Nous avons lutté contre le monarchisme défunt et nous avons, hélas ! reçu de lui des coups très durs.

Notre vote d'aujourd'hui ne signifie pas l'approbation, en général, de la politique du Gouvernement : nous lui accordons quand même notre confiance, afin de renforcer et de faire triompher le nouveau régime, en remplacement du régime déchu qui fut condamné pour son absolutisme, et afin de donner notre appui à la lutte de défense nationale que la Grèce poursuit aujourd'hui avec les autres nations démocratiques. Car, si nous sommes les ennemis de l'asservissement des individus à une classe sociale, nous le sommes encore plus quand il s'agit de la soumission de nations entières à une caste dynastique ou militariste, telle l'Allemagne qui veut aujourd'hui asservir l'univers.

Ainsi, tout en nous réservant, en ce qui concerne les mesures économiques et fiscales propres à la poursuite de la guerre et aussi au sujet des buts de cette guerre,

nous accordons au Gouvernement un vote de confiance, afin de le soutenir dans sa lutte pour la défense du pays et pour le triomphe des grands principes démocratiques, en faveur desquels combattent les grandes nations occidentales. (*Applaudissements.*)

Le Président. — L'ordre du jour amendé est conçu en ces termes (*Il lit*) : « Le débat sur la réponse au Discours du Trône ayant été clôturé,

« La Chambre,

« Proclame le caractère sacré des conventions internationales et des obligations d'alliance de la Grèce à l'égard de la Serbie ;

« Adresse un salut fraternel à l'héroïque nation serbe ;

« Est convaincue que la nation tout entière est prête à tout sacrifice afin que, en participant à la guerre universelle pour la liberté des peuples, aux côtés des États alliés, elle rétablisse son honneur national, elle reconquière les territoires nationaux perdus et elle sauvegarde en général les intérêts nationaux ;

« Approuve la réponse au Discours du Trône rédigée par la commission de la majorité et exprime sa pleine confiance au Gouvernement. »

Ceux qui acceptent l'ordre du jour ainsi conçu disent : *Oui*. Ceux qui ne l'acceptent pas disent : *Non*. Je fais appel à deux députés scrutateurs.

(*Le scrutin a lieu par appel nominal sous la surveillance des députés MM. Xiros et Farmakis, scrutateurs.*)

Le Président. — Le résultat du scrutin est le suivant : sur 198 députés présents, 188 ont voté *pour* l'ordre du jour, 0 *contre*. Il y eut 10 abstentions, celles des ministres. La séance est levée. (*Il est trois heures du matin.*)

DISCOURS DE M. NICOLAS POLITIS

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

PRONONCÉ A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(Séance du 25 août 1917.)

I. — Un espoir déçu

N. Politis. — Messieurs les députés, en déposant, il y a une semaine, le *Livre blanc*, j'exprimais le vœu que tous ceux qui ont été trompés et qui, de ce fait, ont soutenu le régime criminel aboli reconnaîtraient leur faute ou leur erreur, et ne voudraient pas être compris parmi ceux qui porteront à jamais la responsabilité de la catastrophe nationale dont nous fûmes menacés. Je regrette, Messieurs les députés, de constater que jusqu'à présent mon espoir fut déçu. Nombreux sont ceux qui pouvaient parler et avaient le droit de désavouer l'ancien régime dont ils ne partagent pas les responsabilités ; cependant, bien qu'ayant parlé longuement, ils n'ont pas saisi l'occasion de rejeter de leurs épaules le poids de la responsabilité morale. J'ai particulièrement éprouvé ce regret, en écoutant avec grande attention le discours de l'honorable député d'Etolie et d'Acarnanie (M. Stratos), sur les deux sujets principaux qui ont trait à la politique extérieure de la Grèce : à savoir, l'orientation générale

de la politique étrangère et le traité d'alliance gréco-serbe.

Son discours peut malheureusement être regardé comme une approbation du régime aboli. Peut-être — je souhaite de me tromper — mon impression est-elle fausse et ne correspond-elle pas au sentiment intime de l'orateur. Je prie néanmoins la Chambre de me permettre de l'occuper pour quelques minutes : je veux réfuter, sur ces deux questions, les arguments de l'honorable député d'Etolie et d'Acarnanie et contribuer ainsi, dans la mesure de mes moyens, à éclairer l'opinion publique sur les questions vitales qui absorbent actuellement l'attention de la Chambre.

L'honorable député d'Etolie et d'Acarnanie fut de tout temps partisan de l'action nationale. Il a rapporté qu'après l'intervention de la Roumanie, en septembre dernier, il s'est prononcé pour l'intervention de la Grèce. Je suis en mesure de certifier l'extrême chaleur qu'il a mise effectivement à soutenir cette politique ; cette politique fut alors adoptée par M. Calogéropoulos, aussitôt devenu président du Conseil ; elle avait été suggérée avec une réelle vigueur patriotique par le ministre des affaires étrangères d'alors, M. A. Carapanos, l'honorable député d'Arta. Mais l'honorable député d'Etolie et d'Acarnanie n'a fait aucune mention des causes qui, en dépit de toutes ses exhortations et de tous ses conseils, ont empêché la réalisation de cette politique, bien que, selon son propre aveu, son adoption fût une nécessité impérieuse aussi bien pour les intérêts nationaux que pour la tranquillité intérieure du pays. Il n'a pas dit où se trouvait l'obstacle, à cause duquel cette politique ne fut pas appliquée et qui a motivé la démission du cabinet Calogéropoulos. Cette politique a-t-elle rencontré des objections capables de détruire ses convictions ? Et si de pareilles objections

ont été formulées, pourquoi n'a-t-il pas pris soin d'éclairer l'opinion publique, suivant son devoir de chef reconnu d'un groupe politique ?

II. — L'Entente a proposé officieusement à la Grèce d'intervenir (mars 1915)

Mais il y eut un autre cas où M. le député d'Etolie et d'Acarnanie avait une bien meilleure occasion de manifester son opinion et de réaliser sa politique. Il faisait partie du Gouvernement constitué le 10 mars 1915. Son autorité au sein du cabinet était grande, parce qu'il connaissait les questions et qu'il suivait avec un intérêt particulier les affaires étrangères. Dans ces conditions, il a eu, plus d'une fois, l'occasion d'agir. Il n'a fait cependant la moindre mention de tout ce qui s'est alors passé : il n'a fait qu'une seule allusion, en disant que, sur la suggestion d'un haut personnage, le Gouvernement Gounaris a proposé l'intervention de la Grèce, mais que ce projet n'a pas été réalisé, les puissances de l'Entente ayant refusé de garantir l'intégrité territoriale de la Grèce.

Stratos. — Ces propositions furent portées par un haut personnage, sur la suggestion d'un membre du Gouvernement français.

Politis. — Je n'avais pas le droit de le dire. Mais cette période de notre histoire mérite d'être examinée avec plus d'attention, car l'évolution des événements a commencé, à cette date, de révéler l'influence du Gouvernement occulte, cette même tendance qui, pour le malheur de notre patrie, devait, plus tard, se développer et la mener au bord de l'abîme. J'attendais que l'honorable député d'Etolie et d'Acarnanie eût le courage

politique de ne point se borner à faire le procès des puissances de l'Entente, pour les fautes incontestables, diplomatiques à la fois et militaires, qu'elles ont commises et que l'opinion publique d'Angleterre et le Gouvernement britannique ont reconnues avec la sincérité que les distingue. J'attendais, dis-je, qu'il eût le courage politique de révéler l'action infernale poursuivie par les conseillers secrets pour contrecarrer l'œuvre de la diplomatie grecque et faire échouer toute politique nationale. Une pareille révélation eût, certes, exigé de la part de M. le député un réel courage politique, car on lui aurait immédiatement posé la question, ou plutôt on l'aurait placé devant le dilemme suivant : « Comment, vous, l'homme politique clairvoyant que vous êtes, ne vous êtes-vous pas aperçu de ces sombres machinations ? Ou bien, vous en étant aperçu, comment avez-vous admis de continuer à porter, dans ces conditions, la charge du pouvoir ? »

Cependant, pour que le débat soit sincère, il faut, aujourd'hui, éclairer complètement l'opinion publique. Je crois de mon devoir de communiquer à la Chambre ce que vous n'avez pas communiqué et de faire les révélations que vous n'avez pas faites.

III. — La politique du cabinet Gounaris=Zographos

Je rappelle que le Gouvernement qui a succédé au cabinet Venizélos n'avait pas de programme et a adopté les grandes lignes du programme des libéraux. Le nouveau Gouvernement s'est empressé d'annoncer au bout du monde et notamment aux puissances de l'Entente, qu'« il suivrait la politique déjà inaugurée » ; qu'il n'avait nullement l'intention de s'éloigner de la ligne

de conduite dictée par les sentiments séculaires du pays, par les liens qui l'unissent aux puissances protectrices et par ses intérêts vitaux » ; qu'il avait « pleine conscience de la communauté d'intérêts rattachant les deux nations amies et alliées » et qu'il « était toujours fidèlement attaché au traité d'alliance entre la Grèce et la Serbie ». Tel était le programme du cabinet formé le 10 mars. Quelques jours s'étaient à peine écoulés, et le 22 mars, le ministre des affaires étrangères, M. Zographos, se livrait, avec sincérité et conviction, — il faut l'avouer, — à sa première démarche, afin de dissiper tous les doutes sur les sentiments très amicaux du Gouvernement à l'égard des puissances protectrices.

« Nous sommes informés, a-t-il dit aux trois ministres des puissances, que vos Gouvernements seraient disposés à s'entendre avec la Grèce en vue d'une coopération. Le Gouvernement est prêt à donner un témoignage des sentiments d'amitié et de sympathie qui animent le pays vis-à-vis des puissances protectrices. Il est, en conséquence, disposé à coopérer avec elles, dans des conditions politiques et militaires assurant l'intégrité territoriale et la défense des droits de l'Hellénisme, si cette coopération pourrait présenter de l'utilité. Il y eut jusqu'ici deux obstacles, — ajoutait le ministre, et l'on voit que le Gouvernement voulait se justifier de n'avoir pas encore réalisé la politique interventionniste. — L'un de ces obstacles, c'est le danger bulgare. Tant que la Bulgarie ne se range pas aux côtés de l'Entente, la Grèce ne peut pas combattre, de peur d'être attaquée par elle. L'autre obstacle, c'est le danger encouru par l'Hellénisme de l'Asie-Mineure. Si la Grèce intervenait contre la Turquie, elle aurait à craindre l'extermination de ces populations helléniques. »

La coopération du Gouvernement était par conséquent subordonnée à l'annihilation du danger bulgare, qui serait obtenue par l'intervention simultanée de la Bulgarie. En communiquant cet entretien au ministre de Grèce à Paris, M. Zographos le chargeait d'exprimer au Gouvernement français « l'espoir que cette démarche, inspirée par les sentiments les plus amicaux, serait appréciée et regardée comme un nouveau témoignage de la profonde affection et de la respectueuse reconnaissance de la Grèce envers la France, qui, aux yeux de tout Grec, symbolise la justice et la liberté ».

IV. — L'intervention criminelle de M. Streit

Cependant, le souhait du ministre des affaires étrangères se heurta aux résolutions déjà prises par le Gouvernement occulte ; celui-ci pouvait sans crainte permettre au ministre de formuler des propositions irréalisables ; il défiait le danger auquel des démarches non sincères exposaient l'honneur de la nation. En voulez-vous les preuves ? Les voici : L'état-major savait que la condition à laquelle le Gouvernement subordonnait la sortie de la neutralité était irréalisable, la Bulgarie s'étant déjà mise d'accord avec l'Allemagne. Nouveau témoignage : Le conseiller secret de la couronne s'était déjà fermement prononcé en faveur de la neutralité permanente.

Il développa sa pensée, entourée d'arguments sophistiques, dans un mémoire dont je possède la copie et dont la lecture vous éclairera. Mais je vais vous épargner la fatigue de l'entendre tout entier : il est trop long. Le conseiller secret y examine les divers cas d'in-

tervention ou de maintien de la neutralité, de coopération avec l'un ou avec l'autre groupement et arrive à la conclusion suivante...

Plusieurs députés. — C'est Streit.

Xiros. — Vous ne vous adressez pas seulement aux personnes qui sont ici présentes et qui savent de qui vous parlez, mais aussi au reste du peuple grec. Il peut, par conséquent, y avoir confusion, et des personnes qui ne le méritent pas peuvent être injustement soupçonnées.

Vellianitis. — Y a-t-il un poste officiel de conseiller secret de la couronne ?

Politis. — Non.

Stratos. — Quelle est la date du mémoire ?

Politis. — Il est daté du 26 mars.

Stratos. — Je vous assure que j'ignore complètement ce document.

Politis. — Permettez-moi de profiter de cette interruption pour ajouter le renseignement suivant : l'attitude conservée par les personnes des coulisses vis-à-vis des ministres différerait suivant les conceptions, la psychologie et la clairvoyance de chacun.

Le mémoire nous éclaire non seulement sur l'état psychologique dans lequel se trouvaient les gouvernants du pays, mais aussi sur la mesquinerie avec laquelle ils envisageaient les questions nationales. Je n'exagérerai pas en disant que le lecteur du mémoire s'arrête et se demande si vraiment il s'agit d'un mémoire concernant une affaire nationale ou si ce n'est que le budget d'une épicerie de province. Le mémoire est divisé en *Doit* et en *Avoir*. D'un côté sont rapportés les profits que nous pourrions retirer en nous rangeant avec l'un des groupements ; de l'autre les pertes que

nous subirions en nous rangeant avec l'autre. Le conseiller secret aboutissait à la conclusion suivante :

« L'hypothèse du maintien simultané de la neutralité bulgare et grecque n'est vraiment profitable que dans une certaine mesure seulement et ne saurait l'être d'une façon certaine que tant que l'issue de la guerre reste indécise. L'hypothèse de notre neutralité maintenue alors que la Bulgarie interviendrait, nous offre des avantages pour tous les cas, mais comporte aussi le danger d'un accroissement démesuré des forces de la Bulgarie, au cas où le groupement, avec lequel elle collabore, serait victorieux. Mais le danger de l'agrandissement de la Bulgarie devient plus redoutable encore au cas où elle coopérerait avec les puissances centrales, où celles-ci seraient victorieuses et où nous nous trouverions dans le camp adverse. Enfin le danger de l'accroissement disproportionné des forces de la Bulgarie par rapport à nos possessions européennes existerait, même si nous coopérions avec elle aussi bien qu'avec l'Entente et si cette dernière était victorieuse. J'hésite donc à regarder comme profitable à la Grèce l'intervention bulgare n'importe comment elle se produirait. »

Le conseiller secret ignorait peut-être, contrairement à l'état-major, que la Bulgarie avait lié son sort à celui des puissances centrales, ou, du moins, il jugeait inutile que M. Zographos le sût. C'est pourquoi on discutait l'hypothèse où la Bulgarie resterait neutre. On devait présenter les choses à M. Zographos de façon que la neutralité lui semblât être la meilleure politique que la Grèce pût suivre.

Plusieurs députés. — Déposez le document.

Politis. — Puisque vous en exprimez le désir, nous le déposerons.

V. — M. Zographos semble avoir gain de cause

Les gouvernants occultes du pays savaient que la condition de la participation bulgare était irréalisable. Quant aux puissances, elles s'aperçurent, hélas ! tout de suite de la connivence. Elles ont fait remarquer que nous tournions dans un cercle vicieux. Cette observation fut faite par une personnalité de grand poids, qui est un chaleureux philhellène.

« La Bulgarie, a-t-il dit, formule comme condition de sa coopération que la Grèce consente à lui accorder des compensations territoriales ; et, en même temps, vous autres, vous persistez à faire dépendre votre coopération de l'intervention de la Bulgarie. » Et nos amis ajoutaient : « Profitez de l'occasion qui sera de courte durée ; profitez-en tant que le concours de la Grèce est vraiment utile. Pendant ce temps, vous trouverez les puissances disposées à garantir votre intégrité territoriale, votre extension territoriale sur une grande partie de l'Asie-Mineure et leur plein concours financier et militaire. »

Un député. — Sous quelle forme cela fut-il formulé ?

Politis. — C'était le conseil qu'un grand philhellène donnait au Gouvernement. Cette communication a sincèrement ému M. Zographos qui, le 1^{er} avril, soumit un mémoire au roi. Je n'ai pas, malheureusement, conservé la copie de ce mémoire, dont M. Zographos possède l'original. Je l'ai lu cependant et j'ai gardé un vif souvenir du style aussi bien que du fond du document.

M. Zographos disait à peu près : « Vous savez que j'ai assumé le pouvoir avec des idées et un programme déterminés. J'ai seulement consenti à me montrer

opportuniste et à attendre le moment propice. L'échéance est arrivée et il n'est plus permis aux défenseurs des intérêts nationaux de poursuivre la politique de la neutralité. Cette politique n'est plus praticable, du moment que les intérêts vitaux de l'Hellénisme sont en jeu et que des événements se créent qui mettent en danger l'intégrité de notre territoire, l'avenir de la nation et aussi — ajoutait-il en prophète — la tranquillité intérieure de pays.

Cet avertissement, qui était tellement clair, a produit, je le dis à regret, un résultat contraire à celui qu'on pouvait attendre. Je fus le témoin des railleries, des traits ironiques, des critiques dont M. Zographos devint l'objet. Ces Messieurs de l'état-major n'ont plus cessé de le blâmer et de dire que son opinion n'a aucune valeur, puisque c'est l'opinion d'un idéaliste indigne d'attention. Cependant les puissances occidentales désiraient si fermement pousser la Grèce à une politique de laquelle l'Hellénisme recueillerait de grands profits et qui leur procurerait, à elles aussi, un grand avantage militaire, qu'elles ont procédé, le 1^{er} avril, à une communication d'immense importance. Elles ont déclaré au Gouvernement grec qu'elles étaient prêtes à garantir à la Grèce, en échange de son concours dans la guerre contre la Turquie, les compensations promises dans le vilayet de Smyrne. Et lorsque M. Gounaris, président du Conseil, demanda aux ministres ce qu'ils entendaient par cette phrase, ces derniers lui répondirent : « La ville de Smyrne et un important interland. » C'est alors qu'eut lieu la démarche à laquelle M. Stratos fit allusion dans son discours.

Un haut personnage est arrivé à Athènes porteur de propositions ou de conseils émanant d'un grand homme d'État d'une puissance amie. Il a suggéré au Gouvernement l'idée de procéder à une nouvelle démarche inter-

ventionniste. Le 14 avril, après de multiples concilia-bules, dont l'honorable député doit avoir gardé comme moi le vif souvenir, un long document fut rédigé et adressé aux trois grandes puissances. La Grèce y proposait de sortir de la neutralité.

VI. — La perfidie de l'état-major

Ce qui jusqu'à ce jour, disait le document, a empêché la Grèce de réaliser son désir, en sortant de la neutralité, c'est le danger bulgare. Nous avons jusqu'ici pensé que, pour annihiler ce danger, l'intervention simultanée de la Bulgarie était nécessaire. Mais puisque cette condition est irréalisable, nous vous proposons autre chose : de coopérer avec vous contre la Turquie en mettant en ligne toutes nos forces de terre et de mer, à deux conditions : 1° que la guerre ait pour objectif final la dissolution de l'empire ottoman; 2° que le secteur où les forces grecques agiraient soit dans la Turquie d'Europe. Ces conditions une fois acceptées, on conclurait un double accord : un accord politique établissant en détail les compensations territoriales, politiques et économiques, et un accord militaire qui serait établi par les soins des états-majors.

Je répète que cette proposition, et notamment les formules employées dans ce document, avaient été l'objet de longues délibérations et discussions. Le texte avait été soumis à l'approbation du roi et de l'état-major à deux ou trois reprises. Mais, trois jours s'étaient à peine passés, lorsque le chef de l'état-major s'empressa de me rendre visite pour m'exprimer les inquiétudes qu'il éprouvait : la rédaction du document ne lui paraissait pas suffisamment claire, le passage surtout où

nous déterminions le secteur éventuel des opérations grecques. Le document portait, — je viens de le dire, — que le secteur grec ne serait pas placé en dehors de la Turquie d'Europe. « Mais, suivant le chef de l'état-major, les côtes de la Turquie d'Europe sont encore assez longues, puisqu'elles s'étendent de la frontière bulgare jusqu'aux Dardanelles. Nous ne pouvons pas agir en dehors de la Turquie d'Europe. Pour ce qui est de la Turquie d'Europe nous devons préciser. Il serait préférable de placer le secteur grec plus vers l'ouest. » Il arrêta là ses explications : j'ai immédiatement compris qu'au fond il craignait que la proposition du Gouvernement en date du 14 avril ne fût acceptée.

M. Zographos eut la même impression lorsqu'il prit connaissance, le lendemain, des pensées du chef de l'état-major. Et il me souvient, — je dois le dire à l'honneur de M. Zographos, — qu'une scène très violente eut lieu entre lui et le général Dousmanis en présence de M. Gounaris, premier ministre, et de moi. M. Zographos s'est écrié : « Vous voulez donc de nouveau nous tromper? »

Le ministre des affaires étrangères n'avait pas malheureusement assez de force de caractère pour s'imposer. Il s'est soumis et a accepté d'adresser le 20 avril un document complémentaire d'ordre militaire, destiné à mieux expliquer aux puissances la proposition qui leur était faite et à les éclairer sur le plan militaire. « Pour effectuer — disait ce nouveau document — une opération sérieuse contre la Turquie, on a besoin d'une force militaire égale à celle que la Turquie et la Bulgarie réunies pourraient mettre en ligne, car nous ignorons ce que la Bulgarie fera au dernier moment ; il est possible qu'elle coopère avec la Turquie et que nous ayons à affronter les deux armées réunies. »

Et quelles seraient les forces que la Turquie et la

Bulgarie pourraient réunir? Elles furent évaluées à 440.000 combattants, c'est-à-dire à 750.000 hommes. La Grèce ne devant donner que 300.000 hommes au plus, les alliés devraient participer à la lutte commune avec 450.000 hommes.

Mais ce n'était pas tout : on éclairait les puissances sur un autre point aussi, en spécifiant le secteur grec. « Il est impossible, était-il dit, de faire une opération sérieuse entre Enos et les Dardanelles; nous, du moins, nous ne la tenterons pas. Si vous voulez, tentez-la et, en cas de succès, nous pourrons nous y rendre nous aussi! Le secteur grec doit être placé à l'ouest d'Enos. »

Ceci paraît étrange à première vue, mais devient compréhensible quand on y pense. En comparant notamment le premier document au second, on se rend compte de l'arrière-pensée de l'état-major. Elle était la suivante : « Nous marcherions à travers la Bulgarie pour combattre la Turquie. » La Bulgarie étant encore, aux yeux des puissances qui persistaient dans leur erreur, une amie éventuelle, la condition était irréalisable. C'était le raisonnement qui avait inspiré la première démarche. Ainsi, ou bien les puissances accepteraient notre proposition et, en ce cas, nous utiliserions leurs troupes pour écraser la Bulgarie; ou bien, ce qui était plus probable, elles ne l'accepteraient pas et le projet du Gouvernement échouerait. Le plan était cousu d'un trop gros fil pour qu'il passât inaperçu.

Xiros. — Le Conseil des ministres en avait-il connaissance?

Politis. — Certainement. La solution la plus probable était donc, selon l'état-major, que les puissances trouveraient les conditions des deux documents trop nombreuses et inacceptables.

VII. — « Intervenez, sans conditions ! »

En effet, aucune réponse ne fut donnée à la proposition. Et ce qui fut pis encore, c'est que depuis ce jour on a commencé à comprendre qu'il arrivait quelque chose de grave en Grèce et qu'on avait à y affronter un élément de mauvaise foi. Les représentants du Gouvernement et le haut personnage, dont a parlé l'honorable député d'Etolie et d'Acarnanie, ne cessaient de montrer au Gouvernement qu'il s'était exposé à un grand danger; qu'il devait prendre garde et qu'il ne devait pas jouer avec l'honneur et avec l'estime dont le pays était encore entouré à l'étranger. « Faites attention, — disait un télégramme du 29 avril — que la conception militaire n'ait le dessus sur la conception politique; nous le paierons cher, en compromettant les intérêts vitaux de la nation. »

Nakos. — Qui parlait ainsi?

Politis. — Le haut personnage auquel M. le député d'Etolie et d'Acarnanie fait allusion. En attendant, M. Zographos insistait, en dépit des obstacles qui devenaient de plus en plus nombreux. Il voulait sauver la Grèce et l'écarter de la voie où elle s'engageait. Le 1^{er} mai le Gouvernement décida de formuler de nouvelles propositions. Le savant projet de l'état-major n'ayant pas été accepté, notre armée tiendrait en respect la Bulgarie, alors que la flotte, qui restait disponible, serait offerte contre la Turquie. Mais l'occasion s'éloignait bien vite. Les représentants de la Grèce à l'étranger disaient : « Prenez garde ! Jusqu'ici on recherchait la participation de la Grèce et on lui offrait des compensations; désormais, pour en obtenir, c'est la

Grèce qui devra offrir son concours. Si elle tarde encore, elle se trouvera matériellement et moralement isolée, sans amis et privée des sympathies des puissances qui ont la maîtrise des mers. » On a sondé les puissances, pour que le Gouvernement grec ne fût pas exposé à ce que la nouvelle démarche qu'il ferait restât encore sans réponse.

On demanda d'avance aux puissances si elles seraient disposées à accepter une pareille proposition. La réponse fut la suivante : « Oui, mais sans conditions, Nous n'avons plus aucune confiance en vous, mais vous devez en avoir en nous. Venez, si vous voulez, combattre avec nous et, après la victoire nous ferons notre possible pour les intérêts grecs. »

Un député. — Il s'agissait toujours de la flotte?

Politis. — Oui... « Ne pouvez-vous pas au moins nous dire, avons-nous demandé, ce que nous pourrions obtenir? » Et l'on nous a répondu, à voix basse: « Votre part est encore disponible. Nous l'avons mise de côté. Elle est intacte. Mais ne discutez plus. » Les puissances avaient déjà conçu le projet, qui échoua comme vous savez, d'induire en tentation la Bulgarie en lui offrant divers territoires, serbes et grecs, pour qu'elle acceptât de prendre part à la guerre. Et nos amis, nos représentants à l'étranger, disaient sans cesse : « Dépêchez-vous; fiez-vous aux puissances; ne formulez plus de conditions; et soyez certains que notre part est garantie. »

M. Zographos était sur le point d'accepter, lorsqu'à la dernière minute, on lui imposa un télégramme qui chargeait le ministre de Grèce à Paris de dire : « Nous acceptons de faire la proposition sans poser des conditions, mais nous désirons savoir, du moins officieusement : toutes les conditions formulées dans notre note du 14 avril, sont-elles sous-entendues? » Et les gouvernements étrangers de répondre : « Doutez-vous

de notre parole? Craignez-vous que nous ne vous trompions? N'avez-vous pas confiance? » Et l'une des puissances nous a suggéré officieusement la formule de la proposition qui pourrait être acceptée.

La question en est restée là. M. Zographos n'a jamais pu envoyer cette note. On ne le lui a point permis. Les jours se passaient, et de nombreux télégrammes arrivaient de l'étranger, dont plusieurs étaient adressés personnellement au roi déchu. On y faisait appel, en des termes émouvants, à son patriotisme et à son dévouement à la nation. Je voudrais vous demander la permission de vous en lire quelques-uns.

Plusieurs députés. — Nous vous en prions.

Politis. — Le prince Georges télégraphiait : « Je supplie le Gouvernement royal d'entrer sans discuter dans l'alliance, car j'ai acquis la pleine conviction que nous n'avons plus de temps à perdre. En entrant dans l'alliance, nous avons tout à gagner. En restant hors d'elle, nous avons tout à perdre. »

Autre dépêche, du même : « Je vous supplie à genoux, de toute mon âme et de toutes mes forces, au nom des intérêts de la nation, dont les destinées ne dépendent plus que de vous. En avant, au nom de Dieu. Si vous ne vous y décidez pas, ce sera le suicide de la nation. »

Autre dépêche : « Le manque de confiance, dont nous faisons preuve, indispose de plus en plus les puissances à notre égard. Les puissances disent que le roi empêche de nouveau la Grèce d'agir et que, dans ces conditions, elles se trouvent en présence d'un État non constitutionnel. Elles se demandent si elles pourront négocier désormais avec un pays gouverné d'une manière absolutiste. » Cette dépêche se terminait par ces mots : « Je vous supplie de nouveau, de toute mon âme, de toute la force du dévouement que j'ai envers

vous et envers la patrie, dont les intérêts sont les vôtres, de mettre un terme à cette situation pleine de dangers et grosse de conséquences terribles. Croyez-moi. Vous n'avez plus un instant à perdre, si vous voulez sauver la Grèce de tous ces dangers. »

Autre dépêche : « Les gouvernements regarderont comme une offense particulière toute demande de garantie autre que celle indiquée dans la formule qui fut suggérée. On me disait hier : « Vous pouvez vous adresser de la sorte à la Turquie, mais des puissances telles que la France, l'Angleterre et la Russie peuvent être crues sur parole. » Je crains donc beaucoup que la Grèce ne sacrifie elle-même à la Bulgarie ses intérêts et ceux de l'Hellénisme. Je remercie alors Dieu de ne pas être compris parmi ceux qui porteront, devant l'histoire grecque, cette lourde responsabilité. »

VIII. — La Serbie a toujours respecté le traité d'alliance

Voici, Messieurs les députés, ce que j'avais à révéler à la Chambre. J'exprime à nouveau mon regret que M. le député d'Étolie et d'Acarnanie n'ait pas saisi lui-même l'occasion de faire ces révélations, pour désavouer le passé et pour se dégager de la responsabilité morale qu'il porte. C'est tout ce que j'avais à dire sur la première question qu'il a traitée.

Le second objet de mon discours c'est la question du traité gréco-serbe. Je ne fatiguerai pas la Chambre en faisant de nouveau la démonstration juridique de l'obligation résultant de ce traité pour la Grèce. Notamment après tout ce qu'en a dit M. le président du Conseil,

je crois qu'insister davantage serait discourir inutilement. M. Venizélos a, d'ailleurs, rappelé à l'orateur que ce dernier faisait, lui-même, partie du Gouvernement quand le traité fut négocié et qu'il assista au Conseil des ministres, au cours duquel furent examinées la signification et l'étendue de l'obligation assumée par la Grèce en vertu de ce traité. Je me bornerai, par conséquent, à réfuter un renseignement que M. le député d'Étolie et d'Acarnanie a donné, certainement de bonne foi.

Il a dit que la Serbie a invoqué la fatigue de son armée pour justifier son refus de prêter, en juin 1914, son concours militaire à la Grèce, qui se serait vue, de ce fait, obligée de céder à la Turquie dans la question des réfugiés. Telle n'est pas la vérité. Il n'est pas vrai que la Serbie ait refusé de tenir ses engagements. Voici brièvement l'historique de l'affaire. Les persécutions contre les Grecs avaient atteint en Turquie un degré dangereux; le Gouvernement grec était sur le point d'adresser à la Turquie un ultimatum pour demander des garanties, quitte à aller jusqu'à un conflit et jusqu'à une guerre, si satisfaction ne lui était pas donnée. En prévision de cette hypothèse, il avait le devoir d'informer l'État allié, la Serbie, au sujet des perspectives possibles et de demander son avis. C'est ce qui eut lieu le 12 juin 1914. Il me semble que l'honorable député de Messénie (M. Coumoundouros) avait réclamé que ces documents fussent déposés. Aussitôt l'autorisation du Gouvernement serbe reçue, j'aurai l'honneur de les déposer.

Stratos. — Vous avez eu la bonté de m'en parler, c'est pourquoi je me suis borné à de simples allusions.

Politis. — C'était une accusation.

Stratos. — Vous interprétez mal ma pensée. J'ai dit que la Serbie n'a pas prêté son concours militaire.

Pour ce qui est de son concours politique, je savais qu'elle avait procédé à des représentations à Constantinople.

Politis. — Notre démarche auprès du Gouvernement serbe a eu lieu le 12 juin. Le Gouvernement grec faisait appel à la Serbie, lui demandant de garder une attitude bienveillante et de lui prêter son appui moral dans la question qui nous séparait de la Turquie. Il annonçait encore à la Serbie qu'il invoquerait le *casus fœderis* pour le cas où la Bulgarie interviendrait contre nous, alors que nous serions en guerre contre la Turquie.

Le 16 juin, la réponse suivante était donnée : « Le Gouvernement serbe considère comme son premier devoir d'accomplir toutes ses obligations résultant du traité d'alliance qui a un caractère défensif. Il doit cependant déclarer d'ores et déjà que la question des persécutions des Grecs de Turquie serait dans une voie dangereuse si l'on n'épuisait pas les moyens pacifiques employés en pareilles circonstances. Il espère, en conséquence, qu'un conflit militaire pourra être évité, pour les motifs suivants : » — suivait l'énumération de ces motifs, regardés tous comme très graves et qui portaient sur l'état de l'armée, la situation économique du pays, etc. — Quant aux engagements politiques auxquels elle était en ce moment tenue, la Serbie s'en est acquittée avec un zèle et un empressement dont le Gouvernement grec reconnut immédiatement le mérite. La Serbie a fait une démarche diplomatique auprès des puissances, les priant d'intervenir auprès de la Porte. Elle a encore procédé à une démarche auprès du Gouvernement ottoman, lui recommandant de prendre des mesures énergiques pour faire cesser les persécutions des Grecs. Le grand-vizir demanda au représentant de la Serbie : « En quoi cela regarde-t-il

votre pays ? » Et le ministre répondit : « Tout ce qui intéresse la Grèce intéresse également la Serbie en sa qualité d'alliée. » (*Applaudissements répétés.*) Et le grand-vizir promit de prendre les mesures énergiques que le Gouvernement serbe recommandait.

Je crois que, dans ces conditions, il ne serait pas permis, il serait injuste de dire que la Serbie a refusé de tenir ses obligations d'alliée. Cela serait d'autant plus faux que le 22 juin, c'est-à-dire aussitôt qu'il eut connaissance des démarches de la Serbie, le Gouvernement grec s'est empressé de charger le ministre de Grèce à Belgrade d'exprimer sa profonde satisfaction au Gouvernement serbe pour la démarche à laquelle celui-ci s'était livré à Constantinople et qui « témoignait une fois de plus de la fermeté de l'alliance et des liens cordiaux unissant les deux peuples ».

IX. — Le respect des traités et le dogme de l'efficacité

Cette rectification faite, j'ai le devoir, Messieurs les députés, de protester énergiquement contre la théorie développée hier du haut de cette tribune par l'honorable député d'Etolie et d'Acarnanie ; celui-ci, plaidant pour des tiers, nous a parlé du mode d'application des conventions internationales. Je dis « plaidant », car je ne sais pas encore, à l'heure qu'il est, si M. le député exprimait là ses opinions personnelles, ou s'il mettait la Chambre au courant des opinions de tiers non présents dans cette salle. Je l'ai interrompu à deux reprises pour lui poser cette question. Il n'a pas plus répondu à ma seconde qu'à ma première interruption. C'est pour quoi je dis de lui qu'il « plaidait ». Cette théorie contre

laquelle se révolte ma conscience de juriste et d'homme civilisé...

Nombreuses voix. — La nôtre aussi.

Politis... c'est la théorie de l'efficacité. (*Applaudissements prolongés.*) M. le député nous a dit qu'en appliquant et en interprétant le traité d'alliance le Gouvernement libéral a établi cette théorie, dès le début de la guerre.

Stratos. — J'ai dit que...

Politis. — Voici vos propres paroles : « Cette signification du traité fut établie, aussitôt la guerre européenne déclarée, par M. Venizélos lui-même qui s'est refusé, comme on sait, à accorder à la Serbie plus que la neutralité bienveillante de la Grèce ». Et plus loin : « Dans la question de l'application du traité défensif entre la Grèce et la Serbie, c'est la théorie de l'efficacité qui a prévalu. » Je proteste non seulement parce que cette théorie ne fut jamais appliquée par le Gouvernement libéral, mais aussi parce qu'il n'est pas permis qu'on puisse dire, sans que personne proteste dans cette Chambre, qu'une pareille théorie saurait être jamais en vigueur en Grèce. (*Applaudissements et approbations.*)

En interrompant M. le député, je lui ai fait immédiatement observer que c'est là la même théorie que celle invoquée par l'ex-chancelier d'Allemagne. C'est la théorie des « chiffons de papier ». (*Nouveaux applaudissements.*) Il ne m'a pas expliqué quelle est la différence ; cette différence, je ne la sens pas. J'ai au contraire le sentiment que, par les renseignements qu'il a communiqués à la Chambre, il s'est efforcé de couvrir la honte que nous a valu la violation de nos engagements : c'était là son intention, quand il disait que l'engagement d'alliance était conditionnel ; qu'il avait été

assumé sous la réserve de l'efficacité de l'alliance. Mais au point de vue des intérêts de qui ? De la Grèce ? De la Serbie ? Ou bien, des intérêts communs ? Il ne l'a pas expliqué. Et aujourd'hui où nous savons quelle eût été l'efficacité du concours de la Grèce, si le peuple grec avait couru en armes au secours de la Serbie aussitôt après que celle-ci fut attaquée par la Bulgarie, comment pourrait-on contester, fût-ce à ce point de vue-là, la nécessité où nous étions d'appliquer le traité ?

Mais je dis encore qu'il n'est pas vrai que le Gouvernement libéral ait jamais songé à appliquer une pareille théorie. En télégraphiant de Munich sa façon de voir sur l'application du traité, M. le président du Conseil observait dès le début, en ce qui concerne notre participation à la guerre contre l'Autriche, qu'il réservait son opinion pour examiner, en vertu du droit et du devoir qu'il avait, si le souci des intérêts de la Grèce et des intérêts communs de la Grèce et de la Serbie autorisait en ce moment-là l'application du traité.

X. — L'honneur est le bouclier des faibles

Pour ce qui est de la seconde question, à savoir si la Grèce aiderait la Serbie contre la Bulgarie, la réponse, qui fut donnée tout de suite, était claire, catégorique, dénuée de toute restriction. C'était un « oui » absolu. Quel était l'intérêt commun ? C'était que la Grèce restât sur le qui vive et privât la Bulgarie de l'occasion de s'armer et d'attaquer la Serbie. L'intérêt commun nous dictait l'obligation de rester dans l'expectative, avec des troupes suffisantes pour défendre nos frontières et pour attendre la tournure des événements. Cela est si vrai que le Gouvernement serbe s'est empressé de re

connaître aussitôt, que c'était là l'attitude tout indiquée que devait observer un État véritablement ami et allié. Il a remercié M. le président du Conseil de la conception que celui-ci a eue de l'intérêt commun, et de la fermeté avec laquelle il a déclaré que la Grèce interviendrait contre la Bulgarie et que l'intérêt commun imposait à la Grèce le devoir de rester, face à l'Autriche, dans l'expectative.

Nous n'avions donc à invoquer la moindre théorie pour éviter d'appliquer le traité. Il n'y a eu qu'une interprétation, qu'une conception de l'intérêt commun, qui fut acceptée et approuvée par le Gouvernement allié. Mais, en octobre 1915, en fut-il de même? Si réellement les gouvernants du pays avaient, en conscience, la conviction que le traité était applicable seulement dans le cas où il y aurait efficacité, pourquoi le Gouvernement ne s'est-il pas empressé de déclarer que l'intérêt commun excluait l'application du traité, en réponse à la question que lui avait posée la Serbie craignant qu'elle ne pliât sous le poids des puissantes armées ennemies?

Il me suffit, Messieurs, de comparer les deux réponses données à la Serbie, l'une signée par le président du Gouvernement libéral en juillet 1914, et l'autre adressée en octobre 1915 par le Gouvernement non parlementaire de M. Zaimis, pour que tout homme de bonne foi discerne tout de suite où est la différence. La violation d'un traité est un coup formidable porté par les gouvernants d'un pays, quels qu'ils soient, contre l'honneur, la dignité et le prestige de l'État. Le coup est dur pour n'importe qui. Et si l'État est grand, il en supportera les conséquences. Mais, quand il s'agit d'un petit État, celui-ci doit prendre encore plus soin de son honneur et doit témoigner d'un beaucoup plus grand respect envers les engagements qu'il assume. Car, si les grands États sont forts et matériellement riches,

les petits États, eux, n'ont qu'un seul capital inaliénable et n'ont qu'une seule chose qui leur permette de vivre dans la Société des Nations, de progresser, de revendiquer leurs droits nationaux et de réaliser leurs rêves patriotiques : c'est l'honneur! (*Applaudissements prolongés et approbations enthousiastes de la Chambre et des tribunes.*)

XI. — Les fausses promesses données à la Serbie

Mais je veux ajouter encore une remarque. Non seulement aucun doute, de nature soit juridique, soit pratique, n'existait au sujet de la signification et de l'étendue de l'obligation d'alliance, mais encore des promesses réitérées ont été données, comme j'ai eu l'honneur de le dire à la Chambre en déposant le *Livre blanc*. A dix reprises, depuis le début de la guerre, les divers Gouvernements qui se sont succédé en Grèce ont promis qu'en cas d'agression bulgare contre la Serbie, la Grèce courrait à l'aide de son alliée. Et ces promesses furent données, Messieurs, alors qu'on avait la certitude que la Bulgarie avait conclu une alliance avec l'Autriche et avec l'Allemagne, alors qu'il était certain que, si la Bulgarie sortait jamais de la neutralité, elle le ferait en tant qu'alliée des puissances centrales.

Et il faudrait être naïf au point d'être indigne de s'appeler un homme politique, pour supposer qu'en décidant la guerre contre la Serbie, la Bulgarie, qui avait déjà signé une alliance avec l'Autriche et avec l'Allemagne, ne demanderait pas l'appui militaire de ces États pour vaincre son ennemi plus facilement. Comment pouviez-vous supposer, en promettant au Gouvernement serbe d'une façon officielle, d'une façon

formelle, de rester fidèle à l'alliance, que la Bulgarie partirait, seule, en guerre contre la Serbie, et que la Grèce se trouverait en face de la Bulgarie toute seule? Et quand ces promesses furent-elles données pour la dernière fois? Vous avez dû voir dans le *Livre blanc* un télégramme de protestation que le premier ministre, M. Gounaris, a envoyé, sous forme de circulaire, aux légations de Grèce, pour démentir le bruit selon lequel un facteur irresponsable aurait promis à la Bulgarie que la Grèce ne bougerait pas, même si la Serbie était attaquée par elle. M. Gounaris s'empressa alors, ignorant peut-être encore la chose, car je ne puis supposer que sa malhonnêteté était si complète...

Plusieurs députés. — Il le savait.

Politis. — Je n'en ai pas la preuve et je ne veux rien dire que je ne sois prêt à prouver. Je ne veux pas dire de lui qu'il avait l'impudence de mentir et je dis que j'ignore s'il connaissait les promesses données par les militaires et par le facteur irresponsable. Mais, le 2 août, alors qu'au su de l'état-major l'expédition allemande dans les Balkans était décidée, il réitéra sa promesse de secourir la Serbie. Et, après ces faits concrets, vous venez aujourd'hui soutenir devant la Chambre la théorie de l'efficacité et le caractère balkanique de l'alliance, sous le double prétexte qu'elle avait été conclue en prévision qu'un Etat balkanique combattrait contre notre alliée et, encore, que cet Etat balkanique n'aurait pas d'autres alliés, non balkaniques?

Stratos. — Vous assistiez au débat et vous avez dû vous apercevoir que je n'ai rien soutenu de pareil.

Politis. — Je l'ai vu publié.

Stratos. — Ce fut une erreur du procès-verbal et j'ai immédiatement demandé que cela fût corrigé.

Politis. — Je m'en réjouis. Après ces assurances réitérées, à supposer même que le traité n'avait aucun sens, que ses signataires ne savaient pas ce qu'ils disaient, que son style et sa teneur étaient totalement dépourvus de clarté, que le lecteur ne pouvait pas savoir s'il impliquait ou non d'engagement, je demande, Messieurs, après ces promesses réitérées, la Serbie n'avait-elle pas le droit absolu d'attendre, pour le cas prévu, notre appui illimité? Tout doute n'avait-il pas été dissipé, si tant est qu'il y en avait jamais eu, en ce qui concerne notre devoir de courir à l'aide de la Serbie, au cas où celle-ci serait attaquée par la Bulgarie? En conséquence et après que le cas, tant de fois prévu, s'est présenté et après que la promesse, tant de fois donnée, ne fut pas tenue, la Serbie n'avait-elle pas le droit de s'en plaindre, de pousser un cri de douleur et de regret contre la Grèce et de faire entendre ce cri au bout du monde?

C'est donc avec raison qu'elle a dit : « Voilà un allié qui a signé un traité, qui a demandé, alors qu'il était en danger, mon concours que je lui ai promis sans réserve; voilà un allié qui, aussitôt la guerre déclarée, m'a dit qu'en ce qui concerne l'Autriche il estime ne pas devoir m'aider pour le bien de nos intérêts communs, mais qu'en ce qui concerne la Bulgarie je peux être tranquille. Et les Gouvernements succédèrent aux Gouvernements, les ministres des affaires étrangères aux ministres des affaires étrangères, me donnant successivement, tous, les assurances les plus formelles. Et au moment critique, à l'heure du danger, les promesses sont violées! »

L'unanimité de la Chambre. — Infamie! infamie!

XII. — Conclusion

Messieurs, ceux qui ont commis cette infamie croyaient pouvoir exploiter le patriotisme des Grecs; ils pensaient que le patriotisme imposerait le silence par lequel leur crime serait couvert. Il s'est pourtant trouvé des hommes, ayant la liberté de parler ou d'écrire, qui, bien que Grecs, ont immédiatement dénoncé l'infamie commise. On ne lave pas les infamies que les individus ou les nations commettent et que les autres dissimulent. On doit reconnaître sa faute et si l'on en est responsable, demander pardon. (*Applaudissements vifs et prolongés.*)

C'est pourquoi, Messieurs les députés, j'ai exprimé au début de mon discours mon très sincère regret que l'honorable député d'Etolie et d'Acarnanie eût perdu l'occasion de se dégager de toute responsabilité, en désavouant formellement et courageusement le passé criminel. (*Bravo! bravo!*)

J'estime, Messieurs les députés, que le sujet est épuisé. Je n'ai pas voulu que dans cette salle la théorie précitée sur l'application des traités internationaux restât sans protestation et que le moindre doute fût conservé dans n'importe quel esprit sur la très profonde conscience qu'a le Gouvernement et, avec lui, le peuple grec, du caractère sacré des obligations nationales.

Le respect de la parole donnée, qui est le fondement de toute société, est le premier et principal lien, la base fondamentale des relations internationales. (*Applaudissements et approbations.*) L'État qui ne porte pas ce principe profondément gravé dans son âme n'a pas le droit de s'appeler un État : c'est une bande de

brigands ou de pirates (*Bravos et applaudissements.*) que tous les États ont le droit et le devoir de placer hors la loi.

Si ce principe s'impose à tous les États, il est cependant particulièrement sacré pour les nations qui sont petites et faibles, car, comme je le disais tout à l'heure, le bien le plus précieux, le plus sacré, le plus beau que possède une petite nation, c'est l'honneur. Or, il n'y a plus d'honneur là où la parole donnée n'est pas tenue.

Je suis certain que, par ces paroles, j'interprète fidèlement le sentiment de vous tous (*applaudissements*), sans distinction de convictions et de partis politiques et que pas un seul représentant du peuple grec ne voudra jamais souscrire à l'infâme théorie des « chiffons de papier ».

DISCOURS DE M. EMMANUEL RÉPOULIS

MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

PRONONCÉ A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

(*Séance du 25 août 1917.*)

I. — La politique extérieure de la Grèce

E. Répoulis. — Je ne vais pas m'occuper, Messieurs les députés, de l'interprétation des textes diplomatiques qui se rapportent à la question de la politique étrangère. Je ne vais pas m'occuper, non plus, des longues théories constitutionnelles émises en ce qui concerne la question de la politique intérieure. Si le Gouvernement voyait la nécessité d'expliquer à la Chambre les affaires extérieures, la parole appartiendrait à l'honorable ministre des affaires étrangères. Et c'est à M. le président du Conseil qu'est dévolue la tâche de couronner le débat, en disant ce que lui seul peut dire. D'ailleurs, la vérité résulte d'une manière si flagrante des textes déposés aussi bien que des discours prononcés déjà, que ces textes et ces discours suffisent pour éclairer le monde sur le crime national qui fut perpétré. Également flagrante est la manière dont l'autre crime national, qui fut commis contre le libre régime du pays, résulte des événements de ces trois dernières années. Mais les preuves de l'infamie accomplie ne se trouvent pas seulement dans les docu-

ments que la Chambre a sous les yeux. La voie où l'on poussait la nation à s'engager au point de vue de sa politique extérieure, la voie du crime national avait déjà été tracée, par ceux qui avaient établi ce plan, dès la déclaration de la guerre, ou plutôt bien avant même cette guerre. Car avant même que la guerre eût éclaté, s'étaient manifestées toutes les tendances par lesquelles on voulait pousser la Grèce vers l'Allemagne.

Ceci est vraiment étrange. L'Allemagne ne songeait pas encore à faire la guerre. Elle ne s'apercevait pas encore, en conséquence, du besoin qu'elle pouvait avoir de la Grèce. Elle avait au contraire, comme alliés dans les Balkans, les ennemis de la Grèce, aux intérêts desquels elle évitait de toucher. Elle nous tenait encore un langage sincère et déclarait à la Grèce que sa place n'était pas à côté d'elle. Et cependant cette lumière non plus n'a nullement contribué à assagir ceux qui voulaient l'asservissement de la Grèce à la politique allemande.

Le Gouvernement allemand avait été sondé, pour la première fois, à l'insu du Gouvernement, du temps où circulaient, à travers les Cours européennes, les missions spéciales grecques chargées de communiquer l'avènement au trône du nouveau roi. Aussitôt que cette démarche parvint à la connaissance du Gouvernement, son président a fait ce qu'il devait faire auprès de la couronne : il protesta contre la très audacieuse démarche faite à l'insu du Gouvernement par l'envoyé extraordinaire qui avait pour mission d'aller à Berlin. Sa pensée politique et son souci des intérêts nationaux le poussèrent, cependant, à déclarer, sans hésiter, à la couronne que celle-ci pourrait sonder le terrain pour s'enquérir sur les dispositions de l'Allemagne au sujet des possibilités qu'il y aurait pour elle de contri-

buer à la défense des intérêts grecs alors en suspens. En ce moment, en effet, la question des Iles était encore pendante; la question de l'Épire n'avait pas été réglée non plus et il en était de même avec le différend qui nous séparait de la Bulgarie et qui a abouti à la guerre. En disant cela à la couronne, M. le président du Conseil n'avait pas négligé de déclarer que le Gouvernement ne voudrait jamais, en aucun cas, poursuivre une politique de duplicité, en appliquant la politique germanophile. Car, même dans l'hypothèse où l'Allemagne serait disposée à défendre les intérêts de la Grèce et à répondre à ses demandes, le Gouvernement estimait quand même que cette défense provisoire des intérêts grecs ne lui permettrait guère de changer de ligne de conduite et d'assumer les responsabilités d'une politique germanophile. Il regardait, en effet, l'avenir et considérait que le sort de la Grèce était irrévocablement lié à l'avenir de la Triple-Entente et notamment à celui des deux puissances occidentales.

II. — Les dispositions de l'Allemagne à l'égard de la Grèce, avant la guerre européenne

Or, quelles furent les dispositions manifestées par l'Allemagne en réponse à la première démarche, aux propositions personnelles du roi Constantin? Elle s'est montrée vraiment sincère. Le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. von Jagow, n'a pas dissimulé l'étonnement que lui causait la décision de la Grèce d'opérer un aussi subit revirement dans sa politique, surtout en d'aussi critiques circonstances. Et lorsque le roi demanda au kaiser, en juin 1913, par l'entremise du ministre d'Allemagne M. von Quadt, s'il serait disposé

à protéger la Grèce dans la question des Iles et pour la solution de la question des frontières gréco-bulgares et à assumer encore l'initiative du règlement des frontières épirotes conformément aux droits de la Grèce, savez-vous quelle fut la réponse du kaiser ? Pour la question des frontières épirotes, il nous renvoya à ses alliés d'alors, l'Autriche et l'Italie ! En ce qui concerne la question des frontières gréco-bulgares, il déclara nettement et catégoriquement ne pouvoir assumer aucune responsabilité dans des affaires susceptibles de nous conduire à une guerre contre la Bulgarie, ce dont il n'avait aucune disposition à se mêler pour défendre la Grèce ! Pour ce qui est enfin de la question des Iles, nous avons reçu plus tard une seconde réponse. Elle fut donnée à Corfou par l'ambassadeur allemand à Constantinople, le baron von Wangenheim, au cours d'une entrevue qu'il y eut avec notre ministre des affaires étrangères. Cette réponse était plus cruelle encore que la première. La Grèce, suivant M. von Wangenheim, ne devait pas s'occuper outre mesure de la question des Iles, celles-ci devant appartenir à celui à qui appartiendrait l'Asie-Mineure ! La question de savoir à qui l'ambassadeur allemand pensait que ces Iles appartiendraient est éclaircie par la guerre actuelle.

Telle fut la lumière qui nous vint de Berlin. Il était clair que la Grèce n'avait à attendre la moindre protection de la part de l'Allemagne, ni auprès de la Bulgarie, ni auprès de la Turquie, ni auprès de l'Autriche. Mais cette lumière venue d'Allemagne n'a pas éloigné, elle non plus, de la voie de laquelle les intérêts grecs l'éloignaient, le souverain qui, nominalement irresponsable, négociait cependant, sous sa responsabilité, des affaires le rendant responsable.

III. — Le roi Constantin et le traité gréco-serbe

Il est inutile de rechercher aujourd'hui, par une interprétation grammaticale ou juridique, la signification de l'article 1^{er} du traité gréco-serbe.

Avons-nous devant nous de vieux textes ? Et manquons-nous d'éléments nous permettant d'interpréter l'esprit des rédacteurs du traité ? Mais, ceux qui ont rédigé le traité vivent et gouvernent encore de nos jours. Ils n'ont certes pas souscrit à des textes dont le sens était équivoque. M. le président du Conseil fut obligé, à plusieurs reprises, de donner à la Chambre des explications suffisantes. Mais ce qui est moins connu, et que je dénonce aujourd'hui à la Chambre et, par elle, à la nation, c'est qu'on préméditait la violation de ce traité depuis le jour où il fut conclu. (*Applaudissements prolongés.*)

Il fut nettement, catégoriquement expliqué au Conseil de cabinet, avant que le Conseil des ministres fût réuni au Palais sous la présidence du roi, et il fut répété et souligné au cours de ce dernier Conseil, que, d'après l'interprétation de l'article 1^{er}, la Grèce était obligée de secourir la Serbie contre « *tout tiers* » ; mention fut même faite du « tiers » qui pouvait attaquer la Serbie. Or, à l'issue de ce Conseil, nous avons, à notre grand étonnement, entendu le souverain qui présidait le Conseil, déclarer que si ce cas se présentait, c'est lui qui violerait le traité ! (*Cris : Infamie ! infamie !*) »

Je ne veux pas répéter la phrase si peu royale par laquelle il a défini le sens d'une pareille action et attitude de la Grèce.

B. Scoulas. — Dites-la, Monsieur le ministre. Dénoncez tout ! (*Bruit.*)

Plusieurs députés. — Dites-la.

P. Carapanos. — Il a appelé cela le déshonneur de la Grèce.

E. Répoulis. — Cela, a-t-il dit — je ne répète pas la phrase tout entière — cela... je le prendrai sur moi ! Et il a, lui-même, qualifié ce qu'une pareille violation signifiait.

IV. — Le roi Constantin et l'Angleterre

Mais il arrivait quelque chose d'étrange avec ce roi. Tant que M. le président du Conseil se trouvait auprès de lui, il n'hésitait pas à avouer qu'il se rendait à ses raisonnements, et que réellement la Grèce ne devait suivre aucune autre politique, par suite de ses engagements antérieurs et aussi de sa position géographique et de l'ensemble de ses intérêts et de ses relations.

M. le président du Conseil s'est vu forcé de lui dire à plus d'une reprise : « Il arrive toujours, Sire, que mes paroles vous persuadent, comme vous le dites, mais qu'aussitôt après mon départ, vous vous en dissuadiez ! » Qui le dissuadait ? C'était l'ombre du kaiser et ceux qui, étant au service de cette ombre, la représentaient auprès de lui. C'est ainsi qu'il fut encore dissuadé quand il s'est agi de la question relatée dans la lettre que lui adressa M. le président du Conseil et que la Chambre a sous les yeux. Le président du Gouvernement avait alors, en vertu de l'autorisation de ce même roi, déclaré à l'Entente que la Grèce s'empressait d'offrir son concours, à la condition que ses flancs fussent garantis contre une agression éventuelle de la Bulgarie.

L'amirauté anglaise a, en conséquence, ordonné à

l'amiral Karr de s'entendre avec l'état-major grec en vue de régler le mode de la coopération. Le roi déchu déclara à M. le président du Conseil qu'il était prêt à recevoir l'amiral Karr pour le mettre en contact avec l'état-major, en vue de l'accord envisagé, au sujet duquel le roi d'Angleterre avait déjà remercié par télégramme le roi de Grèce. L'amiral Karr fut reçu à cet effet au palais. Mais alors que, la veille, le roi avait déclaré au président du Conseil qu'il recevrait l'amiral anglais pour établir cet accord, le lendemain, quand celui-ci se présenta à lui, le roi lui déclara qu'il ne pourrait jamais penser à une guerre contre la Turquie ! Il ajouta même qu'il ne pourrait jamais affronter le kaiser en ennemi ! Il avait de nouveau été dissuadé ! Ce revirement et cette conduite obligèrent le président du Conseil de remettre sa démission, qu'il ne retira qu'à la suite des explications données par le roi, persuadé de nouveau par les paroles du président du Conseil.

V. — La Grèce et l'Asie-Mineure

Mais nous nous sommes heurtés à une découverte. Il nous fut révélé que nous avions des traîtres au sein même du Gouvernement. Car l'action commise par un des membres du Gouvernement était bel et bien une trahison de la politique gouvernementale. Le traître et collaborateur de la couronne était un des ministres. (*Sensation.*) On découvrit en effet que les idées exposées par le roi à l'amiral Karr et qui étaient contraires à la politique gouvernementale, tenaient leur paternité du ministre des affaires étrangères ; celui-ci avait eu l'audace de les suggérer au roi dans un mémoire particulier, trahissant ainsi le Gouvernement dont il faisait partie.

Quelques députés. — C'était de la politique allemande.

D'autres députés. — C'était une trahison.

E. Répoulis. — Le Gouvernement luttait constamment contre de pareils obstacles, de pareilles intrigues et de pareilles machinations, jusqu'au 5 mars, jour de sa démission. Pas un jour ne se passait sans que le président du Conseil eût à affronter les agissements réactionnaires de ces milieux. Savez-vous combien effrénée fut la réaction exercée par la couronne contre la politique nationale du gouvernement d'alors ? Je n'oublierai jamais une visite que j'ai rendue un jour, au ministère des affaires étrangères pour une affaire de service. J'y ai trouvé M. le président du Conseil en train d'examiner et d'étudier les cartes sur lesquelles il échafaudait l'avenir de la Grèce. Un officier de l'état-major se trouvait auprès de lui. M. le président étudiait les compensations que la Grèce pourrait obtenir en Asie-Mineure et examinait quelles seraient les limites de leur étendue possible. Que disait alors le délégué de la couronne ? Car je ne puis nommer autrement celui qui parlait en tant qu'instrument des idées et des aspirations royales. Il disait qu'il n'est pas dans l'intérêt de la Grèce de s'étendre en Asie-Mineure !

Plusieurs députés. — Infamie !

E. Répoulis. — « Que cherchez-vous, disait-il, en Asie-Mineure ? Que vous préoccupez-vous de doubler à nouveau le territoire de la Grèce ? Ne pensez-vous pas qu'en s'étendant jusque-là, la Grèce deviendrait la voisine d'un grand État comme la Russie ! ? »

Les lâches ! C'est par tous ces moyens qu'ils cherchaient à imposer leur politique de trahison ! Il ajoutait encore qu'avant de travailler à doubler le territoire de la Grèce, le Gouvernement devait penser si la Grèce serait en état d'administrer ces régions dont la superficie

équivalait à celle de la Vieille-Grèce. Ils considéraient, les misérables, la Grèce comme incapable de gouverner de nouveaux territoires et de nouvelles populations helléniques.

C'est pourquoi j'ai dit que vous n'avez pas en vue toutes les preuves de la trahison. Nous en avons, nous autres, des témoignages tous les jours. C'est contre des efforts incessants de trahison que le Gouvernement avait à lutter jusqu'au jour où il fut obligé de démissionner.

Ce Gouvernement démissionna et un autre lui succéda. Quel fut le premier acte du cabinet qui nous remplaçait? Ce fut une nouvelle trahison. Quelques jours, ou, peut-être, un mois s'était à peine passé — je ne m'en souviens pas d'une façon précise — depuis que notre Gouvernement avait reçu l'assurance de l'Entente qu'aucune cession territoriale ne serait exigée de la part de la Grèce, en échange des très larges compensations qui lui étaient offertes en Asie-Mineure, lorsque le roi de Grèce et son premier conseiller révélèrent aux puissances, dans un but de calomnie, l'idée de M. le président du Conseil relativement à la cession hypothétique et conditionnelle de Cavalla, et qui avait été exposée au roi déchu dans son mémoire bien connu. Et ils dirent aux puissances : « Pourquoi déclarez-vous n'avoir aucune exigence au sujet d'une cession territoriale de la part de la Grèce? L'ancien premier ministre avait lui-même l'*intention* de consentir à des concessions en faveur de la Bulgarie! » Que voulez-vous de plus comme trahison? Et dire que des plaintes s'élèvent des banes de l'opposition contre l'emploi que nous faisons de ce mot! Qu'ils nous en trouvent un autre et nous l'emploierons. Mais ce mot que vous nous donneriez devrait être beaucoup plus dur... Car, il est vrai que le mot de « trahison », par suite de son

emploi fréquent et abusif ne rend pas toute l'ampleur du crime que nous voulons flétrir. (*Applaudissements prolongés de la Chambre et des tribunes.*)

VI. — Le roi et la propagande électorale

On dissout ensuite la Chambre et on fait de nouvelles élections. Le parti libéral trouve la Cour dressée contre lui, à la tête de l'action électorale de ses adversaires, avec comme chef, le roi lui-même? Je n'hésiterai pas, Messieurs, à dire à la Chambre l'opinion que je me suis, depuis, formée et qui, lors de la dissolution de cette Chambre, n'avait encore été partagée par personne. Je ne veux certes pas nier combien était raisonnable la politique imposée alors par le chef du parti et qui tendait à notre participation aux élections. Ayant cependant la conviction que tous les verdicts populaires du monde ne suffiraient pas pour modifier la politique de la couronne, je n'ai pas hésité à communiquer alors mon opinion personnelle à M. le président du Conseil. Cette opinion, qui était peut-être audacieuse, était profondément ancrée dans mon âme : je pensais qu'au lieu de participer aux élections, nous étions placés devant le dilemme suivant : abstention ou révolution. Mais la situation extérieure excluait la révolution, parce que nous ne pouvions pas déclancher la guerre intestine, tant que les Bulgares menaçaient la Macédoine et qu'aucune logique n'autorisait que ce fût à nous d'assumer la responsabilité des conséquences d'une pareille incursion des Bulgares. La révolution étant exclue, j'estimais que nous devions nous abstenir des élections et dénoncer la politique de ce roi, comme trahissant les intérêts de la Grèce. Mais

notre participation aux élections fut décidée : notre chef dut cependant s'en abstenir justement à cause de l'incident provoqué par la divulgation du mémoire relatif à Cavalla. Nous nous sommes trouvés face à face avec la couronne ! Les exploiters des sentiments pacifiques du peuple — sentiments qui sont naturels chez tous les peuples — sont aussi devenus les exploiters de la maladie du roi. Nous les avons, alors, nommés des exploiters irrespectueux de la couronne. Mais ils furent plus encore : ils furent les complices de l'entourage immédiat du roi, puisque même cet entourage exploitait sa maladie. Qui ne se souvient de tout ce qui se faisait ? Des bulletins quotidiens étaient envoyés en province ; chaque bourg et chaque village étaient tenus au courant de l'évolution de la maladie royale. Pourquoi ? Était-ce pour que le peuple grec en fût informé ? Non. Le but n'était autre qu'une vulgaire exploitation électorale. Les agents de la propagande allemande et tous les ennemis du parti libéral pouvaient ainsi proclamer que ce parti mettait en danger la santé du roi et qu'autant il y aurait de votes favorables aux candidats venizélistes, autant de coups seraient portés à la santé royale ! Le peuple fut placé devant ce dilemme : le roi ou Venizélos.

Mais ni les interventions gouvernementales, ni les procédés de chantage, ni les menaces n'ont pu modifier l'opinion populaire ; bien que placé devant ce dilemme, le peuple a dit : « Oui, je veux être gouverné par Venizélos. » Son mandat était d'ordre tellement général qu'il était valable même pour la question royale. On lui demanda : « Le roi ou Venizélos ? » ; il a manifesté sa préférence. Quel était, dans ces conditions, le devoir de ce roi qui fut placé en face d'un plébiscite condamnant la politique qu'il pratiquait sous sa responsabilité ? Ceux qui exercent un pouvoir sous leur

responsabilité et qui s'occupent ainsi des affaires publiques, doivent subir aussi les conséquences de leur politique. Si le roi voulait être conséquent avec lui-même, il devait, dès lors, abdiquer.

VII. — Le plan criminel de la mobilisation

Quant au Gouvernement Venizélos, il revint au pouvoir, en août seulement, car il fallait, n'est-ce pas, éloigner autant que possible cette amère échéance. Savez-vous quelle fut l'attitude de l'état-major à la veille de la mobilisation ? Le chef de l'état-major n'avait pas hésité à déclarer au premier ministre qu'il suffirait que nous fussions militairement secourus par les alliés dans la mesure exacte où ils décidèrent, par la suite, de nous secourir, pour que la Grèce pût écraser la Bulgarie. Et, en ce qui concerne les nouvelles publiées alors par les journaux et annonçant qu'une armée de 700.000 Austro-Allemands envahirait les Balkans, le chef de l'état-major disait au président du Conseil que c'était là des fantaisies de journalistes. « Non seulement il serait impossible, disait-il, que de pareilles forces pussent être détachées des autres fronts au profit du front balkanique, mais encore, même si elles venaient à être jetées dans le front balkanique, elles ne sauraient être utilisées activement, par suite du manque de moyens de communication, — tandis que l'armée grecque, renforcée par les alliés, ayant Salonique comme base de ravitaillement et jouissant de toutes les facilités que sa position lui procure, pourrait certainement écraser l'ennemi. » Pourquoi parlait-il ainsi ? Était-ce l'explosion d'une sincérité militaire momentanée ? Était-ce un aveu réel, mais fait dans un but

infernale — comme tout ce que ces gens faisaient — afin que son auteur pût prétendre un jour n'avoir jamais, lui, nié la certitude que la Grèce vaincrait dans ces conditions ? Ou bien y avait-il là un autre calcul, également infernal, mais incapable d'agir d'une manière décisive sur la pensée du Gouvernement — puisque ce dernier avait, en tout cas, décidé que, la Bulgarie venant à mobiliser, la Grèce devrait mettre en ligne toutes ses forces — un calcul qui consisterait cependant en ceci : pousser, par ces encouragements, à la mobilisation, pour garantir la réalisation du plan criminel, ultérieurement appliqué, c'est-à-dire pour organiser la révolte contre le Gouvernement libéral et faire écraser la Grèce ?

La mobilisation fut décrétée. Il nous fut donné, avant-hier, ici, l'occasion d'entendre que la politique, approuvée par le peuple, dans les élections du 13 juin, n'était pas une politique de guerre ! Comme si le parti libéral avait jamais cessé de proclamer sa politique, aussi bien par l'organe de la presse libérale que par les déclarations de la commission qui dirigeait, pendant les élections, les travaux du parti ! Qui a jamais caché que, dans le programme des libéraux, se trouvaient toujours inscrites la grande idée de réaliser les aspirations nationales et l'obligation de faire, sous certaines conditions, la guerre à la Bulgarie ? Certes, à la suite de la démission du Gouvernement libéral, en mars 1915, les circonstances s'étaient modifiées, et le chef des libéraux ne pouvait pas savoir quelle politique il pourrait plus tard pratiquer. Mais il n'avait jamais renoncé au principe de coopérer avec l'Entente. Pour justifier le second désaccord entre la couronne et le peuple, nos adversaires disaient : « Le peuple n'a pas approuvé votre politique de guerre. » Quel démenti peut être plus solennel que celui que constitue la mobilisation ?

Le peuple était appelé à combattre. Avez-vous constaté que la politique de guerre du Gouvernement eût provoqué le moindre malaise ? Nierez-vous qu'il n'y eût qu'enthousiasme général et approbation unanime ? Tout le peuple en état de porter les armes ne s'est-il pas empressé d'accourir sous les drapeaux ? N'avons-nous pas assisté au spectacle magnifique, tout en l'honneur de la Grèce, de la concentration plus que rapide de la population combattante, concentration effectuée plus promptement que les services compétents ne l'espéraient ? Avez-vous besoin d'autres preuves pour vous assurer que la politique du Gouvernement était constamment approuvée par le peuple ? (*Applaudissements.*)

VIII. — L'abolition de la souveraineté populaire

La manifestation du sentiment populaire était solennelle. La confiance dans le Gouvernement était accordée tout aussi solennellement. Mais ceux qui, dès le début, avaient tracé la voie dans laquelle ils poussaient la Grèce, en dépit de l'opinion du peuple, en dépit des traditions historiques de la nation, en dépit de l'intérêt hellénique, poursuivaient la même voie, maintenaient la même ligne de conduite. Le roi Constantin adoptait des dogmes constitutionnels étranges. Il reconnaissait à la Chambre sa souveraineté pour les affaires courantes de l'Etat, mais se réservait la direction de la politique étrangère. La Chambre était, pour ainsi dire, regardée comme l'habit de tous les jours de la Grèce. Mais, pour les jours de fête, quand il s'agissait de grandes résolutions nationales à prendre, ah ! alors, le pouvoir royal devait être exercé d'une manière absolue. En de pareilles circonstances, le roi Constantin vou-

lait se présenter vêtu d'un manteau impérial! Le Gouvernement démissionna.

Mais s'est-on borné à méconnaître seulement le pouvoir qu'a la Chambre de désigner le Gouvernement? Non. La Chambre, on l'a même insultée! Deux siècles entiers se sont déjà passés depuis le jour où la Chambre anglaise votait une loi interdisant au roi de gracier toute personne condamnée pour avoir insulté le Parlement. Tel est le moral des peuples fiers, des hommes politiques courageux qui respectent la liberté populaire. Alors que, chez nous, qu'avons-nous vu? Nous avons vu une grande partie du monde politique se transformer en une clique royale et déposer aux pieds du trône, en hommage respectueux, les libertés du peuple, tel un tribut de vénération, plus encore, de servitude! (*Applaudissements.*) Nous avons encore vu, chez nous, tout un monde politique bénir la main qui a souffleté la Chambre, car c'était la souffleter que de récompenser son insulteur. (*Approbations et applaudissements.*)

N. Xiros. — Et c'est pour la Chambre rester sous le coup de ce soufflet, que de permettre à ce monsieur de circuler encore libre dans les rues; la Chambre est aujourd'hui en état d'obtenir satisfaction.

E. Répoulis. — Et l'on présentait encore le président du Conseil comme un homme politique assoiffé de sang, aveugle instrument de ses propres illusions! Déplorable est la destinée des nations qui épargnent leur sang quand il s'agit de la défense de leur libre existence! Déplorable est également leur sort, quand elles sont régies par des souverains dont l'imagination n'est ni caressée par les idéals nationaux, ni émue par les obligations nationales, ni exaltée par la nécessité de défendre la liberté du pays! (*Applaudissements et*

approbations.) Nous avons encore entendu l'honorable député d'Étolie et d'Acarnanie (M. Stratos) déclarer, dans son discours, que la lettre de la Constitution ne met aucun frein à l'exercice de la prérogative royale, ni pour ce qui est du nombre de fois où le roi peut dissoudre la Chambre, ni pour ce qui est des délais qui doivent s'écouler entre chaque dissolution. Notre autre collègue d'Étolie et d'Acarnanie, qui est en même temps rapporteur de la commission de la majorité chargée de la réponse au Discours du Trône (M. Cafandaris) a, hier, épuisé la question constitutionnelle par les paroles claires et combien éloquentes qu'il a prononcées du haut de cette tribune. Aucune Constitution n'a, jamais, existé rien que par sa lettre. C'est l'esprit et non la lettre d'une Constitution qui est pris en considération dans un régime parlementaire. La lettre de la charte n'est-elle pas en Angleterre la même que chez nous? Qui pourtant oserait attribuer au roi d'Angleterre le droit de dissoudre le Parlement suivant son bon plaisir? Et quel est l'esprit de la Constitution grecque pour ce qui est de l'usage de ce qu'on appelle la prérogative royale? Vous le retrouvez dans les traditions politiques du pays, dans l'histoire entière de notre évolution parlementaire. Mais vous le trouvez encore jusque dans la lettre de la Constitution, dans les dispositions de cette dernière où sont établis les droits de la couronne à l'égard de la Chambre. Dans tout Etat parlementaire c'est la représentation populaire qui est souveraine et maîtresse de tout. Car c'est le peuple qui est souverain. Les rois ne sont pas les régulateurs de la Constitution; ils sont les simples exécuteurs des mandats populaires. Quelle existence réserverait-on à la Chambre, si on ne lui reconnaissait pas le droit de désigner les cabinets qui doivent gouverner le pays? Et où résiderait la souveraineté populaire si le caprice royal

pouvait tenir en échec les volontés parlementaires du peuple?

Or, quelle était la position du parti libéral en présence de ce nouveau coup d'État? M. Stratos a dit que le peuple est seul juge de la justesse avec laquelle la prérogative de la dissolution fut exercée. Je pourrais lui répondre que la justesse de la seconde dissolution aurait pu être jugée d'après la politique générale pratiquée par la couronne pendant toute la période écoulée précédemment. Le parti libéral n'aurait cependant pas hésité à se présenter même à de nouvelles élections, s'il n'avait pas à préférer autre chose. Mais quelle était donc l'attitude du despotisme vis-à-vis du parti libéral? Dans quelles conditions menaçait-on de faire les élections? Les réservistes ont été organisés; c'était là une organisation n'ayant rien de militaire, mais qui était une organisation de parti, de propagande et de despotisme! Elle bénéficia de la décision suivant laquelle les esclaves du despotisme seraient envoyés à leurs foyers, afin de pouvoir voter, alors que les libéraux seraient retenus dans les camps. Ces circonstances et aussi toute la suite ultérieure des événements ont de nouveau placé le parti libéral devant le dilemme : révolution ou abstention. Mais notre participation aux élections nous aurait inévitablement entraînés dans une révolution, car il serait de notre devoir d'affronter de toutes nos forces l'arbitraire gouvernemental pour la défense des droits constitutionnels du pays.

IX. — La violence et l'arbitraire du despotisme

Mais voulez-vous savoir les intentions qu'avait Constantin vis-à-vis de la Constitution, lorsqu'il osa décréter la seconde dissolution? Vous en avez l'image

dans les documents officiels, notamment dans la dépêche par laquelle il a répondu au kaiser, à l'insu du président du Conseil, et par l'entremise du ministre des affaires étrangères ! Lisez et méditez ! Parlait-il en tant que souverain d'un État constitutionnel ? Ou bien, empereur improvisé, domestiquait-il la politique de la Grèce ? Il déclarait au kaiser qu'il ne pouvait intervenir activement en faveur de l'Allemagne pour des raisons qu'il exposait avec mécontentement et avec regret, mais qu'il avait pris la résolution de maintenir la neutralité. De quel droit ? Où a-t-il trouvé le droit d'escompter la politique de la Grèce ? Comment le roi d'un peuple libre, d'un peuple souverain, pouvait-il se livrer à de pareilles déclarations sans faire la moindre réserve par égard pour l'opinion et pour la volonté du peuple, seul maître de régler son sort, d'établir sa politique et de désigner son Gouvernement ?

Mais ce texte, est-il le seul où cette intention se manifeste ? Un autre document, encore, révèle l'odieuse trahison. C'est la dépêche du chargé d'affaires de Grèce à Bucarest, annonçant que la Bulgarie avait reçu de Berlin l'assurance catégorique que la Grèce ne sortirait en aucun cas de la neutralité ! Ce document ne démontre-t-il, pas lui aussi, la trahison ? Ne dénote-t-il pas la résolution de mépriser et de fouler aux pieds toute volonté populaire, en vue de servir l'Allemagne ?

Il était naturel que le despotisme dégénérât en un régime de violence et d'arbitraire. Ce sont les méthodes habituelles et éternelles de la tyrannie. Nous avons vu des régiments entiers d'espions ; nous avons vu des citoyens innocents tomber victimes de la calomnie et de la persécution, pour avoir soi-disant insulté le roi ; nous avons vu les pires procédés de chantage ; nous avons vu la police devenir l'instrument inconscient de l'arbitraire tyrannique ; nous avons vu la jus-

lice se transformer en une basse et vile esclave de la volonté dynastique; nous avons vu le clergé parfaire ce misérable tableau par ses odieux anathèmes! (*Applaudissements.*) Et dire qu'il existe encore d'honorables membres de l'opposition soutenant qu'il y avait, à cette époque, un régime libre!

Et la Chambre, qu'était-elle donc devenue pendant ce temps? Elle avait été transformée en une Bastille! Les murs de cette salle nous envoient encore aujourd'hui l'écho des soupirs et des protestations poussés par les honorables, vertueux, courageux et libres citoyens grecs qu'on battait, qu'on humiliait, qu'on insultait, qu'on emprisonnait, qu'on condamnait à mourir de faim, sans qu'aucune protestation fût formulée par les soi-disant députés d'alors (*applaudissements et approbations de la Chambre et des tribunes*), sans qu'un seul cri d'indignation fût poussé par ceux qui se réunissaient dans cette salle en tant que députés, non seulement contre les abominations perpétrées à l'égard de citoyens libres, mais même pas contre la transformation de cette salle en un cachot de police! (*Applaudissements et approbations.*) Bref, nous avons vu la Grèce tomber là où elle est tombée. Déchéance intérieure, à la fois, et extérieure!

M. le président du Conseil a dit une fois dans cette Chambre, en s'adressant à l'opposition : « Voyez la Grèce telle que je vous la livre ! Prenez garde, comment, à votre tour, vous la livrerez ! » Nous avons livré la Grèce puissante et belle comme une nymphe. On nous l'a livrée tout en haillons! (*Applaudissements prolongés.*) Le peuple grec, qui apparaît toujours à travers son histoire pareil à un Prométhée civilisant les peuples, fut présenté comme le peuple le plus barbare, le plus esclave, le plus injuste et le plus ingrat du monde! Et nous fûmes réduits à devoir prouver que seule la lie

de la société avait été réunie dans la capitale grecque par les agents de la Cour et de l'Allemagne, pour agir soi-disant au nom de la Grèce ; et il a fallu que les libéraux réapparussent dans cette Athènes transformée, pour que la noblesse de l'âme grecque fût de nouveau affirmée. (*Applaudissements.*)

G. Popp. — Vous permettez une interruption, Monsieur le ministre ?

E. Répoulis. — Oui.

G. Popp. — Je voulais faire observer ceci : que l'impression de ceux qui n'ont pas participé aux événements du 2 décembre, — à cause desquels nous avons eu, aussi, ceux du 1^{er} décembre, — était que nous ne nous trouvions guère en présence d'une révolution populaire, mais devant une révolution de l'État, qui opprimait non seulement tous les venizelistes, mais encore tous ceux qui ne voulaient pas asservir leur conscience à l'absolutisme.

E. Répoulis. — Nous avons vu un État se révolter contre la loi et contre l'ordre établi, et enseigner à l'armée, quoi ? L'abstention de la guerre, la panique, la peur d'accomplir son devoir. Et nous avons vu la propagande allemande empoisonner l'âme du peuple grec, la persuadant de renoncer à toute idée de guerre, à toute idée de défense, dût-il s'agir de sa liberté et de la liberté de ses frères !

Leur pensée était si noire qu'ils n'ont même pas épargné l'âme des enfants. Des instituteurs, adeptes de cette politique odieuse ou forcés de le devenir contre leur gré, s'occupaient à empoisonner les âmes si facilement modelables des petits. Ils s'évertuaient à verser goutte à goutte dans ces âmes le virus anti-national, le virus anti-patriotique, la calomnie et le mensonge. le poison des idées anti-libérales, des idées basses et viles, la soumission au despotisme ! Une œuvre

vraiment immense est dévolue, aujourd'hui, au Gouvernement pour pouvoir affranchir ces âmes tendres du poison par lequel une bande criminelle a voulu les pervertir.

X. — La renaissance grecque

Mais ce régime est mort et enterré. Il n'a plus l'espoir de revivre! L'honorable député de Corfou demandait, dès le premier jour de l'inauguration des travaux de cette session parlementaire, dans quel article de la Constitution se trouve la disposition en vertu de laquelle la présente Chambre a revécu. M. le député de Corfou et tous ceux qui ont posé la même question paraissent avoir limité l'étude de la Constitution aux dispositions qui se rapportent aux prérogatives du roi et aux droits de la Chambre. Ils n'ont pas l'air d'avoir, au moins, poussé leur étude jusqu'au bout. Car s'ils l'avaient fait, ils auraient lu la disposition que contient l'article III, l'article dernier. Non, Messieurs! l'observation de la Constitution n'est confiée ni au patriotisme du roi, ni même à celui des gouvernants de la Grèce. L'observation de la Constitution est confiée au patriotisme des Hellènes! (*Applaudissements prolongés.*)

L'élan avec lequel ce patriotisme s'est manifesté, vous l'avez vu dans l'unanimité avec laquelle la moitié de la Grèce s'est rangée aux côtés de la révolution; vous l'avez encore vu dans la Vieille-Grèce elle-même, à présent aussi bien qu'avant, du temps où elle souffrait, où elle était tyrannisée et trahie. Elle s'écoulait tout entière, cette Grèce, vers les nouveaux pays et ne dissimulait guère son enthousiasme pour le Gouvernement provisoire de Salonique.

G. Boussios. —

Le Président. — M. le député de Cozani a-t-il quelque objection?

G. Boussios. — Certes...

Le Président. — Vous êtes embarrassé?

E. Répoulis. — Vous voudriez peut-être contester l'opinion et le moral de la majorité du peuple de la Vieille-Grèce? Mais vous n'osiez pas faire fût-ce des élections municipales à Athènes et au Pirée! Car vous vous attendiez à un plébiciste condamnant votre politique.

Mais vous demandez encore de quel droit cette Chambre a revécu? Elle n'aurait certes pas pu revivre, si elle n'avait le droit de revivre et si l'opinion populaire ne voulait pas qu'elle revécût.

La Chambre a revécu en vertu du même droit qui a fait revivre ce Gouvernement issu d'elle. Que signifient donc le triomphe de la révolution et sa victoire en Vieille-Grèce, sinon l'approbation de cette politique par la majorité du peuple? Et la victoire de cette révolution, quel résultat vouliez-vous qu'elle apportât principalement et avant tout, sinon la remise en vigueur de la Constitution, et, avec elle, la résurrection de la Chambre que vous avez tenté d'assassiner? (*Applaudissements.*)

Cependant, les puissances sont intervenues à cet effet, et M. le député d'Étolie et d'Acarnanie (M. Stratos) s'est préoccupé de savoir si les traités accordent à ces puissances le droit d'intervenir dans les affaires grecques. Il a voulu conclure que toute intervention d'un tiers dans nos affaires intérieures est prohibée. Mais nos affaires, dont il s'agissait, étaient-elles seulement d'ordre intérieur? Même s'il n'existait aucun traité établissant les garanties dont les puissances protectrices

entourent le régime libre de ce pays, elles auraient néanmoins l'obligation d'intervenir, l'obligation morale qui découle de la solidarité entre peuples libres. (*Applaudissements frénétiques.*) Et si cette obligation est toujours en vigueur, elle l'était pourtant plus impérieusement que jamais à l'heure où des millions de soldats, citoyens de ces nations libérales, combattent pour la liberté des peuples. Le peuple grec avait le droit de demander leur intervention, et les puissances avaient l'obligation morale élémentaire, en vertu de l'idéal même qui est le leur, d'intervenir pour sauver un peuple désarmé des griffes de la tyrannie. (*Applaudissements prolongés.*)

Mais l'honorable député de Psarra (M. Popp) a qualifié certains actes du Gouvernement d'anticonstitutionnels...

G. Popp. — ... D'antirévolutionnaires. (*Hilarité.*)

XI. — La Chambre et la Constituante

E. Répoulis. — Suivant l'opinion de notre honorable collègue, il était inconstitutionnel que le présent Gouvernement, au lieu de convoquer une Assemblée nationale, ou plutôt, selon lui, au lieu de transformer cette Chambre en Assemblée nationale, s'arrogeât les droits d'une Assemblée et suspendit la vigueur des lois constitutionnelles relatives à l'inamovibilité des juges. En agissant ainsi, nous sommes certainement hors de la Constitution, de même que nous l'étions lorsque, la Chambre étant absente, nous exercions le pouvoir législatif. Et comme en ce dernier cas est réservée au Gouvernement l'obligation de faire amende honorable devant la Chambre pour tous les travaux législatifs

auxquels il s'est livré en son absence, de même dans le cas présent le Gouvernement est soumis à l'obligation de faire amende honorable devant l'Assemblée nationale qui est seule compétente pour ratifier les décrets promulgués par lui.

Mais M. le député croit-il donc qu'il ne nous serait pas agréable d'être exemptés de la charge onéreuse, et combien lourde, de nous arroger des droits appartenant à une Assemblée nationale? L'opinion gouvernementale sur la nécessité de convoquer cette Assemblée fut exprimée avant même que le Gouvernement eût assumé le pouvoir et, plus tard, quand la convocation de la présente Chambre fut demandée, dans l'exposé des motifs du décret royal qui s'y rapportait. L'opinion du Gouvernement fut encore exprimée et proclamée dans le Discours du Trône.

Mais les circonstances extérieures permettent-elles actuellement que l'Assemblée nationale soit convoquée? Je ne veux pas nier qu'en vertu du droit révolutionnaire cette Chambre pouvait peut-être, sans que des élections régulières eussent lieu, se transformer en une Assemblée nationale. Je n'aborde pas ce sujet dont l'examen n'est pas en ce moment nécessaire. Toujours est-il, qu'à l'heure où les circonstances ne permettent même pas que la Chambre siège continuellement; à l'heure où, imitant les Gouvernements de certains autres États parlementaires, le Gouvernement se trouve dans la nécessité de demander à la Chambre de lui transmettre ses pouvoirs législatifs pour que sa présence ne soit pas indispensable et pour que l'attention gouvernementale reste attachée aux choses de la guerre, — en un pareil moment, nous serait-il permis, nous serait-il seulement possible de mettre en vigueur le pouvoir constituant de la nation?

G. Popp. — Me permettez-vous de vous interrompre?

Si nous n'étions pas en Grèce, mais en Italie ou en Angleterre, nous devrions être pris de peur chaque fois qu'une Chambre devrait modifier la Constitution.

Vous savez, en effet, mieux que moi qu'en Angleterre et en Italie, il n'existe aucune différence de forme entre une loi et une disposition constitutionnelle.

Vous savez encore qu'en vertu de notre Constitution, point n'est besoin, fût-ce d'une Chambre revisionniste avec un double nombre de députés, pour régler les dispositions constitutionnelles. Voulant, dans ces conditions, faciliter l'œuvre de la révolution en vue de constituer le nouveau régime du pays, j'ai dit ceci : que, puisque deux États éminemment parlementaires, l'Angleterre et l'Italie, permettent à leur Parlement de reviser à chaque instant la Constitution, en donnant à celle-ci la forme et la vigueur d'une charte constitutionnelle, pour quelle raison hésitons-nous, nous autres, après une révolution, à considérer la Chambre comme capable d'établir le régime sous la forme qu'elle veut ? Croyez-vous que vous, le pouvoir exécutif et le roi, vous possédez un droit majeur pour le règlement de cette question ? Nous ne tarderons pas, cependant, à être conduits à cette question, et cette Chambre sera transformée en Constituante. (*Applaudissements.*)

E. Répoulis. — Je ne suis pas, moi, un prophète. Je me borne à constater et à affirmer un état de choses et un ensemble de conditions qui existent. La question est différente en Grèce. Alors que dans les autres pays la Constitution elle-même accorde aux Chambres les pouvoirs d'une Constituante, vous voulez que, chez nous, ce soit aujourd'hui pour la première fois, dans les circonstances exceptionnelles que nous traversons, que la Chambre se transforme elle-même en Constituante. Les circonstances dans lesquelles les Chambres de certains autres pays peuvent couramment fonction-

ner en tant qu'Assemblées constituantes, sont tout à fait différentes des circonstances essentiellement exceptionnelles dans lesquelles il s'agirait de convoquer une pareille Assemblée en Grèce. Alors que la situation interdit même la poursuite régulière des travaux de la Chambre existante, comment pourrait-elle permettre les travaux d'une Assemblée qui aurait à aborder et à débattre tant de grandes et graves questions?

XII. — Le nouveau régime

Il est non moins certain que l'Assemblée nationale viendra consolider le nouveau régime. Ce régime vivra, malgré tout espoir contraire que d'aucuns peuvent caresser. Ce régime vivra et c'est sous ce régime que la Grèce elle-même vivra. (*Applaudissements.*) Que ceux qui lui sont fidèles, y adhèrent. (*Applaudissements.*) Que ceux qui ne veulent pas s'y conformer, se retirent. (*Applaudissements.*)

La lutte qu'entreprend aujourd'hui la Grèce est effectivement beaucoup plus difficile qu'elle n'était en mars 1915. La politique criminelle qui se poursuit pendant plus de deux ans, ne pouvait pas passer sans conséquences. J'ignore combien d'efforts sont nécessaires pour que le présent Gouvernement puisse annuler tous les dommages déjà survenus et servir, en général, les intérêts grecs dans la plus large mesure possible. M. le député d'Étolie et d'Arcanie a fait appel, pour les besoins de la lutte, à la concorde générale. « De la concorde, a-t-il dit, et non des poursuites. » Mais M. le président du Conseil a, dès le premier jour, fait part au peuple athénien des conceptions politiques que lui inspire le souci de la concorde et de la paix

sociale. Les libéraux ont apporté de Salonique une branche d'olivier, au lieu des baïonnettes terroristes que leurs adversaires dressaient ici à Athènes! (*Applaudissements.*)

Mais ceux qui recommandent la concorde ne peuvent pas recommander aussi l'indulgence et le pardon à l'égard des grands responsables et des grands criminels! (*Applaudissements.*) Oui, nous voulons la concorde, parce que l'intérêt de la Grèce l'exige. Oui, nous voulons accorder notre pardon aux malheureux aveugles qui se laissèrent entraîner derrière le char du despotisme. Mais nous ne voudrions jamais abandonner notre œuvre sans défense, à la merci des vipères. (*Applaudissements.*) Nous ne voudrions jamais exposer notre œuvre, sans retranchements, à de nouvelles machinations, à de nouveaux complots, à de nouveaux dangers. (*Applaudissements.*) Une pareille attitude des libéraux serait criminelle pour l'avenir de la Grèce.

Notre lutte est difficile, mais l'âme de la nation est vigoureuse, malgré tout le poison qu'on a versé en elle. Pour la purifier de ce poison, nous faisons, nous, le Gouvernement, appel à la collaboration de ceux des membres de l'opposition qui veulent prêter sincèrement leur concours à la lutte sacrée que nous avons assumée. L'empoisonnement accompli ne nous effraye pas. La vigueur de l'âme grecque nous encourage. Fondés sur elle, nous envisageons avec une confiance absolue la consolidation intérieure du pays. Fondés sur elle, nous envisageons pleins d'espoir l'heureux accomplissement de notre grande lutte. (*Applaudissements prolongés et approbations enthousiastes.*)

DISCOURS

DE M. GEORGES CAFANDARIS

DEPUTÉ D'ÉTOLE & D'ACARNANIE

RAPPORTEUR DE LA COMMISSION DE LA MAJORITÉ
CHARGÉE DE LA RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE

(Séance du 24 août 1917)

I. — Le but et les moyens de la trahison

Le Président. — M. Cafandaris a la parole.

G. Cafandaris. — Nous voilà arrivés, Messieurs, après de longues épreuves, à une des étapes de notre vie nationale; cette étape nous permet de tenter un examen autant que possible précis des événements de ces trois dernières années et de débattre en toute liberté certains points de vue relatifs à l'évolution ultérieure de notre régime.

Je me bornerai, Messieurs, à examiner la question constitutionnelle. Il serait impossible qu'un seul discours comprît toutes les questions soulevées par l'action générale de ces trois années. Je ne suis pas d'ailleurs, de par ma nature, partisan des longs discours.

La crise qui s'est abattue, Messieurs, depuis plus de deux ans sur notre pays, est une crise multiforme :

c'est une crise nationale, constitutionnelle, morale et sociale qui n'a, cependant, qu'un seul point de départ : l'effort du roi déchu d'entraîner la nation dans une voie qui devait, selon toute évidence, servir ses préférences personnelles et ses relations dynastiques, et dont tout le monde pouvait facilement discerner le terme : ce terme c'était l'abîme au fond duquel l'avenir de notre race devait fatalement sombrer. Le but poursuivi était immoral; les moyens utilisés pour sa réussite étaient également immoraux. Tout le monde sait quels furent ces moyens : c'était la violence et la corruption. Ils apparurent tous les deux simultanément au cours de notre vie publique. Nul n'ignore aujourd'hui que cette simultanéité n'était point une simple coïncidence, un fait du hasard, mais qu'elle était voulue et préméditée.

Le 5 mars 1915 le roi éloigna du pouvoir le Gouvernement parlementaire du pays; il porta ainsi au régime le premier coup décisif. Ce même jour, la propagande allemande dirigée par le baron Schenk inaugurait ses travaux, en corrompant une partie de la presse quotidienne de la capitale.

Les deux immondes moyens employés par le monarchisme pour le triomphe de sa politique antinationale ont marché ensemble la main dans la main, de même qu'ils s'étaient engagés ensemble dans le chemin depuis parcouru. La méconnaissance du régime évolua en une politique intérieure de terrorisme, qui a atteint son point culminant lors des scènes de décembre dernier; quant à l'achat matériel des consciences, il s'est développé en un système complet, en une organisation parfaite, qui, sans plus se borner à employer de l'argent, a étendu, tel un poulpe, ses bras remplis de poison jusqu'au plus petit recoin de terre grecque, sur toutes les classes sociales, les classes bourgeoises aussi bien que paysannes, sans épargner ni les branches de

l'administration, ni les casernes, qui étaient son principal objet. (*Applaudissements.*)

Il est inutile, Messieurs, de vous rappeler la manière vraiment impudente employée pour ce honteux prosélytisme qui tendait à inculquer à la nation l'idée de son désarmement moral et matériel. Toute fraîche est encore dans notre mémoire l'image de la fange morale qui coulait, hélas ! tel un torrent, du côté du palais, des cabinets politiques et des agences allemandes, prête à couvrir complètement sous son épaisse couche de saleté notre honneur national et social. Vous conservez encore certainement, Messieurs, le souvenir de la manie, de la passion vraiment dévergondée — je ne puis employer d'expression moins forte — avec laquelle l'Etat officiel cherchait à semer autour de lui le marasme moral et à intoxiquer les veines du peuple d'inconscience et d'amoralité, pour que ce dernier ne pût pas suivre l'évolution de sa propre et combien tragique destinée. J'ignore, Messieurs, s'ils ont obtenu le but poursuivi, s'ils ont réellement réussi à corrompre le peuple ; il est pourtant incontestable qu'ils sont parvenus à diffamer le nom grec aux yeux de la conscience universelle, de la conscience de nos amis aussi bien que de nos ennemis, et à abaisser l'estime dont ce nom était entouré, au point qu'un publiciste italien très connu, examinant les causes pour lesquelles l'Italie s'est dépêchée de sortir de la neutralité, pouvait mentionner entre autres la suivante : « Nous nous sommes hâtés, dit-il, de déclarer la guerre, parce que nous entrevoyions l'approche du danger moral par lequel l'or allemand menaçait l'Italie, parce que l'argent germanique avait commencé à être dépensé chez nous sans compter pour l'achat de consciences et parce que nous ne voulions pas voir la société italienne s'abaisser au niveau où la société grecque s'était abaissée. »

II. — Le crime contre la Constitution

Mais, Messieurs, un système aussi immoral et aussi digne de mépris que celui qui tendait à égarer et à corrompre le peuple ne pourrait ni fructifier, ni même s'esquisser aux yeux de la société grecque, si l'on ne prenait pas en même temps le soin d'ébranler jusque dans ses fondements la liberté du régime et d'abolir la souveraineté populaire qui, exercée avec toute la force et l'envergure qui lui appartient de droit, eût étouffé dans son berceau toute tentative, quelle qu'en fût l'origine, destinée à miner la consistance morale de la société.

Le premier coup contre le régime fut asséné, je l'ai déjà dit, par la crise ministérielle provoquée en mars 1915, à la suite de l'éloignement du pouvoir du Gouvernement légitime, du Gouvernement parlementaire du pays. Cette crise avait une signification bien nette qui était la suivante : le facteur irresponsable du régime formulait l'exigence d'avoir, de droit, une politique personnelle, indépendante et contraire à celle du Gouvernement responsable et de la majorité de la Chambre, cette dernière dût-elle se trouver d'accord avec l'opinion publique. Le roi croyait encore pouvoir imposer cette politique en exerçant les prérogatives que la lettre des dispositions constitutionnelles accorde pour la forme à la couronne. Cette exigence insolente n'eût pas mérité, Messieurs, de devenir l'objet d'un débat dans la Chambre, si notre problème constitutionnel ne s'était aussi étroitement enchaîné avec la crise nationale, si l'altération du véritable sens de notre charte constitutionnelle n'avait pas servi d'arme pour tromper vulgairement l'opinion publique en ce qui concerne la crise nationale et en ce qui concerne

la politique de guerre qui constituait et constitue toujours le point de vue prédominant, la question principale de ces dernières années.

On a formulé, Messieurs, des théories suivant lesquelles notre régime accorde soi-disant au roi le droit d'exercer une politique personnelle. D'aucuns sont même allés plus loin et ont articulé des opinions qu'on était en droit de regarder comme ne pouvant plus être soutenues par des citoyens libres. On est allé jusqu'à étendre les limites du pouvoir royal au préjudice des droits du peuple. Plus encore. Soit ouvertement, soit implicitement, on est allé jusqu'à soutenir la théorie du droit divin. Qu'est-ce que cela prouve, sinon que l'on peut, même à notre époque, obscurcir la conception morale, politique et scientifique, au point que des théories, regardées à juste titre comme disparues d'une manière définitive dans les sombres profondeurs de l'histoire humaine, puissent remonter à la surface et régler la vie contemporaine?

III. — Les tendances démocratiques du peuple grec

Car, il suffirait de remonter aux origines historiques de notre régime pour en déduire une conclusion certaine et incontestable sur la forme et le vrai caractère du régime auquel nous sommes soumis et sur l'étendue des droits souverains du peuple. Pendant toute la longue période que l'État libre de Grèce a traversée depuis la résurrection de la nation jusqu'à nos jours, il ne s'est manifesté qu'une seule tendance ferme et inflexible, qu'un seul sentiment inébranlable : le sentiment démocratique du peuple grec et sa tendance à acquérir les libertés démocratiques.

La lutte nationale était encore poursuivie contre le joug étranger, lorsque le peuple grec, aussitôt qu'il eut acquis une certaine autonomie, tressaillit pour la première fois à l'idée de la liberté et de la démocratie; les premières chartes, élaborées au cours de la révolution, furent des chartes démocratiques au point de vue de la forme aussi bien que du fond. Lorsque, plus tard, la monarchie absolue fut, de force, établie chez nous, ce régime non seulement se montra incapable de s'acclimater et de prospérer dans notre pays, mais eut, au contraire, une vie éphémère; il céda devant la révolte populaire qui a doté l'État d'un régime libéral. Cependant, le peuple grec ne se contenta pas de cette conquête. Ayant pleine conscience de sa maturité politique et des maux qui résultaient de l'administration absolutiste, il n'hésita pas — aussitôt qu'il s'aperçut que l'intervention de l'autorité irresponsable dans les affaires publiques comportait la méconnaissance de la Constitution de 1844 — à se livrer à une nouvelle révolution; son but était non seulement d'éloigner de Grèce la dynastie qui avait fraudé les libertés populaires, mais aussi de consolider le régime sur des bases démocratiques solides. Vous savez, Messieurs, qu'il a concentré, dans ce but, entre ses mains, entre les mains de l'Assemblée nationale, l'intégrité des pouvoirs constitutants, et que ce fut, en vertu de son propre droit et non à la suite d'un compromis avec le roi, que cette Assemblée élaborait le régime; elle lui donna pour base la souveraineté populaire, proclamée intacte, avec des garanties excluant la répétition des inconvénients signalés, sous la première dynastie, par suite de l'intervention active du roi dans la vie publique du pays. Le peuple a, en somme, établi chez nous aussi le régime libéral, qui a pour modèle celui qui est en vigueur en Angleterre et pour nom celui de « république couronnée ».

IV. — « La république couronnée »

Quel est le trait caractéristique qui distingue la « république couronnée » des autres régimes constitutionnels ? C'est le trait fondamental suivant : alors que dans les autres régimes constitutionnels la volonté du monarque est reconnue comme un facteur légal et prédominant du règlement des affaires publiques, sous le régime de la « république couronnée » le roi n'est autre chose que l'instrument, l'agent passif de l'Etat, dans l'administration de ses affaires : il n'est qu'un expéditionnaire de la volonté populaire. Tous les pouvoirs politiques sont concentrés entre les mains du peuple et aussi entre celles de la Chambre et du Gouvernement qui découlent de lui. (*Applaudissements.*)

Les destinées de la nation ne sont pas dirigées par le facteur irresponsable, qui possède un pouvoir à vie et héréditaire, et qui est étranger au jugement populaire ; elles sont conduites par un gouvernement éligible, issu de la volonté et de la confiance du peuple, composé de personnes révocables et soumis au contrôle continu, vigilant et sévère du peuple. C'est à ce Gouvernement que le régime confie l'administration du pays, sans tolérer l'intervention de tiers et notamment de la couronne, cette intervention dût-elle se produire d'une manière douce. Car si la « république couronnée » n'a pas la forme d'une véritable république, par suite de la participation d'un facteur non éligible et non révocable au fonctionnement du régime, elle n'en est pas moins, au point de vue du fond, une république pure et parfaite. Cela résulte des dispositions formelles de la Constitution, où il est dit que « tous les pouvoirs découlent de la nation », que, par conséquent, la souve-

raineté populaire est l'unique source d'où découlent la force gouvernementale du pays; il y est encore reconnu formellement, par l'article 108, que seule la Chambre se prononce sur la revision des dispositions constitutionnelles. Cette règle relève le caractère passif du pouvoir irresponsable. Le caractère républicain de notre régime ressort aussi des dispositions qui assurent à la Chambre le droit de se réunir « *ipso jure* en session ordinaire » (art. 54) et de poursuivre régulièrement ses travaux (art. 38). La Constitution explique encore clairement qu'aucun des droits de la couronne qui y sont inscrits, qu'aucune des prérogatives royales n'est décernée personnellement au roi. Ces droits et ces prérogatives appartiennent au pouvoir exécutif, c'est-à-dire au Gouvernement issu de la majorité parlementaire, puisque nous voyons que le roi ne peut accomplir légalement aucun acte de son propre chef, sans que le ministre compétent l'ait contresigné (art. 38). Et si nous poussons plus loin l'examen de la lettre constitutionnelle, nous pouvons dire que le rejet formel de l'institution sénatoriale et l'établissement d'un Corps législatif unique, démontrent d'une façon péremptoire la volonté de l'Assemblée nationale révolutionnaire d'éviter avec soin tout ce qui pourrait réduire l'étendue du pouvoir populaire et de préférer le danger de l'« oligarchie parlementaire », invoqué par les partisans de la seconde Chambre, au relâchement du pouvoir populaire provoqué par le morcellement de la représentation nationale. Qui pourrait vraiment s'imaginer, que, malgré tout cela, on mettrait en doute l'étendue du pouvoir populaire et que la lettre de la Constitution serait altérée par des interprétations chicanières, alors que son esprit serait totalement méconnu?

Remontons, Messieurs, soit à l'interprétation scientifique, soit à la jurisprudence parlementaire établies

dans les pays auxquels nous avons emprunté notre régime et qui nous servent de modèles de pratique parlementaire. Tournons nos regards vers l'Angleterre, ce berceau des institutions parlementaires; vers la Belgique, dont nous avons copié la charte constitutionnelle. Nous verrons avec quelle fermeté on y condamne l'intervention du roi dans les affaires publiques et on y interdit à la couronne le moindre effort qui tendrait à l'application de sa politique personnelle, en matière d'affaires extérieures aussi bien qu'intérieures. Voici ce qu'écrivait Freeman. (*Il lit.*) : « Dans les affaires extérieures, de même que dans les affaires intérieures, c'est la volonté des deux Chambres qui prévaut, et, en cas de désaccord entre elles, la volonté de la Chambre des communes. » J'ai choisi cet extrait de l'écrivain anglais, justement parce que mention y est faite non seulement des affaires intérieures, mais aussi des affaires extérieures, dans le domaine desquelles le roi déchu a usurpé des droits spéciaux, en prétendant que, s'il peut laisser à la Chambre et au Gouvernement le soin de l'administration intérieure du pays, il a cependant, seul, le droit de conduire la politique extérieure. « Il est essentiel, écrit lord Macaulay, que la Chambre des communes impose sa volonté dans toutes les branches du pouvoir exécutif. » En Angleterre, on ne permet au roi que de donner des conseils au sujet de la politique à suivre. Rien de plus. « Le roi, écrit Lowell, a certainement le droit d'essayer de persuader les ministres afin qu'ils s'abstiennent d'une politique qu'il n'approuve pas... Mais s'il ne peut les persuader et s'ils continuent à être soutenus par la majorité parlementaire et à préconiser ses mêmes points de vue, le roi doit céder. » Mais même le rôle consultatif de la couronne n'est pas illimité. Le peuple anglais montre une légitime méfiance, due à la jalousie qu'il éprouve pour ses libertés, à l'égard

de toute insistance du roi à appliquer ses idées ou sa volonté personnelle, son effort dût-il revêtir la forme la plus parfaite de simples conseils à l'adresse du Gouvernement responsable. (*Il lit.*) : « L'influence de la Couronne, écrit Courtney, ne doit aucunement amoindrir la responsabilité du ministre qui décide, en définitive, sur ce qu'il y a à faire. » On conçoit facilement l'énergie avec laquelle on repousse en Angleterre l'influence royale, quand elle sort des limites d'une stricte consultation. « Une pareille influence, écrit-on, introduit dans le régime un facteur totalement inacceptable, étant donnée la forme actuelle de la Constitution anglaise, — au facteur qui constitue une réelle négation de cette Constitution et qui tend à la détruire ».

V. — La question de la dissolution de la Chambre

Tels sont, Messieurs, les principes qui régissent le régime anglais, lequel nous sert de modèle : tels sont les principes souverains du régime belge que nous avons copié ; tels sont enfin les principes qui furent de tout temps scrupuleusement observés chez nous. Notre histoire parlementaire ne présente aucun exemple que le roi ait cherché à formuler une politique personnelle, et, à plus forte raison, qu'il ait voulu l'imposer, comme l'imposa le roi déchu, par des moyens multiples et illégaux et par la dissolution de la Chambre.

Un ensemble de traditions et d'usages parlementaires s'est déjà formé même chez nous, que nous devons respecter. Ces usages ne sont point, en effet, des éléments vagues et indécis, auxquels chacun pourrait donner la forme qui lui agréait ; ce sont des dogmes politiques, ayant une force légale et impérative.

Et nous sommes amenés ainsi, Messieurs, à la question de savoir dans quelle mesure le roi possède le droit de dissoudre la Chambre, au cas où il est en désaccord avec le Gouvernement responsable qui a pour lui la majorité de la Chambre et du pays. La question est la même que celle qui fut précédemment examinée : celle de savoir si le roi possède le droit d'avoir une politique personnelle et de poursuivre son application par la dissolution de la Chambre. La réponse est unanime et négative. Mais l'honorable député d'Étolie et d'Acarmanie (M. Stratos) soutient une théorie différente et qui est étrange. Il admet que notre régime c'est la « république couronnée », sans expliquer du reste ce qu'il entend, lui, par cette formule. Mais il admet en même temps que le roi possède le droit d'opposer sa politique personnelle à celle du Gouvernement légitime et parlementaire, puisqu'il reconnaît au roi le droit de dissoudre la Chambre en cas de désaccord. Il existe, selon lui, cinq cas généraux où la dissolution de la Chambre est permise : 1° la fin naturelle de la législature ; 2° l'incapacité de la Chambre de fournir un Gouvernement viable ; 3° la nécessité de renouveler la Chambre pour donner plus d'autorité à ses travaux ; 4° la présomption d'un désaccord entre l'opinion publique et la majorité de la Chambre ; 5° le désaccord entre la couronne et le Gouvernement soutenu par la Chambre.

Ces cinq cas se réduisent effectivement à trois seulement. La fin de la législature est un événement inévitable, de même que le second cas, c'est-à-dire l'impossibilité pour la Chambre de fournir un gouvernement viable. Le troisième cas, celui du renouvellement de la Chambre destiné à augmenter son autorité, est le même que le quatrième, parce qu'ils sont fondés tous les deux sur le manque d'accord entre la Chambre et l'opinion publique, avec la seule différence que dans le troisième

cas c'est le Gouvernement lui-même qui doute de son autorité auprès du peuple et éprouve le besoin de renouveler son mandat. En somme, mon honorable concitoyen estime que la Chambre peut être dissoute en trois cas : 1^{er} à cause de son incapacité de fournir un gouvernement viable; 2^{er} à cause du désaccord entre la Chambre et l'opinion publique; 3^{er} à cause d'une divergence entre la couronne et le Gouvernement soutenu par la Chambre. Les deux premiers motifs de dissolution constituent réellement la sanction de notre régime. Le troisième renverse complètement ce régime. En effet, on reconnaît ainsi au roi le droit de ne pas suivre simplement l'opinion publique, mais de se dresser contre elle en mettant en avant sa politique personnelle et en l'opposant à la politique de la majorité de la Chambre et du pays. Je crois avoir déjà prouvé que ni les auteurs étrangers, ni la pratique parlementaire ne prêtent au roi un pareil pouvoir. « Les Chambres belges, écrit Giraud, pour citer encore un écrivain, ne peuvent être dissoutes par le roi que lorsqu'elles cessent de représenter l'opinion du pays ou lorsque le morcellement des partis empêche la formation d'une ferme majorité parlementaire. » Mais l'honorable collègue d'Etolie et d'Acarnanie a, lui-même, très clairement démontré que notre propre jurisprudence parlementaire a, par une application uniforme, sanctionné la règle fondamentale, qui enlève à la couronne le droit de dissoudre la Chambre par suite d'une conception personnelle, de mobiles personnels ou d'une orientation politique personnelle. Notre collègue tendait certainement à démontrer le point de vue opposé, mais il a commis l'erreur propre aux conceptions et aux méthodes politiques qui n'ont malheureusement pas cessé de prévaloir dans le camp de ses partisans. Cette erreur consiste en ce qu'il a de nou-

veau voulu, en cette circonstance, subordonner les événements à des pensées arbitraires au lieu de puiser ses conclusions dans ces mêmes événements.

C'est ce que prouvent, en effet, les précédents qu'il a invoqués et les cas de dissolutions enregistrés depuis trente ans en Grèce et énumérés par lui. Ils prouvent que le roi n'a jamais procédé jusqu'en mars 1915 à la dissolution de la Chambre, que s'il y avait soit incapacité parlementaire de former un gouvernement stable par suite du morcellement des partis, soit des indications précises rendant évidente la distance qui séparait la Chambre et le Gouvernement, d'une part, et l'opinion publique, de l'autre.

« Examinons, a dit M. le député d'Etolie et d'Acaranie, les dissolutions des Chambres depuis trente ans. La dissolution de 1885 a eu lieu à cause de l'impossibilité où se trouvait la Chambre de fournir un gouvernement sur la base du principe de « la confiance parlementaire manifeste » que soutenait le regretté Charilaos Tricoupis. La dissolution de 1887 fut faite sur la base du même principe, afin de renouveler l'autorité de la majorité et de lui donner un surcroît de confiance populaire. La dissolution de 1892 fut faite, la couronne ayant enlevé sa confiance au gouvernement qui avait pour lui la majorité de la Chambre. La dissolution de 1895 a eu lieu pour le même motif et fut, comme celle de 1892, opérée par un cabinet d'affaires. La dissolution de 1902 a eu lieu par suite du désaccord présumé entre la Chambre et l'opinion publique. Celle de 1905 est due à l'impossibilité qu'il y avait pour la Chambre de fournir un gouvernement. En 1906, la Chambre fut dissoute pour augmenter l'autorité de la majorité. La première Chambre révisionniste de 1910 fut enfin dissoute par le Gouvernement minoritaire de M. Venizélos pour désaccord présumé entre elle et l'opinion publique. »

Quels furent les motifs de toutes ces dissolutions ? Mon honorable concitoyen vous l'a dit : soit la non-existence de l'harmonie qui doit nécessairement exister entre la Chambre et le pays, soit le morcellement des partis parlementaires. Pour deux cas seulement, il a invoqué comme motif le désaccord entre la couronne et le Gouvernement majoritaire ; il s'agit de la dissolution de 1892 et de celle de 1895. Il a cependant évité, et non sans raison, de rappeler le genre de désaccord et sur quels points a éclaté l'opposition entre le point de vue royal et celui du Gouvernement. Il a évité d'en parler, car ces pages de notre histoire politique sont si lointaines que la plupart d'entre nous ne conservent plus le souvenir précis de ces événements et des causes qui les déterminèrent. Plusieurs d'entre vous, Messieurs, se rappellent cependant qu'en 1892 la politique économique du Gouvernement en général et la rapide dépréciation de notre monnaie en particulier avaient provoqué un malaise profond dans l'opinion publique qui attribuait — je n'examinerai pas si c'est à tort ou à raison — à l'insuffisance gouvernementale les embarras de plus en plus grands de notre économie sociale. Le roi n'a été que le simple interprète de l'opinion publique lorsqu'il a éloigné du pouvoir le Gouvernement Delyannis et qu'il a dissous la Chambre, non pour imposer la politique économique de la couronne, mais pour aider précisément à la manifestation de la volonté populaire. Le cas de la dissolution de 1895 ne diffère guère du précédent. Des événements de grande importance avaient complètement ébranlé la confiance populaire qui entourait le Gouvernement présidé alors par Tricoupis. La faillite de l'État ; l'échec des combinaisons financières par lesquelles le Trésor avait pu, pendant longtemps, offrir des apparences de régularité ; le marasme économique qui éprouvait, de plus en plus, toutes les classes

sociales; les nouveaux impôts qui avaient été proposés, et notamment l'impôt sur les bâtiments, cet ensemble d'événements et de circonstances avait soulevé le peuple qui, par des meetings tapageux, désapprouvait le cabinet Tricoupis. La dissolution de la Chambre n'était pas, dans ces conditions, une mesure arbitraire de la couronne, mais une mesure rendue nécessaire et tendant à rétablir la régularité et l'harmonie indispensables des rapports entre l'opinion populaire et la représentation nationale.

VI. — La dissolution de mars 1915

Voilà, Messieurs, pourquoi j'ai dit que, chez nous comme dans les pays libéraux de l'étranger, la théorie aussi bien que la pratique n'accordent à la couronne le droit et le devoir de dissoudre la Chambre que dans deux cas seulement : en cas de morcellement des partis parlementaires, par suite duquel la Chambre ne peut fournir de Gouvernement viable, et au cas où l'on présume l'inexistence de l'accord nécessaire entre la majorité et le Gouvernement, d'une part, et l'opinion publique, de l'autre. Ce désaccord n'est pas créé, mais simplement constaté par la couronne, en toute sincérité. Si le roi se sert d'un désaccord inexistant entre la Chambre et le pays, comme d'un simple prétexte, alors qu'il sait pertinemment que le Gouvernement et la majorité de la Chambre ont derrière eux l'opinion publique dont la confiance envers eux reste intacte, il y a là un cas de mauvaise foi, un usage malveillant du droit de dissolution, qui n'est qu'une violation pure et simple du régime.

Examinons à présent brièvement, Messieurs, les cir-

constances dans lesquelles furent opérées les deux dissolutions en mars et en novembre 1915. En mars 1915, c'est le Gouvernement libéral qui se trouvait au pouvoir. Ce Gouvernement jouissait de la confiance de la Chambre. Personne ne pouvait douter — et le facteur irresponsable moins que personne — que ce Gouvernement, non seulement avait derrière lui la majorité du peuple, mais encore avait attiré, à juste titre, son enthousiasme et son admiration illimités.

L'honorable député d'Étolie et d'Acarnanie a, lui-même, donné la raison de ces sentiments populaires professés à l'égard du Gouvernement libéral. C'était, a-t-il dit, le Gouvernement qui avait obtenu la renaissance intérieure et internationale du pays ; c'était le Gouvernement qui avait donné au peuple ses preuves dans des circonstances tant régulières que critiques : c'était le Gouvernement à l'expérience et à l'habileté duquel, ou, pour être plus précis, à l'expérience et à l'habileté du chef duquel le peuple grec avait une confiance absolue. Le pays avait, de plus, conscience que ce n'était point le moment de tenter de nouvelles expériences : en ce moment, l'État avait besoin d'une main ferme, d'un Gouvernement expérimenté et clairvoyant. La couronne savait parfaitement bien — elle n'avait là-dessus le moindre doute — que ce Gouvernement avait derrière lui l'immense majorité du peuple grec. Néanmoins, malgré l'opinion du peuple et en dépit d'elle, elle procéda à la dissolution de la Chambre et à l'éloignement du Gouvernement. Et elle ne l'a pas fait seulement, malgré qu'elle connût que la majorité du peuple grec soutenait la politique suivie par le Gouvernement libéral, mais aussi d'une manière effrontée, plus effrontée encore que lors de la dissolution de novembre 1915, lorsqu'il fut démontré que la souveraineté populaire n'appartenait plus qu'à l'Histoire.

La première dissolution était plus effrontée, car en y procédant, le roi non seulement s'était dressé contre la majorité de la Chambre et contre l'opinion de la majorité du peuple grec qui soutenait le Gouvernement libéral, mais encore s'était opposé, à lui seul, à l'unanimité du peuple grec. Vous vous rappelez que le roi avait convoqué au palais pour le 4 mars un Conseil de la couronne, auquel, sans parler du chef de la majorité, assistaient aussi les chefs des partis minoritaires. Ils ont été, tous, unanimes à approuver la politique suggérée par le premier ministre d'alors; certains même d'entre eux ne l'approuvèrent pas seulement; ils surenchérirent. (*Applaudissements.*)

Le Gouvernement responsable du pays, les chefs des autres partis politiques, la majorité et la minorité de la Chambre, la majorité et la minorité du pays, la totalité et l'unanimité du peuple grec adoptaient là une politique nationale unique, et demandaient une orientation nationale unique. Une seule personne n'approuva pas; une seule personne ne tomba pas d'accord: le roi. Et c'est la volonté arbitraire de ce dernier qui eut le dessus sur la volonté unanime de la nation. La politique nationale fut abandonnée; la politique dynastique prédomina. Dites-moi si cela signifie une « république couronnée », ainsi que notre collègue d'Etolie et d'Acarnanie a qualifié notre régime, ou si ce n'est plutôt un insolent absolutisme.

VII. — La maladie du roi Constantin

Mais ce ne fut qu'un commencement dans la voie des violations constitutionnelles. Plus tard, tout notre

monument politique s'est écroulé sous les coups forts et répétés de la Cour et de son entourage. Les élections, ainsi qu'on devait s'y attendre, ont certifié un fait dont personne ne doutait : la foi inébranlable du peuple en le parti libéral. Leur résultat a manifesté l'entière approbation que le peuple accordait, en tous points, à la politique intérieure et extérieure du chef des libéraux.

Mais en dépit de ce fait, après que le peuple eut aussi solennellement manifesté par son vote son opinion politique, ne croyez pas que l'administration des affaires publiques fut replacée entre les seules mains compétentes. Les rênes de l'Etat ne furent pas encore confiées au Gouvernement désigné par la majorité de la nation. Jusqu'au mois d'août 1915, le pays fut gouverné par le cabinet issu de la coulisse royale. Pendant près de six mois, du mois de mars à la fin du mois d'août, la souveraineté populaire resta inactive. J'en connais la justification, c'est la maladie du roi. Mais notre régime a prévu ce cas, car personne ne s'est jamais imaginé qu'il serait possible de suspendre le fonctionnement des pouvoirs légaux de l'Etat et de paralyser le Gouvernement du pays, à cause d'un fait fortuit, tel que la maladie du roi.

N. Triandafyllakos. — Je vous en prie. Permettez-moi de vous interrompre. C'était moi le ministre qui a dissous la Chambre et je dois déclarer à la Chambre que l'ajournement des élections est imputable à la raison suivante : le Gouvernement de M. Venizélos n'avait préparé ni le matériel électoral ni les listes électorales des nouveaux territoires. Aussitôt formé, le nouveau Gouvernement, se trouvant devant la nécessité absolue de dissoudre la Chambre à cause de son désaccord avec la couronne, s'est occupé en toute hâte de la publication des listes et de la préparation du

matériel ; la date des élections fut fixée aussi prochaine que possible.

Je prie M. le ministre de l'intérieur de donner à ce sujet à la Chambre des renseignements officiels, car, de la manière dont M. le député d'Etolie et d'Acar-nanie présente les choses, il semble que j'aie ajourné les élections contrairement à l'esprit de la Constitution. Mais je n'ai jamais violé ni ne violerai jamais le régime du pays : si la majorité a une opinion contraire, qu'elle me demande à rendre des comptes.

G. Cafandaris. — Vos paroles sont inutiles, car, même si elles sont vraies, elles ne modifient pas le sens des événements.

N. Triandafyllakos. — Je devais vous interrompre, car, en m'accusant d'avoir ajourné la convocation de la Chambre, vous m'imputez une grande responsabilité.

G. Cafandaris. Si vous aviez écouté plus attentivement mes paroles, vous auriez compris en quoi consiste la violation de la Constitution. Les élections eurent lieu le 13 juin, et la Chambre ne fut réunie qu'en août pour former le Gouvernement légal. Pendant plus de deux mois, malgré le résultat si clair des élections, les destinées du pays furent, en des circonstances très critiques, dirigées de la manière la moins parlementaire, par un Gouvernement que le peuple avait désapprouvé (*applaudissements prolongés*), par un Gouvernement qui suivait une politique préjudiciable à l'intérêt national. (*Bravos et applaudissements.*) Et maintenant dites-moi : le régime fut-il, oui, ou non, violé ? Le peuple avait-il, oui ou non, le droit indescriptible de voir, à la suite du résultat des élections, le pouvoir confié au Gouvernement qu'il avait désigné, au Gouvernement de son propre choix ?

VIII. — La déchéance des hommes politiques

Mais si la violation de ce droit fondamental du peuple mettait en danger de graves intérêts nationaux, cependant, elle comportait aussi un symptôme tout à fait déplorable de notre éducation politique : les violateurs de notre régime n'ont pas eu le courage d'affronter résolument leurs responsabilités et n'ont pas estimé inconvenant d'invoquer des conceptions indignes d'hommes politiques d'un État libre. Car il était vil et humiliant d'accorder aux intérêts d'un pays, à la vie d'un peuple, à son avenir même, une importance moins grande qu'aux idées d'une personne, qu'elle fût un roi ou un simple mortel. (*Bravos et applaudissements.*) Et il y a un symptôme encore plus déplorable : c'est que des hommes politiques, oublieux de leurs obligations morales envers le peuple, aient surenchéri aux manifestations les plus serviles et aient excité les aveugles préjugés et les faiblesses de la foule, au lieu de pourvoir, de toutes leurs forces, au rétablissement du calme dans l'âme des citoyens et de l'équilibre moral de la société. Mais, pour vous montrer quelle tournure lamentable ont prise les opinions politiques, de tout temps instables, de certains de nos hommes politiques, aussitôt que le monarchisme a fait montre de sa force matérielle et de sa poigne, je vous lirai ce que disait un de ces hommes, au sujet du rétablissement du fonctionnement régulier du régime par la formation d'une régence, prévue formellement par l'article 53 de la Constitution :

« Venizélos n'avait pas encore manifesté son intention de retourner à la vie politique, quand j'ai formulé

mon opinion au sujet de la pensée *impie et blasphématoire* de constituer une régence, à l'heure où la vie du roi ne tenait qu'à un fil. »

Et plus loin : « Mais ma voix les a rappelés à l'ordre. Ils se sont contractés, tels des escargots dans leur coquille, après avoir reconnu ce qu'il y avait d'*irrespectueux, de profane, d'inconvenant et de lâche* dans leur mouvement. » Telle était la conscience qu'ils avaient du fonctionnement de notre régime.

Un député. — De qui est cette qualification ?

G. Cafandaris. — C'est l'opinion d'un homme politique formulée dans une interview qui fut donnée à un journal de la Cour et qui ne fut point démentie.

C. Lycourézos. — Mais quel est cet homme politique ?

G. Cafandaris. — Le chef d'un des groupes politiques. A quoi bon vous le nommer ? Ils appartenaient tous à la même catégorie. (*Applaudissements.*)

IX. — La seconde dissolution de la Chambre

Après la reconstitution du Gouvernement parlementaire une seconde divergence a éclaté, Messieurs, en octobre 1915, entre la couronne et le Gouvernement ; elle a eu comme résultat immédiat la dissolution de la Chambre récemment élue. La question fut alors posée de savoir si le roi avait le droit de dissoudre la Chambre une seconde fois, supprimant ainsi le résultat des élections qui venaient d'avoir lieu. La réponse donnée par les orateurs de l'opposition consiste à dire qu'il avait ce droit, et ceci pour deux raisons : en premier lieu, parce qu'aux élections du 13 juin, on ne posa

soi-disant pas nettement devant les électeurs la question de l'intervention ou de la neutralité, de la guerre ou de la paix. En second lieu, parce que le peuple grec n'a soi-disant pas approuvé la politique générale du parti libéral, ni ne s'est prononcé sur le cas spécial de la vigueur du traité gréco-serbe, ni ne s'est par conséquent prononcé sur l'obligation de la Grèce de courir à l'aide de la Serbie, au cas où la Bulgarie l'attaquerait, non dans une guerre balkanique locale, mais d'accord avec d'autres grands pays non balkaniques. Il est inutile, Messieurs, de nous attarder à l'examen de ces théories. J'adresserai seulement une question à laquelle je défie n'importe quel membre de l'opposition de me répondre. Si, comme mon honorable concitoyen vient de le dire, notre régime est celui d'une « république couronnée » et est, par conséquent, fondé sur la souveraineté populaire, où et quand s'est affirmée cette souveraineté depuis le mois de mars 1915 jusqu'en février 1916, au moins, c'est-à-dire à une époque où les intérêts les plus fondamentaux du pays étaient en jeu ?

En mars 1915 le peuple avait unanimement manifesté sa volonté de faire suivre au pays la politique nationale tracée par le chef des libéraux. Mais cette politique n'avait pas été appliquée, justement pour que le peuple pût se prononcer sur ce qu'il y avait à faire. Lorsqu'en août la Chambre fut réunie, les élections avaient déjà démontré que le peuple approuvait la politique de l'intervention ; mais l'occasion d'intervenir avait échappé, l'expédition des Dardanelles ayant échoué parce que précisément la Grèce n'y avait pas participé à temps. En d'autres termes la souveraineté populaire avait été mise de côté, et la volonté seule du roi avait réglé la politique du pays. En septembre, le Gouvernement, qui avait pour lui la majorité parlementaire et

qui venait d'être désigné par les élections, a décidé de nouveau que la Grèce interviendrait aux côtés des Alliés, en cas d'agression bulgare contre la Serbie. Mais le roi a voulu que l'on demandât de nouveau au peuple de se prononcer clairement s'il considérait le traité gréco-serbe comme ayant un caractère général ou simplement balkanique, si, par conséquent, la Grèce était, oui ou non, obligée de secourir la Serbie en cas d'agression bulgare.

X. — La souveraineté populaire

La Chambre fut dissoute le 11 novembre; les élections eurent lieu le 19 décembre; la nouvelle Chambre fut réunie le 2 février, mais depuis le 2 novembre la Serbie n'existait plus. Abandonnée par la Grèce, elle avait subi une défaite totale; son territoire avait été occupé et les Bulgares étaient entrés le 2 novembre à Monastir. Et le peuple grec, le peuple souverain, le seul compétent pour régler la conduite de l'Etat, vota le 19 décembre au sujet de la vigueur et de l'étendue du traité gréco-serbe : c'est-à-dire il vota si nous devions, oui ou non, secourir qui? La Serbie qui n'existait plus. (*Acclamations et applaudissements prolongés.*) Vous avez, Messieurs, le devoir d'être sincères : si votre idéologie est monarchiste, si vous répugnez à la démocratie, si vous êtes assoiffés de despotisme, dites-le nettement. Mais vous n'avez pas le droit de vous attaquer à la souveraineté populaire (*Applaudissements*) et de la présenter comme une phrase vide de sens. La souveraineté populaire n'est pas une idée abstraite; c'est la force agissante qui met en branle le mécanisme de l'Etat. Tant qu'elle agit ainsi, nous

avons un régime démocratique. Mais lorsqu'elle cède, de quelque manière que ce soit, à la force monarchiste, le régime devient un régime monarchique, comme il en fut du nôtre, sous des prétextes divers, parce que soi-disant le peuple n'est destiné qu'à s'occuper théoriquement et nominalement du parlementarisme, et que le roi doit conduire, selon sa propre volonté, la politique et les destinées du pays. Imaginez un instant, — ce qui, d'ailleurs, ne peut être aucunement supposé, — que l'esprit de notre régime dicte l'obligation de faire appel au peuple pour chaque cas spécial et pour chaque détail, en des circonstances critiques, c'est-à-dire en des moments où la politique devient forcément compliquée et difficile : cela équivaudrait à ce que le peuple votât et le roi gouvernât. Mais il est impossible que, pour chaque détail qui surgit, le peuple soit appelé aux urnes, comme aussi il n'est guère possible que l'intervention militaire d'un Etat fasse, dans un pays sage, l'objet d'une lutte électorale. En suivant le mouvement politique du pays et en ayant sous les yeux les grandes lignes des programmes politiques et de l'activité personnelle de ses chefs, le peuple trace, par sa voix, la ligne de conduite générale qui doit, selon lui, être suivie dans l'administration des affaires publiques. C'est au Gouvernement issu de la confiance populaire qu'incombe l'obligation de décider, le cas échéant, s'il est utile ou nécessaire pour l'Etat d'entreprendre une guerre. Il eût été plus qu'imprudent si l'on retirait du ministère des affaires étrangères et si l'on livrait à la publicité tous les éléments diplomatiques, afin que le peuple se basât sur eux et statuât sur la nécessité ou non de faire la guerre. Et l'imprudenc e eût été plus grande encore si l'on absorbait le peuple à l'étude et à l'examen approfondi des données diplomatiques, afin qu'il se formât une opinion sur la guerre

et sur la paix, à l'heure où le pays courrait le danger de voir son territoire envahi par un ennemi, qui, lui, agirait vite et ne s'attarderait pas à d'inutiles dissertations diplomatiques.

XI. — La violation du régime

Il résulte, Messieurs, d'une manière incontestable de certaines pensées simples, mais fondamentales et inébranlables — que les plus longs discours ne sauraient réfuter, — que notre régime a été altéré et que la Chambre, issue des élections du 19 décembre 1915, à la suite de la seconde dissolution, a été une fabrication absolutiste, un produit de falsification constitutionnelle et non pas une représentation authentique du peuple, qui, seule, peut être considérée comme un facteur du fonctionnement régulier des pouvoirs de l'Etat.

Un député. — N'oubliez pas que celui qui fut la cause de la dissolution a été récompensé en recevant une fonction plus haute qu'il n'avait.

G. Cafandaris. — Il a été dit, Messieurs, que même au cas où la seconde dissolution de la Chambre serait considérée comme inconstitutionnelle, le parti libéral avait néanmoins le devoir de se présenter aux élections et de demander aux électeurs la confirmation de cette opinion. Je crois même que l'honorable président du Conseil n'a pas repoussé, lui non plus, radicalement ce point de vue, qu'il a subordonné à certaines conditions. Permettez-moi de ne pas partager son opinion. La crise déterminée par la violation du régime, à la suite de la seconde dissolution de la Chambre qui suivit de près la première, — cette crise a cessé d'avoir un

caractère parlementaire : ce fut une crise purement constitutionnelle ; ce fut un conflit entre le facteur irresponsable et la souveraineté populaire. Une pareille crise n'avait qu'une seule issue, qu'une seule solution : non pas la lutte électorale, mais la révolution. La persuasion n'avait plus de raison d'être : c'était la force qui devait être employée. Si la révolution n'a pas éclaté, si la crise constitutionnelle n'a pas été immédiatement résolue par la force, n'oublions pas que cela n'était ni souhaitable, ni facile.

La force armée est, de nos jours, concentrée entre les mains de quelques personnes et, tant qu'on la dresse menaçante contre l'élément populaire qui est désarmé, personne ne peut être certain que le sang, qui sera répandu par la lutte intestine, vivifiera plutôt qu'il n'étouffera les droits du peuple. Mais, même si l'on était certain de l'issue finale du conflit intérieur, les circonstances extérieures dans lesquelles se trouvait le pays n'autorisaient pas, elles, des luttes intérieures, dût-on par celles-ci résoudre des questions d'une importance vitale. On a donc agi sagement en évitant alors la révolution et en l'ajournant pour un temps plus propice. Ce moment propice venu, elle a éclaté, mais pour servir les intérêts nationaux et non pour les atteindre d'une manière préjudiciable. Elle a éclaté et, ainsi qu'il fallait s'y attendre, elle a triomphé sur toute la ligne.

La révolution, une fois victorieuse, avait le devoir de rétablir le libre régime et de ramener, avec lui, à la vie la Chambre du 13 juin. La mesure de faire revivre une Chambre dissoute est, certainement, sans précédent dans la jurisprudence parlementaire, du moins dans la nôtre. Mais c'est la seule mesure indiquée et susceptible de servir, mieux que toute autre, les intérêts du pays et de la démocratie, dans les circonstances exceptionnelles que nous traversons. La Chambre

du 19 décembre était le produit de l'arbitraire monarchique. De nouvelles élections ne pouvaient pas, selon toute évidence, avoir lieu. Le Gouvernement se trouvait donc dans l'alternative de s'approprier provisoirement tout le pouvoir politique ou de convoquer la Chambre du 13 juin. Il a préféré convoquer la Chambre et il a bien agi. D'autres pays parlementaires, tels que l'Angleterre et la France, se sont trouvés eux aussi devant un dilemme analogue, la législature ayant pris fin et des élections ne pouvant pas avoir lieu par suite de la guerre. Ces pays aussi ont préféré prolonger la durée de la législature au lieu de supprimer le Parlement. Les anomalies étaient chez nous plus grandes à cause du régime absolutiste; la nécessité était par conséquent bien plus impérieuse. Personne ne peut cependant contester que si le régime n'avait pas été aboli et l'arbitraire monarchique établi à sa place, la Chambre du 13 juin, dont la législature n'a pas expiré, aurait été légalement maintenue jusqu'à nos jours : la question du retour à la vie de la présente Chambre est donc une question de pure forme. La Chambre qui aurait conduit les destinées du pays, si la sombre parenthèse du despotisme n'était pas intervenue, cette même Chambre préside aujourd'hui encore à sa politique et interprète aujourd'hui encore la volonté populaire. C'est là l'essentiel : ne pas atteindre le fond, la base démocratique de notre régime. Si les formes n'ont pas été sauvées sous leurs apparences habituelles et connues, nous ne devons pas perdre de vue qu'une révolution n'est pas tenue de suivre, en tout et pour tout, la voie ordinaire. La révolution supprime et modifie le droit en vigueur et en crée un nouveau. Elle n'a qu'une seule obligation et ne doit pourvoir qu'à une chose : à tendre toujours à la sauvegarde des droits du peuple et à la consolidation des idées démocratiques. Par le rappel à

la vie de la Chambre du 13 juin, cette règle est observée, puisqu'ainsi la souveraineté populaire est restaurée.

XII. — La trahison

Il eût été, dans une certaine mesure, consolant pour nous, Messieurs les députés, si les mobiles de la violation de notre régime dont nous fûmes les spectateurs, devaient être recherchés dans une conception sincère des intérêts nationaux. Ce dernier soulagement ne nous est pas, hélas ! donné. Si les libres institutions du pays furent abolies par des coups d'État successifs, elles le furent pour le bien des ennemis de la Grèce, à cause d'une monstrueuse trahison dont l'Hellénisme tomba victime. En prononçant Messieurs, ce mot, j'en mesure tout le sens, et je le répète ; car j'ai la conviction inébranlable, car je crois de toute la force de mon âme que tout ce qui a eu lieu du temps du despotisme, constitue la plus flagrante trahison nationale que notre histoire ait jamais mentionnée. Je sais qu'on a abusé sans frein de cette accusation. Les mots de « traître » et de « trahison » étaient même devenus, récemment, des titres d'honneur pour ceux auxquels ils étaient attribués. De même que la notion de toutes choses, celle du patriotisme et celle de la trahison aussi, ont été complètement altérées. Nous avons vu le titre de traître décerné non seulement à des hommes politiques, qui ne cherchaient qu'à assurer l'avenir de l'État et à poursuivre les idéals de la nation, mais encore aux soldats qui combattent sur la frontière grecque, qui arrosent de leur sang le territoire grec et qui, en sacrifiant leur

vie, défendent la Grèce contre ses ennemis barbares et héréditaires. (*Applaudissements.*)

Nous devons rétablir, aujourd'hui, le véritable sens de ce mot. Nous devons rendre à cette terrible accusation le poids qu'elle comporte ; nous devons la lancer contre ceux qui la méritent, contre les vrais responsables. Point n'est besoin de fouiller notre histoire nationale et de nous attarder à des études diplomatiques et historiques ou de disséquer les multiples relations de notre pays, pour trouver les responsables et pour démontrer le crime national commis. Certaines vérités, simples et sommaires, nous montrent, à elles seules, avec force, où tendait la politique que le roi déchu a tracée en vertu de ses points de vue personnels et qu'ont soutenue des hommes politiques avilis au point de renier leurs propres opinions et leurs obligations élémentaires à l'égard du pays. Le but de la politique personnelle de la couronne est clairement discerné par qui constate le fait que tous les ennemis de notre race, non pas seulement la Bulgarie, ou la Turquie, ou l'Autriche, ou l'Allemagne, mais tous nos ennemis réunis, sans exception, applaudissaient ouvertement à la politique du roi, l'acclamaient publiquement et ne dissimulaient pas leur affection envers celui qui, par sa politique, leur a rendu d'aussi précieux services. Cette politique n'a rempli d'une profonde amertume que deux nations. Ce sont les nations auxquelles notre État doit son existence et son progrès, auxquelles nous sommes attachés par des liens sacrés de sentiments et d'intérêts ; ces deux nations, je les ai nommées : ce sont la France et l'Angleterre. La politique royale n'a mécontenté que ces deux nations, les seules amies de l'Hellénisme. La joie qu'éprouvaient nos ennemis et la douleur que provoquait à nos amis la politique royale, n'ont rien que de trop naturel. Dès le début du

conflit européen, les tendances et les intentions des deux groupes belligérants à l'égard des intérêts de la Grèce avaient été nettement marquées ; la position de cette dernière était donc, elle aussi, nettement déterminée. Si l'arbitraire du roi l'en a éloignée, cela signifie simplement que les plus hauts intérêts ont été sacrifiés, non pas à des idéals nationaux élevés, mais par simple attachement à l'empereur d'Allemagne. Si l'on a sacrifié la Grèce, ce fut pour le prestige de la famille impériale allemande.

Le roi, cet usurpateur du pouvoir politique, cet instrument de ses obligations familiales et personnelles, n'a eu qu'une seule résolution ferme et inébranlable : de ne permettre, en aucun cas et d'aucune manière, à la Grèce de se dresser contre l'Allemagne et son empereur. Le roi et la reine ont maintenu cette ferme résolution, non seulement au prix de sacrifices nationaux, mais aussi avec abnégation et en se sacrifiant eux-mêmes. Ils n'ont pas hésité à livrer des territoires grecs, mais ils n'ont pas hésité non plus à renier leur trône pour le bien de l'empereur. Ils n'ont pas hésité à livrer à l'ennemi les troupes nationales, leurs armes et leurs munitions, mais ils n'auraient pas hésité non plus à se livrer eux-mêmes en holocauste, à livrer leur propre existence et celle des êtres qui leur sont le plus chers, afin que leur auréole familiale, l'auréole des Hohenzollern ne fût le moins du monde ternie. Qui n'était le prisonnier de cette résolution fondamentale n'avait qu'à regarder autour de lui pour trouver la voie nationale et la vraie position de la Grèce.

XIII. — L'avenir

La politique, Messieurs, observée durant la période monarchique a mené notre pays au bord de l'abîme. Si le peuple grec a évité la catastrophe, il le doit encore une fois à une violente secousse, à une nouvelle révolution. Honorons ceux qui ont menée cette révolution à bon terme, mais veillons attentivement à l'avenir. Nous avons déjà acquis l'expérience qu'alors même que les dangers nationaux sont clairs et évidents et que nous pouvons les éviter, il est toujours difficile d'obtenir le salut. Durant plus de deux ans, la volonté d'un seul homme conduisait sciemment la Grèce droit à sa ruine. Je suis à même d'affirmer que le roi déchu n'ignorait pas — il ne pouvait du reste pas l'ignorer — que si ses souhaits étaient exaucés, si sa politique se réalisait à la lettre, la Grèce subirait des dommages matériels et moraux et jusqu'à des démembrements qui abrégeraient sa vie. Car, il ne pouvait ignorer — il l'avouait du reste — que si ses prévisions d'une victoire allemande se réalisaient, cette victoire comporterait immédiatement pour la Grèce la perte des Îles, qui seraient placées de nouveau sous la souveraineté turque; l'anéantissement de l'Hellénisme de l'Asie-Mineure, ce qui laisserait le champ libre à l'extension commerciale de l'Allemagne; la perte définitive de la Macédoine qui serait attribuée soit à l'Autriche soit à la Bulgarie, mais qui, en aucun cas, ne resterait grecque. Le roi déchu n'ignorait point tout cela, ni ne le dissimulait dans ses entretiens intimes; mais il avait un espoir, le suivant : que la Macédoine serait placée sous la souveraineté austro-allemande, que les empires centraux feraient une expédition pour l'occuper et

pour séparer la Bulgarie de la petite Grèce, celle-ci transformée en un protectorat allemand. Mais l'évolution de la guerre n'a pas été sans démentir cet ultime espoir. L'impuissance de l'Allemagne et de l'Autriche à distraire la moindre force militaire a fait de la Bulgarie le seul agent militaire des empires centraux dans les Balkans et a adjugé la Macédoine à la Bulgarie, provisoirement, du moins, et en cas de victoire allemande. Mais même cette tournure des événements n'a pas modifié les pensées et les décisions du roi déchu. Celui-ci n'était qu'un prisonnier trainé et entraînant la Grèce, captive elle aussi, derrière le char des Hohenzollern. (*Applaudissements.*)

Le terrible danger a heureusement disparu, Messieurs. Nous pouvons être plus optimistes. Mais nous avons, avant tout, le devoir de chercher les garanties nous assurant que la Grèce ne courra pas de semblables dangers dans l'avenir.

Les dangers encourus par notre patrie ne furent pas causés uniquement par la personne du roi déchu, mais aussi par l'institution même de la royauté. Ne nous trompons pas, Messieurs. Là où il y a des rois, les droits populaires sont en danger.

Aucun peuple, dùt-il être le plus développé au point de vue politique, ne peut, en maintenant l'institution de la royauté, être tranquille sur le sort de ses libertés et de ses intérêts nationaux. Naturelle et explicable est la tendance des rois à concentrer entre leurs mains le plus de pouvoirs possible. « Imbéciles, a dit Thiers, sont ceux qui s'étonnent de cette tendance des rois et impuissants ceux qui s'y soumettent. » (*Applaudissements.*) La pensée des souverains n'est jamais exemptée, même quand il s'agit des questions nationales, d'une arrière-pensée dynastique. Si les rois s'intéressent aux affaires nationales, ils s'intéressent, cependant, princi-

palement à consolider le dogme monarchique dans le monde.

Il est possible, Messieurs, que, lorsque le bruit des armes sera apaisé, le rois ne seront plus, comme l'a dit l'honorable président du Conseil, que des présidents de Républiques. Quant à moi, je souhaite que, pour le bonheur de tout le monde, il en reste le moins possible. (*Applaudissements.*) Je sais que le moment n'est pas encore venu de se prononcer sur le régime du pays. Ceux qui ont créé le présent état des choses, en ont fait dépendre la vigueur et la durée des décisions de la prochaine Assemblée nationale, qui ne tardera pas à être réunie. En attendant cette réunion, il est de notre droit et de notre devoir de préparer l'opinion publique, de créer et de renforcer les tendances démocratiques qu'on y rencontre. C'est ce que je fais précisément en exposant aujourd'hui mes conceptions purement personnelles.

Dellios. — Mais vous parlez contre le régime établi.

G. Cafandaris. — Contre le régime établi, tel que vous le concevez vous autres, je parlerai toujours. Nous formulons donc des suggestions et des réflexions afin que l'opinion publique ait atteint assez de maturité lorsque le peuple sera invité à poser les fondements définitifs du régime du pays. Il y a des gens qui regardent les tendances démocratiques et la liberté humaine comme des crimes impardonnables et qui nourrissent un respect absolu envers tout ce qui constitue le régime établi. Mais les régimes ne demeurent pas stationnaires, de même que rien dans le monde ne reste dans l'immobilité. Ils ne reçoivent jamais une forme définitive et inaltérable. Sur ce point aussi, comme dans les autres branches de la pensée et de l'activité humaines, les peuples ont le devoir de se créer des buts supérieurs auxquels ils doivent tendre, des idéals

auxquels ils doivent aspirer. L'idéal de l'humanité est aujourd'hui démocratique et c'est à la liberté démocratique que tend la conscience des peuples les moins cultivés. C'est vers ces idéals que nous voulons orienter l'âme nationale. Si la présente forme du régime est aujourd'hui indispensable, si le moment n'a pas encore sonné de faire de notre démocratie une vraie république, nous allons certes supporter provisoirement ce régime comme une désagréable nécessité. Mais nous avons le droit de pousser l'opinion publique à ne pas se résigner indéfiniment à un régime politique dont elle a fait récemment une aussi amère expérience. Nous avons le droit de dire que ce serait une véritable lâcheté, si la pure conscience de la nation ne poussait pas un cri de protestation contre une institution qui a fait courir tant de dangers à la Grèce.

Messieurs, lorsque le corps souverain sera convoqué, toutes les hypothèses seront soumises à son examen et l'on développera amplement devant lui les pensées qui détermineront sa décision sur la forme définitive du régime. Mais nous avons dès aujourd'hui le devoir d'empêcher que le préjugé monarchique prenne racine et se développe chez nous. Nous avons le devoir de préparer l'opinion publique afin qu'elle soit prête à adapter notre régime aux véritables intérêts et idéals du pays, de manière à exclure radicalement tout mouvement rétrograde vers le monarchisme et vers la tyrannie. Or, le danger d'un pareil mouvement est malheureusement plus grand et plus grave chez nous que dans n'importe quelle autre société. Car notre atmosphère politique est viciée ; car nous avons vu avec quel empressement nos hommes politiques renient leurs obligations envers le peuple pour encourager les tendances les plus absolutistes ; car nous avons vu ces hommes répudier leur amour-propre politique et désertier

leur poste de gardiens des droits populaires, pour se transformer en agents de l'antichambre royale. Du moment que notre récente histoire nous fournit de pareils exemples, nous avons le droit de dire que nous acceptons l'institution royale comme un régime provisoire et d'intensifier nos forces et nos efforts pour le triomphe intégral de l'esprit démocratique qui prédomine dans le monde. (*Applaudissements prolongés et enthousiastes de la Chambre et des tribunes.*)

FIN



TABLE DES MATIÈRES

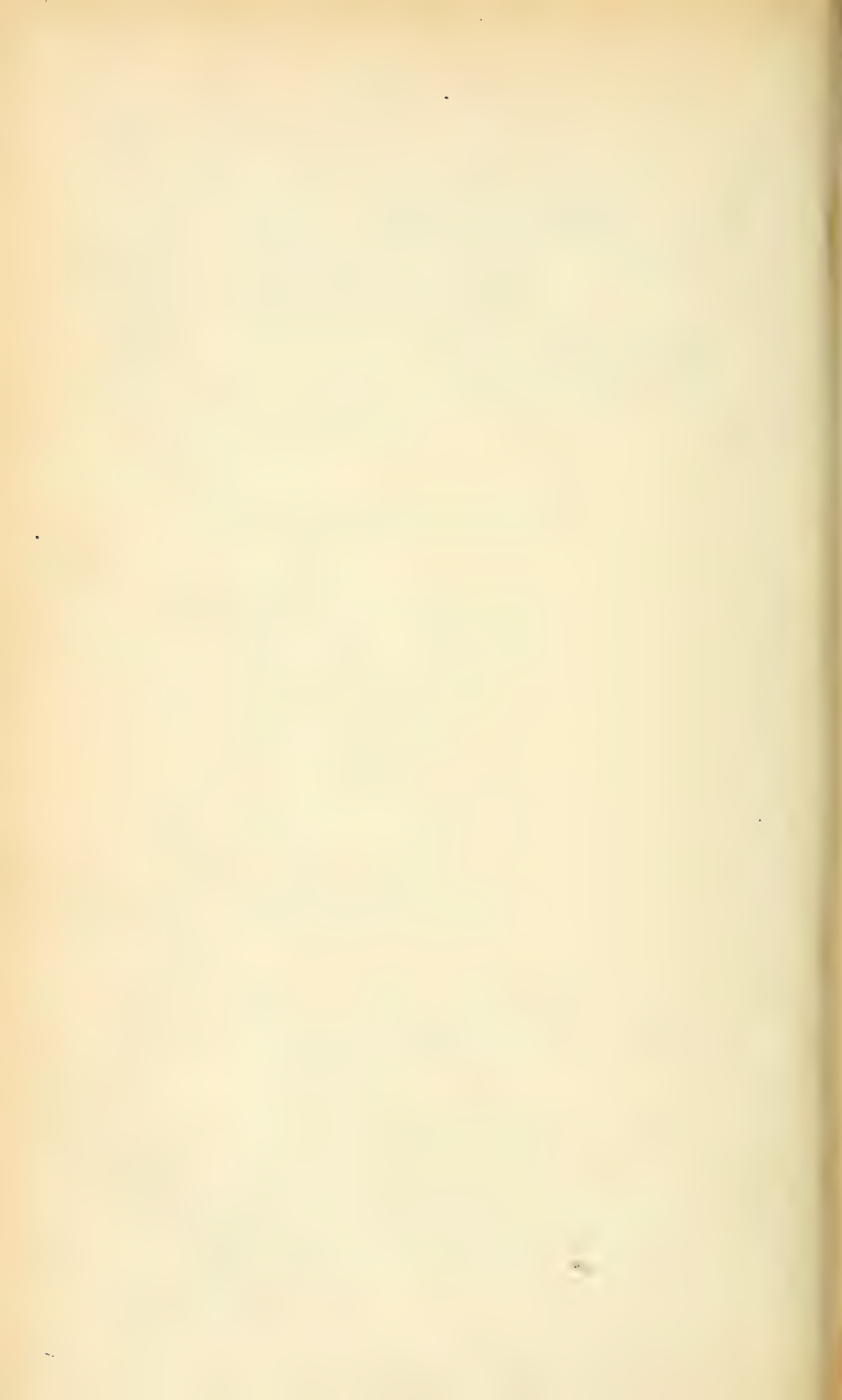
	Pages
AVANT-PROPOS	I
Discours de M. Venizélos, président du Conseil des ministres.	
I. La justification des deux guerres balkaniques. .	1
II. La guerre contre la Bulgarie	3
III. A la veille de la conférence de Bucarest	5
IV. La modération de M. Venizélos.	7
V. L'amour de la paix n'exclut pas la fermeté . . .	9
VI. Au seuil de la guerre européenne.	10
VII. Pendant que l'on se battait sur la Marne. . . .	12
VIII. Les premiers résultats de la politique entento- phile de M. Venizélos.	16
IX. Le roi Constantin viole son engagement envers l'Angleterre	18
X. La lettre de M. Venizélos au roi Constantin du 25 août 7 septembre 1914.	19
XI. Les compensations offertes à la Grèce en Asie- Mineure	23
XII. L'opération des Dardanelles	24
XIII. Le roi Constantin cède, mais le colonel Métaxas remet tout en question.	26
XIV. Le Conseil de la couronne	28
XV. La péninsule de Gallipoli n'était pas défendue. .	31
XVI. Les Turcs abandonnaient Constantinople. . . .	32
XVII. Les conséquences de la prise éventuelle de Cons- tantinople	35
XVIII. La couronne ne doit pas avoir de politique per- sonnelle	37

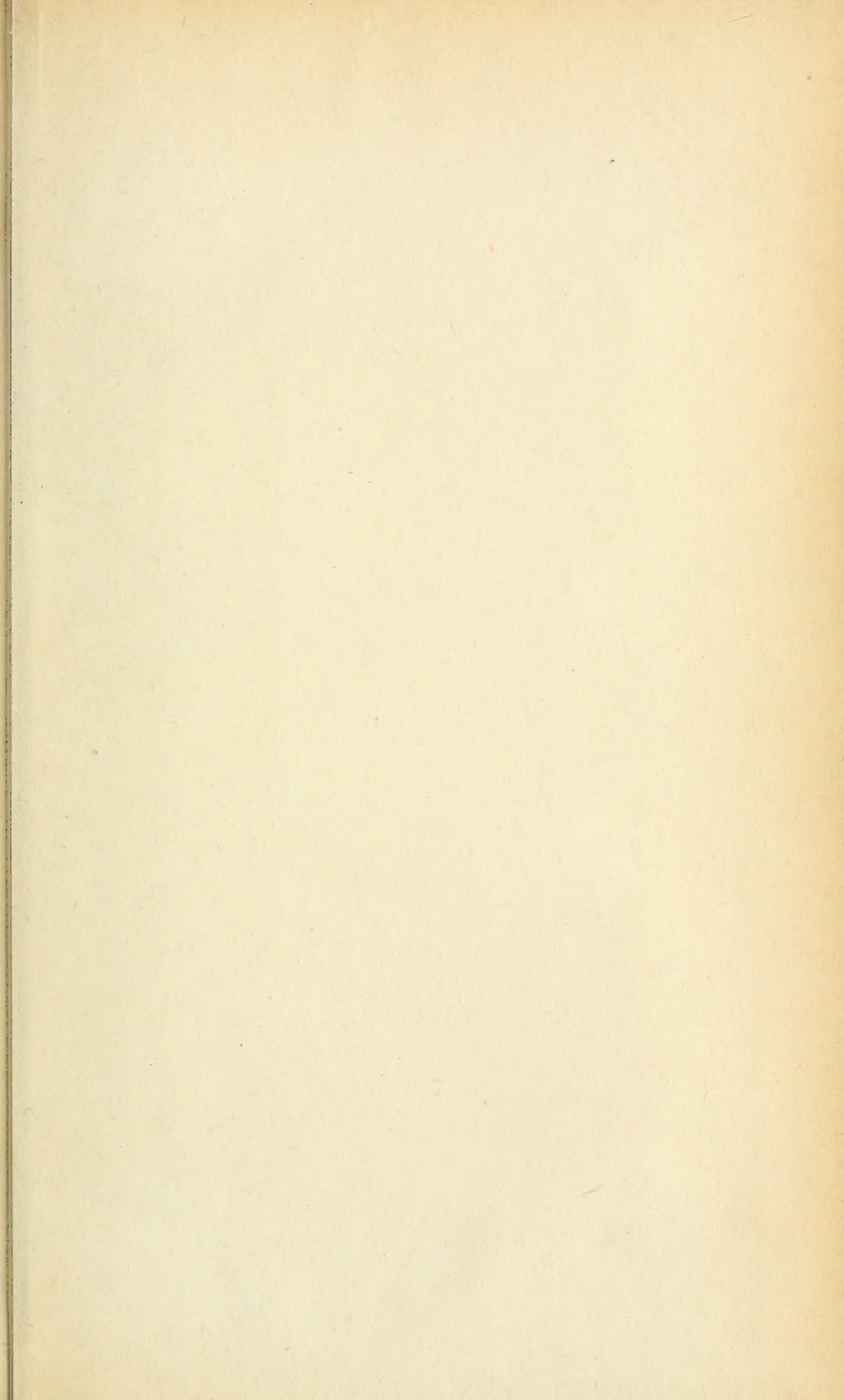
	Pages
XIX. M. Gounaris, chef de coterie et premier ministre.	40
XX. Les élections du 31 mai/13 juin 1915.	43
XXI. Le prétexte de la maladie royale.	45
XXII. La première trahison.	47
XXIII. Constantin a voulu l'écrasement complet de la Serbie	49
XXIV. L'intérêt grec fut sacrifié à l'intérêt germano- bulgare.	52
XXV. La dernière déclaration de M. Venizélos à Berlin.	54
XXVI. La mobilisation bulgare	55
XXVII. Constantin conteste le dogme de la souveraineté populaire.	59
XXVIII. L'accord apparent entre le roi Constantin et M. Venizélos.	61
XXIX. Les Anglais et les Français débarquent à Salo- nique	63
XXX. La seconde démission de M. Venizélos	66
XXXI. Pourquoi M. Venizélos n'a pas fait de révolution en octobre 1915	67
XXXII. M. Zaïmis est responsable de la violation de l'alliance gréco-serbe.	70
XXXIII. Les neutralistes ne faisaient pas l'économie d'une guerre.	72
XXXIV. Ce qu'aurait pu être la politique de la neutralité grecque	75
XXXV. L'état-major faisait de la politique bulgare. . .	79
XXXVI. L'incident provoqué par le général Yannakitsa .	81
XXXVII. Le Gouvernement de M. Scouloudis.	82
XXXVIII. Un coup d'État et une nouvelle trahison.	85
XXXIX. Pourquoi fut maintenue la mobilisation.	86
XL. L'infâme propagande de l'état-major	91
XLI. La politique pratiquée était une politique alle- mande.	93
XLII. La livraison du fort de Rupel.	96
XLIII. Les preuves de la trahison de Rupel	98
XLIV. Les mensonges du Gouvernement Scouloudis sur la trahison de Rupel	100

XLV. Après la trahison et le mensonge, l'hypocrisie inutile	103
XLVI. La déchéance morale de la Grèce et l'Italie. . .	105
XLVII. La suppression complète des libertés populaires.	107
XLVIII. Les puissances interviennent en faveur des libertés du peuple	110
XLIX. La connivence avec les Bulgares.	113
I. La livraison de Cavalla. La capture des troupes grecques.	116
LI. Constantin approuve la capture du corps d'armée grec.	118
LII. Après l'intervention de la Roumanie	121
LIII. Comment M. Venizélos se décida à organiser le mouvement national	123
LIV. Le loyalisme de M. Venizélos.	126
LV. La rupture entre la couronne et le parti libéral.	128
LVI. La purification.	130
LVII. L'abolition de l'absolutisme et de la corruption.	132
LVIII. Charles I ^{er} roi d'Angleterre. Constantin I ^{er} roi de Grèce	136
LIX. Les résultats de la politique gréco-allemande. .	137
LX. L'avenir de la nation grecque.	140
 Après le discours de M. Venizélos.	143
I. Déclarations de MM. Notaras, Carapanos, Canaris, Zavitsianos, Carpétopoulos et Pnevmatikos, députés de l'opposition.	143
II. Déclarations de MM. Colonias et Floros	145
III. Déclaration de M. Popp, député de l'opposition.	146
IV. Déclaration de M. Sideris, socialiste. Vote de l'ordre du jour de confiance.	150
 Discours de M. Nicolas Politis, ministre des affaires étrangères.	152
I. Un espoir déçu.	152
II. L'Entente a proposé officieusement à la Grèce d'intervenir (mars 1915).	154

	Pages
III. La politique du Cabinet Gounaris-Zographos . . .	155
IV. L'intervention criminelle de M. Streit.	157
V. M. Zographos semble avoir gain de cause . . .	160
VI. La perfidie de l'état-major	162
VII. « Intervenez sans conditions ! »	165
VIII. La Serbie a toujours respecté le traité d'alliance.	168
IX. Le respect des traités et le dogme de l'efficacité.	171
X. L'honneur est le bouclier des faibles	173
XI. Les fausses promesses données à la Serbie. . .	175
XII. Conclusion.	178
 Discours de M. Emmanuel Répoulis, ministre de l'intérieur	180
 I. La politique extérieure de la Grèce.	180
II. Les dispositions de l'Allemagne à l'égard de la Grèce, avant la guerre européenne	182
III. Le roi Constantin et le traité gréco-serbe. . . .	184
IV. Le roi Constantin et l'Angleterre	185
V. La Grèce et l'Asie-Mineure	186
VI. Le roi et la propagande électorale.	189
VII. Le plan criminel de la mobilisation.	191
VIII. L'abolition de la souveraineté populaire. . . .	193
IX. La violence et l'arbitraire du despotisme	196
X. La renaissance grecque	200
XI. La Chambre et la Constituante.	202
XII. Le nouveau régime.	205
 Discours de M. Cafandaris, député d'Etolie et d'Acarnanie, rapporteur de la commission de la majorité chargée de la réponse au Discours du Trône	207
 I. Le but et les moyens de la trahison.	207
II. Le crime contre la Constitution.	210
III. Les tendances démocratiques du peuple grec. .	211
IV. La « république couronnée »	213
V. La question de la dissolution de la Chambre . .	216

	Pages
VI. La dissolution de mars 1915	221
VII. La maladie du roi Constantin.	223
VIII. La déchéance des hommes politiques.	226
IX. La seconde dissolution de la Chambre	227
X. La souveraineté populaire	229
XI. La violation du régime.	231
XII. La trahison	234
XIII. L'avenir.	237







150670

HGr.
V.

Author Venizélos, P. and others

Title Cinq ans d'histoire grecque, 1812-1917, tr. de
Léon Maccas.

DATE.

NAME OF BORROWER.

University of Toronto
Library

DO NOT
REMOVE
THE
CARD
FROM
THIS
POCKET

Acme Library Card Pocket
Under Pat. "Ref. Index File"
Made by LIBRARY BUREAU

